

Supplément « Liber »

Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION
BOURSE

15, rue Falguière, 75501 Paris Cedex 15

QUARANTE-SEPTIÈME ANNÉE – N° 14272 – 5 F

SAMEDI 15 DÉCEMBRE 1990

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY – DIRECTEUR : ANDRÉ FONTAINE

Hassan II et « son » opposition

LE récent assombrissement des relations entre Paris et Rabat et, partant, une certaine mise en cause du pouvoir royal, auront laissé des traces. Tous les contestataires que compte le royaume se sont sentis encouragés, qu'il s'agisse des défenseurs des droits de l'homme, des partis politiques ou des syndicats. A preuve, l'appel à la « grève générale » lancé pour vendredi 14 décembre et maintenu malgré l'interdiction gouvernementale.

« La grève générale ne peut être acceptée du point de vue moral... tant que le dialogue reste ouvert », a averti M. Azzeddine Laraki, premier ministre, qui, pour désamorcer le conflit, avait, auparavant, annoncé une « augmentation substantielle » des salaires et des allocations familiales à compter de la semaine prochaine.

Mais les tractations de dernière minute entre le pouvoir, d'une part, la Confédération démocratique du travail et l'Union générale des travailleurs, d'autre part, ont débouché sur un constat de désaccord.

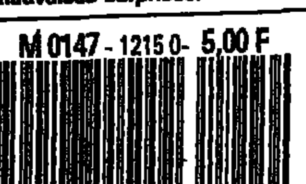
LE refus du gouvernement de lever les menaces de sanctions qu'il avait proférées contre les fonctionnaires explique en partie seulement le maintien du mot d'ordre syndical. Cet appel à la « grève générale », qui est inédit dans l'histoire du pays, traduit surtout la lassitude et l'inquiétude, pour ne pas dire la colère, des partis politiques et des organisations professionnelles face à la dégradation du pouvoir d'achat et à l'« absence de dialogue sérieux » avec le pouvoir.

« Le Maroc est un pays riche dont les fils sont pauvres », entend-on souvent dire à juste raison. La société y est inégalitaire au possible : la caste au pouvoir et aux affaires affiche, avec ostentation, ses richesses souvent très mal acquises, tandis qu'aux portes des cités campe le peuple des bidonvilles. Sait-on, par exemple, que plus de 70 % des adultes sont analphabètes, que les trois quarts des Marocains ont moins de vingt-cinq ans et n'ont devant eux d'autres perspectives que le chômage ou l'exil sur les rives européennes de la Méditerranée ?

HASSAN II avait entamé, au printemps, un dialogue avec les différents partis d'opposition – ou du moins ce qui en tient lieu – pour tenter d'approfondir, à leur demande, la très particulière démocratie marocaine, faite davantage de faux-semblants que de solides réalités. Mais le pouvoir s'est saisi de la crise du Golfe, qui, pourtant, accroît les difficultés économiques, pour retarder la mise en chantier d'indispensables réformes politiques.

Le souverain chérifien a montré, dans le passé, qu'en toutes occasions il entendait garder l'initiative, ne pas se laisser forcer la main par « son » opposition, même si celle-ci y met les formes et sait patience garder. Mais il lui est aussi arrivé de manquer de flair et d'avoir à affronter des émeutes de la misère, aussi soudaines que sanglantes, comme ce fut notamment le cas, en juin 1981, à Casablanca. Rien ne permet de penser qu'il soit à l'abri d'autres mauvaises surprises.

M 0147 - 1215 0- 5,00 F



Les aléas de la démocratisation

Des troubles ont éclaté dans plusieurs villes d'Albanie

Les forces de l'ordre albanaises sont intervenues jeudi 13 décembre dans plusieurs villes, notamment à Shkoder, dans le nord du pays, où des affrontements ont fait une dizaine de blessés. Des manifestants ont attaqué et incendié des bâtiments publics, dont le siège du Parti communiste. La situation en Albanie était de plus en plus précaire ces derniers mois, comme le rapporte notre envoyé spécial, qui se trouvait récemment à Tirana.

L'impatience d'un peuple

TIRANA

de notre envoyé spécial

Au pays du grand silence, la révolution est longtemps restée un murmure. Dans les rues muettes de Tirana, offertes aux seuls moteurs des vieux autobus de fabrication française et aux mécaniques poussives des anciens camions de l'armée chinoise, elle n'était qu'une confidence maladroite, glissée comme à confesse par ces jeunes qui accostaient les étrangers de passage devant le palais de la culture. Ils risquaient deux banalités sur la représentation de la veille, quelques mots sur le match de football du lendemain, puis en venaient à l'essentiel : l'avenir de l'Albanie, la liberté, la démocratie.

Dans un pays où des générations de contestataires inconnus ont appris à se méfier de leur frère, de leur meilleur ami et de la police politique (la Segurimi), le changement était un soupir, un chuchotement un peu craintif, un appel à l'aide, lancé à voix basse, par ces intellectuels qui hantaient les deux grands hôtels de la capitale en quête d'interlocuteurs discrets.

PHILIPPE BROUSSARD

Lire la suite page 6

Pour la première fois depuis la Libération

La CGT n'a plus la majorité chez Renault

La CGT vient de perdre la majorité absolue chez Renault. Elle ne paraît plus en mesure de garder le contrôle du comité de groupe et du comité central d'entreprise, qu'elle détenait depuis leur création. Les cégétistes, qui avaient rencontré les syndicats tchécoslovaques en octobre, se sont en outre fait tancer jeudi 13 décembre par M. Raymond Levy, le PDG, qui les a accusés d'avoir une part de responsabilité dans l'échec de la reprise de Skoda.

La chute d'une « forteresse »

Il y a encore deux ans, la CGT totalisait 53 % des votes exprimés lors des élections pour le renouvellement des nombreux comités d'établissement du groupe Renault.

Au cours du dernier cycle électoral qui s'est déroulé du 1er janvier 1989 au 31 décembre 1990, elle n'en a obtenu que 46,79 %. Le prochain comité de groupe et le comité central d'entreprise, qui seront mis en place en mars 1991, seront de fait dominés par une coalition comprenant la CFDT (24,24 %), FO (12,12 %), la CGC (10,41 %) et la CFTC (3,12 %). Ces dernières rompront certainement le protocole de gestion qui les liait à la CGT.

ALAIN LEBAUBE

Lire la suite 43 - section E

Lire également

Congrès du PCF : Les « oubliés » de la tribune de discussion

Les contributions de ROGER BOURDERON, BERNARD FRÉDÉRICK, ROGER MARTELLI, CLAUDE QUIN et ALAIN ROUX

Page 2

Les thérapies géniques autorisées

En donnant, jeudi 13 décembre, un « avis favorable » à l'utilisation sur l'homme de thérapies géniques, le Comité consultatif national d'éthique vient de franchir une étape importante.

Limitée aujourd'hui à des indications précises, cette pratique thérapeutique qui consiste à agir sur le génome humain, au niveau des seules cellules somatiques, représente un grand espoir dans le traitement des maladies héréditaires, au moment où les premières expérimentations aux Etats-Unis donnent des résultants encourageants.

Toutefois le comité d'éthique maintient son interdiction des thérapies géniques sur les cellules liées à la reproduction qui entraîneraient une modification héréditaire du patrimoine génétique.

Lire page 10 – section B l'article de JEAN-YVES NAU

Une monnaie pour l'Europe

Les chefs d'Etat et de gouvernement des Douze sont réunis à Rome

Les chefs d'Etat et de gouvernement des Douze se sont retrouvés le 14 décembre à Rome pour un conseil européen de deux jours, au cours duquel ils doivent donner le coup d'envoi des conférences intergouvernementales destinées à réviser les traités européens et à lancer l'union politique et l'union économique et monétaire.

par Françoise Lazare

Une Europe, une monnaie. Si le rêve de quelques dirigeants européens se concrétise, au terme d'un processus qui commence cette semaine, une seule monnaie circulera en Europe au tournant du siècle et elle sera l'une des plus puissantes du monde. Il faudra pour cela une très forte volonté politique, des concessions économiques majeures de la part de chacun des Douze, qui devront en particulier abandonner leur souveraineté monétaire, et deux révisions successives des statuts fondateurs de la Communauté. Depuis la création d'un système unifié aux Etats-Unis, aucun groupe de pays n'a jamais formé une union monétaire aussi large que celle que les pays européens veulent mettre en place.

Lire la suite page 43 - section E

Mme Carrère d'Encausse élue à l'Académie française

Mme Hélène Carrère d'Encausse a été élue à l'Académie française jeudi 13 décembre, au premier tour de scrutin. Mme Carrère d'Encausse est la troisième femme élue à l'Académie, après Marguerite Yourcenar en 1980 et Mme Jacqueline de Romilly en 1988. Pour la première fois, deux femmes siégeront en même temps à l'Académie, Mme de Romilly et Mme Carrère d'Encausse. Lors de sa réception, cette dernière prononcera l'éloge de Jean Mistler, son prédécesseur.

Lire l'article de MICHEL TATU page 48 – section E

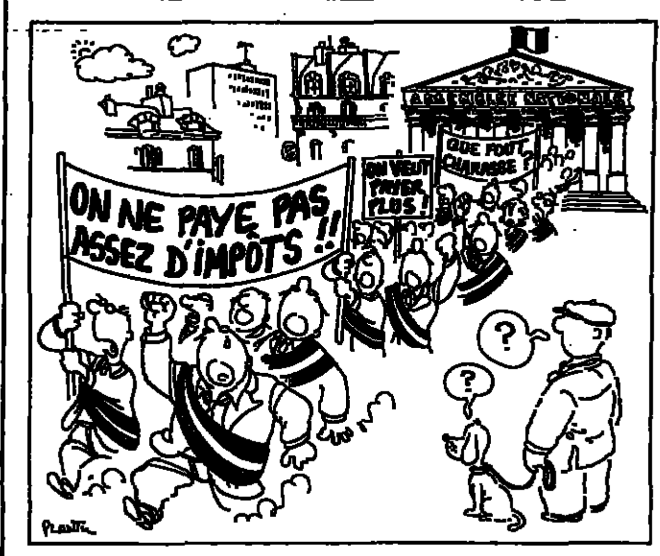
SANS VISA

Mascate, du bleu à l'horizon

Le confort pétrolier n'a pas aboli l'amour de la mer chez les Omanais qui fêtaient les vingt ans de règne du sultan Qabous.

■ Trains de nuit. ■ Les rescapés de la ligne Maginot. ■ N'oubliez pas le guide. ■ La table. ■ Les jeux.

Pages 17 à 24 - section C



A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 7 DH ; Tunisie, 850 m. ; Allemagne, 2,20 DM ; Autriche, 22 SCH ; Belgique, 33 FB ; Canada, 2,25 $ CAN ; Antilles-Réunion, 8 F ; Côte-d'Ivoire, 465 F CFA ; Danemark, 12 KRD ; Espagne, 175 PTA ; G.-B., 70 p. ; Grèce, 180 DR ; Irlande, 90 p. ; Italie, 2 000 L ; Luxembourg, 33 FL ; Norvège, 13 KRN ; Pays-Bas, 2,50 FL ; Portugal, 150 ESC ; Sénégal, 375 F CFA ; Suède, 14 KRS ; Suisse, 1,70 FS ; USA (NY), 2 $; USA (others), 2,50 $.

DÉBATS

Ouverte aux militants communistes, depuis le 8 octobre, dans les colonnes de l'Humanité et de Révolution, la « tribune de discussion » préparatoire au vingt-septième congrès du PCF a été close le 8 décembre.

La commission *ad hoc*, présidée par M. André Lajoinie, a reçu 950 « contributions ». 242 ont été publiées intégralement ou en partie, *« soit 23 de plus qu'en 1987 »*, précise la direction du PCF, estimant que *le déroulement de cette « tribune »* a *« reflété au mieux l'échange d'idées dans le parti »*.

Tel n'est pas le sentiment des militants contestataires.

Nous publions ici des extraits de quelques unes des « contributions » dont la parution n'a pas été jugée intéressante par ladite commission et dont les auteurs, critiquant le projet de résolution *du comité central*, estiment avoir été *« oubliés »*.

Congrès du PCF : les « oubliés » de la tribune de discussion

Reconstruire l'espérance démocratique

par Roger Martelli

LE mouvement populaire a besoin de s'inscrire dans une visée large qui le situe dans une histoire. Ce n'est pas facile de le *faire quand les mauvais coups pleuvent* et que l'horizon semble bouché, quand dominent l'angoisse ou l'amère désillusion. Il serait catastrophique, pourtant, de renvoyer l'alternative sociale dans un au-delà de la lutte immédiate, de situer la perspec*tive du socialisme et du communisme* dans une étape ultérieure. Si nous continuions à le faire peu ou prou, nous courrions le risque de restreindre le champ de l'action, de la couper de ses bases éthiques et historiques. L'espace du communisme en serait restreint.

Notre avenir impose une véritable mutation de notre activité dans trois *domaines : la critique approfondie*, radicale de l'expérience des sociétés socialistes telles que l'histoire les a construites et la critique sans concession de notre regard passé sur elles; l'exposition autonome, la plus fondamentale possible, de notre conception de la société nécessaire, du *socialisme* et du *communisme* tels que nous voulons désormais les envisager; enfin la réflexion ouverte et plurielle, avec d'autres courants de pensée, sur les fondements *éthiques* que nous pensons devoir mettre à la base de toute construction future au centre de toute lutte, à l'origine de toute réflexion approfondie sur l'Etat ou sur le marché (...)

Le mouvement a besoin, à chaque moment de la lutte, de penser dans leur crédibilité et leur cohérence ses propositions transformatrices (...) Or, *nous nous focalisons trop souvent* au quotidien sur les indispensables solutions partielles ou sur leur accumulation. Au quotidien, nous faisons trop peu pour expliciter la démarche du programme. Nous n'en montrons pas toujours les fondements humains; *nous n'en exposons guère* les *articulations* majeures; nous ne désignons pas les normes de sa cohérence (...)

Redresser la barre *implique* d'affiner notre propre analyse en ouvrant en même temps un débat national sur la structure et l'usage possible de notre programme en relation avec les problèmes vécus. C'est indispensable : la construction d'un rassemble*ment*, la relance des espérances démocratiques passent par le refus mais ne peuvent se faire avant tout dans le refus. Indispensable mais difficile. Cela mérite plus de réflexion et plus de volonté de s'engager dans cette voie (...)

Le mouvement populaire a besoin de percevoir les chemins d'un rassemblement possible dès maintenant, sur toutes les questions cruciales, y compris celle de la nation et de son gouvernement. Ce n'est pas évident à un moment où le gouvernement socialiste s'enfonce dans ses logiques terribles. *Mais* le désarroi de l'électorat socialiste ne nourrit pas le sursaut démocratique, ne relance pas le vote communiste s'il n'y a pas d'ouverture vers un autre avenir possible, si le débat n'est pas ouvert sur les critères d'une mutation politique appropriée. Tous les critères doivent faire l'objet de débat, de construction, de rassemblement : ceux d'une autre structuration du courant démocratique.

Car là est bien l'essentiel de l'ambition : reconstruire l'espérance démocratique qui a nourri la gauche sans se limiter à elle, autour des exigences contemporaines de la France et du monde...

► Roger Martelli est membre de la cellule du lycée Darius-Milhaud, Villejuif (Val-de-Marne)

Nous avons été aveugles

par Roger Bourderon

EN regard de la faillite du « socialisme réel », l'approche des « problèmes des sociétés socialistes » dans le *projet de résolution est d'une* grande faiblesse (...). La réflexion ne porte jamais sur les ressorts *internes du système failli*, ses principes fondateurs, le déploiement de leur logique.

L'échec historique du « socialisme réel » impose pourtant aux communistes de faire cet examen, *de cesser, une fois pour toutes*, de se réfugier derrière les contraintes extérieures et les héritages, d'analyser ce qui, dans leur mode de pensée et d'action, a permis les aberrations du « socialisme réel », et leur longue acceptation par les partis non au pouvoir, le nôtre en particulier. Ne pas inciter à cette réflexion vitale – au sens strict du mot – c'est refuser de s'interroger sur soi-même (...). Alors que l'ancien ministre de l'intérieur sandiniste, Tomas Borge, constate les tares – celles du « socialisme réel » – qui ont conduit à l'échec électoral au Nicaragua, le projet de résolution campe sur l'explica*tion, facile* et *rassurante, des « pressions de l'impérialisme »*. (...)

On nia, au 25e congrès, qu'il y ait eu une crise des pays socialistes, et l'on affirma au 26e la supériorité du socialisme, dont la « nature », disait-on, appelait les évolutions alors en cours (aujourd'hui expliquées par l'« affaiblissement des forces de transformation » et par l'action des « forces du capital » (...)

La parade, il est vrai, est trouvée : nous avons été dupés par les partis au pouvoir, personne ne mesurait l'ampleur de la crise. La *deuxième assertion* est fausse. (...) Nous n'avons pas été dupés, mais aveugles. (...)

Après une phase initiale de réelles conquêtes sociales, les pays socialistes se sont tous enlisés dans une stagnation qui remet en cause nombre d'entre elles, et parfois toutes (...). Le système mis en place en URSS depuis les années 1920 et perpétué jusqu'à nos jours, incapable de gérer les conquêtes initiales parce que attentatoire aux libertés élémentaires de l'homme, a saccagé partout les espoirs de libération sociale. (...)

Mais, en regard des objectifs affichés, il faudra bien faire le bilan critique de politiques d'Etat fondées sur la volonté de faire céder l'adversaire par l'épreuve de force et bafouant les principes hautement proclamés : rapports *germano-soviétiques* de 1939 à 1941, blocus de Berlin, guerre de Corée, installation de missiles à Cuba, mur de Berlin, participation effrénée à la course aux armements et aux ventes d'armes, soutien à des régimes dictatoriaux sous couvert d'*anti-impérialisme*, interventions militaires en RDA, en Hongrie, en Tchécoslovaquie, en Afghanistan (...).

Gorbatchev a plus fait en quelques années pour redonner crédibilité aux grands idéaux pacifiques *du socialisme et de la* libération humaine et pour apaiser les foyers de tension dans le monde que tous ses prédécesseurs. (...) Ce n'est pas l'échec du socialisme? Ne jouons pas sur les mots : c'est celui du socialisme conçu et *réalisé* par *le mouvement* communiste.

► Roger Bourderon est membre de la cellule Dulcie September de l'université Paris-VIII à Saint-Denis.

Glissement gauchiste

par Bernard Frédérick

IL y a, dans le projet de résolution, deux omissions inouïes : il n'y est pas question de la droite; pas un mot n'y est dit de la baisse d'influence et de l'état du parti. (...) Au chapitre 3, on parle bien des « partis de droite » (...), mais le texte ne comporte aucune analyse ni prise de position à *l'égard des partis de la* droite. (...) Au chapitre 3, il est indiqué que le PCF est « par ailleurs *affaibli* ». *Rien d'autre. Depuis le* vingt-sixième congrès, plusieurs consultations nationales ont eu *lieu, dont des élections présiden*tielles et législatives (1988) et des élections européennes (1989). Les résultats montrent un affaiblissement considérable de nos positions. (...) Ces deux omissions ne sont évidemment pas fortuites. Elles permettent – surtout la seconde – de ne pas poser la principale question qui est dans tous les esprits : y a-t-il un lien entre l'affaiblissement du PCF et l'écroulement du système socialiste à *l'Est? (...)*

En fait, qu'il s'agisse de la situation internationale, de la politique *intérieure ou du parti, le projet de* résolution reflète, selon moi, le glissement gauchiste imprimé depuis *des années à l'orientation du parti*, c'est-à-dire une succession de zigzags, de virages, de prises de position et de décisions contradictoires qui rebondissent comme une boule de billard des bords droits aux bords gauches, et vice-versa. •

► Bernard Frédérick est membre de la cellule de Caussade (Tarn-et-Garonne).

Une bataille rassembleuse et conquérante

par Claude Quin

L'IMPORTANCE des bouleversements scientifiques et *techniques nous fait obliga*tion d'engager une grande bataille politique rassembleuse et conqué*rante pour la modernisation et* pour une sortie de crise « par le haut ». Notamment en avançant *des concepts et des critères nouveaux* d'efficacité, en poussant à l'intervention concrète des salariés *dans les gestions, en prenant pleinement* en compte les dimensions neuves, éthiques et culturelles dont *s'enrichit la politique. Nous en* sommes encore très loin et je ne vois pas que le projet de résolution *en fasse, dès maintenant*, un objectif essentiel de l'action du parti.

Ainsi, notre politique d'union n'a pas seulement une dimension revendicative. Mais sommes-nous décidés à faire de la réflexion sur la perspective politique une tâche centrale pour rassembler sur des idées fortes autant que sur des *actions. Nous ne pouvons ignorer* que les limites de celles-ci sont, à l'évidence, liées à l'insuffisance et à l'*absence* d'élan des *perspectives* politiques que nous avançons. Sommes-nous prêts à accepter que le *rassemblement ne se fasse pas* autour de nous, que notre place puisse y être minoritaire, que nous *n'y ayons pas naturellement* un rôle de direction ?

Enfin, sommes-nous disposés à tirer les conséquences d'une démarche nouvelle sur notre propre fonctionnement et sur l'image que nous voulons en donner afin que les forces du travail et de la création reconnaissent en nous le parti révolutionnaire moderne dont elles ont besoin ? Un parti qui ne cesse de se renouveler, un parti dont le rôle d'avant-garde s'élargisse à la production continue d'idées neuves. Cela implique que *notre propre organisation* développe, dans d'autres conditions qu'aujourd'hui, la circulation des *idées en son sein*, favorise constamment le débat entre communistes et non-communistes, *fasse de notre presse un lieu permanent* de confrontation et donne toute leur place dans nos directions *à l'ensemble des forces du travail* et de la création. Cela implique à mon sens une réflexion urgente sur *nos statuts et* un congrès extraordinaire.

► *Claude Quin est membre de la* cellule du ministère de l'équipement (Paris, 7e).

Jaurès aurait voté Gorbatchev

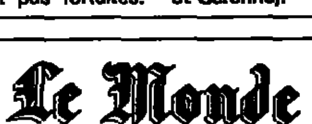
par Alain Roux

« QUELLE doit être notre action dans le monde?» Toute l'analyse de cette partie du texte de la résolution me semble reposer sur un sophisme qui la condamne nécessairement à enchaîner les erreurs. Ce sophisme consiste à affirmer que l'on part des faits alors que l'on ne part que de certains faits ou, plutôt, d'une certaine interprétation de certains faits. Ainsi, par un tour de passe-passe dépourvu de toute rigueur intellectuelle, on passe d'une affirmation partielle discutable, établie à partir d'une sélection opérée *dans la réalité*, à une conclusion générale illégitime.

Le même sophisme avait conduit à *une grossière surestimation* du rapport des forces dans le monde du temps de l'URSS de Brejnev. On avait, lors des deux congrès précédents, énoncé et défendu que l'on « vivait le temps des révolutions » et que « le bilan du socialisme était globalement *positif* » et l'on niait qu'il y eût une quelconque crise du socialisme. Le même procédé conduit maintenant à faire la constatation inverse : le rapport de forces s'est inversé au profit du capitalisme et les sociétés socialistes sont en crise. Un tel bouleversement en si peu de temps s'explique par une double erreur d'analyse, qui provient d'une double incapacité à analyser correcte*ment les faits, réduits aux seuls faits* que l'on veut retenir. Première erreur au départ. L'URSS était beaucoup moins puissante du temps de Brejnev qu'il n'y paraissait. Les maux aujourd'hui évidents étaient déjà présents et minaient l'appareil productif et grangrénaient *le tissu social*. Les différents pays socialistes étaient déjà menacés d'implosion. Ne pas le dire plus clairement invite insidieusement à tirer la conclusion que l'explosion actuelle serait due à Gorbatchev. Quand il a la fièvre, le malade insensé casse le thermomètre.

L'autre erreur se situe à l'autre bout de la ligne logique. Il y a grossière sous-estimation des aspects positifs de la situation dans le monde. La lecture des fameux « faits » est unilatérale et non dialectique. *La réunification de l'Allemagne* est à la fois ce que dit le projet de résolution et une victoire historique de tout le peuple allemand, qui rend possibles dans ce pays des luttes inévitables pour la démocratie et le mieux-être. C'est aussi un recul du danger de guerre mondiale, toujours possible à partir de l'odieux « Mur ». C'est ce que voit Gorbatchev avec lucidité. Il mise sur *le « troisième grand »*, les *peuples* d'Allemagne et du monde, et pas sur un carcan policier pour protéger la paix. Jaurès aurait voté pour lui attribuer son prix Nobel. Apparemment pas la direction du Parti.

► Alain Roux est membre de la cellule Dulcie September de l'université Paris-VIII à Saint-Denis.



RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75501 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Télex : 206.806 F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10
Télex : 261.311 F

Edité par la SARL *le Monde*

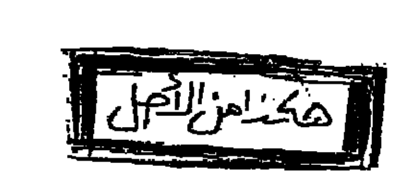
Durée de la société : cent ans à compter du *10 décembre 1944*

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile « Les rédacteurs du *Monde* »,
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme des lecteurs du *Monde*
Le Monde-Entreprises,
M. André Fontaine, gérant.

Imprimerie du « Monde » 12, r. M.-Gunsbourg 94852 IVRY Cedex

Commission paritaire des journaux et publication, nº 57 347
ISSN :0395-2037



LA CRISE DU GOLFE

Impasse sur le choix des dates du dialogue de la « dernière chance »

Les présidents George Bush et Saddam Hussein haussent le ton

Tandis que la polémique sur les dates du dialogue de la « dernière chance » proposé par les Etats-Unis se poursuit entre Washington et Bagdad, les présidents Bush et Saddam Hussein haussent le ton.

Recevant pour la première fois d'anciens otages américains, M. Bush a affirmé avec force, jeudi 13 décembre, que l'Irak n'obtiendrait rien en échange de leur libération et a averti que, d'*« une façon ou d'une autre »*, les Etats-Unis mettraient fin à la crise du Golfe. *« Ils n'auront rien. On ne récompense pas un preneur d'otages »*, a affirmé M. Bush en colère, ajoutant : *« Ce que cet homme a fait subir au monde, je ne peux simplement pas l'exprimer. »*

Le président américain a, d'autre part, dans une lettre au président du conseil italien, Giulio Andreotti, exhorté les pays de la CEE à *« tenir bon et rester unis »* aux côtés de Washington, tout en réaffirmant son opposition à toute « négociation » avec l'Irak.

A Bagdad, le président Saddam Hussein a affirmé jeudi que *« l'Irak cherche la paix »*, mais que *« si les ennemis veulent provoquer l'affrontement militaire, nous marcherons sur leurs cadavres et piétinerons leurs têtes »*. Parlant lors d'une réunion du conseil des ministres, il a ajouté que son pays *« ne tolèrera ni l'hégémonie étrangère sur le pétrole et la nation arabes, ni la poursuite de l'occupation israélienne de la terre arabe et de la Palestine »*. *« Nous avons le droit pour nous »*, a souligné le président irakien, ajoutant que, si la guerre devait se produire *« elle débarrasserait le monde arabe de la pourriture »* représentée, a-t-il dit, par *« la réaction traîtresse »*.

Selon M. Hussein, *« le sionisme, l'Amérique et les réactionnaires (arabes) ne veulent pas que l'Irak demeure une force économique, militaire et politique »*.

A Paris, dans une interview accordée à l'agence Reuter, le chef de la diplomatie française, M. Roland Dumas, a estimé que certaines propositions américaines visant à une destruction totale de l'arsenal militaire irakien n'étaient *« jusqu'à présent pas des positions officielles »*. *« Si de telles intentions existaient, elles mériteraient d'être explicitées. La France a voté des résolutions au Conseil de sécurité. Elle s'en tient là »*, a encore déclaré M. Dumas qui a, par ailleurs, estimé que l'Irak devait aller au-delà d'une simple déclaration d'intention de se retirer du Koweït. Il a cependant précisé qu'une telle initiative de la part de Bagdad ouvrirait un *« processus de règlement pacifique »*.

A Washington, le Pentagone a annoncé jeudi que le secrétaire américain à la défense, M. Dick Cheney, et le chef d'état-major interarmes, le général Colin Powell, se rendront en Arabie saoudite du 18 au 23 décembre pour inspecter les troupes américaines et s'entretenir avec les dirigeants saoudiens.

D'autre part, un juge fédéral a rejeté une requête de 54 parlementaires démocrates lui demandant d'ordonner au président de soumettre au Congrès une déclaration de guerre avant toute offensive dans le Golfe. Mais il a aussi souligné que *« la Cour n'est pas disposée à éliminer de la Constitution la clause octroyant au Congrès, et à lui seul, l'autorité de déclarer la guerre »*. Bien que la requête des parlementaires ait été rejetée, la décision du juge va dans une large mesure dans le sens de ceux qui estiment que le président ne peut lancer les forces américaines du Golfe au combat sans autorisation expresse du Congrès. – *(AFP, Reuter, AP.)*

A Vienne, Irakiens et Koweïtiens côte à côte...

L'OPEP a réussi l'exploit de réunir les représentants de Bagdad et ceux de l'émirat en évitant de discuter du conflit

VIENNE

de notre envoyée spéciale

« Invasion brutale », *« régime oppresseur »*, *« mensonges »*, les mots se perdent dans le brouhaha du hall monumental décoré de sapins et de guirlandes. Les palaces viennois, à la veille de Noël, ne sont pas un endroit idéal pour improviser une conférence de presse. Pourtant le petit homme barbu et souriant qui fait face aux caméras poursuit courageusement sa lecture. Le ministre koweïtien du pétrole porte au revers de son veston, comme tous les membres de sa délégation, un badge vert et rouge sur fond blanc intitulé « Free Koweit » (« Libérez le Koweït »).

La conférence de l'OPEP qui réunit à Vienne en cette mi-décembre plusieurs centaines de journalistes, radios et télévisions du monde entier, est une tribune trop belle pour que les membres du gouvernement koweïtien en exil n'en profitent pas pour rappeler leur détresse et leurs exigences.

Pas question, assure le ministre, de laisser Saddam Hussein jouir de son crime. *« Nous ne négocierons rien avec le régime irakien actuel,* dit-il, *tant qu'il ne se sera pas totalement retiré du Koweït, tant que le gouvernement légitime du Koweït n'aura pas été restauré et tant que l'Irak n'aura pas compensé les dommages qu'il nous a causés. »*

Pourtant quelques minutes plus tard, interrogé sur la nomination prévue en janvier d'un nouveau secrétaire général adjoint de l'OPEP irakien, il modère ses propos : *« Le Koweït,* assure-t-il, *n'est pas opposé à l'Irak mais au régime de Saddam Hussein. Il ne combat pas les Irakiens partout où ils sont. D'ailleurs tous les Irakiens ne soutiennent pas ce régime... »*

« Rien à leur dire »

Deux poids deux mesures. Il n'a fallu que deux heures, après la clôture officielle de la conférence ordinaire de l'OPEP, jeudi 13 décembre, pour que la politique reprenne ses droits. Qu'il soient koweïtien, iranien, algérien ou vénézuélien, les ministres, tous les ministres ne parlent plus que de la crise du Golfe. Mais pendant deux jours, ils ont semblé l'ignorer, feignant la sérénité au point d'asseoir côte à côte, selon l'ordre alphabétique, les délégations irakiennes et koweïtiennes, impavides, autour de la grande table en U qui sert aux conférences officielles.

La conférence n'a traité que de pétrole, d'économie et d'environnement. Elle a réussi à faire approuver par les treize pays membres – y compris donc l'Irak et le Koweït – une seule et unique résolution. Et si elle n'a finalement fait que reconduire le *statu quo* c'est parce que l'incertitude actuelle ne lui permettait vraiment pas d'autres solutions. Un exploit un peu surréaliste puisque la crise du Golfe est loin d'être résolue et que l'OPEP réunit tous les principaux protagonistes : Irak, Koweït, Arabie saoudite, Iran, Emirats arabes unis, etc. *« Avant cette conférence les difficultés paraissaient énormes,* raconte en privé un ministre. *Comment réunir autour d'une même table deux Etats membres qui ne font plus qu'un ? »*

Pendant deux jours, les deux délégations voisines ne se sont pas adressées directement la parole. *« Je n'avais rien à leur dire »*, commentera le ministre koweïtien. C'est tout juste si le conflit est revenu à la surface à l'occasion du vote du budget, la délégation koweïtienne tenant à souligner que l'Irak était l'un des deux Etats membres qui n'avaient pas réglé leurs cotisations...

En réussissant à mettre sous le boisseau une crise qui constitue en soi une cause d'éclatement et dont l'issue conditionne l'avenir des prix du pétrole – et donc des revenus de tous ses membres, – l'OPEP a justifié une fois de plus sa légitimité et, par là, son existence. *« L'OPEP est une organisation impliquée dans les problèmes économiques, pas dans la crise actuelle. Elle a fonctionné normalement, comme dans le passé,* expliquait à l'issue de la conférence le ministre algérien du pétrole, président en exercice de l'organisation. *C'est la preuve que tous les pays membres sont attachés à sa survie car ils en auront besoin dans l'avenir... »*

VÉRONIQUE MAURUS

Une « première » depuis vingt-cinq ans

M. Chevardnadze en visite à Ankara

Pour discuter notamment de la crise du Golfe, M. Edouard Chevardnadze est arrivé, jeudi 13 décembre, à Ankara pour une visite officielle de deux jours, la première d'un ministre soviétique des affaires étrangères en Turquie depuis vingt-cinq ans.

Le chef de la diplomatie soviétique devait s'entretenir vendredi avec le premier ministre, M. Yildirim Akbulut, et surtout avec le chef de l'Etat, M. Turgut Ozal, dont l'alignement sur les positions de Washington a créé, au sein du gouvernement et de l'armée, un malaise marqué par les démissions des ministres des affaires étrangères et de la défense ainsi que du chef d'état-major.

Contrairement aux informations en provenance des Nations unies, il semble toutefois exclu que M. Chevardnadze rencontre lors de son séjour en Turquie le chef de l'OLP, M. Yasser Arafat. Le ministère turc des affaires étrangères a démenti une telle éventualité, qui a été également qualifiée de *« pure spéculation »* par l'entourage du dirigeant palestinien à Tunis. – *(AFP.)*

Selon la Fédération internationale des droits de l'homme

« Symétrie inquiétante » dans la répression des Kurdes en Irak et en Turquie

Dans un communiqué publié jeudi 13 décembre à Paris, la Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH) a dénoncé la *« répression »* des populations kurdes en Irak et en Turquie, relevant une *« symétrie inquiétante »* de la politique des deux pays en la matière.

Selon le communiqué, *« la politique de destruction systématique du Kurdistan menée par l'Irak depuis quinze ans s'est intensifiée »*. L'objectif, estime la FIDH, est de ne laisser au Kurdistan irakien qu'une demi-douzaine d'agglomérations.

Par ailleurs, la situation *« s'aggrave de façon dramatique »* dans le Kurdistan turc, indique la FIDH, notant la *« suspension par le gouvernement de l'application de la Convention européenne des droits de l'homme au Kurdistan »* ce qui *« autorise tous les abus »* : isolement des prisonniers, menace d'exécution de trois cent huit condamnés à mort – Kurdes pour la plupart.

AFRIQUE

AFRIQUE DU SUD : de retour après trente ans d'exil

M. Oliver Tambo, président de l'ANC va s'efforcer de maintenir l'unité du mouvement

M. Oliver Tambo, le président du Congrès national africain (ANC), est rentré pour un séjour de trois semaines en Afrique du Sud, jeudi 13 décembre, après trente ans d'exil. Son retour coïncide avec l'ouverture, vendredi, de la conférence nationale de l'ANC, en proie à d'inquiétantes divergences.

JOHANNESBURG

de notre correspondant

Trois mille personnes attendaient Oliver Tambo en chantant et en dansant à l'aéroport de Johannesburg, dans une atmosphère militante plutôt bon enfant. Du moins jusqu'à ce qu'un policier fin observateur s'aperçoive qu'un drapeau de l'ANC avait été substitué au drapeau sud-africain flottant habituellement sur le parvis de l'aéroport. Aussitôt, policiers en armes et maîtres-chiens évacuaient la place, au prix de cruelles morsures, et affalaient l'emblème impie. Ce fut le seul incident notable, au regret apparent d'un service d'ordre prêt à en découdre.

Très affaibli, M. Tambo est arrivé soutenu par M. Nelson Mandela, son vieux compagnon de lutte. Dans un effort plusieurs fois répété, sa main gauche valide a soulevé son bras droit inerte pour saluer la foule qui lui fit un accueil triomphal. Après lui avoir souhaité la bienvenue, Nelson Mandela, au nom de M. Tambo, trop faible pour parler, a dit lui-même combien *« il est heureux d'être ici avec vous »*.

En août 1989, après l'attaque cérébrale dont il fut victime, les plus pessimistes pensèrent qu'il ne reverrait jamais sa terre natale. C'était le « règne » du président Pieter Botha et M. Mandela croupissait encore en prison.

Le temps d'une longue convalescence partagée entre Londres et Stockholm, le président Frederik De Klerk a succédé à M. Botha. M. Mandela est libre. L'ANC et les autres organisations politiques sont reconnues. L'apartheid n'est toujours pas mort mais la lutte contre la discrimination raciale est entamée. Oliver Tambo peut revenir au pays.

Le vieil homme – il a soixante-treize ans – qui préside aux destinées de l'ANC depuis trente ans est un modéré, un sage et un fin politique. Un député du Parti démocrate, qui l'a rencontré à Londres, en octobre, estime que M. Tambo est *« toujours aussi vif et brillant et particulièrement bien informé sur la situation »*.

Cependant, son engagement pour un *« transfert du pouvoir »* est toujours aussi ferme. Ce chrétien fervent, qui faillit être ordonné prêtre anglican en 1956, partage, semble-t-il, le point de vue de ceux qui considèrent que l'ANC a déjà beaucoup donné et peu reçu en retour. M. Mandela, qu'il a connu sur les bancs de l'université et avec lequel, jeune membre du barreau, il avait ouvert, en 1952, un cabinet d'avocat à Johannesburg, a durci sa position sur *« les actions de masse »*, juste après l'avoir rencontré à Londres. C'est un stratège qui revient à un moment crucial pour l'ANC. Son retour est d'une importance psychologique capitale pour les militants qui doutent de plus en plus du bien-fondé des orientations choisies.

Oliver Tambo, qui dirige l'ANC depuis la mort d'Albert Luthuli, le premier Prix Nobel de la paix sud-africain, n'est pas un tribun. Il n'a pas le charisme d'un Nelson Mandela ou d'un Joe Slovo, mais c'est lui qui a réussi, contre vents et marées, à maintenir l'unité du mouvement, naviguant entre extrémistes et conservateurs, entre « marxistes-léninistes » et non-communistes. Position centrale qui lui a finalement permis de faire de l'ANC en exil le mouvement le plus populaire à l'intérieur du pays et le symbole de la lutte anti-apartheid sur la scène internationale.

Cet homme austère, qui a vécu en Tanzanie, en Zambie et en Grande Bretagne, a prêché, à travers le monde, pour l'abolition de l'apartheid. Son retour au pays, comme la libération de M. Mandela en février, est une étape sur la voie de la transition qui s'opère en Afrique du Sud. Preuve indubitable que les temps changent, que l'avenir sera plus doux aux jeunes générations que les années sombres qui l'ont conduit, lui et des milliers d'autres, à passer le meilleur de leur vie en exil ou en prison.

« Direction isolée »

M. Tambo est rentré à la veille de la première conférence nationale de l'ANC organisée en Afrique du Sud depuis 1960. Certes, ce n'est pas le congrès que Nelson Mandela souhaitait tenir avant la fin de cette année. Mais trop de militants sont encore en prison ou en exil pour qu'une telle réunion puisse avoir une réelle signification politique. L'entreprise cependant n'est pas vaine. Mille six cent onze délégués vont débattre, trois jours durant, de questions cruciales : négociations, renoncement à la lutte armée, violences entre Noirs, isolement international, etc. L'échéance du Congrès a été reportée au mois de juin prochain.

Mais il était impératif de réunir rapidement les cadres au moment où les tensions s'exacerbent au sein de l'appareil. L'unanimité de règne pas et l'ANC a plus que jamais besoin de se rapprocher des autres mouvements démocratiques pour conforter sa position dans le processus de négociation engagé avec le gouvernement depuis le mois de février. Les divergences sont nombreuses, notamment à propos de la suspension de la lutte armée et du maintien des sanctions contre l'Afrique du Sud.

L'ANC revendique maintenant deux cent mille membres. Quelle sera l'attitude des nouveaux militants au cours de cette « conférence consultative » ? On parle déjà à la base de *« direction isolée »* et *« coupée de ses racines »* ! La première tâche de la direction politique va donc être de se justifier et de convaincre que la voie des négociations choisie est la bonne. Mais aussi d'expliquer que les difficultés à transformer le mouvement de libération ANC en parti politique ne sont pas inhérentes aux négociations, à la suspension de la lutte armée ou à la spirale de violence qui au cours des dernières semaines a embrasé les ghettos noirs de la région de Johannesburg.

Les membres de la Ligue de la jeunesse, qui ne prennent pas pour argent comptant *« la bonne foi du président De Klerk »*, prônent, au contraire, un retour à la campagne de défiance et aux actions de masse, avec grèves et boycottages, pour contraindre le gouvernement à appliquer les accords signés. Un retour à la radicalisation, en quelque sorte. Ce sont les mêmes qui regardent avec les yeux de Chimène Umkhonto we Sizwe (La lance de la nation), la branche armée de l'ANC, la *« solution »* aux problèmes des Noirs sans espoir.

Les vieux sages, qui ont choisi la négociation, ont eu la clairvoyance de reporter en juin le congrès de l'ANC. C'est-à-dire au-delà de la prochaine session parlementaire qui devrait abroger plusieurs lois piliers de l'apartheid. Le bien-fondé des choix sera, à ce moment-là, plus facile à défendre auprès de la turbulente jeunesse des ghettos. Et les élections à la tête de l'ANC, mouvement de libération devenu parti politique, les plus décisives des soixante-dix-neuf années d'existence de l'organisation, ne seront plus à craindre comme elles le seraient aujourd'hui.

FRÉDÉRIC FRITSCHER

□ **NIGERIA : victoire du Parti social-démocrate aux élections locales.** – Le Parti social-démocrate (SDP) a obtenu la majorité aux élections des gouvernements locaux, organisées le 8 décembre, vient d'annoncer le président de la commission électorale nationale. Ce scrutin opposait les deux partis *« officiels »* créés en octobre 1989 par le gouvernement fédéral : le SDP et la Convention républicaine nationale (NRC). – *(AFP.)*

□ **TCHAD : les commandos libyens anti-Kadhafi accueillis au Zaïre.** – Le président Mobutu a déclaré, jeudi 13 décembre, que le Zaïre a décidé, *« à la demande du gouvernement de la Libye »*, d'accueillir les quelque six cent cinquante anciens prisonniers de guerre libyens capturés au Tchad, *« retournés »* pour servir de commandos anti-Kadhafi et récemment évacués de N'Djamena par les Américains. – *(AFP.)*

DIPLOMATIE

Le conseil européen de Rome

La Grande-Bretagne attendue au tournant...

LONDRES

de notre envoyée spéciale

Le conseil européen, qui s'est ouvert vendredi 14 décembre à Rome, ne fera que « survoler » le dossier du siège du Parlement européen, a indiqué jeudi le porte-parole du gouvernement italien, M. Pio Mastrobuoni. Faute de pouvoir satisfaire à la fois Paris et Bruxelles, M. Giulio Andreotti, président du conseil italien, a en effet renoncé à présenter un compromis sur cette querelle qui était censée aboutir lors de ce sommet. *« La tendance est à une solution de procédure et la question des sièges pourrait donc devenir un thème de négociation de la conférence sur l'union politique »*, a déclaré M. Mastrobuoni. Ce conseil est par ailleurs le premier auquel assistera le nouveau chef de gouvernement britannique, M. John Major.

Qu'on se le dise, M. John Major n'est pas homme à brader l'héritage : le départ de l'irascible Margaret Thatcher ne changera pas d'un iota la politique européenne de la Grande-Bretagne ; peut-être le style sera-t-il plus conciliant, mais sur le fond les Britanniques ne feront aucune concession. Telle est la ligne officielle du gouvernement britannique, avant tout soucieux de préserver l'unité du Parti conservateur.

Rabâché à Londres, ce discours n'est pas sans souffrir quelques ambiguïtés. Le nouveau gouvernement n'est certes pas sur le point de virer de bord. La « bureaucratie » bruxelloise reste honnie, la monnaie unique contestée et la perspective d'un fédéralisme européen exécrée. Mais certains signes laissent augurer une meilleure disposition des Britanniques à l'égard de leurs partenaires.

Le chef de la diplomatie, M. Douglas Hurd, s'est lancé la semaine dernière dans une campagne en faveur d'une politique européenne commune en matière de sécurité. Conscients de l'irritation provoquée à Washington par le manque de cohésion des pays européens dans le Golfe, inquiets du départ des troupes américaines du continent, les Britanniques ressentent aujourd'hui le besoin de *« construire un pilier européen au sein de l'alliance atlantique »*.

S'exprimant devant la commission des affaires étrangères de la Chambre des Communes, mercredi 5 décembre, M. Hurd citait la politique étrangère et de sécurité comme étant *« un secteur plus important que les autres et plus susceptible d'enregistrer des progrès »* au cours de la conférence intergouvernementale sur l'union politique. Pour le secrétaire au Foreign Office, la défense, c'est-à-dire *« les garanties mutuelles, le stationnement des forces, le déploiement des armes et la nature du commandement »*, ne sera *« jamais l'affaire des Douze »*. Mais la sécurité, c'est-à-dire *« le contrôle des armements, l'expertise nationale en matière de défense nucléaire et chimique et occasionnellement le maintien de la paix »*, sont des domaines où *« il y a un besoin de coordination »*.

Sans doute M. Hurd dit-il tout haut, aujourd'hui, ce qu'il pensait tout bas du temps de Mme Thatcher. Apparemment, il n'est pas le seul. Comme si une chappe de plomb s'était soulevée, ses confrères à l'agriculture et au commerce qui négociaient à Bruxelles au sein du GATT la semaine dernière ont « osé » critiquer avec virulence l'attitude américaine, en faisant preuve de solidarité à l'égard de la Communauté, alors que Mme Thatcher était toujours la première à dénoncer la politique agricole commune, comme le fait Washington.

L' « écu dur » reste d'actualité

Dans cette liberté de ton retrouvée résident certainement les germes d'un assouplissement de la position britannique à l'égard de l'Europe. *« Toute la machine gouvernementale était habituée à avancer sous l'œil d'un conducteur qui ne dormait jamais »*, écrivait récemment un éditorialiste du *Guardian*. Temps révolu selon lui, puisque de John Major *« personne ne sait clairement ce qu'il pense, si ce n'est qu'il fera une vertu de ne pas le penser tout seul »*. Or le successeur de Mme Thatcher a ménagé la chèvre et le chou en appelant au gouvernement des « pro » (comme M. Michael Heseltine) et des « anti » européens, comme M. Norman Lamont, le nouveau chancelier de l'Echiquier.

Connu pour son hostilité à l'intégration européenne, le successeur de M. Major à l'économie se fera un devoir de mettre en avant le « plan Major » lors de la conférence intergouvernementale sur l'Union économique et monétaire (UEM). Londres n'a effectivement pas abandonné le projet de création d'une treizième monnaie lancé par M. Major en juin dernier pour remplacer la solution bruxelloise d'UEM.

Dans l'esprit de Mme Thatcher, l' « écu dur » était une monnaie commune, sans vocation à devenir unique. M. Major, lui, n'avait pas exclu que la monnaie unique soit l'aboutissement de son projet, à condition qu'elle ne soit pas imposée. Les plus optimistes voient dans cette nuance, ainsi que dans le pragmatisme du nouveau premier ministre, la possibilité de parvenir à un compromis lors de la négociation sur l'UEM.

Discrétion du nouveau gouvernement

Le gouvernement a annoncé qu'il participerait de manière active aux deux conférences intergouvernementales qui débuteront à l'occasion de ce sommet romain. Peut-être s'agira-t-il avant tout de faire obstruction aux propositions hardies. Mais, que leurs motivations soient négatives ou constructives, les Britanniques seront dans la barque et – l'expérience le prouve – obligés de suivre.

Ils n'ont d'ailleurs pas l'intention de rester isolés. *« Nous sommes persuadés qu'au cours des deux conférences les Douze avanceront à Douze, non seulement parce que c'est notre souhait, mais aussi parce que c'est le souhait des Douze »*, affirme M. Tristan Garel-Jones, le nouveau ministre délégué aux affaires européennes, un avenant hispanophone et francophone.

Au-delà de ce souhait, le gouvernement reste très discret sur son approche de l'Europe. Le Livre blanc dont M. Hurd avait suggéré la rédaction au cours de la campagne qui a succédé à la démission de Mme Thatcher n'est pas sorti avant le sommet, contrairement à ce que l'on avait laissé entendre. Nul doute que M. Major « joue la montre » en évitant à tout prix que le débat politique se cristallise sur l'Europe – le sujet qui a précipité la chute de Mme Thatcher – d'ici aux prochaines élections.

Principal atout du premier ministre : d'aucuns prévoient que les législatives anticipées auront lieu en avril ou en juin, soit quelques mois avant la fin des deux conférences intergouvernementales, ultime date à laquelle il faudra se prononcer. Un calendrier favorable aux conservateurs... Avec un peu de chance, ils n'auront pas à déballer leur linge sale au cours de la campagne électorale.

MARIE-PIERRE SUBTIL

La visite à Moscou du président sud-coréen Roh Tae-woo

M. Gorbatchev veut sortir la péninsule coréenne de la guerre froide

La visite de quatre jours à Moscou du président Roh Tae-woo, qui a quitté Séoul jeudi 13 décembre, devrait permettre de dégager la péninsule coréenne d'une guerre froide dont elle est l'un des derniers stigmates. Cette visite n'est pas seulement significative du rapprochement entre Moscou et Séoul, elle témoigne aussi du rôle croissant de l'URSS dans la réconciliation entre les deux Corées. D'un point de vue historique, l'URSS de M. Gorbachev est en train d'opérer un spectaculaire retour en Asie du Nord-Est en établissant un pont avec l'une des nouvelles puissances économiques régionales.

SEOUL

correspondance

La visite de M. Roh en URSS sera marquée par la signature d'un communiqué, déjà baptisé Déclaration de Moscou, qui constituera le cadre à une solution pacifique au problème de la division de la péninsule, héritage de Yalta. L'URSS rejettera par ce texte l'usage de la force, par l'une ou l'autre partie, comme moyen de réaliser la réunification. Ce document sera significatif de la pression exercée par Moscou sur les dirigeants de Pyongyang afin qu'ils renoncent à leur approche *« révolutionnaire »* de la réunification et s'orientent vers une solution conforme au processus de détente Est-Ouest.

Cette prise de position de Moscou a suscité un vif mécontement à Pyongyang. Le premier ministre nord-coréen, M. Yon Hyong-muk, a qualifié la visite *« d'entreprise provocatrice et impure visant à faire dépendre la solution du problème de la division de la patrie d'une puissance étrangère »*.

Le fait que le chef du gouvernement du Nord soit arrivé à Séoul la veille du départ de M. Roh, pour y poursuivre le dialogue entamé cet été, est symptomatique du dilemme des dirigeants du Nord : les positions des Soviétiques les font certes grincer des dents, mais ils sont conscients que ce sont des alliés trop importants pour pouvoir les ignorer. Le jour de l'annonce de la visite de M. Roh, l'URSS a simplement remplacé son ambassadeur à Pyongyang.

Des milliards de dollars de crédits

Du point de vue stratégique, la normalisation des relations soviéto-sud-coréennes modifie l'équilibre des forces dans la péninsule et y assure une plus grande stabilité. Avec l'ouverture à Séoul en janvier d'une représentation commerciale chinoise, les quatre grandes puissances seront réunies dans la capitale sud-coréenne, pour la première fois depuis la guerre : Pékin et Moscou d'un côté, les États-Unis et le Japon de l'autre. Parallèle au dialogue entre les deux Corées, une telle *« cohabitation »* ne peut que favoriser une amorce de solution au problème coréen.

Compte tenu de l'expérience de la réunification allemande, Moscou semble disposé a jouer un rôle significatif pour réduire la tension en Corée. La nomination de M. Oleg Sokolov à Séoul reflète l'importance que Moscou attache à ce poste. Ancien ambassadeur aux Philippines, M. Sokolov est un expert des questions asiatiques et notamment de la présence américaine dans la région. Sur le plan bilatéral, l'économie est appelée à dominer les entretiens. Les Soviétiques entendent, semble-t-il, faire de la Corée la plaque tournante de leurs relations économiques dans la région.

Ils ont déjà soumis aux Sud-Coréens une liste de vingt-deux grands projets d'investissements, notamment dans le domaine pétrolier, pour un montant de 3,4 milliards de dollars. A court terme, ils ont demandé à Séoul des lignes de crédits, qui pourraient atteindre trois milliards de dollars, pour financer l'importation de produits de consommation.

Les milieux d'affaires sud-coréens estiment que le marché soviétique potentiel est énorme. Ils perçoivent leur participation au développement de la Sibérie comme un stimulant de la croissance économique au même titre que le fut le Proche-Orient au début des années 70. Des hommes d'affaires, dont le président du groupe Hyundai, accompagnent M. Roh. Ils espèrent entamer une coopération avec les Soviétiques dans les domaines aéronautique et aérospatial.

SHIM JAE-HOON

□ **M. Chevènement en visite officielle en Hongrie.** – Le ministre français de la défense, M. Jean-Pierre Chevènement, se rendra en Hongrie lundi 17 et mardi 18 décembre, sur l'invitation de son homologue hongrois, M. Lajos Fur. M. Chevènement doit avoir une série d'entretiens avec le chef de l'Etat et le premier ministre. Outre sa visite à la Ve armée hongroise dans la région de Budapest, le ministre français devrait évoquer l'éventualité d'une aide des armées françaises à la formation des forces hongroises et celle d'une assistance de l'industrie d'armement française à la Hongrie.

AMÉRIQUES

HAITI : les élections du 16 décembre

Des centaines d'observateurs étrangers veilleront à la régularité du scrutin

Des centaines d'observateurs étrangers sont sur place. L'armée patrouille dans le pays, ce qui devrait permettre d'éviter des troubles graves lors des élections générales du 16 décembre. Le père Aristide reste le favori pour occuper la présidence.

PORT-AU-PRINCE

de notre correspondant

Après vingt-neuf ans de dictature et quatre ans de sanglantes *« transitions démocratiques »* ponctuées de coups d'Etat militaires, les Haïtiens espèrent choisir enfin leurs dirigeants librement. En dépit de l'attentat à la grenade qui a tué sept personnes onze jours avant le scrutin et des menaces plus ou moins voilées de plusieurs « barons » duvaliéristes, ils se disent prêts à se rendre aux urnes dimanche 16 décembre pour élire leur président, leurs sénateurs, leurs députés et les membres des conseils municipaux. Le conseil électoral et la mission d'observation des Nations unies affirment que le processus électoral ira jusqu'à son terme.

Jusqu'à présent, l'armée a assuré avec sérieux la protection des candidats. Les patrouilles ont été renforcées à Port-au-Prince et l'état-major envisage d'interdire la circulation des voitures privées dans la nuit de samedi à dimanche. La population reste traumatisée par le bain de sang qui avait interrompu les élections du 29 novembre 1987. *« Je veux être optimiste, mais les mêmes bandes disposant des mêmes stocks d'armes sont toujours là »*, fait remarquer M. Philippe Jules, l'un des neuf membres du conseil électoral. L'ancien général Williams Regala et M. Claude Raymond, accusés par la clameur publique d'être responsables des massacres de novembre, n'ont jamais été inquiétés et se trouvent toujours en Haïti. M. Roger Lafontant, ancien responsable des tontons macoutes, dont la candidature a été écartée par le conseil électoral, affirme qu'il s'opposera *« par tous les moyens »* à la victoire du Père Jean-Bertrand Aristide, favori du scrutin, selon la majorité des observateurs. Le jeune prêtre, adepte de la théologie de la libération, continue d'occuper le devant de la scène. Après une visite-éclair au Venezuela où il était invité par le président Carlos Andres Perez, il est réapparu en public jeudi pour la première fois depuis l'attentat qui a tué sept de ses partisans. Leurs funérailles ont tourné au meeting lorsque le Père Aristide a pris la parole à la fin de l'office. Très ému, face aux parents des victimes en pleurs, il a appelé l'assistance à voter pour le changement et contre ce qu'il a appelé *« les forces de la mort »*.

Neutralité américaine

Présent au milieu de la foule des fidèles et des militants en délire, l'ambassadeur des Etats-Unis, M. Alvin Adams, a souligné que son gouvernement n'avait pas de préférence ni d'exclusive. *« Notre seule préférence, c'est la tenue d'élections libres »*, a répété le diplomate qui, comme son homologue français, M. Jean-Raphaël Dufour, également présent à la cérémonie, a rencontré le Père Aristide à plusieurs reprises ces dernières semaines.

L'autre candidat bien placé, M. Marc Bazin, qui se présente au nom d'une coalition de centre-gauche, l'Alliance nationale pour la démocratie et le progrès, continue à battre la campagne. Il était mercredi à Léogane, petite ville entourée de cannes à sucre, à l'ouest de Port-au-Prince. Précédé d'un orchestre de « rara », la musique du carnaval haïtien, il a parcouru les rues poussiéreuses au pas de course, distribuant promesses et baisers avant d'adresser quelques mots à plusieurs centaines d'habitants réunis devant l'église. De la curiosité, mais nul enthousiasme.

M. Bazin se présente comme *« l'homme de l'unité et des solutions »* par opposition à un candidat qui est, selon lui, celui *« de la division »*. Un autre concurrent, M. Louis Déjoie, dont le père s'était opposé au dictateur François Duvalier, a été bien accueilli dans plusieurs régions. Mulâtre, dans un pays où la classe dirigeante est noire en majorité, et populiste, M. Déjoie a annoncé qu'il se désisterait en faveur du Père Aristide au cas où il ne pourrait pas participer à un éventuel deuxième tour, fin janvier.

Dans ce pays où 80 % de la population est analphabète, les emblèmes choisis par les partis et figurant sur les bulletins de vote joueront un rôle important. Le coq qui symbolise la candidature du Père Aristide est plus facile à reconnaître et plus populaire dans les campagnes que le logo compliqué de l'ANDP. Autre difficulté : le conseil électoral n'a toujours pas décidé à quel rythme et quand il annoncera les résultats. Les procès-verbaux des bureaux les plus reculés seront acheminés en hélicoptère, à motocyclette ou même à cheval. Selon un membre du conseil, il faudra au moins trois jours pour centraliser les résultats.

A la demande des autorités haïtiennes, l'ONU a envoyé trois cents observateurs qui surveilleront les opérations de vote en liaison avec quelque deux cents observateurs de l'Organisation des Etats américains et plusieurs centaines d'autres, tel l'ancien président américain Jimmy Carter, dépêchés par des organisations non gouvernementales.

JEAN-MICHEL CAROIT

ARGENTINE : la mutinerie du 3 décembre

Le président Menem affirme que les rebelles voulaient l'assassiner

BUENOS-AIRES

correspondance

« Ces bandits voulaient m'assassiner ». C'est dans un salon doré de la Casa Rosada, le palais présidentiel, que M. Carlos Menem évoque avec indignation la rébellion militaire du 3 décembre dernier, la quatrième en quatre ans. En cas de triomphe, les mutins devaient tuer le président de la République, les responsables du haut commandement des forces armées, et plusieurs hommes politiques importants, si l'on en croit le chef de l'Etat, qui a accordé jeudi 13 décembre à quelques correspondants étrangers sa première interview depuis la mutinerie. *« Plus de quatre cents civils*, dit-il, *ont participé au soulèvement et avaient formé des équipes composées d'économistes, de politiciens, de syndicalistes qui étaient prêts à prendre le gouvernement »*.

Interrogé sur les grands chefs d'entreprise qui, selon la rumeur publique, auraient apporté leur soutien financier à la rébellion (une enquête est en cours), M. Menem ne cite que deux entrepreneurs de moyenne importance : un ferrailleur et un distributeur de combustibles. Il qualifie de *« mercenaires »* la grande majorité de sous-officiers qui se trouvaient parmi les militaires rebelles, affirmant qu'au moment de leur arrestation, *« ils avaient des dollars plein les poches »*.

Avec l'aplomb des gagnants, il estime que l'Argentine, après cette épreuve de force, *« a gagné en tranquillité, en sécurité, et en crédibilité internationale »*. En un an et demi de gouvernement, le pouvoir a métamorphosé le président au même rythme qu'il estime avoir transformé son pays. S'il a gardé son accent de la Rioja, sa province natale, il a quelque peu élagué ses célèbres favoris. Il dit vouloir en finir avec les *a priori* que l'on a en Europe contre un président péroniste. Il risque pourtant de ternir son image en graciant les anciens chefs de la dictature militaire condamnés pour de graves violations des droits de l'homme. Il dit qu'il ne le croit pas et précise que ce pardon sera accordé *« avant la fin de l'année »*. *« Je tiens compte de l'exemple de pays comme la France où, après la guerre d'Algérie, les responsables du sinistre bain de sang ont été graciés »*, répond-il sèchement à une question sur le sujet. *« Très souvent, ceux qui voient la paille dans l'oeil du voisin ne voient pas la poutre dans le leur »*, ajoute-t-il.

Les Etats-Unis appelés à l'aide

A propos des sondages qui indiquent que 63 % des Argentins sont hostiles à la grâce, il affirme qu'il a le soutien de l'Église, des forces armées et des principaux partis politiques. Emprisonné pendant cinq ans sous la dictature militaire, il affirme : *« La plupart de ceux qui parlent des droits de l'homme n'ont pas vécu les tortures que j'ai subies. »*

Ces propos éclairent la politique suivie par son gouvernement depuis la dernière rébellion. M. Menem entend mettre fin au malaise militaire en modernisant les forces armées. Il a profité de la visite de M. Bush, le 5 décembre, pour solliciter la collaboration des Etats-Unis. L'aide militaire américaine avait été suspendue pendant la dictature, à la fin des années 70, et à plus forte raison pendant la guerre des Malouines, en 1982. Avec le retour de la démocratie, elle n'avait repris qu'au compte-gouttes.

La baisse constante du budget des forces armées – de 4 % du budget national, il est passé à 1,5 % – a entraîné une dégradation des installations et des équipements. En outre, les fins de mois sont difficiles pour les gradés : 40 % des officiers et 77 % des sous-officiers ont un second travail. Le moral des troupes s'en ressent, d'autant qu'il reste marqué par la défaite des Malouines. Les officiers se plaignent d'accomplir des tâches subalternes, par manque de recrues. Pour remédier au déficit d'argent et d'effectifs, et moderniser les équipements, le gouvernement a présenté le 7 décembre au Congrès un plan qui prévoit de remodeler les unités de combat, de privatiser des usines et des installations militaires. Ironie du sort... ce programme devait être présenté en fait le 3 décembre, jour où a éclaté la rébellion. Reste à savoir si, avec des améliorations matérielles, l'éternel problème militaire argentin prendra fin.

CHRISTINE LEGRAND

La lettre d'adieu de Reinaldo Arenas

« Cuba sera libre »

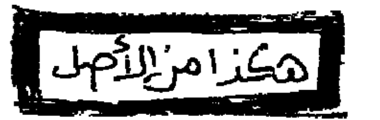
Nous publions ci-dessous la lettre adressée par l'écrivain cubain Reinaldo Arenas, le 7 décembre 1990, jour de sa mort à Liliane Masson, traductrice de certaines de ses œuvres.

Chers amis : en raison de la précarité de ma santé et de la terrible dépression sentimentale dont je souffre, ne pouvant plus continuer à écrire et à lutter pour la liberté de Cuba, je mets fin à mes jours. Ces dernières années, bien que me sentant très malade, j'ai pu terminer mon œuvre littéraire à laquelle j'avais travaillé durant près de trente ans. Je vous lègue donc en héritage toutes mes terreurs, mais aussi l'espoir que bientôt Cuba sera libre.

Je me sens satisfait d'avoir pu contribuer, même modestement, au triomphe de cette liberté. Je mets fin à mes jours volontairement, car je ne peux continuer à travailler. Aucune des personnes qui m'entourent n'est impliquée dans cette décision. Il y a un seul responsable : Fidel Castro. La souffrance de l'exil, la douleur de l'expatriation, la solitude et les maladies que j'ai pu contracter en exil, je ne les aurais certainement pas subies si j'avais pu vivre en liberté dans mon pays.

J'exhorte le peuple cubain de l'exil comme de l'île à continuer à lutter pour la liberté. Mon message n'est pas un message de défaite, mais de lutte et d'espérance. Cuba sera libre. Moi, je le suis déjà.

Signé.
Reinaldo Arenas.



EUROPE

URSS

M. Gorbatchev mise sur l'essoufflement du mouvement réformiste

Ayant annoncé haut et fort son intention de gouverner à nouveau, le pouvoir central poursuit sa guerre psychologique contre les forces désunies qui le menacent. Les républiques baltes sont les premières à en faire les frais car elles sont allées le plus loin dans la voie de l'indépendance.

MOSCOU

de notre envoyé spécial

Le président lituanien, M. Vytautas Landbergis qui était rentré précipitamment d'une visite au Canada pour participer, vendredi 14 décembre, à Moscou, à des négociations avec M. Ryjkov, le premier ministre soviétique, s'est vu prié de rester à Vilnius car *«la délégation soviétique est trop occupée actuellement pour participer à la rencontre»*.

Les Lituaniens avaient l'intention de soulever, à l'occasion de cette troisième série de pourparlers depuis juillet, le problème des contrôles frontaliers avec l'URSS et celui du stationnement de l'armée soviétique sur leur territoire. Sans doute a-t-on estimé à Moscou que ces deux sujets étaient inacceptables puisque le nouveau traité de l'Union que veut faire accepter M. Gorbatchev prévoit un marché unique soviétique (donc pas de douanes) et refuse aux républiques toute armée nationale.

Le même jour à Vilnius, les députés fédéraux lituaniens ont décidé de ne pas prendre part aux travaux du congrès des députés du peuple soviétique qui s'ouvre, lundi prochain 17 décembre à Moscou, *«car des citoyens lituaniens n'ont pas à participer aux activités des institutions de notre Etat»*. A cette occasion, M. Landbergis, qui vient de rencontrer non sans mal M. Bush à Washington, a déclaré que le président américain s'était enquis de la possibilité d'organiser un référendum sur l'indépendance de la Lituanie. Ce à quoi le président lituanien lui a répondu qu'un référendum n'était possible que sur le rattachement de la Lituanie à l'URSS, car cette république n'en fait pas partie...

L'inquiétude monte aussi en Lituanie où l'on craint d'être aux premières loges en cas de reprise en mains par Moscou. Ces craintes sont alimentées par des lettres d'anciens combattants lettons que publient de plus en plus fréquemment certains journaux soviétiques et qui constituent autant d'appels à M. Gorbatchev pour qu'il mette fin *«à la désintégration de l'Union»*.

La crainte de l'état d'urgence

C'est sans doute ce qui a amené la direction du Front Populaire Letton à lancer, jeudi 13 décembre, un appel mettant en garde contre *«les tentatives de restauration du régime dictatorial de Moscou»* et demandant à ses adhérents d'avoir recours dans ce cas à la désobéissance civile et de passer dans la clandestinité. Les dirigeants baltes craignent que le président Gortbatchev déclare l'état d'urgence dans leurs républiques et veuille gouverner localement grâce à ses nouveaux pouvoirs présidentiels.

Plus d'une dizaine de régions de l'Union Soviétique sont administrées de cette façon par Moscou depuis des semaines voire des mois, en ce qui concerne certains lieux du Caucase comme le Karabakh.

La Moldavie est une autre région particulièrement sensible pour le pouvoir central; c'est pourquoi Moscou a fait pression sur plusieurs républiques bien disposées pour qu'elles lancent un avertissement aux Moldaves. Aucun accord économique ne sera signé avec la Moldavie tant qu'elle n'aura pas accepté le projet de traité de l'Union cher à M. Gorbatchev. La liste de ces républiques confirme que c'est dans les régions musulmanes de l'URSS que les sentiments indépendantistes sont les plus lents à apparaître ou que Moscou manœuvre le mieux pour garder le contrôle de la situation. Outre la Biélorussie, on y trouve en effet l'Ouzbékistan, le Kazakhstan, la Turkménie, le Tadjikistan et la Kirghizie.

Dans le même temps, M. Gorbatchev mise manifestement sur la fatigue et un certain essoufflement du mouvement démocratique et réformiste pour faire accepter le retour à l'ordre réclamé à grands cris par les conservateurs. De ce point de vue il aura été conforté dans cette analyse par le fiasco enregistré jeudi par le groupe inter-régional des députés fédéraux. Ce groupe composé des parlementaires les plus réformistes compte en principe plus de quatre cents membres, mais ils ont été à peine quatre vingts à se retrouver à la veille du congrès du peuple pour tenter de définir une ligne de conduite. En fait, ils ont surtout constaté leurs divisions.

Au même moment, le Parlement de Russie se livrait à d'interminables palinodies sur le statut de la propriété privée. Après avoir autorisé il y a deux semaines la propriété privée de la terre, non sans restrictions, le Parlement a cependant été incapable de s'entendre pour modifier la Constitution russe qui ne prévoit que la propriété d'Etat. Résultat : un projet d'article qui affirme simplement que *«les formes de la propriété de la terre, des eaux, du sous-sol, de la flore et de la faune, sont déterminées soit par le Parlement de Russie, soit par référendum»*.

Le Soviétique moyen suit avec de plus en plus de désillusions ce genre de débat qui lui paraît à mille lieues de ses préoccupations matérielles. Pour autant qu'on puisse en juger, il ne craint pas une famine mais il perd, au fil des jours, tout espoir d'amélioration et se replie sur une féroce tactique du *«chacun pour soi»* qui accélère encore l'atomisation du pays, car chaque embryon de pouvoir a recours à la même méthode.

JACQUES AMALRIC

EN BREF

□ **ALLEMAGNE : profanation d'un cimetière juif.** – La petite communauté juive orthodoxe berlinoise Adass Jisroel a annoncé, jeudi 13 décembre, que son cimetière avait été profané pour la seconde fois en trois mois. Les murs du cimetière ont été maculés d'inscriptions antisémites et de croix gammées. Le 16 septembre dernier, douze pierres tombales avaient été renversées par des inconnus. – *(AFP.)*

□ **SUISSE : fermeture du dossier Barschel.** – Le juge d'instruction genevois chargé de l'enquête sur la mort mystérieuse de Uwe Barschel, l'homme politique allemand découvert dans une chambre d'hôtel, à Genève, le 11 octobre 1987, a décidé, jeudi 13 décembre, de clore le dossier sans qu'aucune inculpation soit prononcée. La famille de la victime, ancien ministre, président du Schleswig-Holstein, a annoncé son intention de faire appel. – *(AFP.)*

POLOGNE : après l'élection présidentielle

Examen de conscience dans le camp de l'ancien premier ministre

Les tractations se poursuivent entre Gdansk et Varsovie en vue de la formation du premier gouvernement du président Walesa. Le gouvernement sortant, désavoué lors de l'élection présidentielle, accuse le coup, et le camp de M. Mazowiecki a du mal à analyser les raisons de son échec.

VARSOVIE

de notre envoyée spéciale

«En mars dernier, il aurait fallu faire élire Walesa président de la République par le Parlement. Mais personne n'était assez courageux pour parler à Jaruzelski. Maintenant, je regrette... J'en ai même un peu honte.» Etonnante confession, pour un ministre qui vient de soutenir à l'élection présidentielle la candidature de M. Mazowiecki contre celle de M. Walesa!

Mais Jacek Kuron n'a jamais manqué de franchise, et, ce mercredi soir 12 décembre, il a le sentiment qu'il doit des explications aux électeurs de sa circonscription, réunis dans la salle de sport de l'école numéro 5 de Zoliborz, le quartier de Varsovie qui l'avait élu triomphalement député il y a dix-huit mois.

Sous les paniers de basket-ball, la cigarette dans une main, le verre de thé noir dans l'autre, le ministre du travail, dans sa légendaire chemise de jean, va répondre pendant deux heures aux questions de quelque cent cinquante électeurs de tous âges. Depuis l'élection présidentielle, il est le seul du camp Mazowiecki à tenter publiquement une analyse approfondie de ce qui s'est passé.

Mardi, *Gazeta Wyborcza* a publié une longue interview de lui, que les électeurs de Tadeusz Mazowiecki ont dévorée, dans laquelle il appelle les Polonais à *«sortir de leur rêve en couleurs»*. *«Il faudra dix ans, à condition qu'on se mobilise tous, pour parvenir à la normalité»*, prévoit-il, et *«le réveil de la société prendra un an»*.

La population déçue par la politique

La défaite du gouvernement Mazowiecki, c'est l'échec d'une équipe qui a essuyé les plâtres du post-communisme européen dans des conditions particulièrement difficiles. Contrainte de prendre le pouvoir en août 1989 parce que le régime polonais fut le premier à s'effondrer, sans toutefois disparaître, elle a fait des milliers d'erreurs, mais subit aujourd'hui l'injustice de payer pour un désastre économique issu de quarante-cinq ans de communisme.

«C'est un élément essentiel de la situation des pays post-communistes, déclarait M. Kuron au *Monde : nous brisons un système qui sécurisait au maximum l'individu; on y vivait pauvrement, mais lorsqu'il y avait quelque chose on était sûr de pouvoir se le payer. Le travail était assuré. Désormais, plus rien n'est sûr, pas même les frontières. Et les gens en rendent responsables le gouvernement et les politiciens, car ils ne comprennent pas le système que l'on construit»*.

Pour comprendre, encore faudrait-il qu'on leur explique. Le plus grand reproche fait au gouvernement Mazowiecki est précisément d'avoir négligé la *«communication»*, de ne pas avoir pris la peine d'expliquer à la population le sens de son action. Seul Jacek Kuron, lui, le faisait, par une causerie hebdomadaire à la télévision, ou en se rendant dans les entreprises. Et pourtant, reconnaît-il, *«le résultat est faible : les retraités, pour lesquels je me suis tant battu, nous ont désertés»* au moment du vote.

Pour Jacek Kuron, la forte abstention et les résultats des élections montrent que *«la population est déçue par la politique et les politiciens, et par Solidarité. Les autres* [les commmunistes] *n'étaient pas bons, ceux-là non plus. Et Solidarité s'est trop souvent comportée en parti dirigeant»*. Résultat : Solidarité a perdu des voix, tandis que MM. Tyminski et Cimoszewicz, le candidat des ex-communistes, en gagnaient.

Une nécessaire coopération

Jacek Kuron, qui *«a travaillé comme un fou»*, ressent cela comme son *«plus grand échec personne»*. A l'un de ses électeurs qui lui demande de rester au gouvernement, il répond : *«Il faut de nouveaux noms, car les anciens sont usés.»* Il connaît déjà celui de son successeur au ministère du travail, Michal Boni, jeune dirigeant syndical à Solidarité, *«un garçon sensible»* auquel il est prêt à transmettre toute son expérience : *«J'espère que, grâce à mon travail, il pourra prendre des mesures qui produiront des effets dans six mois.»* Finalement, on reste en famille.

Alors, quel avenir pour l'équipe perdante? Certains, comme l'écrivain Stefan Kisielewski, ou l'économiste libéral Andrzej Machalski, pensent qu'elle n'en a plus comme élite politique. C'est, disent-ils, la fin des intellectuels au pouvoir. D'autres, comme Jacek Kuron ou Andrzej Stelmachowski, le président du Sénat, sont convaincus au contraire qu'il ne s'agit que d'un changement d'équipe, et qu'une coopération entre les deux camps est non seulement possible mais va se révéler rapidement nécessaire. *«Le futur gouvernement aura les mêmes problèmes que nous*, prédit Jacek Kuron : *les caisses sont vides.»*

Le ministre du travail voit venir une spirale de revendications, nées de l'atmosphère et des promesses de la campagne électorale, avec tous les risques que cela comporte pour les syndicalistes de Solidarité, qui vont se trouver en porte-à-faux, et pour le président Walesa. *«Nous, nous avions au début un blanc-seing de la société pour une politique d'austérité; Walesa a gagné à cause de l'impopularité de cette politique, mais maintenant il n'y a plus de blanc-seing de la société»*, explique-t-il.

M. Stelmachowski relève de son côté, que lorsque M. Walesa avait confié le gouvernement à M. Mazowiecki, *«il se mettait lui-même en réserve, afin que la chute éventuelle du gouvernement ne signifiât pas la chute de Solidarité»*. Aujourd'hui, il n'y a plus de réserve. Lech Walesa est en première ligne.

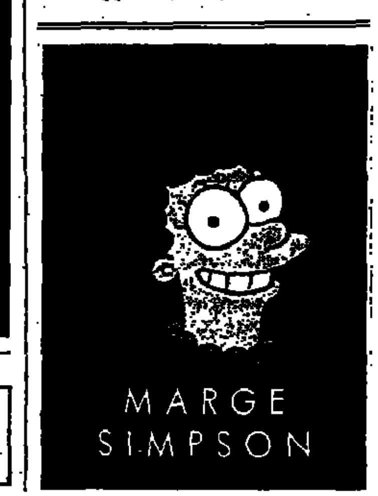
Cela complique le rôle dans l'opposition de l'équipe Mazowiecki, regroupée depuis le 2 décembre dans un mouvement, l'Union démocratique, créé en vue des prochaines législatives, sans doute au printemps. *«On ne pourra critiquer le gouvernement qu'en présentant des revendications*, observe Jacek Kuron. *Or, actuellement, nous ne voulons pas déstabiliser la situation.»*

En attendant des jours meilleurs, Jacek Kuron a donc l'intention d'être actif dans la sphère sociale, par diverses initiatives qu'il a lancées, plutôt que dans l'arène politique : *«Mon premier grand pas en politique, et j'en suis fier, c'était le KOR* (1), se souvient-il. *Aujourd'hui nous avons besoin d'un mouvement pour construire le capitalisme avec une protection sociale. Je préfère agir que d'en parler»*.

SYLVIE KAUFFMANN

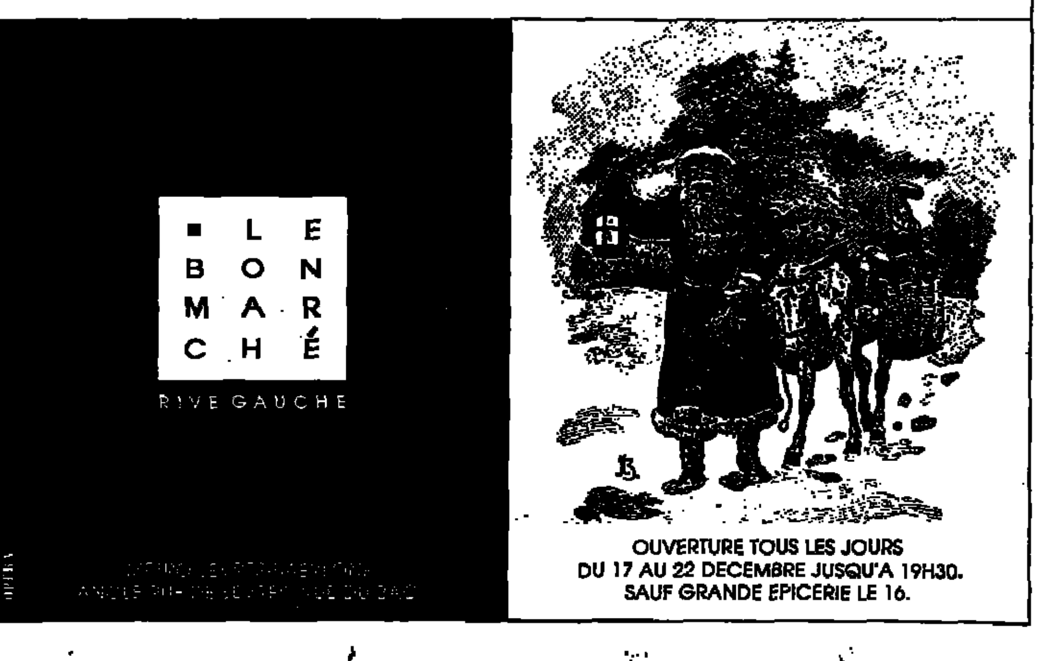
(1) Comité de défense des ouvriers, mouvement d'intellectuels, créé en 1976, qui précéda la naissance de Solidarité en 1980.

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT Le Monde RADIO TÉLÉVISION









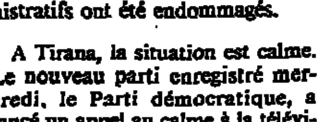
EUROPE

ALBANIE

Des troubles ont éclaté dans plusieurs villes du pays

Deux jours après l'acceptation du multipartisme par le régime albanais, les autorités du pays ont fait intervenir l'armée, jeudi 13 décembre, pour ramener l'ordre dans la ville de Shkoder, où des heurts ont éclaté, a annoncé Radio-Tirana captée par la BBC.

Selon la radio officielle albanaise, l'armée et la police sont *« entrées en action »* jeudi dans cette ville du nord du pays, afin de *« rétablir l'ordre et le calme et défendre les institutions sociales et du gouvernement »* contre *« des hooligans qui ont jeté des pierres sur les bâtiments officiels et commis des actes de vandalisme dans les locaux de la radio »*. Des *« citoyens de Shkoder, des ouvriers et des communistes »*, sont descendus dans les rues pour s'opposer aux *« hooligans »*.



Le quotidien du parti, *Zeri i Populllit*, indiquait vendredi matin que les affrontements entre manifestants et forces de l'ordre s'étaient soldés par dix blessés des deux côtés et une trentaine d'arrestations ; les *« hooligans »*, selon le journal, auraient *« tiré avec des armes à feu et utilisé des charges de dynamite »*. Shkoder a souvent été mentionnée cette année comme un foyer de tension contre le régime.

Le même quotidien faisait état la veille de scènes de violence et de vandalisme, mardi et mercredi, à Kavaje, à 50 km de Tirana, où des magasins et des bâtiments administratifs ont été endommagés.

A Tirana, la situation est calme. Le nouveau parti enregistré mercredi, le Parti démocratique, a lancé un appel au calme à la télévision et condamné les violences. – *(AFP, Reuter, AP.)*

L'impatience d'un peuple

Suite de la première page

Mardi 11 décembre, avec l'annonce de l'autorisation du multipartisme, la chape de silence qui pesait sur le « pays des aigles » a éclaté. Depuis plusieurs mois, le processus d'un timide changement était lancé. Le visiteur étranger notait quelques frémissements : discuter avec un étranger était entré dans les mœurs ; dénoncer son voisin pour « propos antipatriotiques » ne suffisait plus, semble-t-il, à le faire arrêter et emprisonner pour une dizaine d'années. Une évolution qui valait aussi pour le commerce : à l'aéroport de Tirana, une société française ne venait-elle pas d'inaugurer une boutique de vente hors taxe où il est possible de trouver du cognac et du saucisson ?

Mais le décalage était flagrant entre les réformes promises par le pouvoir et leur application dans la vie quotidienne.

Aujourd'hui encore, le changement reste souvent affaire de sémantique. Ainsi, lorsque M. Ramiz Alia évoque vaguement la question religieuse lors d'une allocution, cela ne signifie nullement le retour à la liberté de culte après vingt-trois ans d'interdiction totale. Le pouvoir change de ton, simplement. La plupart des églises et des mosquées, quand elles n'ont pas été détruites ou transformées en salles de cinéma, demeurent fermées. Et le resteront tant que le pouvoir ne fera pas appel à du « personnel » extérieur pour officier dans un pays où il n'existe plus ni prêtre, ni pope.

Par bien des aspects, le pays demeure stalinien jusqu'à la caricature. Les informations circulent tant bien que mal mais sont toujours sujettes à caution. Faute de moyens de communication, il est pratiquement impossible de savoir ce qui se passe vraiment dans certaines villes de province. L'interdiction de posséder une voiture particulière empêche les contacts rapides avec la capitale. Surtout, quarante-quatre ans de dictature et de propagande ont engourdi – en particulier dans les campagnes – un peuple pourtant réputé courageux.

« Ce pays part avec un handicap insurmontable : il n'a aucune mémoire démocratique », constate un diplomate européen. *« Dans l'immédiat,* assure un intellectuel, *une vraie révolution déboucherait sur le chaos et rien d'autre. La population suivrait n'importe qui. Dans un pays où les familles et les clans sont des éléments déterminants de la vie sociale, le risque de déchirement à la mode libanaise serait grand. »*

Même si les bouleversements de ces derniers jours invitent à l'espoir, l'objectif de nombreux Albanais reste sans doute la fuite à l'étranger. Les informations selon lesquelles plusieurs centaines de fuyards auraient été tués depuis le début de l'année en tentant de franchir la frontière grecque ne dissuadent pas les candidats à l'exil. Ni les discours officiels qualifiant de *« voyous »* les réfugiés de juillet, ni la propagande concernant leurs prétendues mésaventures (tortures, prison...) ne refroidissent leur enthousiasme. *« Si tous ceux qui ont fui étaient des hooligans, alors tous les Albanais sont des hooligans »*, s'insurge un jeune homme.

Face à cette menace d'exode massif, le pouvoir avait transformé, dès le mois de juillet, le quartier des ambassades, une avenue bordée de résidences bourgeoises, en un véritable camp retranché. Toutes les issues en sont surveillées par des hommes en armes. De hautes grilles noires ont été hérissées de part et d'autre de l'artère. Des murs de brique, parfois plantés de tessons de bouteilles, barrent l'accès des ruelles adjacentes. La plupart des innombrables demandes de visas – en théorie, les voyages à l'étranger sont autorisés – ne franchissent jamais le premier barrage.

L'attrait de l'Occident

En fait, les jeunes de Tirana sont très pressés de vivre à l'occidentale. Ils ont appris à rêver dans la clandestinité. Ils osent des surboums discrètes dans les appartements calfeutrés, boivent du whisky irlandais en cachette et flirtent en écoutant Madonna. Parler du sexe, du sida ou de la prostitution des adolescentes n'est plus un sujet tabou entre amis. Les téléphiles s'abreuvent d'images italiennes ou yougoslaves, sources d'informations inespérées sur leur propre pays. Les premiers colis envoyés par les réfugiés sont déballés avec frénésie. Transistors, magnétophones, cassettes, livres... la démocratie empaquetée remporte un franc succès.

Cet intérêt pour tout ce qui a trait à l'Occident s'accroît à mesure que le pays s'enfonce dans une grave crise économique. Les prix ne cessent en effet d'augmenter. Les produits de première nécessité pourraient très vite se raréfier derrière les vitrines déjà bien peu garnies et poussiéreuses.

A Tirana, dans les ruelles qui serpentent entre les immeubles défraîchis des cités populaires, les gamins tendent la main pour un stylo, un paquet de chewing-gum ou un dollar. Sur la place Skanderberg, vaste esplanade offerte aux vents d'Ouest dans le centre-ville, les petits Tziganes sont de plus en plus nombreux à mendier jusqu'à une heure avancée de la nuit. Cette misère n'épargne pas les installations publiques. A l'hôpital, longue bâtisse triste et sale, il n'est pas une femme qui accouche sans contracter une infection.

Jadis, le pays pratiquait volontiers le troc avec ses voisins communistes. Depuis que ses partenaires ont tourné casaque et commercent uniquement en dollars, il se retrouve dans une situation désespérée. Dépourvu de devises, il n'a pas les moyens de renouveler ses stocks. D'où la soudaine nécessité d'entretenir de meilleures relations avec l'Ouest et d'offrir des gages de bonne conduite. Des sociétés grecques et italiennes cherchent actuellement à s'implanter à Tirana. Des Albanais ayant réussi à l'étranger, en Belgique par exemple, envisagent également d'investir dans leur pays d'origine.

L'apparition du chômage

Tout reste à faire. Car si la possibilité est offerte à chacun de créer son propre commerce, il s'agit, là encore, d'une liberté toute théorique. Rares sont les Albanais qui ont les moyens de prendre de tels risques alors qu'il faut compter quinze jours de travail pour s'offrir une paire de chaussures neuves et de nombreuses heures supplémentaires pour manger à sa faim. Le commerce privé se limite en fait à ces gamins qui vendent des pistaches dans des cornets de papier, ou encore à ces vieillards agenouillés qui bradent, sans grand succès, des portraits d'Enver Hodja, le Staline albanais, encadrés de ruban adhésif rouge.

La seule véritable conséquence des changements économiques ébauchés par le gouvernement est pour le moins inquiétante. Les entreprises s'efforçant désormais de raisonner en termes de rentabilité, les chômeurs sont de plus en plus nombreux. A Tirana, des centaines de jeunes gens viennent ainsi grossir les rangs de ces bataillons de flâneurs moroses qui traînaient déjà leur tristesse d'un café à l'autre à longueur de journée.

« C'est une voie sans issue », constate un mécanicien de vingt-deux ans. Sans emploi depuis sa sortie de l'école, il ne bénéficie d'aucune allocation et vit avec sa femme et ses deux enfants chez ses parents. Il traque l'étranger dans les rues de Tirana afin de prendre des contacts *« au cas où... »*. Dans un pays où l'absentéisme était devenu la norme, les salariés vont devoir apprendre à travailler.

La situation dans les campagnes est sans doute beaucoup plus misérable encore, même si nul ne sait trop ce qu'elle est réellement. Une fois quittés Tirana et les grands ensembles des faubourgs, la province offre un spectacle surréaliste en cette fin de vingtième siècle. Plantés au ras du sol comme autant de bulbes grisâtres, d'innombrables bunkers guettent un invisible envahisseur. Entre ces dérisoires caches de béton mangées par les herbes folles, s'alignent des champs où s'activent des femmes coiffées de foulards blancs. Elles pataugent dans la boue et courbent l'échine. Des charrues bringuebalantes tirées par des bourrins sans âge ou des bœufs décharnés porteront la cargaison jusqu'à la coopérative voisine.

Le pouvoir a su amadouer les paysans en les autorisant à posséder une vache ou un mouton, le luxe par rapport aux années du collectivisme sans faille. Aux yeux des citadins, ils passent pour des fidèles du régime. Sans doute le sont-ils, d'ailleurs, faute d'informations sur le monde extérieur. Le décalage ne cesse de croître entre ces campagnards et les habitants de Tirana. Lorsque les paysans prennent le train pour la ville, qu'ils s'entassent par centaines dans les wagons aux vitres éclatées, c'est uniquement afin de négocier un lapin ou un poulet contre une poignée de billets et non pour apprendre la démocratie, du moins pas encore.

PHILIPPE BROUSSARD

EN BREF

□ **BANGLADESH : arrestations dans l'entourage du général Ershad.** – M. Shah Moazzen Hossain, ancien vice-premier ministre, a été arrêté jeudi 13 décembre. Il figure sur la liste des treize ministres et proches collaborateurs du général Ershad contre lesquels des mandats d'arrêt ont été lancés en début de semaine. Quant à l'ancien président et à son épouse, ils sont en détention pour une durée de cent vingt jours aux termes d'une loi sur les pouvoirs spéciaux, mais ils n'ont pas encore été formellement inculpés, a annoncé, jeudi, un haut fonctionnaire à Dacca. – *(AFP.)*

□ **CHINE : le dalaï-lama propose une confédération sino-tibétaine.** – Le dalaï-lama a proposé jeudi 13 décembre la création d'une confédération sino-tibétaine pour résoudre la crise du Tibet, rapporte l'agence de presse indienne PTI. Le chef spirituel tibétain a estimé qu'une séparation complète entre les deux pays n'était pas nécessaire, Lhassa et Pékin pouvant être liés au sein d'une *« confédération lâche »*. Il a toutefois réaffirmé la détermination de ses compatriotes à lutter contre la *« répression chinoise »*. – *(AFP.)*

□ **COLOMBIE : une journaliste libérée.** – Les « extradables », organisation armée des « barons » de la cocaïne, ont libéré jeudi 13 décembre, à Medellin, la journaliste de télévision Azucena Lievano, enlevée le 28 août dernier. Ils retiennent encore en otage six autres journalistes, qu'ils ont promis de relâcher avant Noël. – *(AFP.)*

□ **ETATS-UNIS : M. Bennett refuse la présidence du Parti républicain.** – M. William Bennett, ancien responsable de la politique anti-drogue, a annoncé jeudi 13 décembre, dans une lettre au président Bush, qu'il avait changé d'avis et refusait sa proposition de présider le Parti républicain. Il a justifié son refus en disant avoir signé un contrat avec une maison d'édition pour publier deux livres. – *(AFP.)*

□ **Exécution en Virginie.** – Condamné à mort pour le viol et l'assassinat, en 1978, d'une femme enceinte de huit mois et demi, Buddy Earl Justus, trente-huit ans, a été exécuté sur la chaise électrique, jeudi 13 décembre, dans la prison de Richmond, en Virginie. – *(UPI.)*

هكذا من الأصل

ENQUÊTE

La gauche européenne cherche ses marques

V. – Grande-Bretagne : les travaillistes à l'école de Mme Thatcher

Après l'Allemagne, la Suède et les Pays-Bas, l'Italie, l'Espagne (*le Monde* des 11, 12, 13 et 14 décembre), nous poursuivons notre enquête sur les principaux partis socialistes et communistes d'Europe de l'Ouest. Aujourd'hui, la Grande-Bretagne et le Portugal.

par Monica Charlot

Synthèse entre socialisme et démocratie, opposition au conservatisme et au libéralisme, mais, plus encore, au bolchevisme, la social-démocratie telle que l'interprète le Parti travailliste britannique se caractérise par trois traits principaux : la représentation politique et la défense des couches sociales les moins favorisées ; la transformation graduelle de la société par un effort de redistribution fiscale et sociale des richesses, dans le respect des règles du jeu constitutionnel britannique ; un chef suffisamment fort et légitime pour rassembler les courants, coordonner les différents lieux de pouvoir (directions syndicales, groupe parlementaire, sections locales, direction de l'appareil du parti) et, surtout, tempérer l'impatience des plus militants pour garder le contact avec le peuple travailliste, à une époque où l'heure ne semble plus être au socialisme, même social-démocrate.

Le vote des électeurs britanniques est traditionnellement fondé sur des clivages de classes. De 1945 à 1970, à toutes les élections, les classes moyennes ont voté en majorité pour le Parti conservateur, et la classe ouvrière, pour le Parti travailliste. Depuis lors, cependant, la proportion des ouvriers votant travailliste n'a cessé de diminuer. Lors des dernières élections, en 1987, 35 % seulement de l'élite ouvrière – les ouvriers qualifiés – votent travailliste, contre 42 % conservateur ; le Parti travailliste ne garde son pouvoir que sur les ouvriers non qualifiés et les manœuvres, qui se prononcent [illegible]

Les jeunes votent conservateur

L'ouvrier travailliste type est ainsi un ouvrier traditionnel, travaillant dans une entreprise nationale, syndiqué, vivant en HLM, le plus souvent dans le nord du pays, alors que l'ouvrier plus prospère du sud, du secteur privé, non syndiqué, propriétaire de son logement, voire d'actions proposées lors des privatisations, tend à s'identifier au Parti conservateur. Cela à un moment où la politique conservatrice portait le fer dans le mouvement syndical, multipliait les privatisations et démocratisait la propriété du logement.

Comme, de surcroît, le poids de la classe ouvrière diminue avec la désindustrialisation et la modernisation économique – elle représentait près de la moitié encore de l'électorat en 1964, contre un tiers, environ, aujourd'hui, – le déclin électoral du Parti travailliste était inéluctable. D'autant plus inéluctable que les nouveaux électeurs, jeunes de toutes catégories sociales, ont donné, aux trois élections de l'ère thatchérienne, l'avantage au Parti conservateur (+ 8 points en 1979, + 17 en 1983, + 14 en 1987).

L'Union soviétique n'ayant jamais servi de modèle, bien au contraire, au Parti travailliste, ni le marxisme inspiré ses dirigeants, l'effondrement de l'Europe de l'Est et la dévalorisation du marxisme ne l'atteignent pas. C'est le succès des idées thatchériennes qui constitue, pour lui, le véritable défi idéologique, aujourd'hui, avec comme sans Mme Thatcher à la tête du parti et du gouvernement conservateurs. Les sondages, au plus fort de la révolte contre la « Dame de fer », révèlent la force des valeurs thatchériennes, notamment de l'idée d'une société libérant au maximum les initiatives et les capacités de choix des individus au nom de l'efficacité. L'individualisme et le « moins d'Etat » dominants donnent du travaillisme l'image du parti des naufragés du progrès et des idéologues attardés du collectivisme, une image qu'il a lui-même contribué à créer sous la direction de M. Michael Foot, avant la venue à sa tête de M. Neil Kinnock, au lendemain de l'écrasante défaite électorale de 1983.

Depuis son troisième échec électoral, en 1987, le Labour tente de relever ce défi idéologique pour mettre un terme à son déclin électoral. C'est le but de la révision complète de son programme, préparée en 1989, sous la pression de M. Kinnock, de son équipe dirigeante et des électeurs travaillistes. Dès 1988, dans une déclaration générale de principe, M. Kinnock et son adjoint, M. Roy Hattersley, remettaient la social-démocratie à l'honneur, renvoyaient dos à dos le centralisme économique bureaucratique des soviets et le « marché sauvage » des néolibéraux. Le Parti travailliste reconnaissait que les forces du marché assuraient une répartition satisfaisante de la plupart des biens et services, à condition d'être corrigées, dans certains cas, par des entreprises nationales si elles se révélaient nécessaires d'un point de vue de justice sociale et d'efficacité économique.

Le parti du « peuple »

En 1990, le Parti travailliste a abandonné l'idée d'une renationalisation systématique des nombreuses entreprises privatisées par les conservateurs, à l'exception des télécommunications (où l'Etat s'assurerait une position majoritaire), de la compagnie des eaux et de l'électricité. Dans le domaine syndical, le Parti travailliste accepte, désormais, les mesures conservatrices sur le vote secret des intéressés avant le déclenchement d'une grève, la limitation des piquets de grève, la fin du monopole syndical d'embauche, mais il promet un renouveau des négociations collectives entre partenaires sociaux.

En matière de dépenses publiques, malgré les engagements pris en faveur de la sécurité sociale et de l'éducation, les travaillistes ont annoncé qu'ils ne dépenseraient pas plus que l'état de l'économie ne le permettrait, et qu'ils donneraient la priorité au soutien de l'investissement. Sur la défense, enfin, ils ont abandonné le renoncement unilatéral à l'armement nucléaire britannique, qui sera intégré dans les négociations Est-Ouest, pour un désarmement progressif et commun.

Il n'est plus question pour le Parti travailliste d'être le parti des seuls ouvriers, mais le parti du « peuple », ouvriers et petits employés réunis. Bref, le terrain de chasse du parti s'élargit, tandis que son programme se modère et que son chef s'emploie à marginaliser et à neutraliser la gauche de sa gauche. Le problème, au moment où les conservateurs se sont donné un nouveau leader, est de savoir jusqu'où le Parti travailliste devra aller dans sa révision déchirante pour avoir une chance de retrouver le pouvoir perdu en 1979. Devra-t-il participer au consensus sur les acquis du thatchérisme, comme les conservateurs ont dû, dans les années 60 et 70, accepter les acquis du Welfare State travailliste ?

► **Monica Charlot est professeur à l'université de Paris-III et directrice de la Maison française d'Oxford.**

Prochain article :

VI. – Entre gauche unie et France unie

Portugal : à Couço, rien ne semble bouger...

LISBONNE

de notre correspondant

Le 25 avril 1975, un an jour pour jour après la « révolution des œillets », la population de Couço célébrait dans la liesse la victoire de « son » parti. 71 % des inscrits avaient voté pour le Parti communiste portugais (PCP) et cette petite ville de six mille habitants, située aux portes de l'Alentejo, devenait ainsi le lieu sacré des communistes portugais.

Depuis lors, le PCP a perdu beaucoup de son influence nationale : 18 % des suffrages exprimés aux élections législatives de 1983, 15,5 % en 1985 et 12,5 % en 1987. Conséquence des événements survenus à l'Est, les crises au sein de la direction se multiplient, et la liste des dissidents s'allonge. Mme Zita Seabra et MM. Vital Moreira et Veiga de Oliveira, tous anciens députés, quittent les rangs après avoir signé, en janvier 1988, un document fortement critique sur la stratégie adoptée par M. Alvaro Cunhal et son entourage.

La grogne s'étend aux intellectuels, comme M. José Saramago, un des écrivains portugais les plus célèbres, qui réclame la rénovation urgente des dirigeants et du programme politique du parti. Plus récemment, en novembre, deux autres parlementaires, MM. Jorge Lemos et José Magalhaes, refusent d'accorder leur appui au candidat communiste à l'élection de janvier prochain et se déclarent favorables à la réélection de M. Mario Soares (socialiste).

Pourtant, à Couço comme dans bien d'autres petites villes de l'Alentejo, rien ne semble bouger. Le Parti communiste garde toute sa puissance. Il y est toujours « le parti ». Aux élections locales de décembre 1989, 72 % des électeurs lui ont donné, comme d'habitude, la préférence. L'assemblée de la paroisse est constituée de sept élus communistes, d'un socialiste et d'un social-démocrate. Ici, pas d'affrontements. *« Les séances se déroulent toujours calmement, car on est entre amis »*, affirme, fier de lui, le président de l'assemblée, M. Galvao, un modeste tailleur qui exerce son troisième mandat.

A Couço, il n'y a pas de cinéma ; le seul journal régional est jugé très à droite, il n'est donc pas lu. Les antennes de télévision pointent, en revanche, un petit peu partout. La chute du mur de Berlin ? *« Oui, on en discute entre nous »*, répond-il, laconique, ajoutant seulement : *« Pourquoi le PCP serait-il responsable de ce qui se passe ailleurs ? »*

L'heure de la succession

La nouvelle politique agricole du gouvernement, fondée sur la reprivatisation des sols, a eu de graves répercussions. Les temps de la réforme agraire sont définitivement révolus, et la plupart des coopératives de production agricole de la région sont démantelées. Beaucoup d'anciens coopérants travaillent aujourd'hui comme salariés dans les plantations de tabac, de tomates et de riz, dirigées par les anciens grands propriétaires fonciers, qui sont revenus. D'autres sont au chômage. Les conditions de vie se sont aggravées pour certaines familles.

Samedi 1er décembre, le chef du parti, M. Alvaro Cunhal, dont la gloire est nourrie d'innombrables récits de déportation, de prison, de torture, promenait une fois de plus son prestige et son charisme sur les routes de l'Alentejo. A Evora, chef-lieu de la région, plusieurs centaines de dirigeants et d'élus locaux sont venus l'acclamer. A l'âge de soixante-seize ans, M. Cunhal conserve sa combativité. Le poing levé, la chemise blanche sportivement ouverte, il réussit toujours à transmettre aux militants un optimisme sans faille, même dans les circonstances les plus adverses.

Toujours partisan de l'intervention de l'armée rouge à Budapest en 1956 et à Prague en 1968, profondément critique envers les communistes italiens et espagnols, ce personnage déjà mythique de la politique portugaise s'est vu contraint, ces derniers temps, de réviser ses positions, du moins publiquement. La perestroïka lui inspire des commentaires favorables, encore que pas très chaleureux. Il interprète le renversement de la situation politique dans les pays de l'Est comme le résultat *« des retards, des erreurs et des déviations manifestées pendant la construction du socialisme »*. Il réaffirme, néanmoins, son attachement aux principes du marxisme-léninisme, particulièrement au centralisme démocratique.

L'heure de la succession approchant, M. Cunhal a tenu à désigner son dauphin. Son choix s'est porté sur M. Carlos Carvalhas, nommé secrétaire général adjoint au congrès de mai dernier. Né en 1948, M. Carvalhas n'a jamais connu la clandestinité ni les cachots salazaristes. Economiste de formation, discret, peu enclin aux joutes oratoires, il est considéré comme un homme de compromis : *« Le moins critique des critiques, le moins orthodoxe des orthodoxes »*, dit-on de lui. Sa candidature à l'élection présidentielle vise surtout à populariser son image, mais l'objectif risque de ne pas être atteint : les sondages ne lui donnent que 5 % des intentions de vote.

JOSÉ REBELO

POLITIQUE

« La nuit du 13 décembre » à l'Assemblée nationale

Tous les élus seront imposés à 100 % à partir de 1992

Les députés ont commencé, jeudi 13 décembre, l'examen en seconde lecture du projet de loi de finances pour 1991. La discussion, qui s'est poursuivie tard dans la nuit, devait s'achever vendredi après l'utilisation, comme lors de la première lecture, du 49-3 (engagement de responsabilité du gouvernement). Elle a été marquée par un débat houleux sur la question des avantages fiscaux des élus, le groupe UDC ayant déposé un amendement demandant que l'indemnité des députés et des sénateurs soit imposée totalement et non plus seulement sur onze-vingtièmes. Le groupe socialiste a déposé un amendement élargissant ce dispositif à l'ensemble des élus. Le gouvernement s'étant engagé à ce que la situation fiscale de tous les élus (y compris européens), des membres du Conseil économique et social et du Conseil constitutionnel, soit normalisée au plus tard au 1er janvier 1992 (application du droit commun pour tous), les centristes et les socialistes ont retiré leurs amendements.

Sans avoir la dimension d'une nuit du 4 août, celle du 13 décembre a engagé, un peu maladroitement, un processus de clarification salutaire en cette période d'antiparlementarisme débridé. Au terme d'un long débat parfois tragi-comique, le ministre délégué au budget, M. Michel Charasse, s'est engagé à ce que la totalité des indemnités de tous les élus (européens, nationaux, locaux) soit imposée à compter du 1er janvier 1992.

Répondant ainsi aux vœux concurrents des centristes et des socialistes, le ministre a proposé que ces mesures soient adoptées lors de l'examen du projet de loi sur le statut des élus qui doit être inscrit à l'ordre du jour des travaux du Parlement la prochaine session de printemps. Si cet examen *« doit être retardé, la loi de finances pour 1992* [revenus 1991] *réglera l'ensemble du problème de façon que plus personne n'ait à rougir de la manière dont il est traité fiscalement, selon qu'il est élu ou membre d'une profession qui bénéficie d'avantages fiscaux particuliers »*, a affirmé le ministre pour marquer sa détermination.

M. Charasse a également annoncé que les avantages fiscaux particuliers (environ quatre-vingts professions sont concernées) seront réexaminés dans la loi de finances pour 1992 en application d'un rapport récent du Conseil des impôts. Devant les mines de certains députés, ravis à l'idée de ne pas se retrouver seuls dans la « charrette » – pensaient-ils alors aux journalistes qui bénéficient d'un abattement de 30 %...? – le ministre a voulu relativiser la portée de cette réforme future. Il a rappelé que le plafonnement à 50 000 francs (somme non revalorisée depuis plusieurs années) réduisait déjà très sensiblement la portée de ces avantages fiscaux.

Le président du groupe centriste, M. Pierre Méhaignerie, est à l'origine du mouvement qui est en passe de détruire un pilier fiscal sur lequel les parlementaires s'appuient depuis 1938. Voulant lutter contre un climat malsain d'antiparlementarisme alimenté par certaines informations sur les revenus des députés, le groupe centriste avait déposé jeudi un amendement demandant qu'à compter du 1er janvier 1991 les indemnités des parlementaires soient imposables dans leur totalité alors qu'aujourd'hui seuls les onze-vingtièmes le sont.

N'entendant pas laisser les centristes seuls sur le chemin de la vertu et de la transparence, le groupe socialiste, sous la direction de M. Jean Auroux, avait ensuite déposé un amendement concernant tous les élus, nationaux et locaux, à partir du 1er janvier 1992, en dénonçant au passage *« la démagogie imprudente »*, *« le coup médiatique »* de M. Méhaignerie qui avait limité son amendement aux seuls parlementaires alors que les élus locaux (notamment conseillers généraux et régionaux) ne sont pas imposés du tout et votent leurs propres indemnités.

Le président du groupe PS n'a pas manqué de rappeler que son homologue de l'UDC était également président du conseil général d'Ille-et-Vilaine... M. Auroux a également regretté que M. Méhaignerie accrédite implicitement l'idée que le problème ne concernerait que les parlementaires : *« Il y a cinq cent mille élus en France, les déductions fiscales dont ils bénéficient représentent 10 % du total de celles qui sont accordées. »*

« Tout le monde est d'accord pour dire qu'il faut faire quelque chose, régler le problème et le faire vite », avait reconnu M. Charasse. Mais avant d'en arriver à l'engagement du gouvernement à traiter la question dans son ensemble (en examinant également, a-t-il insisté, la question délicate des retraites et des cotisations sociales des élus), l'hémicycle a connu quelques échanges savoureux. M. Michel Crépeau (apparenté PS, Charente-Maritime) s'est étonné de l'absence de M. Méhaignerie. *« Je suis effaré de cet amendement démagogique que M. Méhaignerie a déposé avant de partir pour son conseil général... Cela ne relève pas du jeton de présence, mais du faux-jeton de présence, ou plutôt d'absence... »*

Sur leurs bancs, MM. Bernard Pons (RPR, Paris) et Eric Raoult (RPR, Seine-Saint-Denis) applaudissaient la charge. M. Philippe Auberger (RPR, Yonne) avait, quelques instants plus tôt, stigmatisé l'attitude des centristes, *« précipitée »* et un peu trop récupératrice à ses yeux. *« C'est du théâtre, du théâtre bouffon. Les auteurs de l'amendement auraient-ils des reproches à se faire ? »*, avait-il ajouté perfidement après que M. Jean-Jacques Jegou (UDC, Val-de-Marne) ait défendu l'amendement Méhaignerie en demandant à chacun *« de balayer devant sa porte »*. *« Nous sommes sous le feu de l'actualité »*, avait-il ajouté en regrettant que les médias *« ne parlent pas de leurs propres avantages. »*

Les duchesses du seizième arrondissement

« C'est complètement démagogique. Il n'y pas de raison que les parlementaires soient mieux traités que les autres professions, mais la question doit être examinée dans un cadre plus serein », avait clamé M. Gilbert Gantier (UDF, Paris). Le député UDF avait énuméré à l'intention de son collègue de l'UDC amnésique quelques-unes des charges qui pèsent sur les locataires du Palais-Bourbon : cotisation au groupe, déplacements en voiture, permanences à louer, dons, etc.

« Moi, je touche 10 165 francs par mois. Avis aux amateurs. Pour ceux qui veulent entrer au groupe communiste, je prends les inscriptions... Il n'y a pas la queue », constatait en rigolant M. Jean-Pierre Brard (PCF, Seine-Saint-Denis). *« Contrairement à Gantier mon indemnité n'est pas ponctionnée par les dons aux duchesses décaties du seizième arrondissement... »*, affirmait-il. A son banc, M. Gantier manquait de s'étrangler et agitait, en vain, la main pour riposter. M. Brard poursuivait avec un discours devenu classique dans la bouche des élus communistes depuis le vote de l'amnistie : *« Nous, nous sommes transparents tandis que vous, vous cherchez à vous réhabiliter. »* Sourire sur tous les bancs.

Après une première intervention de M. Charasse prenant des engagements sur la mise en place d'un régime fiscal de droit commun pour tous les élus, M. Jean Auroux jugeait que le propos du ministre *« n'était pas convaincant »*. Il demandait une suspension de séance.

Quarante-cinq minutes plus tard, après avoir entendu les assurances du ministre, il estimait en séance qu'il avait *« obtenu les réponses attendues »* : *« C'est un accord vigilant que nous vous donnons, et ces décisions s'appliqueront en toutes hypothèses à compter du 1er janvier 1992. »* M. Jégou se montrait également satisfait en soulignant les vertus de l'amendement Méhaignerie qui, *« malgré ses limites »*, avait permis au débat de s'ouvrir enfin. D'autre part, les députés ont tout de même examiné une quinzaine d'articles de la loi de finances, essentiellement pour rétablir la version que l'Assemblée avait adoptée en première lecture et que le Sénat avait modifiée.

S'agissant de la question de la taxe foncière sur les propriétés non bâties, le gouvernement, suivant le groupe PS qui souhaitait qu'un effort soit fait pour les agriculteurs, a instauré un dégrèvement (d'un coût global de 300 millions de francs) de 45 % uniquement pour 1991 et pour les éleveurs.

Le ministre n'a pas voulu suivre totalement les élus socialistes qui voulaient une mesure plus durable et plus générale pour les faibles revenus. M. Charasse a estimé que le gouvernement devait aider momentanément les agriculteurs touchés par les conditions climatiques et la baisse des cours. M. Auberger (RPR) a estimé que cette mesure était insuffisante. La réserve des votes des amendements et des articles ayant été demandée jusqu'à vendredi, date du recours au 49-3, l'opposition n'a pas pu manifester son hostilité en votant contre l'amendement du gouvernement.

PIERRE SERVENT

Le PS et France unie

M. Mauroy critique M. Soisson

Le Parti socialiste a décidé d'appeler à voter, le 16 décembre, pour le candidat de l'Association des démocrates, M. Roger Turot, au second tour de l'élection cantonale partielle de Vailly-sur-Aisne, dans l'Aisne. Initialement, la fédération socialiste départementale avait refusé de prendre parti entre M. Turot, arrivé deuxième le 9 décembre, et la candidate arrivée en tête, Mme Annick Venet (divers droite). Considérant que la gauche ne serait plus représentée au second tour, les socialistes de l'Aisne avaient appelé à l'abstention.

Finalement, après discussion au bureau exécutif et visite sur place, jeudi, de MM. Gérard Le Gall, jospiniste, et Jean-Marcel Bichat, fabiusien, tous deux adjoints au secrétariat national, il a été décidé de soutenir l'Association des démocrates, dirigée dans le département par M. Jacques Pelletier, ministre délégué de la coopération, étant entendu que celle-ci formera son propre groupe, distinct de la droite, au conseil général.

Cette décision intervient alors que les propos de M. Jean-Pierre Soisson, chef de file de France unie, dont fait partie l'Association des démocrates, sur la démarche de M. Michel Noir avaient soulevé des critiques au bureau exécutif. M. Pierre Mauroy avait dénoncé toute tentative de jeter une « passerelle » en direction du RPR. Les rapports avec France unie sont l'un des sujets de débat parmi les dirigeants socialistes.

M. Jean Poperen revient, de son côté, dans un entretien publié par *Libération* vendredi, sur la nécessité d'une *« clarification »* au sein du PS. Le ministre des relations avec le Parlement refuse de *« mettre en cause le rôle des partis ou des courants »*, comme l'avait fait, le 12 décembre, M. Jean-Marc Ayrault, maire de Nantes (*le Monde* du 14 décembre).

Au Parlement européen

Les socialistes français voudraient s'extraire des querelles parisiennes

STRASBOURG

de notre envoyé spécial

Le refus des membres du PS d'approuver la motion votée à l'issue de la récente conférence des Parlements de la Communauté européenne (*le Monde* daté 2-3 décembre) n'a pas du tout été compris par leurs « camarades » qui siègent au Parlement européen. Ils l'ont fait savoir dans une lettre qu'ils viennent d'envoyer à M. Pierre Mauroy et dont ils ont transmis un double à l'Elysée, à M. Michel Rocard et à M. Laurent Fabius, qui a été à l'origine de la décision des députés français, présents à Rome, de s'abstenir.

C'est M. Léon Schwartzenberg qui, le premier, a réagi. Sa lettre a été signée par dix-huit des vingt-deux membres de la délégation socialistes française. Elle fait remarquer que ceux-ci ont toujours approuvé les textes du Parlement européen qui réclament la mise en place d'une « constitution » fédérale pour l'Europe ; ils s'étonnent donc que le PS ait semblé, à Rome, refuser une telle perspective.

Les malheurs parisiens de M. Claude Cheysson paraissent tout aussi étranges aux élus socialistes « strasbourgeois », dont il préside la délégation. M. Jean-Pierre Cot, le président du groupe socialiste, qui n'est pas toujours d'accord avec l'ancien ministre des relations extérieures, souligne : *« Il rehausse le niveau du Parlement par sa présence et son action. On connaît son franc-parler ; il lui fait honneur. »*

En tout état de cause, M. Cheysson ne paraît décidé à céder aux ukases du bureau exécutif du parti. *« Sur le Golfe*, dit-il, *ma position est conforme à ce que dit publiquement le président de la République ; sur l'immigration je ne me suis pas exprimé en tant que député, mais en tant que président de la Fondation de l'Arche de la fraternité et membre du MRAP ; je n'ose croire que ces fonctions soient incompatibles avec celles de membre du PS. »*

Th. B.

POLITIQUE

Revenant sur son premier vote

Le Sénat a approuvé le projet de loi sur la lutte contre le tabagisme et l'alcoolisme

Alors que, en première lecture, le projet de loi relatif à la lutte contre le tabagisme et l'alcoolisme avait été très largement amputé par une majorité de sénateurs (*le Monde* du 18 octobre), le texte présenté par M. Claude Evin, ministre des affaires sociales et de la solidarité, a été adopté de façon définitive, jeudi 13 décembre, au Sénat, par une majorité de 181 voix contre 97 ; il y a eu 33 abstentions (1).

Deux jours après l'adoption par l'Assemblée nationale du projet de loi interdisant toute publicité pour le tabac à compter du 1er janvier 1993 et limitant strictement celle en faveur des boissons alcoolisées, le Sénat avait-il vraiment le choix ? Déjà, après avoir vidé en grande partie de sa substance, en octobre dernier, le texte mûri par le ministre des affaires sociales et de la solidarité, M. Claude Evin, bon nombre de sénateurs s'étaient douloureusement penchés sur le sens de la question, qui, bien sûr, n'avait pas manqué aussitôt de fuser : «A quoi sert le Sénat ?» Pouvaient-ils, dès lors, repousser, jeudi 13 décembre, en seconde lecture, la version, commune, proposée, contre toute attente, par la commission mixte paritaire (CMP) Sénat-Assemblée ?

Comme allait le dire, plus tard dans le débat, M. Jean-Pierre Fourcade (Rép. et ind., Hauts-de-Seine), président de la commission des affaires sociales, il était difficile, en effet, *«de ne pas voter le texte de la CMP et de déplorer, en même temps, la perte d'influence du Sénat»*. Un compromis avait été trouvé, avec la bénédiction du gouvernement. Fallait-il le repousser, et, du même coup, laisser libre cours à la majorité socialiste de l'Assemblée nationale sur une question ayant trait à la vie quotidienne et jugée visiblement plus importante que beaucoup d'autres par une majorité de Français ?

Pourtant, quelques minutes seulement avant le début de la discussion, le Sénat s'est offert quelques moments de frayeur. On n'était plus tout à fait sûr, soudain, au palais du Luxembourg, que le texte puisse passer. Devant les revirements de certains de ses collègues, voilà que le rapporteur du projet, M. Charles Descours (Isère), proche de M. Alain Carignon, menaçait de quitter le groupe RPR. M. Charles Pasqua, président du groupe, se mettait en devoir de trier les bulletins rouges, bleus ou blancs laissés par les sénateurs absents pour signifier un vote d'abstention, d'opposition ou d'approbation. Il était donc clair que le RPR, comme d'autres, allait devoir se diviser sur l'épineuse question du tabac et de l'alcool.

«Pense à la source»

Dans le débat, cependant, seul le maire de Nuits-Saint-Georges, M. Bernard Barbier (Rép. et ind., Côte-d'Or), devait marquer son opposition résolue à un projet qui, selon lui, *«mutile à tort la communication conviviale du vin et, par là, la viticulture de notre pays»*, avant d'inviter ses collègues de la Haute Assemblée à réfléchir, au moment de leur vote, à ce précepte du sage chinois Lao-Tseu : *«Lorsque tu bois, pense à la source.»*

Sénateur (RPR) du Rhône et, donc, du beaujolais, de la côte-rôtie et des côteaux du Lyonnais, M. Emmanuel Hamel, estime, en revanche, que *«les inquiétudes de certains milieux viticoles sont excessives»*. Président d'un groupe, celui des socialistes, qui avait conduit la fronde en première lecture, M. Claude Estier a apporté lui-même, cette fois, la solidarité pleine et entière de ses troupes, en déclarant que les membres de la CMP avaient su *«dépasser certaines craintes»*. Enfin, M. Etienne Dailly (Rass. dém., Seine-et-Marne) a appelé ses collègues à considérer que le texte, retravaillé par des représentants des deux assemblées sans avoir à subir la menace d'un engagement de responsabilité du gouvernement, donne au Parlement l'occasion de *«respirer une bouffée d'air pur»*.

Aussi, après avoir rappelé, comme il l'avait fait auparavant devant l'Assemblée nationale, que le gouvernement avait choisi de privilégier les intérêts de la santé publique, M. Evin ne pouvait qu'apporter sa pierre à cet édifice laborieusement élaboré en annonçant que pour la délimitation des zones de production, dans lesquelles la publicité en faveur des boissons alcoolisées pourra être autorisée sous certaines conditions, il est *«prêt à dialoguer avec les professionnels»*.

JEAN-LOUIS SAUX

(1) Voici le détail du scrutin : ont voté pour : 66 PS sur 66 ; 20 Rass. dém. sur 23 ; 28 RPR sur 90 ; 45 centristes sur 68 ; 17 rép. et ind. sur 51 ; 5 non inscrits sur 6. Ont voté contre : 16 PC sur 16 ; 2 Rass. dém. ; 33 RPR ; 17 centristes ; 29 rép. et ind. Se sont abstenus : 1 Rass. dém. ; 22 RPR ; 4 centristes ; 5 rép. et ind. ; 1 non-inscrit. N'ont pas pris part au vote : 7 RPR ; 2 centristes.

Mme Simone Veil invitée du «Grand Jury RTL-*le Monde*»

Mme Simone Veil, député à l'Assemblée européenne de Strasbourg, sera l'invitée de l'émission hebdomadaire «Le Grand Jury RTL-*le Monde*», dimanche 16 décembre de 18 h 30 à 19 h 30.

L'ancien ministre de la santé, ancien président du Parlement européen, répondra aux questions d'André Passeron et de Marie-Pierre Subtil du *Monde*, et de Paul Joly et de Pierre-Marie Christin de RTL, le débat [illegible] Olivier Mazerolle.

Dans une lettre écrite en Uruguay

M. Médecin attaque violemment le nouveau maire de Nice

NICE

de notre correspondant régional

Une lettre, en date du 26 novembre, adressée par l'ancien maire (CNI) de Nice, M. Jacques Médecin, à l'un de ses proches a été diffusée, vendredi 14 décembre, auprès de ses anciens collègues du conseil municipal réunis en séance publique à la mairie. Cette lettre, photocopiée et dont certains passages ont été retranchés, aurait été écrite à Punta-del-Este (Uruguay), où M. Médecin séjourne toujours depuis sa fuite, à la mi-septembre.

Exprimant une grande amertume, M. Médecin prend très vivement à partie l'actuel maire (RPR) de Nice, M. Honoré Bailet, sénateur, et ses *«complices»*, qui auraient dû, selon M. Médecin, *«démissionner en bloc pour provoquer des élections»*. L'initiative de sa diffusion revient à quelques-uns des fidèles de l'ancien maire de Nice, partisans de M. Christian Estrosi, député RPR, qui a démissionné du conseil municipal le 9 octobre dernier. Ceux-ci assurent qu'ils ont reçu l'accord de M. Médecin.

«Je suis, aujourd'hui, dans une situation que peu d'hommes, je suppose, ont connue avant moi, écrit notamment M. Médecin. *Je suis mort mais j'ai l'énorme privilège d'assister à la curée et de contempler de Sirius ce que les hommes et les femmes, qui me doivent tout, sont en train de faire de mes dépouilles et de mon héritage. (...) Au concours de l'ignominie, je me demande à qui reviennent les lauriers. Le pouvoir socialiste,* poursuit-il, *est partout fondé sur la lâcheté des hommes. Il suffit donc de leur faire peur et, à Nice, aujourd'hui, tous les politiques vivent dans la peur. (..) Tous savent par quelles épreuves morales je suis passé. Tous feignent de croire que mes nerfs ont inexplicablement et brutalement lâché. Tous prenaient des airs de faux-culs lorsqu'ils me savaient accusé à tort par les médias déchaînés (...) de mon antisémitisme nouveau. (...) Ceux-là mêmes qui ont contribué à donner à Nice mauvaise réputation occupent aujourd'hui les postes de commande, récompensés de leur trahison par leurs vieux complices socialistes.»*

«Inculture et pingrerie»

M. Médecin dresse, ensuite, un portrait au vitriol de M. Bailet. *«J'ai fait de lui,* écrit-il, *un premier adjoint, j'ai fait de lui un sénateur, j'ai fait de lui une personnalité que ni son primarisme* (sic), *ni son inculture, ni la pringrerie de son comportement, ni la médiocratie de ses relations* (...), *ni, surtout, son absence totale de courage physique et moral ne lui permettaient d'espérer. Les socialistes le savaient et en lui collant une invraisemblable affaire de comptable de fait sur le dos* [M. Médecin fait, ici, allusion à un jugement provisoire de la chambre régionale des comptes dans l'affaire de la renégociation de la dette de la ville de Nice], *ils ont en fait, par peur de perdre son beau siège tout neuf de sénateur, leur prisonnier. (...)*

» Que font, dans tout cela, les hommes et les femmes qui, grâce à moi seul, sont sortis de l'anonymat pour occuper des fonctions électives ? Ils ont manqué le coche au lendemain de mon retrait. Ils devaient alors démissionner en bloc pour provoquer des élections et rendre le peuple de Nice souverainement juge de l'avenir. (...) Pour avoir voulu, dans l'immédiat, sauver le siège que j'ai glissé sous leurs fesses, ils ont compromis toutes leurs chances de succès dans le futur. (...) » «Seuls ceux et celles, conclut l'ancien maire de Nice, *qui auront eu le courage de vouloir en appeler au verdict populaire des urnes pourront prétendre conduire les affaires publiques la tête haute. Pour les complices de ce pauvre Bailet, il est déjà trop tard. Et c'est tant mieux, la lâcheté n'a pas à être récompensée.»*

G. P.

□ **L'affaire de Port-Fréjus : M. Espanol candidat à une élection législative partielle à Paris.** – M. René Espanol, le promoteur immobilier opposé au projet de Port-Fréjus lancé à l'initiative du maire de Fréjus, M. François Léotard, a annoncé, jeudi 13 décembre, sa candidature à l'élection législative partielle, qui aura lieu dans le quinzième arrondissement de Paris à la suite de la démission de Mme Michèle Barzach. Rappelant que M. Léotard avait créé avec Mme Barzach et M. Michel Noir la Force unie, M. Espanol, soutenu par l'Association de défense des usagers de l'administration (ADUA), entend profiter de sa candidature pour *«faire éclater la vérité sur l'affaire de Port-Fréjus.»* Son activité en ce sens vient de lui valoir deux nouvelles inculpations à la suite de l'opération «commando» menée sur le chantier contesté dans la nuit du 2 au 3 décembre. M. Espanol aura pour suppléant le président de l'ADUA, M. Jean-Claude Delarue, membre du Conseil économique et social.

□ **Le RPR veut instituer un contrôle parlementaire sur les directives européennes.** – M. Bernard Pons, président du groupe RPR, a demandé jeudi 13 décembre, au président de l'Assemblée nationale, M. Laurent Fabius, d'inscrire à l'ordre du jour des travaux de l'Assemblée une proposition de loi de M. Pierre Mazeaud (RPR, Haute-Savoie) tendant au *«contrôle parlementaire des projets de règlements et de directives du Conseil des Communautés européennes»*.

□ **Création de quatre commissions de contrôle au Sénat.** – Les sénateurs ont adopté, jeudi 13 décembre, les propositions de résolution tendant à créer quatre commissions de contrôle (sur l'éducation nationale, Air France, et les services des ministères de la justice et de l'intérieur) déposées par les présidents de la majorité sénatoriale (*le Monde* du 7 décembre). Les sénateurs socialistes se sont abstenus.



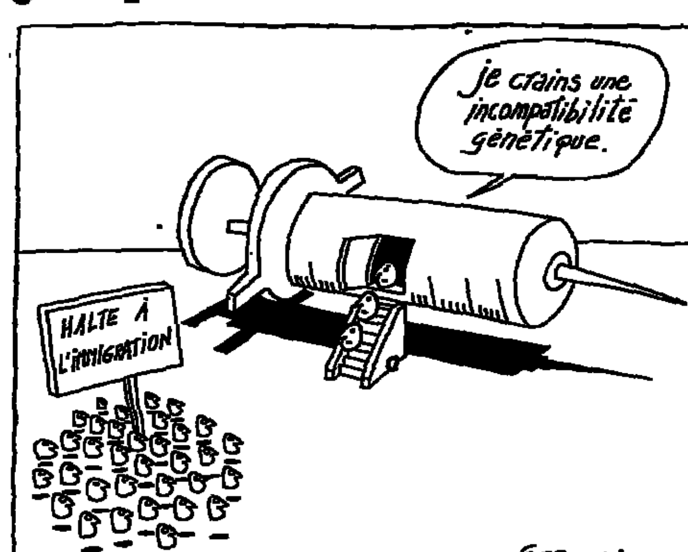
Un avis du Comité national d'éthique

Les thérapies géniques sur l'homme autorisées en France

Le Comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé a émis, jeudi 13 décembre, un « avis favorable » concernant l'utilisation sur l'homme des « thérapies géniques ». Cette décision témoigne de l'avancée des techniques de biologie moléculaire dans le champ de la médecine moderne.

Quelques mois seulement après les autorités sanitaires américaines, les « sages » du Comité national d'éthique, que préside le professeur Jean Bernard, donnent leur aval à la pratique en France de la « thérapie génique ».

Bien que le nombre d'indications retenues et d'équipes concernées soit aujourd'hui très limité, il s'agit là d'une étape essentielle dans l'avancée des pratiques thérapeutiques et donc dans l'histoire de la médecine, puisqu'on autorise ici la modification du génome humain.



Longtemps considérée comme totalement utopique, la thérapie génique est devenue une perspective raisonnable avec le prodigieux développement des techniques de la biologie moléculaire et du génie génétique. La première expérimentation dans ce domaine fut menée en 1980 par le professeur Martin Cline de l'université de Californie. Réalisée sans l'aval des comités d'éthique, elle fut sans lendemain et à l'origine d'un vif scandale, le spécialiste californien étant très sévèrement sanctionné.

Dix ans plus tard, tout a changé et personne n'agite plus, comme dans le milieu des années 70, l'effrayante menace d'une atteinte à l'identité même de l'espèce humaine. Il n'en est pas moins vrai que la mise en œuvre de la thérapie génique doit impérativement respecter une série de contraintes, comme le soulignent aujourd'hui avec précision les membres du Comité national d'éthique.

Il faut aussi rappeler que, quels que soient les espoirs que l'on peut légitimement nourrir quant au développement de cette thérapeutique – concernant notamment le traitement des maladies héréditaires, – d'importantes questions sur l'inocuité et l'efficacité de ce procédé n'ont pas encore de réponses, celles-ci ne pouvant être obtenues que par des essais effectués sur des malades volontaires.

Les cellules cibles

La thérapie génique consiste schématiquement à modifier le patrimoine héréditaire de certaines cellules en « greffant » dans ces dernières un ou plusieurs gènes. L'objectif est de corriger le métabolisme des cellules ainsi greffées afin de traiter un défaut d'origine génétique.

C'est ainsi que la première et toute récente autorisation américaine porte sur un protocole thérapeutique concernant une affection rare : le déficit en adénosine désaminase à l'origine d'un très grave déficit immunitaire. D'autres indications pourraient prochainement être retenues. « *Tout récemment, des techniques de transfert direct d'un gène dans des tissus* in vivo *ont été expérimentées sur l'animal, en particulier dans le tissu musculaire, qui représenterait une situation favorable pour une technique de micro-injection dans le cadre des myopathies et au niveau de l'épithélium pulmonaire par pulvérisation de vecteurs viraux envisageable dans le cas de la mucoviscidose* », explique le Comité national d'éthique.

Toutefois, l'une des principales questions concerne les méthodes pouvant être retenues pour atteindre les « *cellules cibles* » devant être traitées. « *Dans l'état actuel des connaissances, il n'est pas envisagé d'introduire par voie générale un « vecteur » porteur de gène, mais il est prévu de se limiter au traitement des cellules cibles en dehors de l'organisme, ce qui réduit le champ des applications possibles de la thérapie génique à des erreurs géniques s'exprimant dans les cellules circulantes*, explique le comité. *Dans certaines maladies, les cellules cibles responsables de la pathologie ne pourraient être atteintes que grâce à un vecteur introduit par voie générale dans l'organisme (vecteur viral en particulier). Dans l'état actuel des connaissances, une telle thérapie n'est pas envisageable. On ne pourrait en outre exclure les risques de l'atteinte des cellules germinales par ces vecteurs viraux, en particulier dans le cas de l'embryon* in utero. »

Sous étroite surveillance

L'application des mêmes techniques peut aussi être envisagée dans le traitement de certaines formes d'affection cancéreuses à partir de l'introduction, dans certaines catégories de cellules, de gènes ayant une activité anticancéreuse. C'est ainsi qu'une équipe américaine mène actuellement les premiers essais de ce type chez des personnes victimes de formes graves de cancers de la peau.

L'essentiel des questions éthiques soulevées par la thérapie génique concerne le type de cellules dont on cherche à modifier le patrimoine héréditaire. Il est clair en effet que l'introduction d'un ou de plusieurs gènes dans des cellules somatiques du corps humain peut être sans mal assimilée à une forme « microscopique » de greffes d'organe, dont on sait qu'elles ne modifient aucunement l'identité des malades.

Il en irait tout à fait différemment si l'on cherchait à modifier le patrimoine héréditaire des cellules germinales (ovules ou spermatozoïdes) puisque la modification ainsi apportée pourrait être transmise à la descendance et correspondre du même coup à la modification du génome de l'espèce humaine. « *Il faut exclure formellement toute tentative de thérapie génique germinale*, souligne avec force le Comité national d'éthique. *Outre les risques d'une modification transmissible au génome humain, cette thérapie se heurte à des objections quant à son éventuelle réalisation pratique : dans un premier temps, il faudrait analyser les embryons cultivés* in vitro *pour sélectionner ceux porteurs du déficit à corriger et il est difficile d'imaginer une réimplantation après thérapie génique puisqu'on disposerait en même temps des embryons chez lesquels on aurait fait un diagnostic d'absence de déficit.* »

L'ampleur des enjeux et des espoirs concernant le traitement des maladies héréditaires, tout comme la gravité qu'il y aurait à jouer – quelles qu'en soient les motivations – aux apprentis sorciers, impose une surveillance étroite des essais qui seront menés dans les prochaines années et sans doute une affirmation du rôle positif joué ici par le Comité consultatif national d'éthique.

JEAN-YVES NAU

Le texte de l'avis

Voici le texte de l'avis du Comité d'éthique :

Les progrès des connaissances en génétique ouvrent la possibilité d'actions au niveau du génome de la cellule humaine visant la correction d'une anomalie génétique responsable d'une maladie héréditaire ou à l'introduction d'un gène gouvernant la production d'une protéine conférant à cette cellule une action thérapeutique.

Le Comité consultatif d'éthique émet un avis favorable aux recherches chez l'homme dans ce domaine sous réserve du respect des conditions suivantes :

– il convient de limiter les possibilités de thérapie génique aux seules cellules somatiques et d'interdire formellement toute tentative de modification délibérée du génome des cellules germinales et toute thérapie génique comportant le risque d'une telle modification. Dans cet esprit, il convient d'interdire le transfert de gènes par des vecteurs viraux dans l'embryon humain du fait des risques d'atteinte des cellules germinales.

– dans le domaine des maladies héréditaires, les recherches de thérapies géniques ne doivent être envisagées que pour des maladies résultant d'une anomalie concernant un seul gène et entraînant une pathologie particulièrement grave.

La première greffe de gènes aux Etats-Unis a donné des résultats encourageants

La fillette de quatre ans qui avait subi en septembre dernier aux Etats-Unis la première tentative officielle de thérapie génique se porte bien et cette expérimentation « historique » a produit de premiers résultats encourageants, ont signalé, jeudi 13 décembre, les spécialistes du gouvernement américain. Après trois mois de traitement, l'enfant, atteint d'un grave déficit immunitaire, n'a pas souffert d'effets secondaires graves, a indiqué le docteur W. French Anderson du National Heart, Lung, and Blood Institute, coauteur de ce premier essai avec le docteur R. Michael Blaese. Toutefois, il faudra attendre probablement encore un an avant de savoir si cette thérapie génique a permis de reconstituer complètement les défenses immunitaires de l'enfant.

Taux normal de globules blancs

La thérapie génique entreprise dans le cadre de cet essai a consisté à insérer un gène manquant dans l'organisme de la fillette, celui qui gouverne la production de l'ADA (adénosine déaminase), une enzyme indispensable au fonctionnement du système immunitaire. Les tests préliminaires montrent que les cellules de l'enfant corrigées génétiquement produisent l'enzyme manquante pendant trois semaines après chaque injection, et des indications supplémentaires indiquent que ces cellules pourraient encourager la production d'autres cellules du sytème immunitaire.

Pour la première fois, l'enfant présente un taux normal de globules blancs, les lymphocites T, essentiels dans la lutte contre les infections, a signalé le docteur Anderson à la Food and Drug Administration (FDA). La fillette devrait recevoir de nouvelles injections de cellules corrigées manipulées génétiquement tous les mois pendant deux ou trois ans. Les chercheurs envisagent de commencer, le mois prochain, une thérapie génique du même type chez un autre enfant. *(UPI.)*

□ **Manifestation des professions paramédicales libérales.** – Moins de deux mille personnes, pour l'essentiel des kinésithérapeutes, ont manifesté, jeudi 13 décembre, à l'appel de quatre syndicats de professions paramédicales libérales. Les revendications sont les mêmes que celles exprimées lors d'une première manifestation le 20 novembre dernier (*le Monde* du 22 novembre) : revalorisation de l'acte, révision de la nomenclature et allègement des charges sociales.

SCIENCES

□ **Un Américain à bord de la station Mir.** – Un Américain pourrait voler à bord de la station spatiale soviétique Mir d'ici dix-huit mois, a-t-on appris à Washington, auprès de la société Space Commerce, qui commercialise aux Etats-Unis des programmes spatiaux soviétiques.

Il s'agit d'un employé d'une société dont le nom n'a pas été révélé. Le contrat s'élève à plus de 12 millions de dollars, prix supérieur à celui payé par le cosmonaute-journaliste japonais.

L'agence Tass a annoncé par ailleurs qu'un cosmonaute autrichien volerait sur Mir le 2 octobre 1991. – *(AFP, UPI, AP.)*

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT
Le Monde RADIO TÉLÉVISION

Des départements encore paralysés par la neige

Trois cents militaires pour dégager les routes de l'Isère

Malgré des prévisions météorologiques favorables pour la fin de la semaine, la situation restait préoccupante après de nouvelles chutes de neige, jeudi 13 décembre, dans les départements du Jura, où 12 000 foyers étaient encore privés d'électricité vendredi, ainsi que dans l'Ain et dans l'Isère où le plan ORSEC a été mis en place.

GRENOBLE
de notre correspondant

La mise en œuvre du plan ORSEC décidée jeudi 13 décembre par le préfet de l'Isère, M. René Vial, devrait assurer le retour à une situation normale avant la fin de la journée du dimanche 16 décembre, dans les trois zones de l'Isère les plus fortement enneigées : les Chambarands, les Terres froides et l'île Crémieu. Depuis plusieurs jours, les maires des communes du nord du département multipliaient les appels de détresse et dénonçaient la lenteur des opérations de déblaiement des masses considérables de neige qui se sont abattues sur ces régions.

Le plan ORSEC a permis, aussitôt après son déclenchement, l'arrivée sur place de 120 membres de la protection civile basés à Brignoles (Var) et d'engins de déneigement. Par ailleurs, la montagne s'est portée au secours de la plaine en dépêchant des appareils de forte puissance vers les lieux submergés par la neige. Les moyens et les hommes mobilisés par le plan ORSEC, notamment 300 militaires, devraient permettre de dégager des voies d'accès en direction des nombreux hameaux et habitations isolés depuis six jours.

L'accumulation de neige, souvent très lourde, sur les toits a été à l'origine d'une centaine d'effondrements. Pour prévenir tout risque d'accidents, les 24 collèges et lycées du nord du département ont été fermés pour les 14 et 15 décembre. Les responsables des opérations de secours espèrent qu'aucune nouvelle chute de neige ne viendra accroître l'épaisseur du manteau neigeux, qui dépasse, dans les zones de plaine les plus touchées, les 80 centimètres ou le mètre.

CLAUDE FRANCILLON

Des toitures s'effondrent à la centrale de Creys-Malville et à Eurexpo-Lyon

LYON
de notre bureau régional

Les installations industrielles et commerciales dotées de toitures plates ont été très éprouvées, dans la région Rhône-Alpes, par l'accumulation d'une épaisse couche de neige humide et lourde. A Creys-Malville (Isère), le toit de la salle des machines du réacteur Superphénix, actuellement à l'arrêt, s'est écroulé, jeudi 13 décembre, sur 1 000 mètres carrés. Ce bâtiment abrite des turbo-alternateurs, mais aucun équipement nucléaire. Deux blessés légers ont pu regagner leur domicile le jour même.

Les matériaux et la charpente ont été conçus pour résister à une charge de 90 kilos au mètre carré : or, le poids de neige atteignait 190 kilos au moment de l'accident. L'une des deux lignes électriques à 400 000 volts, assurant l'alimentation de la centrale, s'est rompue, mais la fourniture de courant a pu être assurée par un dispositif de secours. Par ailleurs, le toit du hall numéro 8 du parc d'expositions Eurexpo, à Lyon-Chassieu, s'est effondré sur 1 500 mètres carrés, jeudi matin 13 décembre. Le parc Eurexpo offre 85 000 mètres carrés de halls, qui devaient être utilisés en totalité pour deux prochains salons d'exposition prévus à la mi-janvier. Dans l'accident de jeudi, c'est un mur extérieur du hall 8 qui a fléchi. Les experts ne s'expliquent pas encore comment cette partie de l'édifice a pu être endommagée, alors que le dôme de verre surmontant l'accès général du parc a résisté.

Enfin, sur l'aéroport régional de Lyon-Satolas, le bâtiment de traitement du fret devait rester vide jusqu'au vendredi 14 décembre. La menace d'un effondrement de la toiture paralyse l'activité des compagnies aériennes et des transitaires.

G. B.

Ain : des communes toujours dans le noir

BOURG-EN-BRESSE
de notre correspondant

M. Yves Mansillon, préfet du département, a déclenché, jeudi 13, le plan ORSEC dans l'Ain. Cette mesure a pour objet d'élargir les moyens mis à disposition pour déblayer la neige accumulée depuis cinq jours, et renforcer les équipes d'intervention de l'EDF, de l'équipement et des pompiers, sur la brèche depuis la nuit du samedi 8 au dimanche 9 décembre. Près de 400 militaires devaient être mobilisés dans la journée de vendredi, la plupart issus de la 27e division alpine, ainsi que du 68e régiment d'artillerie et du 4e régiment du génie, tous les deux stationnés au camp de la Valbonne (Ain). Une colonne d'une quarantaine de chasseurs alpins devait rallier à skis la région d'Oyonnax dans la matinée de vendredi.

Sur le terrain, la situation s'était sensiblement améliorée vendredi matin où l'on dénombrait encore près de 5 000 foyers privés d'électricité (il y en avait eu 50 000 au plus fort de la tempête), principalement dans les régions de l'Albarine et du Bugey. Une quinzaine de communes étaient toujours dans le noir depuis six jours, l'intervention des agents de l'EDF étant considérablement ralentie par les grosses difficultés d'accès aux lignes.

Après une aggravation due aux chutes de neige de la nuit du mercredi 12 au jeudi 13, la circulation retrouvait à peu près son cours normal sur les réseaux routier et autoroutier. En revanche elle restait extrêmement précaire et difficile sur le réseau secondaire fortement enneigé et encombré par des arbres.

Après trois bonnes journées d'arrêt total, la circulation ferroviaire a redémarré dans la journée de jeudi, sauf sur les lignes régionales de Bourg-en-Bresse à Oyonnax et de Bourg-en-Bresse-Lyon *via* Sathonay. Des difficultés subsistaient sur les passages à niveau non gardés, privés d'alimentation électrique. Les 160 aiguillages de la gare de triage d'Ambérieu, complètement bloqués par la neige, avaient pu être déblayés, notamment grâce au concours de l'armée.

LAURENT GUIGON

Le séisme en Sicile a fait au moins 19 morts et 200 blessés

Le bilan du tremblement de terre qui a secoué la partie orientale de la Sicile jeudi 13 décembre à 1 h 25 s'élevait en fin de journée à 19 morts et 200 blessés. Les dégâts matériels sont évalués, pour le moment, à 450 milliards de lires (2 milliards de francs) et 2 500 Siciliens sont sans abri. La localité la plus touchée est la petite ville de Carlentini (10 000 habitants), située à 35 kilomètres au nord-ouest de Syracuse. – *(AP.)*

□ **Incendie dans une usine chimique dans le Jura.** – Dix adolescents ont été légèrement intoxiqués, jeudi 13 décembre, à la suite d'un incendie à l'usine Solvay de Tavaux (Jura), spécialisée dans la fabrication de produits chimiques à base de chlore. Les habitants ont été invités à rester chez eux quelques heures.

Plusieurs écoles étant fermées en raison des chutes de neige, seul un collège, situé à proximité de l'usine, a dû être évacué. Dix jeunes, âgés de onze à quinze ans, ont été placés en observation durant trois heures à l'hôpital de Dole.



SOCIÉTÉ

JUSTICE

Nombreuses réactions après le suicide du juge Gilles Boulouque

Après le suicide, à son domicile parisien, dans la nuit du 12 au 13 décembre, du juge Gilles Boulouque (*Le Monde* du 14 décembre), des représentants du monde judiciaire et du monde politique ont rendu hommage au magistrat. M. Henri Nallet, le garde des sceaux, a adressé un télégramme à la famille du juge d'instruction. Le maire de Paris, M. Jacques Chirac, a salué la mémoire *« d'un homme d'une grande intégrité, qui a apporté une contribution très importante à la lutte contre le terrorisme »*. M. Georges Kiejman, ministre délégué à la justice qui fut l'avocat du juge Boulouque nous a déclaré *« qu'on ne pouvait qu'éprouver estime et amitié pour cet homme scrupuleux et intelligent, un vrai professionnel qui ne pouvait aller que vers des réussites. »*. M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur a, de son côté, adressé un télégramme de condoléances au frère du magistrat, M. Thierry Boulouque, commissaire principal à la brigade criminelle, pour lui faire part de sa *« tristesse, à l'annonce du décès de ce magistrat compétent et d'un grand courage. »* L'association SOS-Attentats a tenu à exprimer son *« immense peine et le chagrin de perdre un grand juge en quête de la vérité dans de difficiles et douloureux dossiers. »* Les magistrats de l'AFMI, association regroupant des juges d'instruction, ont rendu hommage aux grandes qualités professionnelles de leur collègue et exprimé leur *« sympathie »* à son entourage.

Alors qu'une polémique sur les causes du suicide du magistrat avait été lancée après les déclarations de M. Gérard Longuet, président du Parti républicain pour qui Gilles Boulouque avait été *« abandonné par sa structure et sa hiérarchie »*, l'ancien ministre de l'intérieur, M. Charles Pasqua et le président du groupe RPR de l'Assemblée nationale, M. Bernard Pons, ont poursuivi cette démarche en dénonçant, l'un *« l'ingratitude de l'Etat »* et l'autre, les propos tenus par l'ancien garde des sceaux, M. Pierre Arpaillange *« dont le moins qu'on puisse dire est qu'il n'a pas soutenu ce magistrat d'exception »*. Pour M. Pons *« le sacrifice d'un magistrat d'une telle valeur ne peut qu'être un appel à une véritable indépendance de la justice »*.

Par ailleurs, le parquet de Paris a confirmé qu'une lettre de Gilles Boulouque adressée à sa femme, et qui avait été rédigée le 12 décembre, en fin d'après-midi, quelques heures avant le drame, avait été retrouvée dans sa serviette. Cette lettre évoque des problèmes d'ordre exclusivement privé.

A la demande des surveillants

La prison des Baumettes a été passée au peigne fin

MARSEILLE

de notre correspondant régional

Réclamée depuis plusieurs mois par les surveillants, la fouille complète de la maison d'arrêt des Baumettes, à Marseille, s'est terminée jeudi 13 décembre sans résultat particulier. Effectuée par quatre-vingt-dix surveillants venus de plusieurs établissements du sud de la France et encadrés par la brigade spéciale des prisons (BSP), cette opération a duré trois jours. A l'exception de la maison d'arrêt pour femmes et des locaux de la clinique médicale, elle a porté sur l'ensemble des bâtiments de détention, soit 1 100 cellules, abritant 1 900 détenus sur 2 100, et les ateliers.

Les surveillants l'avaient instamment demandée, pour des raisons de sécurité, le 23 novembre, lors d'une manifestation spontanée qui faisait suite à l'agression d'un des leurs par un détenu armé d'une fourchette. La dernière en date avait été organisée après les mutineries de 1987. En fait, ce type d'intervention lourde ne donne, généralement, que de maigres résultats, d'autant que, dans les prisons, l'information circule très vite. *« Les détenus étaient informés avant nous »*, confirme M. Denis Gamain, délégué régional CGT des personnels pénitentiaires.

Seul « butin » : quelques draps, des chaises et des tables en surnombre, des lames de rasoir et de scie trouvées sous les fenêtres des cellules, des cartons ainsi qu'un peu d'argent, un peu de drogue et... un ours en peluche. Mais pas d'armes, comme cela a été le cas, dans le passé, à l'occasion de fouilles ponctuelles. L'une d'elles avait même permis de saisir, il y a quelques années, 300 grammes de plastic. Il est vrai que l'immense maison d'arrêt des Baumettes comporte de nombreuses caches et que les détenus, comme le pense un surveillant, *« ont eu le temps de tout enterrer »*.

Selon les responsables syndicaux, qui ne cessent de dénoncer le *« laxisme »* de la direction, cette fouille aura au moins eu l'avantage de *« remettre les pendules à l'heure vis-à-vis des caïds de la prison qui croient pouvoir imposer leur loi »*. Le responsable régional des personnels de surveillance FO, M. Joël Haug, s'est cependant déclaré *« écœuré par cette mascarade de fouille, chère et négative »*. *« Les prisonniers ont déjà remis en place leurs Yo-Yo pour se passer des objets au bout d'une ficelle par les fenêtres »*, a-t-il assuré.

GUY PORTE

Devant les assises des Bouches-du-Rhône

Myriam, portrait de femme assassinée

Myriam Canovas est-elle morte parce qu'elle voulait arracher son enfant au contrôle de sa belle-famille ? Les portraits faits de cette femme devant la cour d'assises des Bouches-du-Rhône, où son beau-père, Henri Canovas, est jugé depuis le 12 décembre, sont contrastés.

AIX-EN-PROVENCE

de notre envoyé spécial

Qui était Myriam ? De cette femme on ignore presque tout. On sait seulement qu'elle était la mère d'un garçon de dix ans et que, à cause de cet enfant dont elle voulait assumer la garde, son beau-père, Henri Canovas, l'a tuée de deux balles de fusil, le 4 octobre 1988. Deux longues journées d'audience ne permettent pas de fixer le portrait de la victime. Trop négatifs ou trop positifs, les témoignages aggravent le flou d'une personnalité déjà incertaine.

Qui était Myriam ? On a dit qu'elle était une amie d'enfance de son futur mari, Jean-Yves Canovas, qu'à dix-sept ans elle était tombée follement amoureuse de ce garçon au visage agréable, qu'elle l'avait épousé, qu'elle n'avait pas supporté les infidélités du jeune homme, qu'elle s'en était séparée mais qu'elle était restée éprise du psychiatre à la réussite fulgurante.

Myriam était-elle donc une femme inscrite dans une certaine tradition méditerranéenne, capable de s'effacer devant l'homme jusqu'à la perte de son identité ? On l'a présentée ainsi renonçant à une procédure de divorce, gardant des liens étroits avec sa belle-famille, laissant son fils, seul héritier mâle de la lignée Canovas, être pris en charge par un grand-père omnipotent et omniprésent.

Mais cette femme soumise à la coutume d'un autre temps pouvait-elle être aussi une enseignante, militant pour un changement de la condition féminine ? Etre l'une lui permettait-il d'être plus facilement l'autre ? On a insisté sur le confort que lui a procuré la famille de son mari, un confort dont Henri Canovas a établi, dans une lettre de comptable, les éléments matériels, voiture, appartement, voyage de noces, pension d'étudiant, et dont Jean-Yves Canovas a chiffré le montant, loyer, impôts, frais divers réglés par chèques. On a ainsi dessiné les traits d'une femme intéressée qui, au moment de refaire sa vie avec un autre homme, aurait imaginé de faire payer encore plus son ex-époux, sinon même de le mettre sur la paille.

Dépit, cupidité, vengeance ? Qui était Myriam ? Les proches de la famille Canovas pensent qu'elle était heureuse dans l'environnement de cette tribu pied-noire dont elle ne se détachait pas. Ses collègues de travail estiment qu'elle ne pouvait plus supporter la prise en charge de son existence par sa belle-famille, qu'elle avait feint de s'en accommoder dans l'intérêt de l'enfant et par crainte de représailles, qu'elle a vécu les derniers mois de sa vie dans la peur de sa belle famille, qu'elle avait même pressenti l'issue fatale.

Pressentiment

Myriam avait-elle le sentiment d'être la victime d'un environnement qui l'empêchait d'être maîtresse de son destin ? Elle l'a écrit. A-t-elle voulu se rebeller contre cet ordre imposé ? On a laissé entendre que ce n'était pas le fait de sa volonté, qu'elle était manipulée, qu'elle n'était plus elle-même, qu'elle dressait son fils contre son père et son grand-père. Et on a dit le contraire, qu'elle voulait reprendre le contrôle de sa vie et de son enfant qui tenait à son endroit les propos orduriers rapportés de la bouche de son père et de son grand-père, ces hommes extrêmement courtois au quotidien mais brutalement capables de harcèlements téléphoniques, d'interventions sur les lieux de travail ou de démolir le véhicule d'un rival.

Myriam était peut-être toutes ces femmes, successivement ou en même temps. Un être complexe. Une complexité que Henri Canovas, pédagogue de la simplicité, n'a pas comprise ni supportée. Il a résolu ce problème en le supprimant, de deux coups de fusil. Ce fut le seul point avéré, jeudi 13 décembre à la cour d'assises des Bouches-du Rhône, après une soixantaine de témoignages.

ALAIN GIRAUDO

JOURNAL D'UN AMATEUR

PHILIPPE BOUCHER

SI commenter, c'est d'abord se lamenter (sur la dureté des temps, sur le discrédit des élites, sur l'injustice du sort), les sujets aujourd'hui ne manquent pas ; ils abondent. Rarement métier d'éditorialiste fut plus facile. Il n'y a pas de quoi s'en réjouir.

De nouveau, sans qu'on puisse en imputer sérieusement la responsabilité à la crise du Golfe, l'économie est atteinte de langueur. De Tokyo à New-York, les indices font grise mine et, en France, reprend, trop brièvement interrompue, la sinistre litanie des charrettes de salariés. Chacun, partout, peut craindre pour son gagne-pain. La piétaille est, certes, plus volontiers sacrifiée, mais il n'est plus de cadre, et depuis longtemps, qui puisse s'estimer à l'abri. Avancée ambiguë de l'égalité.

Il n'en reste pas moins, dût le propos paraître cynique, que le plus grave n'est pas là, mais dans ce scepticisme universel dont le pays est atteint. Toute conviction devient risible, tout engagement soupçonnable ; les idéaux, mieux vaut ne pas en parler sous peine d'être voué à l'asile. Le « Téléthon », version contemporaine de la *charité* des porches d'église, tient lieu de tout cela, la discrétion en moins.

Ces convictions qui trouvent à s'exprimer, ces engagements qui les concrétisent, les scrutins qui les traduisent et les institutions qui les organisent forment, réunis, cette nébuleuse nommée démocratie. Qu'un seul des éléments qui la composent, pour ne rien dire des hommes qui l'animent, vienne à susciter le doute, ou l'indifférence, c'est la démocratie tout entière, ses principes, sa raison d'être, sa légitimité qui sont atteints.

C'est la situation présente. Le peuple y serait las de trop voter, ses représentants ne représenteraient qu'eux-mêmes, soucieux seulement de leur place et de leurs intérêts ; incapables, en tout cas, de résoudre quoi que ce soit ; au point que la question, si elle n'est pas encore formulée, croît dans les consciences : à quoi sert la démocratie ?

LA question emporte la réponse, affreuse et vraisemblable : à rien. A quoi sert la démocratie pour celui qui ne vote pas, soit qu'il ne le veuille, soit qu'il ne le puisse ? A quoi sert la démocratie pour le nombre grandissant des exclus, dont il serait précipité de les assimiler, homme pour homme, aux chômeurs ? A quoi sert la démocratie pour ceux qui, nés en son sein, y sont tellement habitués qu'ils ne peuvent pas percevoir de quoi elle les protège, à défaut qu'elle leur apporte quelque chose ?

Ce n'est, en effet, pas l'homme politique, l'élu, le dirigeant qui est désormais en faillite, mais la démocratie, qui, en charge des problèmes de l'époque (comme, sous d'autres cieux, les dictatures ou les régimes totalitaires), semble n'en dénouer aucun ; pis, ne s'apercevoir de leur existence que sous la contrainte de la violence ou, au moins, de la force.

C'est bien le plus affligeant. Les maux contemporains, il existe tant de moyens de les déceler, de les analyser, d'en identifier les causes et d'en chiffrer les remèdes qu'il est sidérant de voir comment ils se développent sans frein et comme sur une autre planète.

Alors qu'il n'est pas de dirigeant politique, de quelque bord qu'il soit, qui n'ait le mot d'« égalité » à la bouche, c'est l'inégalité qui progresse. Alors que personne, à droite ou à gauche, n'oserait remettre en cause le principe de solidarité, c'est le chacun-pour-soi qui l'emporte, l'individualisme le plus plat – celui du portefeuille, – l'égoïsme le plus nauséeux – celui de l'arrivisme. Alors qu'est proclamé le droit pour chacun – et la nécessité pour la nation – d'accéder au savoir et à l'éducation (ce qui n'est vraiment pas la même chose que l'obligation scolaire), ce sont des pans entiers de population qui ne peuvent espérer en recevoir que des miettes, ou l'apparence.

Causer

Qu'est-ce que la démocratie pour un fils de chômeur qui voit son père courir les offres d'emploi et s'humilier dans des officines de recrutement ? Qu'est-ce que la démocratie pour un fils d'immigrés à qui les lumières de la ville sont aussi inaccessibles que s'il était né et vivait sur la terre de ses parents ? Qu'est-ce, pour tous ceux-là, que la démocratie, qu'est-ce que l'Etat, qu'est-ce que la loi sinon la guichetière de l'ANPE et l'uniforme du commissariat ? Quel prix devrait-on attacher à un tel régime, plus lointain que méchant, plus inefficace que malfaisant ? Comment n'en mépriserait-on pas les règles du jeu ?

UN exemple, entre cent, que relatait le journal *le Monde* du 12 décembre. Alors qu'un chahut se produit dans la prison marseillaise des Baumettes, un prévenu est tiré de sa cellule (où il était en prière !) et si gravement brutalisé par les surveillants qu'il en a la mâchoire fracturée. Que requiert le ministère public contre les trois auteurs de ces coups ? 10 000 francs d'amende pour l'un, 2 000 pour les deux autres. Est-ce ainsi que l'on inculque le respect de la loi alors que des faits identiques, à l'extérieur, auraient amené de bien plus sévères réquisitions ? Le tribunal dira incessamment ce qu'il en pense.

Pourquoi ne se rebellerait-on pas contre les démocraties, comme cela se produit contre les dictatures ? Aux dictatures, on ne reproche pas seulement d'écraser les libertés, mais aussi que les pauvres s'y appauvrissent et que les faibles s'y affaiblissent, que les riches s'y enrichissent et que les forts s'y renforcent.

Si cela va de même avec la démocratie, fût-ce moins gravement, mais sans que cette différence de degré puisse être perçue, pourquoi ne contesterait-on pas la démocratie ? Les plus favorisés, de l'intelligence ou de l'argent, se dresseraient-ils pour la défendre ? Eux-mêmes ne sont pas les derniers à crier haro sur le système, dangereusement convaincus que leurs talents les rendent invulnérables et qu'ils sauront s'accommoder de tout. La démocratie n'a pas de défenseurs, elle laisse croire qu'elle n'a que des profiteurs.

Et qu'on ne vienne pas nous dire qu'elle va être sauvée par l'héroïsme de M. Michel Noir, mettant en jeu un siège pour mieux en briguer un autre. Ou bien on voudra encore une fois nous faire confondre l'appel de Londres et celui de Cochin, Charles de Gaulle et M. Jacques Chirac, les micros de la BBC avec un téléphone portatif, la voix de l'exil et une fracture du fémur, la tactique et la morale.

M. Noir va être réélu ? Contrairement à Mme Michèle Barzach, qui s'est jetée à l'eau pour ne pas être mouillée ? Et alors ? Il va, comme on dit, « peaufiner son image de présidentiable ». Nous y voilà. Quelle importance, sinon pour M. Noir ; quelle portée, si ce n'est pour son avenir ? Croit-on un instant que cela va faire changer d'avis ceux qui, croissant, mettent pour eux-mêmes la démocratie hors circuit ?

M. Laurent Fabius a évidemment raison de vouloir restaurer l'image (encore elle !) du Parlement. Il s'en est soucié dès son accession à la présidence de l'Assemblée nationale. Mais on ne sauvera pas la démocratie à coups d'images. Au contraire, elle en meurt.

CONTRAIREMENT à ce qui se dit et s'écrit, le cas échéant de bonne foi, s'il est en train de se créer, en France et dans d'autres pays qui ressemblent à celui-là, deux sociétés, ce n'est pas l'argent qui les distingue, mais le langage, terme *générique* qui inclut, bien sûr, les signes de reconnaissance et le comportement.

Une partie de la société française ne comprend rigoureusement rien de ce que dit l'autre, et inversement. Il se trouve que, pour parler gros, l'une de ces parties rassemble tous les handicaps, y compris, pour dire crûment ce qu'il en est, le soin, non revendiqué, d'accueillir les populations étrangères ; et que le monde dirigeant – était-ce à préciser ? – n'est pas de cette partie-là. Le monde dirigeant était mystérieux ; il n'est plus que compliqué et incompréhensible. Faute qu'on l'admire, il était craint ; il n'est plus que déconsidéré.

Sur ce point, les « affaires » n'ont rien créé, ni même révélé ; elles ont tout au plus hâté le cours des choses. Mais, chaque fois, tant à gauche, pour gouverner, qu'à droite, pour proposer, les réponses ont été bâclées parce que extorquées à des gens qui n'avaient cure d'être ainsi interpellés. L'argent, dont il se perd un bon peu dans les sables, a été distribué, plus ou moins fébrilement, imitant en cela le père défaillant qui croit se faire pardonner ses déficiences en augmentant le pécule hebdomadaire de ses enfants. On sait ce qu'il advient de ce genre d'éducation. Mais répandre l'argent, c'est tellement moins fatigant que de causer.

P. S. – Dans sa version initiale, la première phrase du dernier « Amateur » (« Japon ») était ainsi rédigée : « Il ne faut sans doute pas manquer d'aplomb pour intituler « Japon » le récit d'un simple *coup d'œil* entre Tokyo, que les naturels écrivent Tôkyô, et Kyoto. » Dans la version imprimée, et sans que rien apparemment l'explique, le *coup d'œil* en italique est devenu du caractère romain et les accents circonflexes du Tôkyô nippon ont disparu. Passe encore que l'italique ait sauté ; il faut être sans pitié pour ces afféteries d'auteur, ou ce qui est tenu pour tel par on ne sait qui. Mais gommer les accents circonflexes donnait une phrase incompréhensible, c'est-à-dire stupide tant elle était, alors, dépourvue d'utilité. Comme s'il ne suffisait pas d'avoir à corriger ses propres erreurs ! Cet exemple n'est pas unique, mais geindre toujours, c'est presque être coupable.

CULTURE

THÉATRE

Eaux profondes

Le Centre dramatique de Tours réussit son ouverture avec une superbe mise en scène de Marivaux

Dans la ville de Tours, qui espérait la chose depuis longtemps, vient d'ère inauguré un Centre dramatique régional. Et Gilles Bouillon, qui en devient le directeur, réussit l'ouverture, avec une superbe mise en scène de *la Seconde Surprise de l'amour* de Marivaux.

Elle a toujours été, cette pièce, l'occasion de coups d'éclat, parce que Marivaux y a pris les choses d'une façon inattendue (inattendue de sa part). Il ne se lance pas à corps perdu, dès le lever du rideau, dans les quiproquos de sentiments, les travestis, et ses si fines dentelles de tarabiscotages.

Le premier acte est très étrange, n'a rien de comparable dans le répertoire français : des coups de sonde dans l'océan des consciences, mais en eaux profondes, et c'est assez sombre, forcément, et discontinu. Un jeu de ténèbres et d'éclairs subits, cassé à l'acte suivant par des brusqueries de dialogue qui ont des allures d'inconvenances, presque de malséances brutales (une très légère note de «sadisme» oral). Et enfin la pièce fait surface, émerge au plein air, c'est alors seulement que le ping-pong de Marivaux, – *«c'est lui c'est pas lui», «elle m'aime elle m'aime pas»*, – fait un retour, mais pas triomphal, au contraire, du Marivaux à la va-vite, comme s'il bâclait une fin. Oui, une pièce inhabituelle, envoûtante.

Gilles Bouillon a eu la meilleure idée : ne pas fâcher une seconde ces anomalies, ces incartades. Dès lors, pas une seule fois ne s'installe cette moulinette en roue libre, très Ancien Régime, qui guette parfois Marivaux.

La magie de la soirée est nettement aidée par le décor de Nathalie Holt, la maison de la marquise, qui donne sur le jardin. Maison irréelle et habitée, *« chambre d'esprit »* comme disait Paul Klee : les choses de la vie arrivées ici semblent avoir déterminé l'espace, érodé les murs comme le vent des marées. Pierre-Alain Chapuis donne une interprétation très attachante du chevalier, Gérard Hardy (Hortensius), Gérard Cherqui (Lubin), Philippe Carbonneaux (le comte), Véronique Müller (Lisette), et Pascale Siméon (la marquise), sont excellents.

MICHEL COURNOT

▶Théâtre Louis Jouvet, 12, rue Léonard-de-Vinci, 37000 Tours (tél. : 47-64-48-64). Jusqu'au 22 décembre. Mardi, mercredi, vendredi, samedi à 20 h 30 ; jeudi à 19 heures.

Oublier Venise

La troupe du Campagnol s'en donne à cœur joie avec « Une des dernières soirées de carnaval » de Goldoni

Anzoletto est un casse-cou. Honoré par les tisserands pour ses talents de dessinateur, aimé par la fille de son employeur préféré Zamaria, il va tenter sa chance à Moscou avec une vieille pimbêche et oublier Venise, qui a fait sa gloire.

Anzoletto, c'est Goldoni. Faute de pension, le dramaturge se résigne, en 1762, à accepter un contrat de deux ans à la Comédie des Italiens de Paris. Il va laisser le champ libre à son principal détracteur, Gozzi, et quitter la ville qu'il aime. En guise d'adieu, il écrit *Une des dernières soirées de carnaval*. Une vraie dernière représentation, une apologie grave et tendre de la Sérénissime. Marchands, tisserands, courtisanes, amoureux, rivales, naïfs et entremetteuses, médisants : le monde qui a fait les beaux jours de Goldoni se retrouve dans la maison de Zamaria pour mettre un point d'orgue bruyant aux festivités.

La troupe du Campagnol se donne à cœur joie dans cette comédie, mais sans excès. Autour de la grande table qui recevra un plantureux souper, on danse, on joue aux cartes. Les couples se font, se défont au gré des conciliabules et des scènes de ménage. En stratège de la commedia dell'arte, Goldoni, ne laisse jamais le spectateur reprendre son souffle. L'action ne ralentit jamais, aiguillonnée dans un va-et-vient étourdissant par Momolo, un fou furieux, boute-en-train attitré des soirées vénitiennes, par l'arrivée inopinée d'une fée Carabosse puant.

« La pièce eut beaucoup de succès, se souvient-il dans ses *Mémoires. La soirée du Mardi gras fut la plus brillante pour moi, car la salle retentissait d'applaudissements parmi lesquels on entendait distinctement crier : bon voyage ; revenez ; n'y manquez pas... »* Au Campagnol aussi, la salle retentit d'applaudissements.

BÉNÉDICTE MATHIEU

▶ Théâtre du Campagnol, 254, avenue de la Division-Leclerc, Champigny. Tél. : 46-81-33-33. Du mardi au samedi, à 20 h 30 ; le dimanche à 16 heures. Jusqu'au 22 décembre.

Meurtre en Meurthe-et-Moselle

« Le Salon rouge » à la Bastille : une farce grinçante et la maestria de Micheline Presle


ENGUERAND

Une scène de « Boomerang ou le salon rouge » au Théâtre de la Bastille

Philippe Minyana, (toujours) jeune auteur dramatique dont les quatorze textes écrits depuis onze ans ont tous été joués – performance sans équivalent, – livre aujourd'hui sa nouvelle pièce, *Boomerang ou le salon rouge*. Continuant ses investigations dans ce qu'il appelle lui-même *« la parole brute crue, obscène, la grammaire cahotique du lumpen »*, il se déplace en Meurthe-et-Moselle pour une histoire de famille à faire rire, à faire peur.

La Lorraine n'est pas assez septentrionnale pour être aussi belle, somptueusement tragique que les murailles danoises d'Elseneur qui abritèrent jadis un régicide. Elle n'est pas assez méridionale pour être aussi enflammée, superbement baroque que les palais de Vérone qui ne purent empêcher un double suicide amoureux. La Lorraine fut princière, un moment, et célèbre toujours Stanislas. Elle fut métallurgique, sidérurgique, et se voua au culte des HBL – Houillères du bassin de Lorraine – dont il ne reste aujourd'hui que quelques gueules noires en retraite et pas mal d'âmes en friche.

Mais, décidément, la Lorraine n'est pas assez grande pour abriter tant de mauvaiseté. Son plafond bas de temps de crise est bien le même qu'ici. Et le spectacle présenté au Théâtre de la Bastille concerne les Lorrains, et beaucoup d'autres. Tout ceux qui ont un jour entendu au travers des cloisons de leurs appartement les grincements de familles abîmées. Ceux qui ont un jour souhaité la mort du pécheur, ami, parent, patron. Ceux qui ont un jour interrogé la surface acier d'un plan d'eau ou le fût poli d'un calibre 22.

Boomerang est l'œuvre d'un homme jeune, mise en scène par un jeune homme, Michel Didym, qui, pour être lorrain – ce spectacle est coproduit par toutes les institutions théâtrales de la région, – est plutôt optimiste et n'a pas renoncé à l'humour. Il a de bonnes raisons pour cela. Depuis qu'il est sorti de l'école du Théâtre national de Strasbourg, en 1983, il joue et met en scène avec un succès croissant, ponctué par un prix de la Villa Médicis hors les murs en 1989.

Michel Didym franchit avec ce spectacle un cap : précision de la lecture, précision des intentions, précision des mouvements. Pas une erreur dans le choix du décor (Pierre Albert), des lumières (Pierre Peyronnet) et du son, impeccable (Jean-Marc Istria). On préférerait plus de sévérité pour deux de ses trois jeunes acteurs, en l'occurrence Catherine Kocher-Matisse et Dominique Parent, qui ont la bride sur le cou et s'écoutent un peu jouer. La troisième, Nathalie Krebs, est beaucoup plus juste. Cela dit, ces trois enfants perdus font une famille et complètent bien ce tableau d'une décomposition.

Mais *Boomerang* vaut par-dessus tout pour l'interprétation du couple des parents, Micheline Presle et Michel Berto. Lui est petit, rond, lâche, plutôt fourbe, une sorte de parfait « malhomme » – si l'antonyme de bonhomme existait. Elle vient de balancer sa mère à la Moselle. Et là, un jour, à 17 h 55, elle est devenue, comme elle le dit, une criminelle. Ou, si l'on veut, une héroïne. Une héroïne de théâtre, inexorablement. Micheline Presle s'empare des mots impossibles de Minyana avec autorité, énergie, folie. Jamais on ne l'a vue sur scène à ce niveau d'engagement, de don. Dans la petite salle de la Bastille, elle prend tous les risques, si près des spectateurs. Sur son beau visage se bousculent alors à un rythme dément, virtuose, toutes les émotions.

OLIVIER SCHMITT

▶Théâtre de la Bastille. Jusqu'au 30 décembre. Du mardi au samedi à 19 h 30. Matinée le dimanche à 15 h 30. Tél. : 43-57-42-14.

MUSIQUES

Les cajuns à Paris

Nourrie de contredanses, de gigues et de valses, de polkas et de mazurkas, de rythmes africains ancestraux, de blues et du jazz de La Nouvelle-Orléans, la musique cajun illustre une conception de l'existence résumée par ce dicton de la Louisiane, « Laissez le bon temps rouler ».

L'un des meilleurs représentants de la musique cajun – le violoniste Dewey Balfa – joue à la Maison des cultures du monde. Il a formé autrefois avec ses frères Will (également violoniste) et Rodney (guitariste) l'un des groupes les plus cohérents de Louisiane, accompagnant Nathan Abshire, l'accordéoniste qui avait sans doute le mieux assimilé l'esprit du blues, participant à des festivals comme celui de Newport.

En 1979, Will et Rodney Balfa ont été tués dans un accident de la route. Dewey Balfa a continué à développer, seul, une musique parfois triste comme le blues, mais interprétée dans l'allégresse.

Canray Fontenot, à l'affiche de la même série de concerts à Paris, est noir. Soixante-douze ans, fils et neveu d'accordéonistes, il a appris le violon en autodidacte sur un instrument qu'il s'est fabriqué lui-même. *« J'ai pris*, dit-il, *une boite de cigares, des clous, des fils de fer arrachés à un grillage et, comme il n'y avait pas d'archet, j'ai découpé une petite branche et ça sonnait, ça sonnait... C'était l'époque où aux alentours de Noël, toute la famille se réunissait et on passait le temps à boire et à chanter des chansons, comme celle racontant les mésaventures de Bill-la-Manche, enfermé au pénitencier de Bâton-Rouge pour une mauvaise affaire avec une veuve. »*

CLAUDE FLÉOUTER

▶ Maison des cultures du monde, du mardi au samedi à 20 h 30 ; jusqu'au 22 décembre. Tél. : 45-44-72-30.

CULTURE

THÉATRE

L'éternité de Ionesco

« Rhinocéros » au Théâtre de Neuilly

Rares sont les auteurs qui n'ont pas connu de traversée du désert. S'il en existe un, c'est Ionesco. Voilà exactement quarante ans que, sans interruption, se donne à La Huchette son spectacle, fondateur du théâtre de l'absurde, *la Cantatrice Chauve*, suivie de *la Leçon*. Preuve que son entreprise de dénonciation par la dérision reste en accord avec la réalité : Ionesco est un «classique», joué par les institutions et les autres, à qui il accorde les droits de représentations. Il lui arrive même d'accepter des interviews. Cette chance vient d'échoir à Jean-Pierre Fontaine, qui monte au Théâtre de Neuilly *Rhinocéros*, créé en 1960, dix ans après *la Cantatrice chauve*, par Jean-Louis Barrault.

C'est une fable politique où l'on apprend comment une société façon «meilleur des mondes» finit par corrompre une population tout entière. Les uns après les autres, les individus voient une corne prolonger leur visage : ils deviennent rhinocéros. Ionesco s'est souvenu de son pays, la Roumanie où *«combien il était difficile de penser seul contre tous. De rester soi-même quand les professeurs, les écrivains, quand tout ce qui vous entoure était infiltré par les gardes de fer»* (sortes de SS roumains).

» La pièce s'adapte à toute forme de totalitarisme. Le monde n'est pas moins atroce aujourd'hui. La méchanceté des hommes m'empêche de croire en Dieu, cependant, il me manque, je ne peux pas vivre sans. Et puis, comment croire alors qu'on est incapable d'imaginer l'éternité... La mort, c'est vrai, m'obsède et m'effraie depuis toujours, depuis que j'ai quinze ans. Peur de voir ma mère mourir, de mourir moi-même. On ne devrait pas puisqu'on ne sait pas ce que c'est, mais ce que l'on ne comprend pas terrifie. J'écris pour exorciser cette terreur, pour traduire mon incompréhension de la vie.

» Mes premières pièces expriment l'étonnement joyeux de l'enfance. Peu à peu, la joie s'est effacée. Peu à peu la dérision du langage qui existait dans la Cantatrice chauve *est devenue angoisse. Le langage n'a plus été capable, comme l'a montré Planchon* (1), *de traduire l'incompréhension, il s'est déformé jusqu'à se désarticuler. Je garde pourtant suffisamment d'humour, d'ironie sur moi-même pour me sentir proche d'un texte comme* Rhinocéros.

» Les régimes totalitaires européens se sont effondrés, mais la menace demeure. Aujourd'hui, dans notre monde occidental, ce qui peut nous faire devenir rhinocéros, c'est la mode. On ne vous force plus à penser tous de la même façon, vous le faites».

Propos recueillis par **COLETTE GODARD**

(1) *Ionesco*, spectacle de Roger Planchon, en 1983, avec Jean Carmet.

► Théâtre de Neuilly, 167, avenue Charles-de-Gaulle. Du mardi au samedi à 20 h 30. Dimanche à 15 h 30. Tél. : 47-45-75-80.

LETTRES

Deux disparitions

L'écrivain Friedrich Dürrenmatt

L'écrivain et dramaturge suisse de langue allemande Friedrich Dürrenmatt est mort dans la nuit du jeudi 13 au vendredi 14 décembre, à Neuchâtel où il résidait, des suites d'une crise cardiaque. Il allait avoir soixante-dix ans.

Né le 5 janvier 1921, dans le canton de Berne, d'un père pasteur – il le sera également, – Friedrich Dürrenmatt a commencé sa carrière de dramaturge en 1946 avec *les Fous de Dieu*. Critique dramatique, il écrit à la même époque des sketches de cabaret. Mais c'est dix ans plus tard, avec sa pièce *la Visite de la vieille dame*, qu'il accède à la notoriété, tant en France qu'en Suisse et en Allemagne. Cette fable amère, qui fut montée à Paris en 1961, mêlait, comme les autres œuvres dramatiques de Dürrenmatt – *Romulus le Grand, les Anabaptistes, Play Strinberg, le Météore...*. – la satire féroce du capitalisme et du libéralisme occidentaux, à une réflexion sur la culpabilité et la justice, sur le sens de la vie, au-delà des contingences sociales. Il considérait d'ailleurs que son théâtre avait installé une *« méprise »* : *« Je visais à un théâtre total, un théâtre du monde, alors qu'on m'a pris pour un auteur satirique. »*

En 1952, dans son premier roman, *le Juge et son bourreau*, il emprunte un schéma de récit policier pour poser les questions existentielles qui le préoccupent. Viendront ensuite *la Panne* (1956, traduit en français deux ans plus tard), *la Promesse* (en 1960) et *le Soupçon*. Montages narratifs subtils, ces courts récits laissent le fantastique ou le burlesque s'infiltrer dans la réalité la plus quotidienne. Dans les années 70, Dürrenmatt s'est surtout consacré à des essais : sur Israël en 1975, sur Albert Einstein en 1979 . En 1981, il a publié *Stoffe* (*Sujets*), un recueil de textes mêlant philosophie, autobiographie et fiction. Avait-il pour autant renoncé au roman pour la philosophie? *« Dans ses «mythes», Platon se révèle un des meilleurs narrateurs de tous les temps, un modèle pour les romanciers*, répondait-il. *Cela dit, il est bien vrai que je considère de plus en plus le roman comme du temps perdu»* (*le Monde* daté 12-13 septembre 1982).

« Un roman ne m'intéresse que s'il affronte à la fois des problèmes formels et les questions qui se posent à l'intelligence humaine face au cosmos, précisait-il quelques années plus tard. *Pour le dernier*, Der Auftrag, *je suis parti des principes de composition du* Clavecin bien tempéré *de Bach et j'ai construit vingt-quatre phrases, de plus en plus longues, qui forment les vingt-quatre chapitres du roman. Et j'ai traité une question qui relève de la théorie de la connaissance. (...) Je pense que la littérature doit devenir tellement légère qu'elle ne pèsera plus sur les balances de la critique littéraire actuelle et que c'est ainsi seulement qu'elle reprendra de l'importance »* (*le Monde* du 19 septembre 1986) .

Le nom de l'écrivain a été plusieurs fois prononcé pour le prix Nobel. En 1980, les éditions Diogène de Zurich ont publié ses *Œuvres* en trente volumes.

► Les livres de Friedrich Dürrenmatt ont été traduites en français chez plusieurs éditeurs, dont Albin Michel, Gallimard et Julliard-L'Age d'homme. Plusieurs titres ont été repris en poche (Livre de poche-« Biblio » notamment) .

Le poète Jean Quéval

Le poète, romancier et traducteur Jean Queval est mort lundi 10 décembre dans sa maison d'Héricy (Seine-et-Marne). Il était âgé de soixante-dix-sept ans.

Né à Paris en 1913, angliciste, Jean Queval était un proche de Raymond Queneau à qui il avait consacré un essai (Seghers) et en compagnie duquel il avait fondé l'Ouvroir de littérature potentielle (OULIPO).

Mais ce poète plein de fantaisie et d'humour discret était aussi romancier (*Etc.*, *Tout le monde descend*, Gallimard ; *Nestor et Agamemnon*, Messidor), scénariste – on lui doit notamment *la Malle de Hambourg*, qui remporta, à la fin des années 70, un grand succès à la télévision, critique de cinéma – *Jacques Becker* (Seghers) – et surtout traducteur : *Louons maintenant les grands hommes*, de James Agee (Plon), *les Enchantements de Glastonbury*, de John Cowper Powys, notamment, doivent beaucoup à la précision stylistique et à la finesse littéraire de cet homme passionné et discret.

Paris donne la priorité au patrimoine et à l'enseignement

Près de 1 milliard 200 millions de francs en 1991 pour le budget culturel de la capitale

Patrimoine, enseignement, relance de la commande publique et poursuite des opérations exceptionnelles. La Ville de Paris s'est donné quatre priorités pour 1991, a expliqué Mme Françoise de Panafieu, chargée des affaires culturelles, le jeudi 13 décembre lors de la présentation du budget culturel de la Ville.

Avec 1 168,32 millions de francs, le budget culturel est en augmentation de près de 150 millions de francs par rapport à 1990. 363,44 millions de francs seront consacrés au personnel, 468,50 millions de francs au fonctionnement et 336,38 millions de francs à l'investissement.

1) Patrimoine

La Ville de Paris lance un vaste « plan églises » sur douze ans. Chaque année, 80 millions de francs seront consacrés à la restauration des bâtiments, des objets d'art et des orgues des monuments cultuels – les églises construites avant la loi de séparation de l'Église et de l'Etat sont propriétés communales. Après Saint-Etienne-du-Mont, Saint-Julien-le-Pauvre ou Saint-Augustin, actuellement en travaux, la ville s'attaquera à Saint-Gervais, Saint-Germain-l'Auxerrois et Saint-Thomas-d'Aquin.

L'un des grands travaux de 1991 sera l'extension du Musée Bourdelle, confiée à Christian de Portzamparc. La rénovation des ateliers de réserves du Palais Galliera s'achèvera cette année.

2) Enseignement artistique

Le projet de l'Ecole municipale des beaux-arts est entré dans sa phase active sous la houlette de Jean-Jacques Aillagon. Installé dans les Magasins généraux du quai de Seine, détruit récemment par un incendie, ce rival de l'Ecole nationale des beaux-arts assurera deux cycles de formation (deux ans et trois ans) pour une centaine d'élèves. Il devrait ouvrir fin 1994. 1991 verra également le début de la mise en œuvre d'un programme de formation aux arts plastiques destiné aux adultes.

Entamée en 1979, la réforme du statut des conservatoires d'arrondissements de la musique et de la danse sera achevée l'année prochaine. Une maison de la danse, installée dans le dix-huitième arrondissement, regroupera les départements de la danse du Conservatoire national de région avec des salles de cours, des studios, une bibliothèque et une salle de spectacle de quatre cents places.

Paris comble lentement son énorme retard en matière de bibliothèques publiques. 1991 sera marquée par l'ouverture de trois nouveaux établissements et la poursuite de l'informatisation lancée en 1989. Autre retard : la création d'ateliers d'artistes. 3,5 millions de francs seront débloqués pour la construction d'une vingtaine d'entre eux, dans les treizième et quatorzième arrondissements.

3) Relance des commandes publiques

Une enveloppe de 500 000 F sera consacrée à la commande publique. François Morellet interviendra au Théâtre de la Ville, Denis Laget proposera une décoration pour l'escalier d'honneur de la mairie du quinzième arrondissement, Georges Jeanclos aménagera le square Viviani qui entoure l'église Saint-Julien-le-Pauvre. Le futur parc de Bercy, dont les travaux devraient débuter en 1992, accueillera plusieurs œuvres monumentales.

4) Opérations exceptionnelles

D'autres manifestations exceptionnelles viendront étoffer les opérations réussies « 18 heures/18 F » et « Paris sur scène » destinées à soutenir le cinéma et le théâtre. La promotion du cinéma d'art et d'essai sera organisée dans le courant de l'été. Mais comment éviter la fermeture accélérée des salles ? La Ville de Paris se contente de déplorer une situation, il est vrai, très délicate à gérer.

BÉNÉDICTE MATHIEU

WEEK-END D'UN CHINEUR

PARIS

Samedi 15 décembre

Drouot-Richelieu, 14 h : bibliophilie, bijoux, orfèvrerie, argenterie ; **Drouot-Montaigne**, 17 h : art contemporain.

Dimanche 16 décembre

Drouot-Richelieu, 14 h : lithographies, bijoux, fourrures, tableaux contemporains ; **Drouot-Montaigne**, 21 h : artistes américains contemporains.

ILE-DE-FRANCE

Samedi 15 décembre

Argenteuil, 14 h : poupées ; **Corbeil**, 14 h : objets d'art, tableaux ; **La Varenne-Saint-Hilaire**, 14 h 30 : tableaux, estampes modernes ; **Le Raincy**, 14 h : mobilier, bijoux ; **Meaux**, 14 h 30 : bijoux, argenterie ; **Nanterre**, 14 h : mobilier, objets d'art ; **Rambouillet**, 10 h et 14 h : vins.

Dimanche 16 décembre

Chatou, 14 h : mobilier, tableaux ; **Corbeil**, 10 h : flacons de parfum et 14 h 30 : orfèvrerie, bijoux ; **Enghien-les-Bains**, 14 h 30 : armes, tableaux modernes ; **L'Isle-Adam**, 14 h 30 : Extrême-Orient, argenterie ; **Châlons-sur-Marne**, 10 h : grilles et boiseries et 14 h : mobilier, objets d'art ; **Pithiviers**, 14 h 30 : tableaux modernes, objets d'art ; **Provins**, 14 h : mobilier, tableaux ; **Sceaux**, 14 h 30 : tableaux modernes, argenterie ; **Senlis**, 14 h 30 : tableaux russes ; **Sens**, 14 h 30 : mobilier, objets d'art ; **Tonnerre**, 14 h 30 : mobilier, tableaux ; **Vernon**, 14 h 30 : mobilier, tableaux ; **Verrières**, 14 h: mobilier contemporain, tableaux modernes.

PLUS LOIN

Samedi 15 décembre

Agen, 9 h 30 et 14 h : vins ; **Aix-en-Provence**, 9 h 30 : verrerie, céramique et 14 h 30 : mobilier, objets d'art ; **Auch**, 15 h 30 : tableaux modernes ; **Bourges**, 14 h : tableaux modernes, cachemires ; **Brive**, 14 h : montres, bijoux ; **Cannes**, 14 h 30 : tableaux modernes ; **Carcassonne**, 14 h 30 : mobilier, tableaux ; **Châlons-sur-Marne**, 14 h 30 : cartes postales, livres ; **Contrexéville**, 15 h : mobilier, objets d'art ; **Dax**, 15 h : tableaux, mobilier ; **Dijon**, 14 h : mobilier, objets d'art ; **Duclair**, 14 h 30 : flacons de parfum ; **La Rochelle**, 14 h : tableaux, mobilier ; **Lyon** (Pr Paufique), 15 h : armes ; **Marseille** (Prado) 14 h 30 : tableaux ; **Montluçon**, 14 h : mobilier, objets d'art ; **Montpellier**, 14 h : tableaux modernes ; **Montreuil-sur-Mer**, 14 h 30 : mobilier d'une propriété ; **Nancy**, 14 h : arts de la table ; **Nantes**, 14 h : tableaux, mobilier ; **Nice**, 10 h : bibelots, vaisselle et 14 h : mobilier, objets d'art ; **Nîmes**, 9 h et 14 h 30 : mobilier, objets d'art ; **Orléans**, 10 h : vins et 14 h : mobilier, tableaux ; **Poitiers**, 14 h 30 : estampes modernes ; **Roanne**, 14 h 30 : mobilier, argenterie ; **Saint-Etienne**, 14 h 30 : mobilier, objets d'art ; **Saint-Jean-de-Luz**, 14 h 30 : mobilier, tableaux ; **Toulon**, 14 h : mobilier, objets d'art ; **Vichy**, 14 h : vins, alcools ; **Vif**, 14 h 30 : bibelots, mobilier ; **Vitry-le-François**, 14 h : vins, Champagne.

Dimanche 16 décembre

Aubagne, 14 h 30 : mobilier, objets d'art ; **Autun**, 14 h 30 : mobilier d'un château ; **Avranches**, 14 h 30 : mobilier, tableaux ; **Bayeux**, 14 h : dentelle, linge ; **Bayonne**, 14 h 30 : tableaux, mobilier ; **Belfort**, 14 h : mobilier, objets d'art ; **Besançon**, 14 h : mobilier, objets d'art ; **Blois**, 14 h : bijoux, monnaies ; **Brest**, 14 h 30 : tableaux modernes ; **Calais**, 10 h et 14 h : vins ; **Chalon-sur-Saône**, 10 h : argenterie, bijoux et 14 h : mobilier, objets d'art ; **Chaumont**, 14 h : mobilier, objets d'art ; **Cognac**, 14 h 30 : céramique, linge de maison ; **Dijon**, 14 h : mobilier, argenterie ; **Douai**, 14 h 30 : livres ; **Epinal**, 14 h : verrerie art nouveau, tableaux ; **Langres**, 14 h 30 : tableaux ; **Laon**, 14 h 30 : mobilier, objets d'art ; **Le Havre**, 14 h : cartes postales, livres ; **Limoges**, 14 h : tableaux modernes ; **Lons-le-Saunier**, 14 h : mobilier, objets d'art ; **Lyon** (rue Kronstadt), 15 h : tableaux modernes ; **Manosque**, 14 h 30 : mobilier, objets d'art ; **Marseille-Castellane**, 10 h 30 et 14 h 30 : livres ; **Montargis**, 14 h : armes, vins ; **Montauban**, 14 h 30 : Extrême-Orient ; **Nancy**, 14 h : tableaux, bijoux ; **Nevers**, 14 h : mobilier ; **Pamiers**, 14 h 30, tableaux ; **Pont-Audemer**, 14 h 30 : jouets, linge ; **Pontivy**, 14 h 30 : mobilier, objets d'art ; **Reims**, 14 h : mobilier, argenterie ; **Romans-sur-Isère**, 14 h 30 : argenterie, céramique ; **Rouen**, 14 h : mobilier, objets d'art ; **Saint-Amand-Montrond**, 14 h 30 : mobilier, argenterie ; **Saint-Dié**, 14 h : mobilier, objets d'art ; **Saint-Omer**, 14 h 30 : mobilier, tableaux ; **Soissons**, 14 h 30 : mobilier, tableaux ; **Tourcoing**, 14 h 30 : mobilier, objets d'art.

FOIRES ET SALONS

Nîmes, Montélimar et Nice (7, promenade des Anglais).

AGENDA

VENDREDI 14 DÉCEMBRE

CINÉMAS

LA CINÉMATHÈQUE

PALAIS DE CHAILLOT
(47-04-24-24)

Un regard sur le cinéma américain : les années 50 : David et Bethsabée (1951, v.o.), d' Henry King, 16 h ; Hommage à Fritz Lang : Die Nibelungen (1924), de Fritz Lang, 19 h.

PALAIS DE TOKYO
(47-04-24-24)

Hommage à Fritz Lang : la Femme au gardénia (1952, v.o.), de Fritz Lang, 18 h ; Hommage à Fritz Lang : les Trois lumièes (1921), de Fritz Lang, 20 h.

CENTRE GEORGES-POMPIDOU

SALLE GARANCE (42-78-37-29)

Zavattini : I Misteri di Roma (1963, v.o. s.t.f.), de C. Zavattini, L. Bizzarri, M. Carbone, A. d'Alessandro, Lino del Fra, L. di Gianni, G. Ferrara, 14 h 30 ; la Sposa non può attendere (1949, v.o. s.t.f.), de Gianni Franciolini, 17 h 30 ; Au-delà des grilles (1948), de René Clément, 20 h 30.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

2, grande galerie,
porte Saint-Eustache,
Forum des Halles
(40-26-34-30)

Paris qui chante : Ballade : le Paris des photographes (1962) de François Reichenbach, Bande annonce : le Chanteur de Mexico (1956) de Richard Pottier, Paris en chantant (1962) de François Chatel, 14 h 30 ; Piaf : Actualités Gaumont, Simone Berteaut parle de sa sœur Piaf (1969) de Gérard Poitou, Edith Piaf quatre ans déjà (1967) de Marcel Blistène, 16 h 30 ; Mouloudji : le Mal de Paris (1985) de P. Zeyen, la Tour Eiffel qui tue (1966) de M. de Ré et J.-R. Cadet, 18 h 30 ; Carte blanche : : à la Sept-Megamix : Megamix n° 38 (1990), Megamix n° 28 (1990), Megamix n° 23 (1989), 20 h 30.

LES EXCLUSIVITÉS

A LA POURSUITE D'OCTOBRE ROUGE (A., v.f.) : UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94).

LES AFFRANCHIS (**) (A., v.o.) : UGC Triomphe, 8e (45-74-93-50) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; Studio 28, 18e (46-06-36-07) ; v.f. : UGC Opéra, 9e (45-74-95-40).

L'AIGUILLON DE LA MORT (Jap., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00).

AIR AMERICA (A., v.o.) : Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94).

ALBERTO EXPRESS (Fr.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

LES ARMES DE L'ESPRIT (Fr.) : Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77).

ATTACHE-MOI ! (Esp., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

L'AVENTURE DE CATHERINE C. (Fr.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

LES AVENTURIERS DU TIMBRE PERDU (Can.) : Latina, 4e (42-78-47-86) ; Epée de Bois, 5e (43-37-57-47) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

BLANCHE-NEIGE ET LE CHATEAU HANTÉ (A., v.f.) : Le Berry Zèbre, 11e (43-57-51-55) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

BOUGE PAS, MEURS, RESSUSCITE (Sov., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00).

LE CERCLE DES POÈTES DISPARUS (A., v.o.) : Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Républic Cinémas, 11e (48-05-51-33) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

LE CHATEAU DE MA MÈRE (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

CHÉRIE, J'AI RÉTRÉCI LES GOSSES (A., v.f.) : Républic Cinémas, 11e (48-05-51-33) ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

LES CHEVALIERS DE LA TABLE RONDE (Fr.) : Panthéon, 5e (43-54-15-04).

58 MINUTES POUR VIVRE (A., v.f.) : George V, 8e (45-62-41-46).

LA CITÉ DES DOULEURS (Chin., v.o.) : Républic Cinémas, 11e (48-05-51-33) ; Denfert, 14e (43-21-41-01).

CYRANO DE BERGERAC (Fr.) : UGC Triomphe, 8e (45-74-93-50).

DAMES GALANTES (Fr.) : Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).

DANCING MACHINE (Fr.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

DARKMAN (*) (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; George V, 8e (45-62-41-46).

DELTA FORCE 2 (*) (A., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46) ; v.f. : Hollywood Boulevard, 9e (47-70-10-41) ; Paris Ciné I, 10e (47-70-21-71) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06).

LA DÉSENCHANTÉE (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

LA DISCRÈTE (Fr.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; La Pagode, 7e (47-05-12-15) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; La Bastille, 11e (43-07-48-60) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Wepler II, 18e (45-22-47-94).

DO THE RIGHT THING (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

DOCTEUR PETIOT (Fr.) : Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

ECHOS D'UN SOMBRE EMPIRE (Fr.-All.) : Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77) ; La Bastille, 11e (43-07-48-60).

L'ENFANT MIROIR (Brit., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60).

EUROPA EUROPA (Fr.-All., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; v.f. : Pathé Français, 9e (47-70-33-88).

EXTRÊMES LIMITES (A.) : La Géode, 19e (46-42-13-13).

LA FEMME FARDÉE (Fr.) : Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82).

LA FILLE DU MAGICIEN (Fr.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

GHOST (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; UGC Maillot, 17e (40-68-00-16) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

LA GLOIRE DE MON PÈRE (Fr.) : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37).

LE GRAND BLEU (Fr., v.f.) : Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14).

GREMLINS 2 (A., v.f.) : Républic Cinémas, 11e (48-05-51-33) ; Denfert, 14e (43-21-41-01).

HALFAOUINE (Fr.-Tun., v.o.) : UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

HENRY & JUNE (*) (Fr., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

ILS VONT TOUS BIEN (It., v.o.) : Reflet Logos II, 5e (43-54-42-34) ; George V, 8e (45-62-41-46).

L'INSOUTENABLE LÉGÈRETÉ DE L'ÊTRE (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

JEAN GALMOT AVENTURIER (Fr.) : UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

JOURS DE TONNERRE (A., v.f.) : Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31).

LES LIAISONS DANGEREUSES (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82) ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).

LUNG TA (Fr.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

LE MARI DE LA COIFFEUSE (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Lucernaire, 6e (45-44-57-34) ; George V, 8e (45-62-41-46).

MAURICE (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09).

METROPOLITAN (A., v.o.) : Racine Odéon, 6e (43-26-19-68) ; Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60).

MO' BETTER BLUES (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; Escurial, 13e (47-07-28-04).

NEUF SEMAINES ET DEMIE (*) (A., v.o.) : Studio Galande, 5e (43-54-72-71) ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).

NIKITA (Fr.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08).

NON OU LA VAINE GLOIRE DE COMMANDER (Por., v.o.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

PEPI, LUCI, BOM ET AUTRES FILLES DU QUARTIER (Esp., v.o.) : Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77).

LE PETIT DINOSAURE ET LA VALLÉE DES MERVEILLES (A., v.f.) : Club Gaumont (Publicis Matignon), 8e (43-59-31-97) ; Républic Cinémas, 11e (48-05-51-33).

LA PETITE SIRÈNE (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; v.f. : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Rex (le Grand Rex), 2e (42-36-83-93) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

LA PLAISANTERIE (tchèque, v.o.) : Saint-André-des-Arts II, 6e (43-26-80-25).

PREMIERS PAS DANS LA MAFIA (A., v.o.) : UGC Triomphe, 8e (45-74-93-50).

PRÉSUMÉ INNOCENT (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; UGC Triomphe, 8e (45-74-93-50) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).

PRETTY WOMAN (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; UGC Maillot, 17e (40-68-00-16) ; UGC Maillot, 17e (40-68-00-16) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette Bis, 13e (43-31-60-74) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Wepler, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

PRINTEMPS PERDU (Fr., v.o.) : Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77) ; Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60).

PROMOTION CANAPÉ (Fr.) : George V, 8e (45-62-41-46) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37).

PUMP UP THE VOLUME (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Publicis Saint-Germain, 6e (42-22-72-80) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

LA PUTAIN DU ROI (Fr.-It.-Brit., v.o.) : UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Champs-Elysées, 8e (45-62-20-40) ; v.f. : UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31).

QUAND HARRY RENCONTRE SALLY (A., v.o.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

RÊVES (Jap., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

SAILOR ET LULA (*) (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; v.f. : UGC Opéra, 9e (45-74-95-40).

LE SOLEIL MÊME LA NUIT (It., v.o.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

TANTE JULIA ET LE SCRIBOUILLARD (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; v.f. : UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Wepler II, 18e (45-22-47-94).

TAXI BLUES (Fr.-Sov., v.o.) : 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79).

THELONIOUS MONK (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Images d'ailleurs, 5e (45-87-18-09) ; Action Christine, 6e (43-29-11-30).

TILAI (burkinabé, v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Saint-André-des-Arts I, 6e (43-26-48-18) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23) ; La Bastille, 11e (43-07-48-60) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (45-44-25-02) ; Pathé Wepler II, 18e (45-22-47-94).

TORCH SONG TRILOGY (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

TOTAL RECALL (*) (A., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86).

UN COMPAGNON DE LONGUE DATE (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36).

UN MONDE SANS PITIÉ (Fr.) : UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).

UN THÉ AU SAHARA (Brit., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (43-59-04-67) ; Max Linder Panorama, 9e (48-24-88-88) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (45-44-25-02) ; Kinopanorama, 15e (43-06-50-50) ; v.f. : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Pathé Wepler II, 18e (45-22-47-94).

LA VIE EST UN LONG FLEUVE TRANQUILLE (Fr.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

LA VILLE LOUVRE (Fr.) : Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77).

LES FILMS NOUVEAUX

MONTALVO ET L'ENFANT. Film français de Claude Mouriéras, v.o. : Latina, 4e (42-78-47-86) ; Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

RASPAD. Film soviético-américain de Mikhail Belikov, v.o. : 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83).

REZ-DE-CHAUSSÉE. Film soviétique d'Igor Minaiev, v.o. : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Cosmos, 6e (45-44-28-80) ; Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

ROSE DES SABLES. Film algérien de Mohamed Rachid Benhadj, v.o. : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

STEP ACROSS THE BORDER. Film suisse-allemand de Nicolas Humbert et Werner Penzel, v.o. : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00).

LES TORTUES NINJA. Film américain de Steve Barron, v.o. : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; v.f. : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette Bis, 13e (43-31-60-74) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

URANUS. Film français de Claude Berri : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Rex, 2e (42-36-83-93) ; Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; La Pagode, 7e (47-05-12-15) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; UGC Maillot, 17e (40-68-00-16) ; Pathé Wepler, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

THÉATRES

SPECTACLES NOUVEAUX

(Les jours de première et de relâche sont indiqués entre parenthèses.)

EXTASE. Théâtre Montorgueil (43-38-43-50), 21 h (12).

LA TOILE ÉCLATÉE. Boulogne-Billancourt (46-03-60-44) (dim. soir, lund.), 20 h 30.

JABOB SEUL. Beaunord-Centre Wallonie-Bruxelles (42-71-26-16) (dim. soir, lun.), 20 h 30.

A KIND OF ALASKA AND VICTORIA STATION. The Sweeny (46-33-28-12), 20 h (16).

LE MISANTHROPE. Comédie-Française (40-15-00-15). Salle Richelieu, 20 h 30 (17).

LE POÈTE DANS LES COULISSES. Fondation Deutsch-de-La-Meurthe (45-88-91-98), 21 h (15).

POLIVKA. Ranelagh (42-88-64-44), 21 h (17).

SPECTACLE GUITRY-FEYDEAU. Théâtre de Nesle (46-34-61-04) (dim.), 19 h 15 (17).

LE VOYAGE DE MOZART A PRAGUE. Orphée-Théâtre (42-76-00-05), 21 h (17).

COMMENT WANG-FO FUT SAUVÉ. Café de la Danse (43-57-05-35), 14 h 30 (18).

PILE OU FACE. Arcane (43-38-19-70), 20 h 30 (18).

POPECK. Olympia (47-42-25-49), 20 h 30 (18).

RHINOCEROS. Neuilly-sur-Seine (46-37-05-50), 20 h 30 (18).

AKTÉON-THÉATRE (43-38-74-62). Jacques et son Maître charpentier : 20 h 30.

AMANDIERS DE PARIS (43-66-42-17). Tartuffe : 20 h 30.

ANTOINE - SIMONE-BERRIAU (42-08-77-71). Une journée chez ma mère : 21 h.

ARCANE (43-38-19-70). Anna Paulla Talla : 20 h 30.

ARTISTIC-ATHÉVAINS (48-06-36-02). Revue : 20 h 30.

ATALANTE (46-06-11-90). X ou le Petit Mystère de la passion : 20 h 30.

ATELIER (46-06-49-24). Partage de midi : 20 h 45.

ATHÉNÉE-LOUIS JOUVET (47-42-67-27). Salle C. Bérard. L'Idéal : 20 h 30.

BASILIQUE NOTRE-DAME-DU-PERPÉTUEL-SECOURS (42-84-15-14). Le Cri de la miséricorde : 21 h.

BATACLAN (47-00-30-12). Le Château de Cène : 20 h 30.

BATEAU-THÉATRE (FACE AU 3, QUAI MALAQUAIS) (40-51-84-53). Exercices de style : 19 h. Dracula-rock : 21 h.

BEAUNORD-CENTRE WALLONIE-BRUXELLES (42-71-26-16). Jacob seul : 20 h 30.

BERRY (43-57-51-55). Angoisses divines : 20 h 30.

BOUFFES DU NORD (46-07-34-50). La Tempête : 20 h 30.

BOUFFES PARISIENS (42-96-60-24). Roger Pierre et Jean-Marc Thibault : 21 h.

CAFÉ DE LA GARE (42-78-52-51). Ce soir, c'est gratuit : 20 h. Les Femmes des gens : 21 h 30.

CARTOUCHERIE ATELIER DU CHAUDRON (43-28-97-04). Pourquoi s'privé : 20 h 30.

CARTOUCHERIE EPÉE DE BOIS (48-08-39-74). Le Marchand de Venise : 20 h 30.

CARTOUCHERIE THÉATRE DE LA TEMPÊTE (43-28-36-36). Salle I. L'Annonce faite à Marie : 20 h 30. Salle II. Liliom : 21 h.

CARTOUCHERIE THÉATRE DE L'AQUARIUM (43-74-99-61). Emmanuel et ses ombres, le Piège : 20 h 30.

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (42-78-44-45). Le fond de l'air effrale : 21 h.

CENTRE CULTUREL DE LA POTERNE-DES-PEUPLIERS (47-26-79-37). Le Soldat au briquet : 21 h.

CENTRE MANDAPA (45-89-01-60). Folrades : 21 h.

CHATELET-THÉATRE MUSICAL DE PARIS (40-28-28-40). 42nd Street : 20 h 30.

CINQ DIAMANTS (45-80-51-31). Ubu Roi : 20 h 30. Les Pathétiques : 22 h 15.

CITÉ INTERNATIONALE UNIVERSITAIRE (45-89-38-69). Grande salle. L'étau, pourquoi? Je rêve,mais peut-être que non : 20 h 30. La Resserre. Amalgo : 20 h 30.

COMÉDIE CAUMARTIN (47-42-43-41). Premières Armes : 21 h.

COMÉDIE DE PARIS (42-81-00-11). Drôle de goûter! : 21 h.

COMÉDIE DES CHAMPS-ELYSÉES (47-23-37-21). L'Officier de la garde : 20 h 45.

COMÉDIE ITALIENNE (43-21-22-22). La Comédie de l'amour : 20 h 30.

COMÉDIE-FRANÇAISE (40-15-00-15). Salle Richelieu. Le Café : 20 h 30.

CRYPTE SAINTE-AGNÈS (EGLISE SAINT-EUSTACHE) (42-21-09-48). La Genèse, d'après la Bible : 20 h 30.

DAUNOU (42-61-69-14). Bon week-end Monsieur Bennett : 21 h.

DÉCHARGEURS (TLD) (42-36-00-02). Lazare : 20 h 30.

DÉJAZET-(TLP) (42-74-20-50). Christophe Colomb ou la Bonne Aventure : 20 h 30.

DEUX ANES (46-06-10-26). L'Humour en coin : 21 h.

DIX-HUIT THÉATRE (42-26-47-47). Le Dibouk : 20 h 30.

EDGAR (43-20-85-11). Les Babas-Cadres : 20 h 15. Nous on fait où on nous dit de faire : 22 h.

EDOUARD-VII SACHA GUITRY (47-42-59-92). Le Plaisir de rompre et le Pain de ménage : 21 h.

ESPACE ACTEUR (42-62-35-00). Monsieur de Molière : 20 h 30.

ESPACE EUROPÉEN (42-93-69-68). Bernard Mabille : 20 h 30.

ESPACE HÉRAULT (43-29-86-51). Les Petites Peurs : 20 h 30.

ESPACE MARAIS (48-04-91-55). Le Jeu de l'amour et du hasard : 18 h 45. La Mouette : 20 h 45. Baudelaire : 22 h 30.

ESSAION DE PARIS (42-78-46-42). Salle I. Le Tourment de Dieu : 20 h 45. Salle II. Leila et le Conteur : 20 h 30.

FESTIVAL HUMOUR EN MAILLOT (SOUS CHAPITEAU) (43-70-75-65). Péché mignon : 20 h 30. Cinémaniac : 22 h.

FONTAINE (48-74-74-40). Le Clan des veuves : 20 h 45.

GAITÉ-MONTPARNASSE (43-22-16-18). Coiffure pour dames : 20 h 45.

GRAND THÉATRE D'EDGAR (43-20-90-09). San Antonio : 20 h 15. Les Bidochons, histoire d'amour : 22 h.

PARIS EN VISITES

SAMEDI 15 DÉCEMBRE

« Art religieux du dix-septième siècle au Louvre », 9 h 15, passage Richelieu-Louvre (Association Palette).

« L'hôtel de Lassay » (trente personnes, carte d'identité), 10 h 30, 33, quai d'Orsay (C. Merle).

« De la plus ancienne pierre tombale aux deux barbus qui se tiennent par la main : le Père-Lachaise méconnu », 10 h 30 et 14 h 30, porte principale, boulevard de Ménilmontant (V. de Langlade).

Exposition : « De Manet à Matisse, au Musée d'Orsay », 11 heures, 1, rue de Bellechasse, sous la verrière (M. Hager).

« L'hôtel des Invalides et son histoire », 14 h 30, cour d'honneur, statue de Napoléon (visite pour les jeunes - CNMH).

« L'hôtel de Sully », 14 h 30, 62, rue Saint-Antoine (Monuments historiques).

« Autour d'Alphonse Mucha et de José Maria Sert », 14 h 30, 23, rue de Sévigné (Musée Carnavalet).

« La Seine, ses vieux ponts, la batellerie », 14 h 30, place du Châtelet, devant la fontaine (Paris autrefois).

« De Saint-Eustache à la rue Montorgueil », 14 h 30, métro Etienne-Marcel (Paris pittoresque et insolite).

« Le Marais. Belles demeures, jardins, curiosités », 14 h 30, métro Pont-Marie (D. Fleuriot).

« Le travail de l'or, des Carolingiens à la Renaissance », 14 h 30, entrée du Musée de Cluny, 6, place Paul-Painlevé (L'Art et la manière).

« Autour du Pont-Neuf : Henri IV urbaniste », 14 h 30, statue d'Henri IV sur le Pont-Neuf (Paris historique).

« Les vanités dans la peinture du dix-septième siècle », 14 h 45, Petit Palais, entrée de l'exposition (P.-Y. Jaslet).

« L'Opéra Garnier », 15 heures, en haut des marches, à gauche (Tourisme culturel).

« L'Institut de France », 15 heures, entrée quai de Conti (S. Rojon-Kern).

« Les salons restaurés du garde-meuble royal, au ministère de la marine » (carte d'identité), 15 heures, 2, rue Royale (Approche de l'art).

« La nouvelle dation », 17 h 30, Grand Palais, avenue du Général-Eisenhower (G. Marbeau-Caneri).

DIMANCHE 16 DÉCEMBRE

« La galerie dorée de l'hôtel de Toulouse, siège de la Banque de France », 10 h 30, angle rue Radziwill et rue des Petits-Champs (Monuments historiques).

Exposition : « Les vanités, natures mortes du dix-septième siècle », 10 h 30, hall du Petit Palais (Mme Cazes).

« Le Marais, hôtels et jardins, place des Vosges », 10 h 30 et 14 h 30, grand escalier de l'Opéra-Bastille (Art et histoire).

Exposition : « L'art en Belgique, du symbolisme au surréalisme », 11 heures, entrée, 11, avenue du Président-Wilson (D. Bouchard).

« Une heure au Père-Lachaise », 11 heures et 15 heures, porte principale, boulevard de Ménilmontant (V. de Langlade).

« Atelier d'artistes, jardins et curiosités de Montparnasse », 11 heures et 15 heures, métro Vavin (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« Paris et les Parisiens », 14 h 30, 23, rue de Sévigné (Musée Carnavalet).

« L'Hôtel-Dieu et la médecine autrefois », 14 h 30, entrée Hôtel-Dieu, côté parvis Notre-Dame (Paris autrefois).

« Circuit insolite dans le Marais », 14 h 30, 44, rue François-Miron (Paris historique).

« La Conciergerie : de Philippe le Bel à la Révolution », 14 h 30, 1, quai de l'Horloge (C. Merle).

« L'Arche de la Défense et son quartier, aboutissement de la voie royale », 14 h 30, hall du RER, sortie L (Connaissance de Paris).

« La mosquée. Histoire de l'islam », 14 h 30, place du Puits-de-l'Ermite (M. Pohyer).

« L'Institut de France, la coupole, les cinq Académies », 15 heures, 23, quai de Conti (Paris livre d'histoire).

« La crypte archéologique », 15 heures, entrée, parvis de Notre-Dame (E. Romann).

« L'hôtel de Soubise », 15 heures, 60, rue des Francs-Bourgeois (Tourisme culturel).

« Vieux quartier de la tour de Nesle et rue Visconti », 15 heures, sortie métro Pont-Neuf (Résurrection du passé).

CONFÉRENCES

SAMEDI 15 DÉCEMBRE

Palais de la découverte, avenue Franklin-D.-Roosevelt, 15 heures : « Le zéro et l'infini. Des origines comme horizons », par J.-M. Levy-Leblond ; 18 heures : « Initiation à la physique ».

Centre Mesnil-Saint-Didier, 25, rue Mesnil, 15 heures : « Avoir dix-huit ans dans les années 90 : La double mutation », avec J. Kelen (L'Enfant du possible).

Salle Psyché, 15, rue Jean-Jacques-Rousseau, 15 heures : « Prémonition et monition », avec J. Prieur (Usfipes).

Centre Georges-Pompidou (salle Jean-Prouvé), 15 heures : « Ethique et enfant. Ecoles et lecture publique : lire les avis du Comité consultatif national d'éthique » (Journées annuelles d'éthique).

62, rue Saint-Antoine, 16 h 30 : « Paris aux cent clochers : de la crypte des Martyrs au Sacré-Cœur » (Monuments historiques).

47, rue Raynouard, 17 h 30 : « Entretien avec R. Pierrot à propos de la réédition des *Lettres à Mme Hanska* » (Les samedis de la maison de Balzac).

DIMANCHE 16 DÉCEMBRE

60, boulevard Latour-Maubourg, 14 h 30 : « L'Inde, la religion et les épopées » ; 16 h 30 : « Le Népal » ; 18 h 30 : « La Tchécoslovaquie d'hier et de demain », par M. Brumfeld (Rencontre des peuples).

1, rue des Prouvaires, 15 heures : « Le tirage du tarot » (expériences publiques), par J. Mares (Conférences Natya).

Salle Psyché, 15, rue Jean-Jacques-Rousseau, 15 heures : « Forum : l'âme de nos animaux domestiques » (Usfipes).

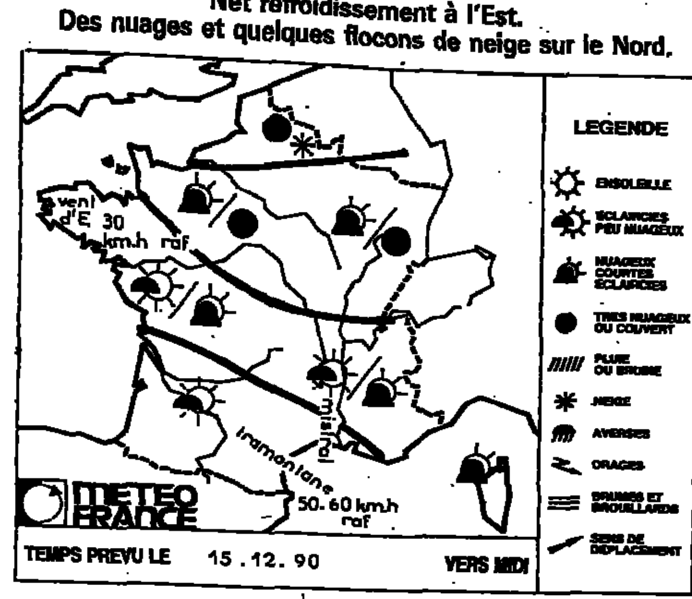
62, rue Saint-Antoine, 16 h 30 : « Artistes et mécènes, ces génies dont la gloire a dépassé celle de leurs protecteurs : Jean-Baptiste Poquelin et le Roi-Soleil » (Monuments historiques).

AGENDA

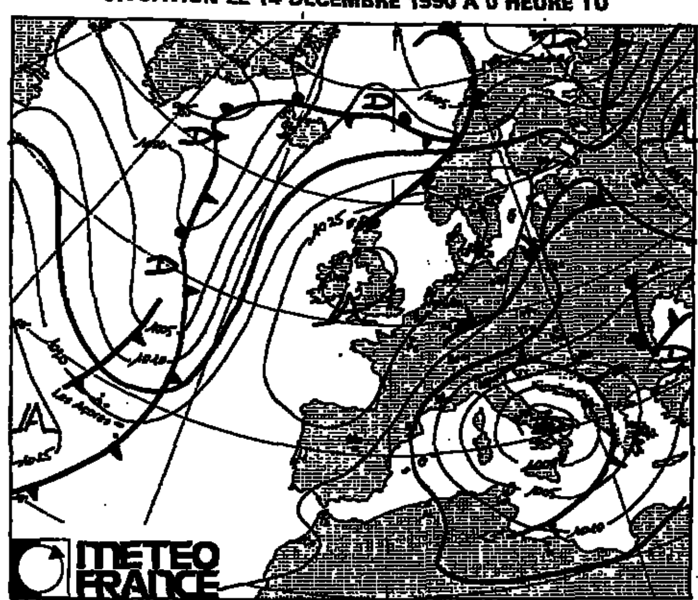
MÉTÉOROLOGIE

Prévisions pour le samedi 15 décembre

Net refroidissement à l'Est. Des nuages et quelques flocons de neige sur le Nord.



SITUATION LE 14 DÉCEMBRE 1990 A 0 HEURE TU



Le temps restera dans l'ensemble assez gris. Des éclaircies pourront se développer plutôt à l'Ouest, tandis qu'à l'Est persisteront des nuages porteurs de neige.

Dimanche 16 décembre : gris à l'Ouest, neige à l'Est.

Les nuages resteront nombreux sur les régions de l'Est, du Centre-Est et des Alpes et pourront donner quelques chutes de neige même en plaine. Sur le Sud-Ouest, des brumes ou des brouillards seront nombreux et souvent givrants. Leur dissipation reste probable et pourra laisser place localement à de belles éclaircies.

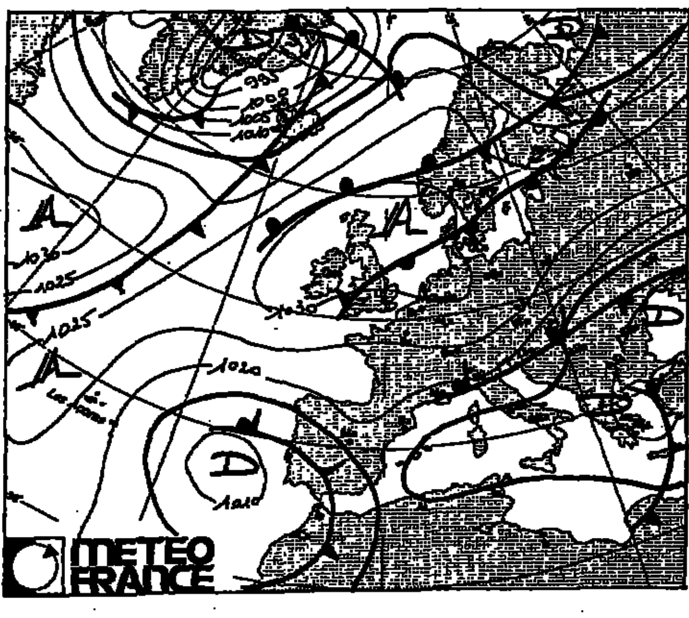
Sur un grand quart nord-ouest, la grisaille devrait prédominer toute la journée et les éclaircies rester timides.

Sur les régions méditerranéennes, le temps sera variable et des averses pourront se produire en Corse.

Les températures minimales seront comprises entre – 4 degrés et 6 degrés localement, localement – 8 degrés sur l'Est, le Centre-Est et le Massif Central, de 0 degré à 3 degrés près de l'Atlantique, sur la Bretagne et près de la Méditerranée, entre 0 degré et – 4 degrés ailleurs.

Les maximales atteindront 6 degrés à 8 degrés sur la Sud-Ouest et la Bretagne, 8 degrés à 12 degrés près de la Méditerranée, 0 degré à – 2 degrés sur l'Est, 2 degrés à 6 degrés ailleurs.

PRÉVISIONS POUR LE 16 DÉCEMBRE A 12 HEURES TU



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé le 14-12-90

Valeurs extrêmes relevées entre le 13-12-90 à 6 heures TU et le 14-12-90 à 6 heures TU

FRANCE			
AJACCIO	11	2	D
BIARRITZ	6	3	P
BORDEAUX	8	4	C
BOURGES	6	1	D
BREST	8	4	N
CAEN	7	1	D
CHERBOURG	6	4	A
CLERMONT-FER.	4	1	C
DIJON	4	1	D
GRENOBLE-St-M-H	2	0	C
LILLE	6	2	B
LIMOGES	2	1	D
LYON	3	1	D
MARSEILLE-MAR.	6	2	D
NANCY	4	-1	N
NANTES	7	3	D
NICE	13	4	N
PARIS-MONTS	7	3	C
PAU	5	3	C
PERPIGNAN	7	5	P
RENNES	6	3	-
ST-ETIENNE	2	-1	C
STRASBOURG	3	0	C
TOURS	5	2	C
TOULOUSE	5	4	C
POINTE-A-PITRE	29	22	N

ÉTRANGER			
ALGER	-	-	-
AMSTERDAM	6	-1	N
ATHÈNES	17	13	P
BANGKOK	34	23	N
BARCELONE	15	6	D
BELGRADE	13	3	P
BERLIN	2	1	P
BRUXELLES	6	3	C
LE CAIRE	28	14	D
COPENHAGUE	4	-3	N
DAKAR	23	19	D
DELHI	24	12	D
DJERBA	15	10	A
GENÈVE	2	-1	A
HONGKONG	-	-	-
ISTANBUL	-	-	-
JERUSALEM	21	12	B
LISBONNE	16	9	D
LONDRES	7	1	B
LOS ANGELES	17	11	D
LUXEMBOURG	3	0	C
MADRID	12	-3	D
MARRAKECH	19	6	D
MEXICO	24	7	B
MILAN	8	-5	N
MONTRÉAL	6	-8	D
MOSCOU	-1	-2	C
NAIROBI	21	15	B
NEW-YORK	16	6	N
OSLO	-3	-7	C
PALMA-DE-MAL.	14	4	D
PÉKIN	8	3	D
RIO-DE-JANEIRO	31	24	N
ROME	10	7	N
SINGAPOUR	30	24	A
STOCKHOLM	-3	-7	N
SYDNEY	29	17	D
TOKYO	13	6	C
TUNIS	13	5	O
VARSOVIE	1	0	-
VENISE	9	3	N
VIENNE	4	2	*

A	B	C	D	N	O	P	T	*
averse	brume	ciel couvert	ciel dégagé	ciel nuageux	orage	pluie	tempête	neige

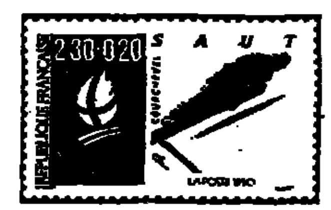
(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

PHILATÉLIE

Les Jeux olympiques d'hiver

La Poste mettra en vente générale, le lundi 24 décembre, un timbre à surtaxe à 2,30 F + 0,20 F, **Jeux olympiques d'hiver d'Albertville 92 – saut à Courchevel.**

Ce timbre est le deuxième d'une série de dix valeurs, composées suivant une même logique : à gauche, logotype des XVIe Jeux olympiques ; à droite, « visuel » d'une discipline olympique ; au centre, nom du site qui accueillera les épreuves de la discipline. En février était paru le timbre consacré au patinage artistique. D'autres suivront dans la prochaine semaine.



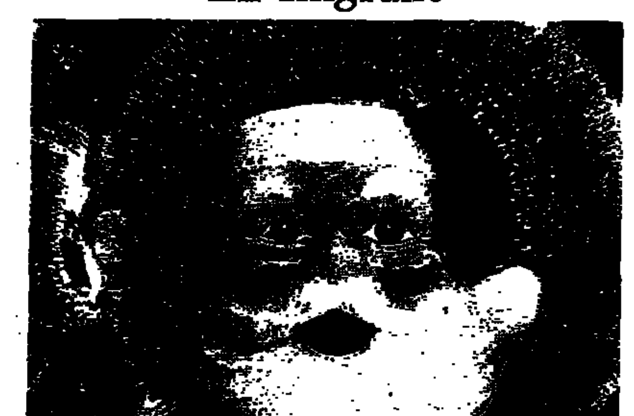
Le timbre, au format horizontal 36 mm × 22 mm, mis en page par Charles Bridoux, gravé par Pierre Béquet, est imprimé en taille-douce en feuilles de cinquante.

► **Vente anticipée à Courchevel (Savoie) les 22 et 23 décembre, de 9 heures à 18 heures, au bureau de poste temporaire « premier jour » ouvert à la salle des Arolles, La Croisette ; le 22 décembre, de 9 heures à 12 heures, au bureau de poste de Courchevel (boîte aux lettres spéciale).**

► **La Poste met en vente, pour la sortie de chaque timbre émis pour les Jeux olympiques, des souvenirs philatéliques, enveloppes (15 F) ou encarts (30 F) « premier jour », dans tous les points-philatélie ou par correspondance (port en sus) auprès du Service philatélique des PTT, 18, rue François-Bonvin, 75758 Paris Cedex 15.**

Rubrique réalisée par la rédaction du *Monde des philatélistes*
5, rue Antoine-Bourdelle
Tél. : 40-65-29-27

En filigrane



Carte-réponse du Père Noël, millésime 1990.

● **Le courrier du Père Noël.** – Comme chaque année depuis 1964, le Père Noël reprend du service. Il répond aux enfants (et à leurs parents), qui lui écrivent avant le 25 décembre, par l'intermédiaire du centre des recherches du courrier de Libourne. Adresse complète et lisible de rigueur donc pour espérer recevoir en retour la carte postale originale du Père Noël (gratuite). En 1989, le Père Noël a reçu 320 000 lettres et 11 000 envois groupés provenant des écoles, suscitant l'expédition de près de 550 000 cartes-réponses.

● **Concours de dessins de timbres-poste.** – Le ministère des postes et télécommunications du Japon organise un concours international de dessins de timbres-poste, doté de nombreux prix, avec la possibilité pour les premiers de voir éditer leurs projets. Le règlement du concours, qui comporte des modalités précises de participation et de réalisation des dessins, peut être obtenu auprès du Service national des timbres-poste, département production, 34, boulevard de Vaugirard, 75731 Paris Cedex 15 (tél. : (1) 40-47-33-21). Date limite de réception des dessins au Japon ; 31 janvier 1991.

● ***Ventes.*** – *Vente aux enchères Corneille Soeteman, les 15, 17, 21 et 22 décembre (Soeteman, 129-133, rue du Midi, 1000 Bruxelles, Belgique). Au programme des quatre vacations, Belgique bien sûr, classique à moderne, documents des guerres 1914-1918 et 1939-1945 et monde entier, représentant au total plus de deux mille lots.*

Vente sur offres Patrick Codron (Lignane, 13540 Puyricard. Tél. : 42-92-53-10). Clôture des offres le jeudi 3 janvier 1991. Au catalogue, plus de deux mille cinq cents lots : timbres, lettres, thèmes du monde entier...

● **Manifestations.** – Les cheminots philatélistes d'Orléans organisent à l'occasion du baptême de la rame TGV Atlantique *Cœur de France* une exposition philatélique en gare d'Orléans, le samedi 15 décembre, avec bureau de poste temporaire (souvenirs philatéliques 15 F plus port : Cyrille Forgerou, 6, rue des Frères-Flamencourt, 45130 Meung-sur-Loire).

Un bureau de poste temporaire sera ouvert à l'occasion du XXVIIe congrès du Parti communiste, au centre sportif de Saint-Ouen, à l'île des Vannes, Seine-Saint-Denis, du 18 au 22 décembre. Souvenirs philatéliques (15 F plus port) : PCF, 2, place du Colonel-Fabien, 75940 Paris Cedex 19.

L'Union philatélique toulousaine organise, du 20 au 22 décembre, une exposition de timbres et cartes postales sur le thème du rugby, pour le centenaire du rugby à Toulouse, au centre culturel Saint-Jérôme, 7, rue du Lieutenant-Colonel-Pélissier, Toulouse, avec bureau de poste temporaire (souvenirs philatéliques, s'adresser à l'UPT, chemin de Dardagna, 31400 Toulouse. Tél. : 61-52-11-71).

SPORTS

FOOTBALL

Une troisième équipe africaine en Coupe du monde

La Fédération internationale de football (FIFA) a décidé, jeudi 13 décembre à Zurich (Suisse), de renforcer la participation africaine en Coupe du monde avec trois pays au lieu de deux dès 1994 aux Etats-Unis. Le comité exécutif de la FIFA a annoncé une nouvelle répartition par continent des vingt-quatre participants qualifiés en phase finale. Trois pays africains seront donc admis, à la suite des résultats obtenus par les équipes africaines, comme le Cameroun en Italie (quart de finaliste), lors des trois dernières coupes du monde.

Le nombre des pays européens, qui était de quatorze pour le Mondiale 90, y compris l'Italie pays organisateur, sera réduit à treize, dont le tenant du titre, l'Allemagne. Israël participera désormais aux éliminatoires dans la zone Europe.

La FIFA a pris deux autres décisions notables : l'Irak est suspendu de compétitions internationales jusqu'à la fin de la crise du Golfe. La Colombie ne pourra plus jouer chez elle de matches internationaux (clubs ou nations) en raison de l'insécurité existant sur les stades et dans le pays.

CARNET DU Monde

Mariages

– M. et Mme Daniel BONIN
sont heureux de faire part du mariage de leur fils

Yves
avec
Mlle Sylvie NICOLAS,

le samedi 1er décembre 1990.

Les Roches-d'Or, Darnelle 1,
Boulevard des Alisiers,
13009 Marseille.

– M. et Mme Rolf SCHEPPING,
M. Jean-Jacques SERVAN-SHCREIBER,
et Mme Sabine de FOUQUIÈRES
sont heureux d'annoncer le mariage de leurs enfants,

Karin et David,

célébré dans l'intimité à Pittsburgh, le 15 décembre 1990.

34, rue Michel-Ange,
75016 Paris.
623, Morewood Avenue,
Pittsburgh P.A. 15213 (USA).
7, rue Vineuse,
75016 Paris.

Décès

– Le président, Patrice Gelard,
Le secrétaire général, Pavle Nikolic,
Et les membres du comité exécutif de l'Association internationale de droit constitutionnel,
ont la grande peine de faire part du décès du professeur

Claude-Albert COLLIARD,
membre fondateur
et président d'honneur
de l'Association internationale
de droit constitutionnel,
président d'honneur
de l'Association française
des constitutionnalistes.

(Le Monde daté 9-10 décembre.)

– Nous apprenons le décès de

Mme Jean-Jacques DEMEYN,
née Marie-Thérèse Chanteux,

survenu le 9 décembre 1990.

– L'université Paris-VII,
L'UFR de biochimie de l'université Paris-VII,
L'Institut Jacques-Monod,
ont la tristesse d'annoncer le décès de

M. le professeur Jean-Marie DUBERT,

survenu le 12 décembre 1990 dans sa soixante-troisième année.

Docteur en médecine, docteur ès sciences, chercheur à l'Institut Pasteur, Jean-Marie Dubert a été nommé professeur en 1961 à la faculté des sciences de Paris. Il assura par la suite la charge de directeur de l'UFR de biochimie de l'université Paris-VII. Depuis 1969, il était directeur de laboratoire à l'Institut Jacques-Monod-CNRS (université Paris-VII), où il fut un enseignant et chercheur hautement apprécié. Sa carrière, débutée en 1950 à l'Institut Pasteur sous la direction du professeur M. Machebœuf, puis poursuivie à partir de 1953 avec le professeur Jacques Monod, l'a conduit après une thèse en immunologie à apporter par ses travaux une contribution scientifique importante reconnue sur le plan international en immunologie et en biologie moléculaire. Tous ses collègues et amis lui rendent un hommage ému et présentent leurs condoléances à son épouse et à ses fils en les assurant de leur profonde sympathie.

– M. et Mme Jacques Wuilque,
ses enfants,
M. et Mme Bernard Feyel,
M. et Mme Frédéric Vernhes,
ses petits-enfants,
Florent, Laure, Marie et Candice,
ses arrière-petits-enfants,
Ses neveux et nièces,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Fernand WUILQUE,

survenu le 12 décembre 1990 dans sa quatre-vingt-douzième année.

Priez pour lui.

Le service religieux aura lieu le lundi 17 décembre, à 14 h 30, en l'église des Autels (Aisne).

L'inhumation se fera dans le caveau de famille au cimetière des Autels.

51, rue Paul-Vaillant-Couturier,
93600 Aulnay-sous-Bois.

– Anne et Alain Ferdière,

font part du décès de leur père

Gaston FERDIÈRE.

L'inhumation a eu lieu dans l'intimité au cimetière de Héricy (Seine-et-Marne).

– Les membres du centre de formation à l'arthérapie ATEPP-CEFAT,
ont la tristesse de faire part du décès de leur ami et conseiller inestimable le

docteur Gaston FERDIÈRE,
membre honoraire de l'ATEPP.

– L'AFREF (Association française pour l'expansion par la formation)
Et le GARF (Groupement des animateurs et responsables de formation),
font part du décès de

Guy HASSON,

le 12 décembre 1990.

La cérémonie religieuse sera célébrée le lundi 17 décembre, 14 heures, en l'église du Centre de Saint-Cloud, place Charles-de-Gaulle.

Guy Hasson, ingénieur civil des Mines, ancien directeur général adjoint des Charbonnages de France, a consacré sa vie à la formation professionnelle.

Auteur, dès 1955, d'un ouvrage de référence sur la formation dans l'entreprise et ses problèmes, il a été pour tous les professionnels de la formation continue un maître à penser et a ouvert la voie de la deuxième chance pour les salariés, bien avant l'officialisation par la loi de 1971.

Guy Hasson a participé à la création des associations de responsables de formation, le GARF et l'AFREF, dont il assura la présidence.

Depuis de nombreuses années, Guy Hasson a été pour tous les « nouveaux » de la formation un conseiller bienveillant et généreux valorisant les efforts et créant des synergies fécondes. Sa conception de l'éducation permanente cherchait dans chaque adulte au travail le citoyen épris de culture autant que l'agent de production.

Son souvenir restera présent dans la mémoire de tous les formateurs.

Pierre Le Gorrec,
président de l'AFREF.
Janine Freiche,
vice-présidente du GARF.

Remerciements

– Les membres de la famille de

M. Robert HERZOG,

très touchés des marques de sympathie que vous leur avez témoignées lors de son décès, vous prient de trouver ici l'expression de leurs sincères remerciements.

Anniversaires

– Il y a dix ans,

Michel GUILLAUMAIN,
enseignant à Paris-VI,

nous quittait.

De la part de sa famille,
à tous ceux qui l'ont connu, estimé et aimé.

Soutenances de thèses

– Université Paris-X, Nanterre, le mardi 18 décembre, à 14 heures, salle des Colloques (bâtiment C), M. Yves Trigano : « Essai sur les fondements d'une morphologie sociale du judaïsme ».

– RECTIFICATIF. – Université Paris-III, Sorbonne nouvelle, le mercredi 19 décembre, à 9 heures, salle Bourjac, Mlle Hortense Faivre d'Arcier : « La Havane au temps des Lumières et des révolutions d'indépendance. Vision des voyageurs francophones et réalité historique ».

– Université Paris-V, René-Descartes, sciences humaines Sorbonne, salle Louis-Liard, le mercredi 19 décembre, à 9 heures, M. Armindo Jorge Biao : « Théâtralité » et « spectacularité ». Une aventure tribale contemporaine à Bahia ».

– Université Paris-VII, le mercredi 19 décembre, à 9 h 15, salle des Thèses, tour 25, rez-de-chaussée, 2, place Jussieu, 75005 Paris, Mme Michèle Porte : « Psychanalyse et sémiophysique. Etude épistémologique en métapsychologie et en dynamique qualitative ».

CARNET DU MONDE
Renseignements :
40-65-29-94

AGENDA

RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ▶ signalé dans *le Monde radio-télévision* ; □ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Vendredi 14 décembre

TF 1

20.35 Variétés : Tous à la Une. Invité : Jean Poiret. Avec Jean-Jacques Goldman...
22.40 ▶ Magazine : 52' sur la Une. L'éternelle jeunesse.
23.40 Feuilleton : La Mafia (5e épisode, rediff.).
0.50 Journal, Météo et Bourse.

A 2

20.40 Variétés : Avant que le ciel ne nous tombe sur la tête.
22.05 Caractères. Magazine littéraire. De la manie des objets. Invités : Jean Poirie (*Histoire des mœurs*), Nicholson Backer (*la Mezzanine*), François Nourissier (*Autos Graphie*), Marie Mercié (*Voyages autour d'un chapeau*), Jean-Pierre Lacroix et Pierre Heury (*Une affaire de stylos*).
23.25 Journal et Météo.
23.45 Sport : Tennis.

FR 3

20.40 Magazine : Thalassa. Aral, la mer assassinée. *Un dernier appel au secours.*
21.35 Feuilleton : Le cousin américain. (dernier épisode).
22.40 Journal et Météo.
23.00 Magazine : Mille Bravo.
23.55 Magazine : Musicales.

CANAL PLUS

20.30 Téléfilm : La vengeance du père.
22.00 Documentaire : La saison du guépard.
22.45 Flash d'informations.
23.00 Cinéma : Piège de cristal. ■ Film américain de John McTiernan (1988).

LA 5

20.40 Téléfilm : L'enfant qui en savait trop.
22.25 Série : L'inspecteur Derrick.
23.30 Magazine : Nomades.
0.00 Journal de minuit.

M 6

LES VALEURS DU TRÉSOR



Rendez-vous avec le Trésor le samedi 15 décembre sur M6 à 8h45

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DES FINANCES ET DU BUDGET

20.35 Téléfilm : Le nouvel homme invisible.
22.20 Série : Brigade de nuit.
23.15 Magazine : La 6e dimension.
23.45 Magazine : Avec ou sans rock.
0.15 Capital.
0.20 Six minutes d'informations.

LA SEPT

21.00 Téléfilm : Transit. De René Allio (1re partie).
22.15 ▶ Documentaire : Etre femme au Burkina-Faso.
22.45 Musique : Intermèdes florentins.

FRANCE-CULTURE

20.30 Radio-archives. Celle qui pose et celui qui regarde.
21.30 Musique : Black and blue. Les nouveaux aldistes.
22.40 Les nuits magnétiques.
0.05 Du jour au lendemain.
0.50 Musique : Coda.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 29 septembre lors du Festival Berlioz) : Chôros, d'Amy ; Harold en Italie, symphonie pour orchestre avec alto principal op. 16, de Berlioz, par l'Orchestre philharmonique de Radio-France, le chœur de l'Orchestre national de Lyon, dir. Serge Baudo ; sol. : René Schirrer, baryton, Jean-Christophe Gaugue, alto.
22.20 Concert du GRM.
23.07 Poussières d'étoiles. Pin ups : Poissons d'or.

Samedi 15 décembre

TF 1

13.15 Magazine : Reportages. Nostalgie en sol mineur, de Laurent Bazin et Gilbert Mercinier.
13.50 La Une est à vous.
13.55 Feuilleton : Salut les homards !
14.30 La Une est à vous (suite).
15.45 Tiercé à Vincennes.
15.55 La Une est à vous (suite).
16.00 Série : Formule 1.
17.25 Divertissement : Mondo dingo.
17.50 Magazine : Trente millions d'amis.
18.20 Jeu : Une famille en or.
18.50 Série : Marc et Sophie.
19.20 Jeu : La roue de la fortune.
19.50 Tirage du Loto.
20.00 Journal, Tapis vert, Météo et Loto.
20.50 Variétés : Sébastien, c'est fou !
22.40 Soirée spéciale : Fondation Ushuaïa. *Dans le désert du Kalahari.*
0.00 Magazine : Formule sport.
0.55 Journal et Météo.

A 2

13.20 Magazine : Objectif santé. Cholestérol, les enfants aussi ; L'hémodialyse chez l'enfant ; Les enfants de Tchernobyl ; Le centre de pédiatrie et de rééducation de Bullion.
13.55 Magazine : Animalia.
14.50 Documentaire : Il était une fois... Uranus. De Michel Parbot. *Sur le tournage du dernier film de Claude Berri, dans un petit village du Puy-de-Dôme.*
15.30 Magazine : Sport passion. Spécial tennis.
18.30 Club sandwich (sous réserve).
18.50 Magazine : Télé-zèbre.
20.00 Journal et Météo.
20.40 ▶ Téléfilm : Les cavaliers aux yeux verts (1re partie). *Un village entier à vendre !*
22.25 Variétés : Etoile-palace. Revue spéciale autour de Claude Berri.
23.40 Journal et Météo.
23.55 Sport : Tennis.

FR 3

13.00 Télévision régionale.
14.00 Magazine : Rencontres. J'ai rêvé Paris... carrefour des cultures et des musiques.

— De 15.00 à 19.00 la SEPT —

19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.12 à 19.30, le journal de la région.

— De 20.00 à 0.05 la SEPT —

0.05 Série rose : La fessée. De Harry Kumel, d'après Marguerite de Navarre.
0.30 Magazine : L'heure du golf.

CANAL PLUS

13.30 Téléfilm : Dangereuse défense.
15.05 Documentaire : Les allumés...
15.45 Concert : John Lennon « Sweet Toronto ».
16.15 Documentaire : Les « sorciers » du football.
17.05 Les superstars du catch.

— En clair jusqu'à 20.30 —

18.00 Dessins animés : Décode pas Bunny.
19.05 Dessin animé : Les Simpson (1er épisode).
19.30 Flash d'informations.
19.35 Top 50.
20.30 Téléfilm : L'ultime retour. *Des relations père-fils peu aisées.*
22.00 Les Nuls... l'émission. Invitée : Gabrielle Lazure.
22.50 Flash d'informations.
23.00 Cinéma : Epouvante sur New-York. ■ Film américain de Larry Cohen (1982). Avec Michael Moriarty.
0.30 Cinéma : Voyageur malgré lui. ■ Film américain de Lawrence Kasdan (1988). Avec William Hurt, Kathleen Turner (v.o.).

LA 5

13.30 Série : L'homme de l'Atlantide.
14.30 Série : La belle et la bête.
15.30 Série : Superkid.
16.00 Sport : Rugby. International Masters Matra, quart de finale : Wellington-Fidji.
17.35 Série : TV 101.
18.35 Série : Happy days.
19.00 Série : L'enfer du devoir.
20.00 Journal.
20.30 Drôles d'histoires.
20.40 Téléfilm : Nom de code, S.H.E. *Une experte contre une organisation internationale du crime.*
22.30 Téléfilm : Défis mortels. *A la recherche d'émotions fortes.*
0.15 Journal de minuit.
0.30 Magazine : Désir.
0.50 Téléfilm : Esquisse d'une jeune femme sans dessus-dessous (et à 3.30).

M 6

13.25 Série : Madame est servie (rediff.).
13.55 Série : L'homme au katana.
14.45 Série : Laramie.
15.30 Série : Poigne de fer et séduction.
16.00 Magazine : Adventure.
16.15 Série : Le saint.
17.10 Série : L'homme de fer.
18.00 Six minutes d'informations.
18.05 Variétés : Multitop.
19.20 Magazine : Turbo.
19.54 Six minutes d'informations.
20.00 Série : Madame est servie.
20.30 Magazine : Sport 6.
20.35 Téléfilm : A nous deux Manhattan. *La saga d'une riche famille.*
23.35 Six minutes d'informations.
23.40 Musique : Rap line.
0.10 Musique : Boulevard des clips.
2.00 Rediffusions.

LA SEPT

13.30 Téléfilm : Transit (1re partie).
15.00 Dynamo.
15.30 Documentaire : Lignes de vie (2).
16.30 Documentaire : Etre femme au Burkina-Faso.
17.00 Anicroches.
18.00 Mégamix.
19.00 Documentaire : Maestro, Monteverdi et le XVIIe siècle.
20.00 Chronique : Le dessous des cartes.
20.05 Documentaire : Histoire parallèle.
20.50 Cinéma d'animation : Images.
21.00 Téléfilm : A côté de ses pompes.
22.30 Soir 3.
22.55 Débat : Dialogue.

FRANCE-CULTURE

20.30 Photo-portrait. Mary Kling, agent littéraire.
20.45 Dramatique. Née dans le pourpre, de Marguerite Liberaki.
22.35 Musique : Opus.
0.05 Clair de nuit.

FRANCE-MUSIQUE

20.00 Concert (en direct de la Philharmonie de Berlin) : Symphonie nº 3 en ré mineur, de Mahler, par l'Orchestre philharmonique de Berlin, le Chœur Ernst Senff, le Toelzer Knabenchor, dir. Bernard Haitink.
23.05 Poussières d'étoiles. Familles, parentes et alliées. Œuvres de Diabelli, Beethoven, Clementi, Hummel. A 0.05, chronique des disques que c'est pas la peine.

Dimanche 16 décembre

TF 1

10.55 Magazine : Les animaux de mon cœur.
11.20 Magazine : Auto-moto.
11.50 Jeu : Tournez... manège.
12.25 Jeu : Le juste prix.
12.55 Météo et Journal.
13.20 Série : Hooker.
14.15 Série : Rick Hunter, inspecteur choc.
15.10 Divertissement : Vidéo-gag.
15.40 Série : Côte Ouest.
16.35 Tiercé à Vincennes.
16.45 Dessins animés : Disney parade.
18.05 Magazine : Téléfoot.
19.00 Magazine : 7/7. *Présenté par Anne Sinclair. Invité : Michel Noir, maire de Lyon.*
19.50 Loto sportif.
20.00 Journal, Météo et Tapis vert.
20.45 Cinéma : Le maestro. □ Film français de Claude Vital (1977). Avec Jean Lefebvre, Daniel Ceccaldi, Sophie Desmarets.
22.15 Magazine : Ciné Dimanche.
22.25 Cinéma : L'ombre d'un doute. ■■ Film américain d'Alfred Hitchcock (1943). Avec Joseph Cotten, Teresa Wright, McDonald Carey.
0.20 Journal et Météo.

A 2

11.00 Messe. Célébrée depuis Saint-Ferdinand des Ternes.
12.05 Dimanche Martin.
13.00 Journal et Météo.
13.20 L'arbre de Noël de Matignon à l'Opéra.
14.55 Série : Mac Gyver.
15.45 Dimanche Martin (suite).
16.35 Sport : Tennis. Finale de la Coupe du Grand Chelem, à Munich.
18.30 Magazine : Stade 2. Handball ; Football ; Rugby ; Hockey sur gazon ; Gymnastique ; Biathlon ; Ski alpin ; Patinage artistique.
19.30 Série : Maguy.
20.00 Journal et Météo.
20.40 Série : Renseignements généraux. Témoin en péril. *Un chauffard prend la fuite.*
22.30 Magazine : Musiques au cœur. Présenté par Eve Ruggieri. Otello, de Verdi, à l'Opéra-Bastille.
23.45 Journal et Météo.
0.05 Série : Le saint.

FR 3

10.30 Magazine : Mascarines.
12.00 Flash d'informations.
12.05 Télévision régionale.
12.45 Journal.
13.00 Magazine : D'un soleil à l'autre.
13.30 Magazine : Musicales. L'oeil écoute... Venise (2e partie).
14.30 Expression directe. RPR ; CGPME.
14.50 Magazine : Sports 3 dimanche. Athlétisme ; Patinage artistique ; Hockey sur glace.
17.30 Magazine : Montagne. Kitzbühel : peur sur la piste, de Dominique Sanfourche, Antoine Marnas et Jean-Pierre Rivet.
18.00 Amuse 3.
19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.12 à 19.30, le journal de la région.
20.10 Série : Benny Hill.
20.40 Théâtre : Le barbier de Séville ou la précaution inutile. Pièce de Beaumarchais, mise en scène de Jean-Luc Boutté, avec Roland Bertin, Marcel Bozonnet, Jean-François Rémi.
22.30 Magazine : Le divan. Invité : Edgar Morin.
22.55 Journal et Météo.
23.15 Cinéma : Visages d'Orient. ■■ Film américain de Sidney Franklin (1937). Avec Paul Muni, Luise Rainer, Tilly Losch (v.o.).
1.25 Magazine : Belles et bielles.
1.55 Musique : Carnet de notes. Trois valses romantiques pour deux pianos (valse nº 1), de Chabrier.

CANAL PLUS

10.20 Cinéma : Piège de cristal. ■ Film américain de John McTiernan (1988). Avec Bruce Willis, Alan Rickman, Bonnie Bedelia.

— En clair jusqu'à 14.00 —

12.30 Flash d'informations.
12.35 Magazine : Cinémode fêtes 90.
13.30 Magazine : Rapido.
14.00 ▶ Téléfilm : Requiem pour Dominic. De Robert Dornhelm, avec Félix Mitterer, Viktoria Schubert.
15.30 Magazine : 24 heures (rediff.).
16.40 Dessin animé : Les Simpson (1er épisode).
17.05 Les Nuls... l'émission (rediff.)
18.00 Cinéma : Willow. ■■ Film américain de Ron Howard (1988). Avec Val Kilmer, Joanne Whalley, Warwick Davis.

— En clair jusqu'à 20.40 —

20.00 Flash d'informations.
20.05 Dessins animés : Ça cartoon.
20.30 Dis Jérôme « ... ? ».
20.35 Magazine : L'équipe du dimanche.
20.40 Cinéma : Un monde sans pitié. ■ Film français d'Eric Rochant (1989). Avec Hippolyte Girardot, Mireille Perrier, Yvan Attal.
22.05 Flash d'informations.
22.10 Magazine : L'équipe du dimanche.
0.45 Cinéma : Imagine, John Lennon. ■■ Film américain d'Andrew Solt (1988). Avec John Lennon, Yoko Ono, Julian Lennon. (v.o.).

LA 5

11.05 Série : Chasseur d'ombres.
12.05 Série : Wonder woman.
12.45 Journal.
13.15 Téléfilm : Panique en plein ciel.
14.40 Série : Deux flics à Miami.
15.35 Série : Saracen.
16.35 Série : Lou Grant.
17.50 Sport : Football. Résultats.
17.55 Série : La loi de Los Angeles.
18.50 Série : L'enfer du devoir.
20.00 Journal.
20.30 Drôles d'histoires.
20.40 Cinéma : Indiana Jones et le temple maudit. ■■ Film américain de Steven Spielberg (1984). Avec Harrison Ford, Kate Capshaw, Ke Huy Quan.
22.45 Cinéma : Une étrange affaire. ■■ Film français de Pierre Granier-Deferre (1981). Avec Michel Piccoli, Gérard Lanvin, Nathalie Baye.
0.30 Le journal de minuit.
0.40 Téléfilm : Thanatos palace hôtel.

M 6

11.55 Infoconsommation.
12.00 Informations : M 6 express.
12.05 Magazine : Sport 6 première.
12.15 Série : Mon ami Ben.
12.40 Série : Ma sorcière bien-aimée.
13.05 Série : Dis donc, papa.
13.30 Série : Madame est servie (rediff.).
14.00 Série : Roseanne.
14.30 Spécial Roseanne. Interview exclusive de Roseanne Barr pour M 6.
14.45 Série : Dynastie.
16.15 Série : L'île fantastique.
17.10 Série : L'homme de fer.
18.00 Six minutes d'informations.
18.05 Série : Clair de lune.
18.50 Magazine : Culture pub.
19.25 Série : La famille Ramdam.
19.54 Six minutes d'informations.
20.00 Série : Madame est servie.
20.30 Magazine : Sport 6.
20.35 Téléfilm : Scoop à la une. *Profession : chasseurs d'images à sensation.*
22.15 Six minutes d'informations.
22.20 Capital.
22.30 Cinéma : Histoire d'O 2. □
0.10 Six minutes d'informations.
0.15 Musique : Boulevard des clips.
2.00 Rediffusions.

LA SEPT

13.00 Documentaire : Ici bat la vie (Le pic).
13.30 Documentaire : Histoire parallèle.
14.00 Cinéma d'animation : Images.
14.15 Documentaire : Qui a peur du charbonnier ? De Heike Misselwitz.
15.10 Cinéma d'animation : Images.
15.15 Documentaire : Vivre et tisser. De Volker Koepp.
15.45 Documentaire : De singe en singe (1 et 2). De Gérard Vienne.
16.50 Musique : Intermèdes florentins.
18.00 Danse : The Catherine Wheel.
19.30 Musique : Franz Schubert, Schwanengesang.
20.00 Spécial cinéma d'animation jeunesse.
20.30 Cinéma : Céleste. ■■ Film allemand de Percy Adlon (1984).
22.15 Court métrage.
22.30 Courts métrages : Hommage à Anatole Dauman (2).

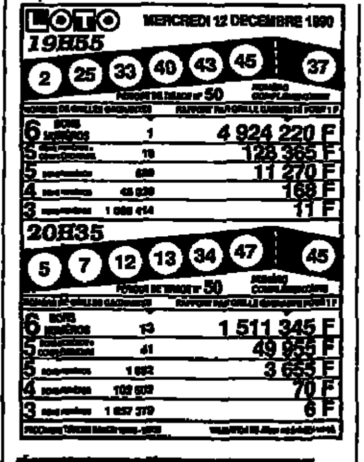
FRANCE-CULTURE

20.30 Atelier de création radiophonique. A double tour.
22.35 Musique : Le concert. Lisette Malidor.
0.05 Clair de nuit.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 4 novembre à Montbéliard) : Œuvres de Dumont, Froberger, Graziani, Hammerschmidt, Castello, Rossi, Moulinié, Salle, Cazzati, par Les Arts florissants, dir. et clavecin, Christophe Rousset.
23.05 Poussières d'étoiles. Autour du livre sur Fauré de Jean-Michel Nectoux. Extraits d'entretiens avec Vladimir Jankélévitch.

Du lundi au vendredi, à 9 heures, sur FRANCE-INTER « ZAPPINGE » Une émission de GILBERT DENOYAN avec ANNICK COJEAN et la collaboration du « Monde ».



LOTO MERCREDI 12 DÉCEMBRE 1990

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT RADIO TÉLÉVISION *Le Monde*

Le Monde

Edité par la SARL *le Monde*

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985)

Directeur de la rédaction : Daniel Vernet

Administrateurs délégués : Antoine Griset, Nelly Pierret

Rédacteurs en chef : Bruno Frappat, Jacques Amalric, Jean-Marie Colombani, Philippe Herreman, Robert Solé

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FALGUIÈRE, 75501 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : (1) 40-65-25-99 ; Telex 206 806 F

ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : (1) 49-60-30-10 ; Telex 261311 F MONDSIR

Le Monde

SECTION C

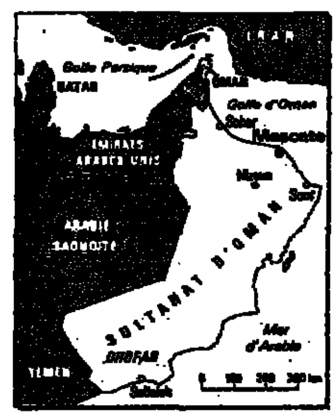
S A N S • V I S A

Mascate

Au large, croisent les flottes chargées de protéger la paix ou de préparer la guerre dans la région. De la côte du sultanat d'Oman, les Mascatains les regardent passer en se souvenant qu'ils furent parmi les plus illustres des navigateurs arabes. L'un de leurs monarques, Saïd le Grand, ne fut-il pas celui qui, en 1840, lança son meilleur boutre, le *Sultana*, vers l'Europe et les Etats-Unis *« pour qu'une voile arabe franchisse enfin l'Atlantique »* ? Carnet de voyage dans un pays qui célébrait le vingtième anniversaire de l'installation de Qabous Ier.

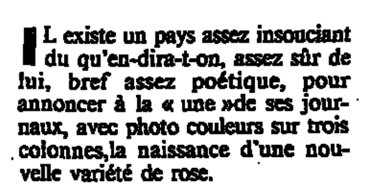


PHOTOS MARAIS GAUSSEN



Le confort pétrolier n'a pas aboli l'amour de la mer chez les Omanais.

du bleu à l'horizon



IL existe un pays assez insouciant du qu'en-dira-t-on, assez sûr de lui, bref assez poétique, pour annoncer à la « une »de ses journaux, avec photo couleurs sur trois colonnes,la naissance d'une nouvelle variété de rose.

Ce pays, c'est le sultanat d'Oman.

Cette fleur rouge sang, *Rosa metixia grandiflora*, baptisée Sultan-Qabous,a été conçue (dans une roseraie hollandaise) pour commémorer le coup d'Etat sans hémoglobine par lequel, il y a vingt ans, Qabous Ier mit son père dans un avion pour la Grande-Bretagne,et prit le pouvoir au nom de la modernisation.

Malgré la fièvre persique, le souverain n'a pas voulu, bien au contraire,diminuer l'éclat de ce vingtième anniversaire. Durant la deuxième quinzaine de novembre,le million d'Omanais a vécu une fête permanente dans un déferlement de lumières,de carnavals, de parades militaires et de courses de chameaux. A Mascate, on a même vu le Bolchoï jouer sur fond de mer d'Oman où passait l'armada anglo-saxonne,sur le chemin de Koweït.

Les Mascatains se sont discrètement poussés du coude. L'émotion n'était pas loin, mais n'y était pas. Ils en ont tant vu, depuis trois ou quatre mille ans, qu'ils ne cessent d'observer la mer d'Arabie (ou d'Oman), serrure liquide du golfe Persique!

Vers 2050 avant Jésus-Christ,les inscriptions de Mésopotamie citaient déjà *Magan*,à l'est du Mascate actuel, nation d'extracteurs de cuivre, mais aussi de charpentiers de marine. Ils préféraient exporter leur métal vers le pays du Tigre et de l'Euphrate par mer, plutôt que par caravanes côtières. La reprise contemporaine de l'exploitation cuprifère antique n'a pas démenti cette préférence, malgré les bonnes routes présentes de la péninsule Arabique.

C'est Pline l'Ancien qui, au début de notre ère, est le premier à donner des détails,par ouï-dire, sur les navires *« cousus »* d'*Omana*. Bien que les Omanais fassent profession d'être *« les plus anciens navigateurs du monde »*, l'énigme fondamentale n'est toujours pas résolue de l'origine des planches ayant servi à construire le radeau initial. Pas la moindre trace, chez eux, des jungles où pousse l'*aïni*, cousin du teck, matériau immémorial des caravelles omanaises – et bel et bien indien.

Gobineau, en escale mascataine sur la route du port persan de Bouchir, eut peut-être l'intuition de la recette : *« Cette côte a été peuplée dès l'Antiquité la plus haute (...) de gens venus de l'Inde, de gens venus d'Afrique et des métis qui ont résulté du mélange. Ensuite,il y eut aussi des colonies de la Perse en grand nombre ; enfin, des émigrations de véritables Sémites arrivés du nord. »*

Cela expliquerait la langue arabe d'aujourd'hui, mais son vocabulaire maritime souvent de racine perse ; les peaux pain brûlé, mais les membres menus et, bien sûr, les coques de navires taillées dans des essences qu'aujourd'hui encore on ne trouve que sur la côte malabare.

A la fin de la décennie 1970,lorsque le gouvernement omanais décida de soutenir l'entreprise de l'Irlandais Tim Séverin, qui, alors, parut folle à tout le *monde*,de recommencer le grand périple médiéval de Sindbad le marin, Oman-Chine, c'est au



Malabar qu'il fallut aller quérir les troncs parfaits d'aïni ; les artisans omanais en extrayèrent le *Sohar*, vaisseau cousu à la corde de coco, sans un clou, tels ceux que les marins arabes d'Asie utilisèrent au beau siècle de la Route de la soie et sur lequel le capitaine Tim et son équipage omanais parvinrent à gagner Canton.

Depuis qu'en 1967 Oman, dernier de la région à le faire, s'est branché sur le chalumeau pétrolier aspiré nuit et jour à l'autre bout de la planète par Occidentaux et Japonais, Mascate aurait pu se permettre, mais ne l'a pas fait, d'oublier la mer. D'oublier cet océan Indien et cette mer de Chine, vecteurs de gloires,richesses et plaisirs (l'islam permet autant de concubines légales qu'il y a de ports), mais aussi d'angoisses et de souffrances : un navire sur dix ne revenait jamais.

Aujourd'hui,la relativement modeste Royal Navy d'Oman,chargée de surveiller quelque 2 000 kilomètres de littoral, passe pour l'une des seules crédibles de l'espace arabe avec sa vingtaine de bâtiments,en majorité des patrouilleurs,dont quatre équipés de missiles surface-surface. Depuis l'été dernier, l'amiral britannique Balfour, qui, sous les ordres du sultan, commandait la flotte omanaise, a cédé sa place au contre-amiral prince Chéhab. Né en *1956* et cousin de Qabous,le promu fait plus ou moins figure aussi de dauphin. L'honneur national et l'honneur maritime sont saufs.

Le monarque lui-même, qui a créé en 1986, près de Mascate, le Centre de recherches sur les sciences maritimes et la pêche, possède trois vaisseaux personnels. Cette année, il a prêté à l'UNESCO le *Foulk-el-Salama*, le plus commode d'entre eux (lancé à Brême en 1987, sur les chantiers navals Vulcan), pour que l'organisation culturelle mondiale procède à la reconstitution scientifique de la Route maritime de la soie (*le Monde* du 2 novembre).

Geste qui n'est pas sans rappeler celui de son ancêtre Saïd II dépêchant en 1840 son meilleur boutre, le *Sultana*, vers l'Europe et les Etats-Unis *« pour qu'une voile arabe franchisse enfin l'Atlantique »*.

Cette veine maritime, les Omanais y tiennent d'autant plus qu'ils ont bien failli la perdre lors de leur seule colonisation (1), celle des Portugais (1510-1650). Retranchés dans les oasis montagnardes du haut massif mauve de l'arrière- contrée,les marins-nés ne voyaient plus leur élément naturel que de très loin.

En échange, les Lusitaniens firent tout de même un cadeau appréciable à Mascate : deux châteaux forts posés sur les crêtes d'ophiolite noire surveillant la baie, conçus,s'il vous plaît, par Antonio de Sangallo le Jeune, Vauban méditerranéen et, accessoirement, auteur du palais Farnèse, l'un des plus grandioses de Rome, qui abrite aujourd'hui notre ambassade.

Châteaux ou pas, il fallait se débarrasser de ces empêcheurs de naviguer en rond, de ces tourmente-musulmans : on s'y prit justement lors de la procession de la Fête-Dieu, où même ces bigots de soldats portugais avaient quitté leurs splendides remparts pour venir capter les ondes du Saint-Sacrement. Infiltrés à pas de loup, les Omanais ne firent qu'une bouchée des conquérants agenouillés, et se partagèrent leurs femmes. Une épouse chrétienne est parfaitement licite au regard du Coran.

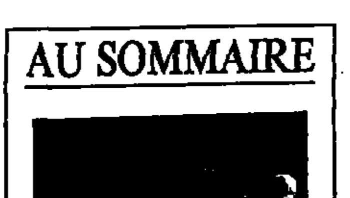
Et, après tout, il n'y avait pas de gants à prendre avec ces personnages bien peu reconnaissants. Ecoutons le chroniqueur mecquois El Nahrawali, écrivant rageusement,vers 1550 : *« Au 10e siècle de l'Hégire* [notre 16e siècle], *parmi les événements épouvantables et extraordinaires de l'époque, se produisit l'arrivée dans les Indes des Portugais, l'une des nations des Francs maudits... »* Et le responsable de cette incursion infidèle dans le pré carré oriental des mahométans était, figurez-vous, un brave Omanais, Chehabeddine Ben Majid.

Jean-Pierre Péroncel-Hugoz

Lire la suite page 18

(1) Les Britanniques, aujourd'hui encore très influents en Oman, n'y ont jamais exercé leur souveraineté, mais seulement une sorte de protectorat *de facto*, de 1798 aux années 1970, par le biais de traités ou arrangements « inégaux ».

AU SOMMAIRE



DANIEL ANIZON

COUP D'ŒIL

Trains de nuit

FRAPPÉ des lions de la Compagnie internationale des wagons-lits, le premier Train bleu s'arrache de la gare de Lyon, *le 9 décembre 1922*, dans la bonne humeur musclée d'un après-Grande Guerre qui taillait *court les robes des femmes* et entretenait sa forme au Bloody Mary et au charleston. Le *« Bleu » pour* les *intimes*, le Calais-Méditerranée-Express pour l'officiel des chemins de *fer, partait vers la Riviera* le temps d'un week-end qui allait durer près de vingt ans.

C'était un train de luxe qu'on jouait au quotidien, et qui avait cette particularité, outre le fait *qu'il était peint en bleu, de* disposer de voitures avec des compartiments à une place – ce que *le Larousse retiendra sous* le terme de « single ». L'ensemble était métallique, rehaussé de *marqueterie, de verrerie et de* verroterie d'art, et mettait une vingtaine d'heures avant de *venir poudrer de suie les mimosas* de Cap-d'Ail. Les Anglais le surnommaient « The Magic Train ».

Cocteau, lui, que tout snobisme rendait méchant quand il ne sortait pas directement de ses ateliers, lui consacrera une opérette dansée en un acte (spectacle donné en juin 1924 au Théâtre des Champs-Elysées), avec des personnages aux rôles clairement signifiés : on y trouve la Championne de tennis, Perlouse, Beau gosse, le Joueur de golf, et, pour faire bonne mesure, d'un côté les Poules, de l'autre les Gigolos. Manière pour notre auteur de donner son avis sur tous les interlopes qui transitaient par le fameux convoi, pour aller coloniser des populations encore largement protégées des tics et des *mauvaises manies de la capitale.* Mais le « Bleu » fera carrière dans l'enchantement général, au *moins jusqu'à l'arrivée des hostilités*, où n'avoir en tête que le refuge dans l'azur du Sud n'était sans doute pas l'attitude la plus héroïque à adopter dans les heures sombres du naufrage national. Témoins impuissants et navrés de la fatale mise au rancart de cet archaïsme ferroviaire et douillet, les conducteurs, ces hommes de l'ombre habillés de brun, n'auront plus que leurs yeux pour pleurer, quand, à partir de 1980, on adjoint à leur palace à roulettes des voitures avec couchettes. La moleskine et les toux d'orphe*linat annonçaient* la fin *proche*, et souhaitable, d'un train de nuit dévoué jusque-là à l'assou*pissement chic ou aux féroces* noubas. Ici, le savait-on, le sommeil était offert en plus. Les pauvres dorment, les riches se reposent.

Grosse bête sourde lancée vers son destin, soumise en excessive confiance à ceux qui sont chargés de lui ouvrir la route, un train dans la nuit fait naître chez le voyageur des sentiments contrariés où, à l'abandon le plus total, succèdent des périodes de veille *intense.*

Sentinelle de son sommeil, plongé dans des torpeurs d'alerte, il ne succombe que dans les séquences longues, vaincu par le vacarme répétitif



qui l'entoure. *« Les Aubrais, trois minutes d'arrêt. »* Les chefs de gare à la voix de corneille ne prenaient pas de gants pour réveiller les classes populaires.

L'endormi, un goût de cendre dans la bouche, se voyait brutalement ramené à la surface, remettant immédiatement sa comptabilité à jour : les voyages *étaient épouvantablement longs* et le temps passé à égrener les heures, considérable.

DANS un wagon-lit, c'est le conducteur qui est chargé du lourd labeur du temps : il s'ennuie pour vous. Ceux qui patrouillaient sur les grands express noctambules d'une Europe fléchée par Valéry Larbaud et Paul Morand – devenu un véritable Chaix de la littérature dite de voyage, – ceux-là savaient faire chèrement payer *leurs heures de garde*, même et surtout quand on les invitait à venir partager les fiestas qui naissaient spontanément de toute cette cahotante navigation au long cours. Les plus agiles à *rester de quart longtemps né*gligeaient d'aller toucher leur salaire, déjà « payés » en quelques rotations de l'Orient-Express ou du Golden Arrow. Des « seigneurs », soupirent les jeunes durs à cuire que la compagnie continue de former dans l'esprit des classiques, mais en les prévenant que les temps ont changé et que le boulot est moins festif. Il reste, cependant, original.

Ni concierge d'hôtel, ni steward, *ni chef de brigade*, ni commissaire de bord, il se situe entre le bagagiste de luxe, le confident et le garde du corps. Il a sous sa responsabilité une petite quarantaine de « pèlerins » – c'est le jargon – répartis au mieux dans les limites de son *territoire*, le wagon, autrement appelé la voiture. Il va très vite presque tout savoir d'eux, puisque, *dès la montée à bord*, il les déleste de leurs papiers d'identité, non par indiscrétion, mais pour la commodité du passage des frontières qu'il règle en bloc avec les autorités du pays à traverser. Formidable pouvoir déjà de s'être emparé, sans coup férir, d'autant d'informations, pour ce qui ne serait qu'un banal voyage en chemin de fer, *si la nuit qui s'approche* n'allait donner à l'affaire une dimension fortement aventureuse.

COMME ses grands anciens, il n'aura pas eu de mal à appréhender très vite les différentes formes d'intervention qu'il va devoir développer auprès des personnages de sa nouvelle communauté ; comme eux, il saura très tôt ce qu'il peut en espérer. Maître à bord, discret, mais par devoir épieur, il organise le coucher avec précision pour avoir le moins d'en*nuis possible lors de la phase* cruciale du réveil. Il n'est armé que de son seul « carré », appelé « croix de Berne », *dont il se* sert comme d'un marteau de porte pour signaler sa présence ou pénétrer à l'intérieur de l'un des compartiments ; avec l'agrément du locataire, car, par ces temps peu sûrs, il aura prévenu que le verrouillage intérieur était de *rigueur*. Le train roule dans la nuit, la nuit se passe.

« J'attends toujours quelque chose », pourrait-il dire. Un somnambule cherchant le couloir de son appartement parisien, un insomniaque me demandant d'écouter le récit des heures *heureuses où il* pouvait dormir, un jeune marié sur le point d'aboutir, à la recherche d'une ultime demi-bouteille de Veuve Clicquot. *« J'attends. » J'*attends Milan qui va surgir dans vingt minutes ; j'attends que les quatre loustics qui doivent y descendre daignent enfin se réveiller. J'attends Florence, la *fin du voyage, pour* repartir dans l'autre sens, trente-six heures après. Je veille et j'at*tends.*

Jean-Pierre Quélin

VOYAGE

Mascate du bleu à l'horizon

Suite de la page 17

Ce savant médiéval complet, par *ailleurs révéré pour sa vingtaine* de traités consacrés aussi bien à la marine qu'à l'astronomie, *la géographie, l'histoire, la poésie* ou la climatologie, ce *« maître de navigation »*, tirant sa science avant tout *de ses voyages, se trouvait* chez le roitelet de Malindi, sur la côte du Kenya actuel, lorsque y parut l'ami*ral Vasco de Gama, qui venait* de contourner l'Afrique et cherchait des renseignements avant de s'enga*ger sur cet océan inconnu de lui*, le séparant encore des épices et des gemmes indiennes.

Ben Majid, enchanté sans doute aussi de pouvoir naviguer à bord d'une nef européenne victorieuse du cap des Tempêtes (plus tard seulement nommé Bonne-Espérance), guida innocemment Gama jusqu'à Calicut, emporium du banal calicot, mais porte des merveilles ayant attiré là les Portugais. La guerre du Poivre, la quête du Saint Diamant pouvaient commencer. Les marins guerriers de Lisbonne n'y allèrent pas de main morte, en venant même à s'emparer par le fer et le feu du pays natal de leur guide.

Ethnie de négoce et de mer, les Omanais ne font pas figure de va-t-en-guerre : *« Les Arabes de Mascate ne sont nullement belliqueux et les souverains de la ville n'ont jamais eu à leur service d'armée permanente (...). Tout ce qu'ils peuvent faire, c'est de louer des soldats* [en Afrique ou au Baloutchistan], *mais* [ceux-ci] *sont détestables (...), toujours pressés de s'en aller dans les trois cas que voici : quand il y a danger, quand le butin n'est pas assez productif, quand ils s'ennuient »* (Gobineau, *Trois ans en Asie*).

Le sultan d'aujourd'hui est plus heureux : il a 26 000 uniformes réguliers sous son commandement, sans compter quelques milliers de miliciens du Dhofar qui défilent en pagne, torse nu, une mitraillette à l'épaule. Mais, de tous les riverains arabes du golfe Persique, Qabous est le seul que rebute vraiment une éventuelle intervention armée contre l'Irak, même s'il se sent solidaire de son pair, l'émir du Koweït.


MARAIS GAUSSEN

Le sultan Qabous Ier, entouré de sa cour, assistant à un défilé militaire à Mascate en novembre 1990.

« Il faut négocier aussi longtemps qu'on pourra, et ne dégainer que si l'islam est menacé, comme nous le fîmes au temps des Portugais », tel est le leitmotiv des casernes et des bureaux mascataina, à présent comme jadis.

Cet islam, justement, que les Omanais endossèrent après avoir, assure-t-on, reçu seulement une lettre de Mahomet – son texte est reproduit au Musée militaire ouvert récemment à Rouwi, dans le Nouveau-Mascate – promettant au roi païen Jaffar Ben Jalanda *« sécurité et renforcement, en cas d'adhésion à l'islam »*.

Que demander de plus quand on est navigateur ou marchand ? D'autant qu'Aïcha, l'épouse favorite du Prophète, avait garanti à une délégation de femmes d'Oman, peut-être plus circonspectes que leurs hommes, *« des places nombreuses pour les Omanais auprès de la fontaine du Paradis »*.

Néanmoins, pour marquer leur différence, les marins de Mascate, Sohar et Sour, adhérèrent à l'ibadisme, variante religieuse ni sunnite ni chiite, et, surtout, attitude politique refusant de prendre parti dans les querelles des uns et des autres. *Cet esprit d'indépendance, cet* amour de la tranquillité ne furent jamais digérés alentour, on s'en doute.

Ces dernières années encore, l'Arabie voisine, terrienne et sunnite, posant à la championne de l'orthodoxie, a balancé quelques pierres dans le petit jardin ibadite. Ainsi, Abdelaziz Ben Baz (2), membre du Conseil supérieur saoudien des théologiens, a fulminé une *fatoua*, sorte d'encyclique ou d'excommunication, condamnant la croyance des ibadites, selon laquelle *« on ne verra matériellement pas Dieu le jour du Jugement dernier »*, croyance *« méritant le fil de l'épée »*.

C'est naturellement à un homme venu d'outre-mer qu'Oman allait *confier le soin de moucher* le cheik Ben Baz, un bien curieux savant dont une autre fatoua décrit la Terre comme un disque aussi plat que le désert d'Arabie... Un type qui, apparemment, n'a même pas idée des vertigineuses vagues océaniques...

Le cheik El Khalili est arrivé de Zanzibar après la révolution anti-omanaise de 1963 dans cet ancien comptoir de Mascate. Agé alors *d'une quarantaine d'années*, il avait été formé par un Français de souche algérienne, le cheik Atfiche, venu du Mzab, enclave ibadite au Sahara, à l'invitation du sultan zanzibarite. Le mariage, en somme, du désert et de la mer, l'air du large en tout cas.

Cadi de Mascate, puis grand mufti d'Oman, El Khalili a mis les bons esprits musulmans de son côté, au-delà des appartenances respectives, en laissant Allah seul juge d' *« opérer des distinctions parmi les différences au sein de la communauté des croyants* [musulmans] ». Et d'ajouter moins benoîtement : *« Qui peut accepter qu'un peuple soit obligé de suivre un roi ou une poignée de gens vils, fous et stupides, qui n'ont d'autre souci que de dilapider la richesse et de satisfaire leurs désirs ? »*

Pour oublier ces misérables querelles, Mascate préfère se souvenir de la mer, aspirer l'iode à pleins poumons, mêlée des images d'aventure que le confort pétrolier n'autorise plus guère qu'à la télévision. Le prêt du yacht sultanien à l'UNESCO pour relier Venise à *Osaka à travers vingt escales* où partout les Omanais ont laissé des marques (l'empereur de Chine *Koubilaï eut même un ministre* omanais, et un matelot mascatain est toujours, depuis dix siècles, l'époux bienvenu de toute jeune Malabare musulmane) a été extraordinairement populaire parmi les aspirants du sultanat.

La centaine d'entre eux partis ainsi sur les traces fraîches de leurs ancêtres ont fait bien des envieux. Aux autres, il est resté, en consolation, la rose nouvelle-née... Hélas, elle est aussi superbe qu'inodore ! Une faute dans ce pays où les deux sexes parfument leurs robes à l'encens, produit local ordinaire ; où les mariniers rapportaient du poivre dans leurs poches ; où ce qui n'a pas de fragrance n'attire pas l'œil. L'ennui, la fadeur donc, guettent Mascate. Le gouvernement devrait se méfier. Les feux d'artifice et les illuminations n'ont pas plus d'odeur que le brûle-parfum en béton – mais sans parfum – offert récemment à son peuple par Qabous sur un piton resté vide entre les forteresses portugaises de Mascate, trop parfaitement restaurées.

Heureusement, on ne fabrique pas encore en vaporisateur l'haleine corsée de la mer...

de notre envoyé spécial à Mascate
Jean-Pierre Péroncel-Hugoz

(2) Le rôle de cet influent personnage a été mis en relief par le journaliste algérien *Slimane Zeghidour, notamment dans Jeune Afrique* du 14 novembre 1990.

Guide

Livres

• C'est par la mer, bien sûr, que la littérature a atteint Oman. Sindbad, sans doute, était *né* à Bagdad, mais, nous dit-on, il navigua sous pavillon omanais. Le Syrien René Khawwam nous a justement donné chez Phébus, il y a quelque temps, *une nouvelle traduction des Aventures de Sindbad le Marin* (240 pages) à partir des manus*crits originaux.*

Ces aventures, l'Irlandais Tim Severin avait voulu les revivre *in vivo, il y a une dizaine d'années*, sur un boutre construit comme au temps d'Ibn Batouta ou de *Vasco de Gama. Il en rapporta le Voyage de Sindbad* (Albin Michel, 280 pages), de Mascate *à Canton : 7 000 kilomètres en* sept mois au péril des vagues de toujours et des pirates de *nos jours.*

Gobineau vint en Oman présenter au sultan – le fameux Saïd II le Grand, roi de Mascate et Zanzibar, de 1832 à 1856, – les devoirs de Napoléon III. Cela *nous vaut un sacré chapitre sur* la ville et sur la cour de Mascate (*Trois ans en Asie*, « La *Pléiade* », Œuvres de Gobineau, tome 2, page 89).

Sur Saïd II et ses successeurs, si on sait *l'anglais*, on pourra savourer *Omani Sultans in Zanzibar 1832-1964*, publié *par l'Omano-Zanzibarite* Hamoud El Maamiry, en 1988 (90 pages illustrées en noir et blanc, Lancers Books, BP 4326, 110048 La Nouvelle-Delhi, Inde).

Langues arabe, française et anglaise ont, en revanche, été convoquées dans le tout récent album trilingue de l'architecte belge André Stevens, *Oman, citadelles entre sable et mer*, généreuse volée de quatre-vingt-deux larges clichés couleur sur les paysages et l'architecture du sultanat d'Oman (Terra incognita, 138 Brusselsesteenweg, 3020-Winksele, Belgique).

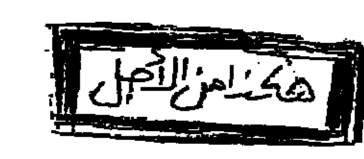
Les dessous religieux de cet Etat discret sont au menu du solide chapitre omanais dû à Dale Eickelman, professeur d'anthropologie à Dartmouth College (Etats-Unis), coauteur de l'ouvrage collectif publié ce mois-ci au Seuil sous la direction de Gilles Kepel et Yann Richard : *Intellectuels et militants de l'islam contemporain* (290 pages).

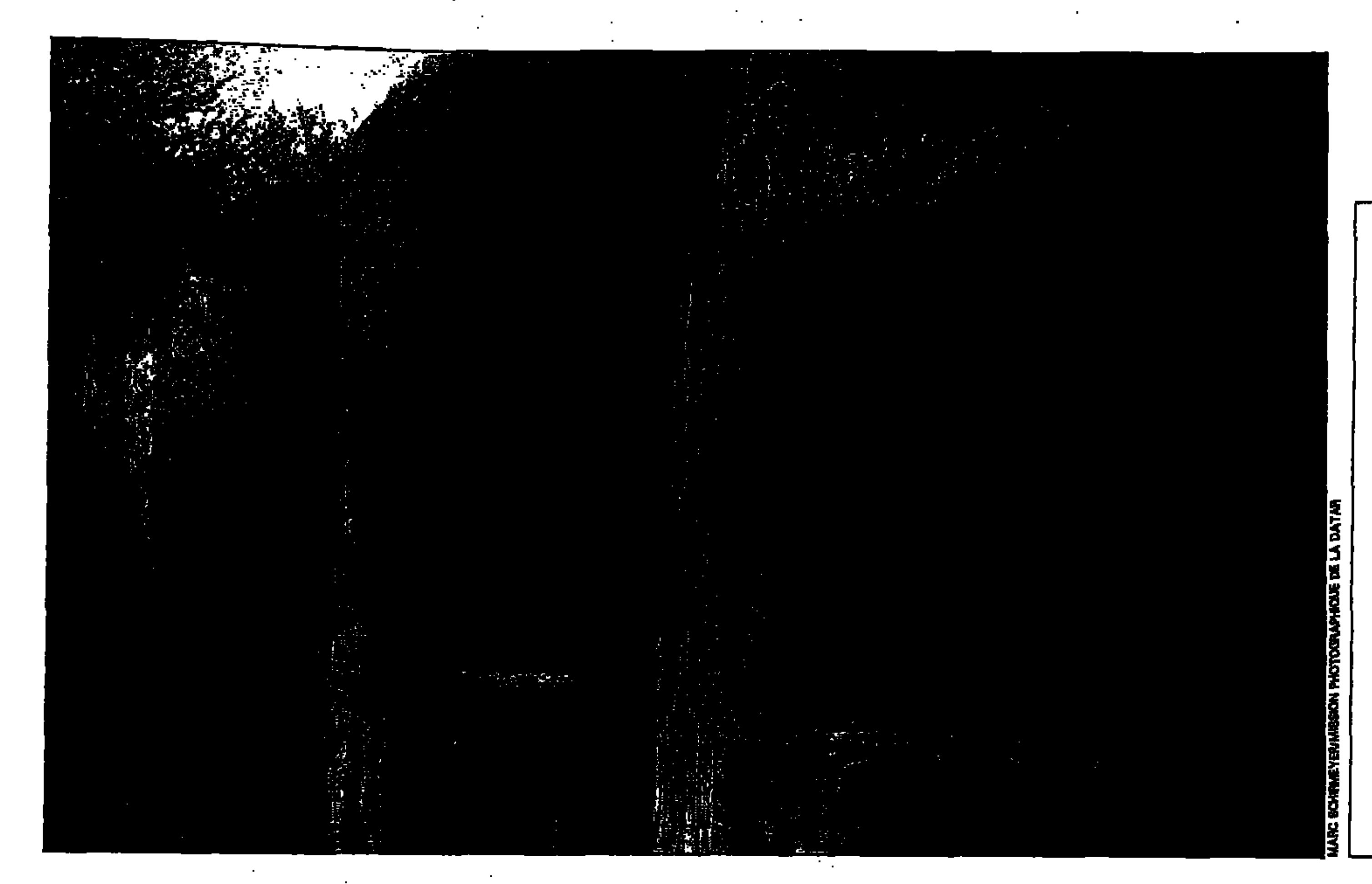
Le jeu diplomatique non moins discret du sultan Qabous Ier est décrypté par *Chris Kutchera dans les Cahiers de l'Orient* (volume 19, automne 1990). Simone Zakri a décrit « Les plus anciens marins » dans son article sur Oman, publié par la revue *Archeologia* (nº 248, juillet-août 1989). Notons également que la nouvelle revue *Archéologie islamique*, créée par trois spécialistes français, André Bazzana, Monique Kervran et Philippe Sénac, consacrera une partie de ses pages à l'*omanologie* (nº 1, 1990, 180 pages, 180 francs, chez Maisonneuve et Larose). De son côté, « le Monde sans visa » avait publié un reportage sur « Oman entre l'or noir et l'or vert » dans son *numéro* du 20 mai 1989.

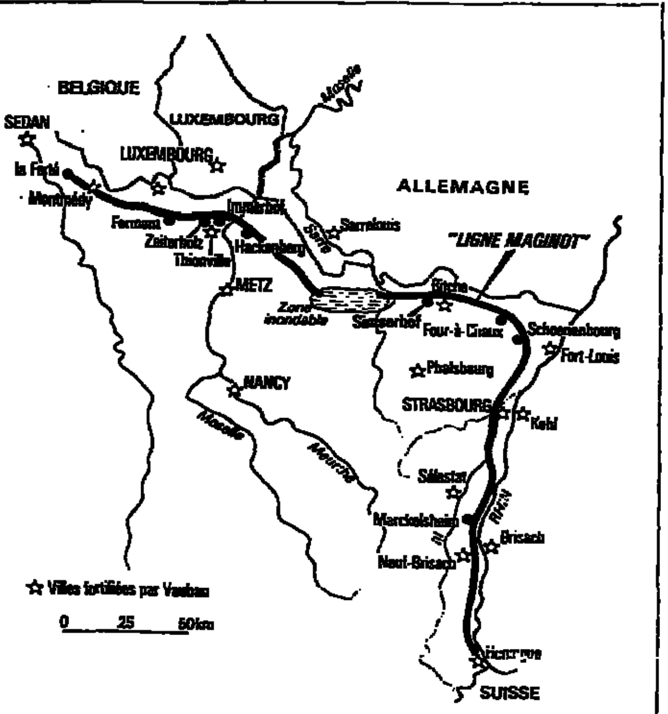
Voyage

• Desservi notamment par Gulfair et par Air France, le sultanat offre, dans ses principales villes, des hôtels de classe internationale disposant même, avec El Boustan (Le Jardin), dans la périphérie du Vieux-Mascate, d'un hôtel qui passe pour le plus luxueux du monde arabe, et, en tout cas, pourrait facilement être un jour transformé en mosquée-cathédrale...

Malgré ses équipements, Oman n'a pas pour autant l'intention de distribuer les visas comme des petits pains. Dans une déclaration à la revue new-yorkaise *Leaders* (vol. 13, nº 4, octobre-décembre 1990), Qabous Ier affirme : *« Tenant à notre culture et à notre genre de vie, nous ne voulons pas être transformés en produits pour touristes. Nous désirons néanmoins que ceux-ci puissent profiter des facilités offertes par notre pays. Ce n'est pas aisé, mais nous ferons de notre mieux pour atteindre ce double objectif. »*







MARC SCHIRMEYER/MISSION PHOTOGRAPHIQUE DE LA DATAR

Les rescapés de la ligne Maginot

En Lorraine et dans les Vosges, plusieurs ouvrages de ce qu'on a appelé la « muraille de France » ont fait l'objet de restauration et peuvent être aujourd'hui visités. Descente dans les profondeurs de l'un des plus redoutables, le Simserhof.

LES débats furent passionnés. Le député socialiste de Saône-et-Loire, Jean Laville, fustigeait les bancs de la majorité : *« Les millions de mètres cubes de béton que vous allez construire sont inutiles. Une fois de plus, qui donnera la viande pour boucher les trous? C'est nous, bien sûr ! »*, cria-t-il, en pointant le doigt sur sa poitrine.

L'orage pacifiste passé, le ministre de la guerre, André Maginot, un ancien sergent de 14, monta à la tribune pour expliquer son projet de loi sur la défense des frontières : *« Quelle que soit la forme que pourrait emprunter une guerre nouvelle, il est une nécessité impérieuse : c'est celle d'empêcher la violation du territoire. »*

Hantés par les hécatombes dans les tranchées, persuadés que *« la puissance de l'Allemagne est en veilleuse »*, les députés, à l'exception de l'extrême gauche, votèrent à mains levées, ce 14 janvier 1930, le texte qui leur était proposé. La ligne Maginot était née.

La matière touristique est inépuisable. L'armée a toujours été une bonne pourvoyeuse. L'art de la guerre – c'est-à-dire celui de s'exposer à la mort – a produit des constructions mégalomaniaques. La ligne Maginot en est une des formes les plus achevées. Longs couloirs sans fin, menant à l'au-delà : l'homme y prépare sa rencontre avec la mort; l'homme, privé de lumière, ne peut penser qu'à la mort. La « muraille de France » – comme on l'appela initialement, dans un bel élan patriotique – fut édifiée entre 1930 et 1938. Elle avait été conçue comme un « bouclier d'urgence », permettant de contenir un premier assaut, en attendant la contre-offensive. En fait, dans l'esprit du public, et même des généraux, elle fit bien vite office d'ultime rempart national, derrière lequel on pouvait s'abriter en toute quiétude. En somme, c'est la guerre des tranchées qui continue, et, avec l'édification de la ligne Maginot, l'armée française va devenir franchement cavernicole.

Le béton et l'acier protecteurs, absents des tranchées en 14-18, n'auront jamais autant coulé. Le front à fortifier s'étend sur 465 kilomètres, des Alpes à la Lorraine, mais pas au-delà, car la Belgique est un pays ami et le vieux Clemenceau s'en est inquiété. Les pièces maîtresses du dispositif sont constituées par quarante gros ouvrages enterrés (un tous les sept à huit kilomètres, avec une garnison de quatre cents à mille deux cents hommes). Une kyrielle de petits ouvrages (au nombre de soixante-dix, avec une troupe de soixante à deux cents hommes). Des casemates (cinq cents, dotées chacune de vingt-cinq à cinquante hommes) complètent l'ensemble. Au total, 150 kilomètres de galeries souterraines, 12 millions de mètres cubes de terrassement, un million et demi de mètres cubes de béton, 180 000 tonnes d'acier, 450 kilomètres de routes et de voies ferrées aménagées...

Dans cette frénésie de défensive, où se mêle la crainte que *« la bête qui sommeille derrière le Rhin ne se réveille brusquement »*, la technologie militaire française fait merveille. Aujourd'hui, le commandant Vadon, conservateur de l'ouvrage du Simserhof, se demande ce qu'il faut admirer le plus dans ces ouvrages, *« leur délai d'exécution ou la présence du percolateur électrique dans les cuisines carrelées des blocs »*.

L'histoire de ce gigantesque chantier est peu connue, mais il fut d'une incroyable célérité. Dès 1933, le gros œuvre était achevé un peu partout, bien que le bulldozer n'existât pas. Pour les entreprises locales, ce fut une aubaine. Celles-ci étaient agréées après soumission par les services du génie. Des clauses prévoyaient des avances, ce qui leur permit de s'équiper en matériels, les délais étant draconiens et assortis de pénalités en cas de retard. En plus de la main-d'œuvre locale, on fit appel à de nombreux travailleurs étrangers, soumis à des contrôles de police très sévères.

En 1936, la plupart des ouvrages sont « habitables ». La CORF (Commission d'organisation des régions fortifiées), organisme militaire maître d'ouvrage, a dépensé environ 5 milliards de francs de l'époque, l'équivalent à peine du coût d'une division blindée, affirment aujourd'hui les admirateurs de la ligne. Le « trou » laissé face à la Belgique ne perturbe pas outre mesure l'état-major, qui songe plutôt maintenant à orienter les crédits vers la fabrication des chars pour contrer l'apparition des blindés allemands.

Vue d'avion, la ligne apparaît comme « une poussière de blockhaus ». On n'aperçoit que les couvercles des tourelles, sans liens apparents, alors que des cordons ombilicaux souterrains les relient. En réalité, la conception de ces gros ouvrages est partout la même. Ils comprennent deux parties bien distinctes : à l'avant, les blocs de combat, où est concentrée la puissance de feu de l'ouvrage; reliée par une longue galerie, l'infrastructure arrière, qui travaille sans relâche pour les premiers.

Maginot n'est pour rien dans cette trouvaille. Il mourra en 1932 de la typhoïde, sans avoir vu « sa » ligne. On a exhumé les plans d'un officier du génie, le colonel Tricaud. *« Il suffit,* explique Roger Bruge, *d'imaginer une main géante glissée sous une colline, le propre de cette main étant d'avoir dix doigts et plus, selon les nécessités de la défense. »* Chacun de ces doigts constitue un bloc de combat. A la hauteur du poignet, c'est-à-dire en arrière, se trouvent les casernements, les entrepôts de munitions et le bloc usine qui permet à la main de fonctionner. Si l'un des blocs de combat est surpris par l'ennemi, on l'isole, on l'« ampute » en le faisant sauter, ce qui n'empêche pas la main de fonctionner. *« C'est l'histoire de la pieuvre à qui l'on coupe ses tentacules, mais qui ne meurt que lorsque la tête est frappée »*, ajoute Roger Bruge.

Les galeries sont creusées à environ trente mètres de profondeur. L'ouvrage du Simserhof, par exemple, compte dix blocs, quatre kilomètres de galeries, huit cent douze hommes d'équipage. Les réserves sont de trois mois de carburant et d'eau, un mois de vivres et de munitions; les huit blocs d'artillerie sont capables de « cracher » mille kilos de projectiles à la minute. C'est là, justement, la principale critique faite à la ligne Maginot : la faible portée de l'artillerie (le canon de 75 est le plus gros calibre utilisé) n'est pas en rapport avec l'ampleur des installations. *« La montagne de béton a accouché d'une sarbacane »*, ironise, un jour, un amiral.

Il faut aujourd'hui visiter ces forteresses des ténèbres qui *« ne sont plus pénétrables à l'esprit de civilisation, où la limite respirable de l'homme est dépassée et où un commandement de monstres est possible »*, comme disait Victor Hugo. Parcours hallucinatoire, sur un sol incertain et suintant. Il y a l'« entrée des hommes », discrète, et l'« entrée des munitions », plus large. On peut imaginer les longues files harnachées se laisser engloutir dans les flancs de la montagne, qui rejettera ensuite douilles et cadavres.

On passe des sas blindés, on emprunte des monte-charge. Le visiteur débarque dans une ville souterraine prête à fonctionner, qui semble avoir été abandonnée la veille par ses occupants. Le « métro », comme les hommes l'appelaient, qui livrait les plats chauds et les munitions aux avant-postes, est sagement garé. Pas un pouce de graisse ne manque sur les moteurs des groupes électrogènes; la roulette est encore là, sur la table du dentiste.

L'armée, en effet, avait transporté sous terre une colossale machinerie, en même temps que sa traditionnelle obsession du détail. Les consignes fleurissent sur les murs : ce qu'il faut faire en cas d'incendie, comme la taille (15 x 15) du papier journal à utiliser dans les toilettes chimiques, découverte récente qui a vivement intéressé l'état-major. On a rassemblé, à trente mètres sous terre, le matériel militaire le plus sophistiqué de l'époque, mais aussi les derniers fruits du progrès « civil », du « tout-électrique » dans les cuisines, en passant par l'épuration des eaux usées ou l'automatisation des magasins de munitions. Il y a surtout un extraordinaire système de ventilation, qui permet non seulement d'introduire de l'air neuf, mais aussi d'évacuer à l'extérieur l'oxyde de carbone qui se répand dans les galeries après les tirs dans les tourelles. D'énormes filtres également – on appelle cela les chambres de neutralisation de l'air gazé – sont prévus pour stopper l'entrée des gaz de combat. Des douches pour la *« désinfection des hommes gazés »* ont été installées. Les gaz sont une hantise.

Et les hommes, immergés dans ces profondeurs ? A partir de 1936, ils vont y descendre pour des périodes d'acclimatation. En 1939, ce sera l'attente sépulcrale. Ici, on montre un mitard, comme si l'enfermement était insuffisant. On y boucle ceux qui font de la « bétonnite », qui ne peuvent retenir leurs angoisses devant ces perspectives sans horizon. Là, quelques fresques enfantines sur les murs; ailleurs, un coin de chapelle, avec un christ sans regard. Et puis, loin des casernements, la morgue, aménagée à côté des eaux usées, parce qu'il y fait plus frais et que l'on peut évacuer les corps par les canalisations.

Les combats menés en mai et juin 1940 seront presque une libération pour tous ces hommes. Les Allemands, qui ont contourné l'obstacle, attaquent à ce moment la ligne à revers. Ils n'arriveront à prendre aucun de ces mastodontes. Les vingt mille hommes de la ligne ne se rendront qu'après l'armistice, et les Allemands leur rendront les honneurs. Hommage au béton et à l'acier, autant qu'au courage de ces hommes.

Régis Guyotat

Guide

● La ligne Maginot n'est pas un long boyau souterrain où l'on entre du côté de Mulhouse pour en ressortir dans les Ardennes. C'est une suite de blockhaus, dont les plus gros se visitent. Après la seconde guerre mondiale, l'armée les réoccupe; le danger est censé venir toujours de l'Est, mais avec la création de la force de frappe, dans les années 60, leur intérêt stratégique diminue.

Des ouvrages commencent à être vendus. Inquiètes du vandalisme (les récupérateurs de métaux font des ravages, comme les pillards dans les tombes égyptiennes), des associations se créent, qui aujourd'hui, avec des communes, proposent des visites. Deux cent mille visiteurs les parcourent chaque année. Il s'agit bien d'un phénomène touristique. La protection de ces ouvrages se pose, car ils sont les témoins d'une époque militaire et industrielle. Seront-ils, un jour, pris en charge par les Monuments historiques?

Où visiter?

Parmi la dizaine de sites, les plus spectaculaires sont :

– l'ouvrage de Schoenenbourg (entre Haguenau et Wissembourg, tél : 88-09-03-85; visites le premier dimanche de chaque mois de mars à octobre inclus et les jours fériés ainsi que tous les dimanches de juillet-août). L'Association des Amis de la ligne Maginot, composée de bénévoles, a restauré l'ouvrage.

– Simserhof (à proximité de Bitche, code postal 57230, tél : 87-96-14-55; visites du 15 mars au 15 décembre du mardi au dimanche inclus, sur réservation).

– Le Four à Chaux (Lembach, code postal 67510, tél : 88-94-43-16).

– Hackenberg (mairie de Veckring, code postal 57290, à 15 kilomètres de Thionville, tél : 82-91-30-08).

– Fermont (près de Longuyon, code postal 54260, tél : 82-39-35-34).

En Alsace, on peut visiter la casemate de Marckolsheim (Bas-Rhin, à 15 kilomètres au nord de Colmar), où est installé un musée de la ligne Maginot qui rassemble des souvenirs des combats de 1940 et de 1945 dans la région. Visites : du 15 mars au 15 juin et du 15 septembre au 11 novembre, tous les dimanches et jours fériés; du 15 juin au 15 septembre, ouvert tous les jours; visites pour les groupes, toute l'année sur rendez-vous.

Comment visiter?

– La température avoisine les 11°, toute l'année ; il faut donc s'habiller en conséquence. Il faut consacrer une *demi-journée* pour comprendre le fonctionnement de l'ensemble et se laisser envahir par l'atmosphère.

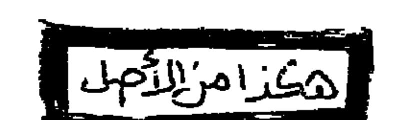
– La bibliographie est encore très axée sur l'histoire des combats qui se déroulèrent sur la ligne. L'ouvrage de référence est celui de Roger Bruge : *Histoire de la ligne Maginot*, trois volumes, éditions Fayard. Sur la genèse et la description de la ligne, un gros travail, considéré comme la « bible » par les spécialistes : *la Muraille de France*, par Philippe Truttmann, éditions Klopp, Thionville, 1985. On peut lire aussi *la Ligne Maginot en Alsace*, par J. B. Wahl, 1987. ●

0.05 Série rose : La fessée.

LE COGNA

Le fruit du hasard et de la nécessité

Des p



Publicité

LE COGNAC, CONCENTRÉ DE CIVILISATION

Le temps ne s'achète pas dit-on, et bien des têtes chenues donneraient bien une partie de leur âme, ou leur âme toute entière, pour revenir à leurs vertes années, gonflées d'espoir et de vigueur.
Mais lorsque vous agitez doucement dans votre verre tulipe un cognac Louis XIII, le plus vieux de la gamme Rémy Martin, vous tenez au creux de votre main plus de cinquante années, pendant lesquelles l'eau-de-vie aura patiemment développé ses arômes à nuls autres pareils. Pendant un demi-siècle, le fruit de la distillation des vins blancs récoltés sur les rives sinueuses de la paresseuse Charente, sera imprégné des tanins contenus dans le bois des fûts en chêne du Limousin. Lentement, très lentement, pendant que les événements agiteront les nations, une alchimie qui garde quelque chose de magique, inventée il y a deux siècles, transmutera en or liquide l'eau-de-vie incolore issue des alambics de cuivre rouge, à feu nu, très peu différents de celui inventé par Arnaud de Villeneuve en 1250, et proche parent de la cornue du Moyen-Âge.
Depuis le XVIIIème siècle, qui a codifié, empiriquement, les règles non écrites de la distillation et du vieillissement des eaux-de-vie, rien n'a pratiquement changé dans le Charentais. Le mariage providentiel du sol, du climat et du savoir-faire des hommes aura engendré ce merveilleux concentré de civilisation, fruit précieux du temps qu'est le cognac.

Les noces de la terre, du ciel et de la lumière

Le cognac est inséparable de son terroir et de son climat. L'analyse des sols révèle une corrélation très nette entre les aires de production et les qualités des eaux-de-vie, dans un espace bien délimité depuis 1909 et qui couvre la Charente et la Charente-Maritime, plus une petite partie de Deux-Sèvres, au nord et de la Dordogne au sud-est. Deux décrets de 1936 et 1939, consacrant une hiérarchie établie par une coutume plus que séculaire, ont réparti cette zone en six crus, dispersés d'une manière concentrique autour de la ville de Cognac, avec deux grandes zones très différentes visuellement et géologiquement: les "Champs" et les "Bois".
Les crus les meilleurs, en partant de Cognac, sont la Grande Champagne et la Petite Champagne. Ce terme de Champagne est un nom commun, qui désigne des régions avec, en surface une mince couche de terre, la rentzine blanche, et un sous-sol de calcaire friable, où s'infiltrent, souvent très profondément, les racines de la vigne, ce qui retient l'eau et la rend aux ceps en cas de sécheresse, comme dans la région de Reims et d'Épernay où est produit le vin de Champagne. Plus le sous-sol est crayeux, tendre et friable, meilleur est le cognac, ce qui est le cas en Grande et Petite Champagne, à peine un 10ème du vignoble. Rémy Martin élabore exclusivement ses cognacs à partir de ces deux derniers crus. La seconde partie, par ordre de qualité décroissante et toujours à partir du centre, comprend les Borderies, les Fins Bois, les Bons Bois, les Bois Ordinaires, et les Bois à Terroir.
Le vignoble doit être composé uniquement de cépages blancs, folle blanche, colombard et surtout ugni blanc. Pour préserver l'acidité naturelle du vin, qui le rend souvent assez "dur" au goût, le sucrage des moûts (chaptalisation), autorisé en France pour la plupart des crus, est rigoureusement prohibé pour les vins de cognac. Après fermentation alcoolique, sans pousser jusqu'à la fermentation malo-lactique nécessaire pour les vins de consommation, la distillation est effectuée soit chez le viticulteur, soit chez le bouilleur de crus. Rémy Martin acquiert 90% de ses eaux-de-vie chez des fournisseurs choisis, liés par contrat, et se procure le reste dans ses propres vignobles.
Quant au climat, il est doux, humide, assez chaud pour faire mûrir le raisin sans le brûler, tout particulièrement dans les premiers crus, situés au cœur de la région et protégés des excès à la fois du climat atlantique (les pluies de l'ouest) et du climat continental (les rigueurs de l'est), harmonie idéale. La lumière, enfin, si belle et si dorée en Charente: réfléchie sur les raisins par les fragments de craie blanche, elle facilite le mûrissement des grappes sur toutes leurs faces.


Marty Soskin au St-James


Les chais de Rémy Martin

Le fruit du hasard et de la nécessité

Né à la fin du IIIème siècle par la grâce de l'empereur Romain Probus, qui permit à tous les Gaulois de cultiver la vigne, le vignoble de Cognac, à 100 kilomètres de Bordeaux, sur les rives de la rivière Charente, se développa surtout à partir du XIIIème siècle, sous l'égide de Guillaume X, duc de Guyenne et comte de Poitiers. Ce vignoble, dit de Poitou à l'époque, produisait un vin blanc léger et pétillant, très apprécié par les équipages des bateaux nordiques, hollandais et scandinaves qui venant débarquer bois et fourrures par la Charente navigable, et embarquer, en fret de retour, le sel des marais salants de Saintonge, indispensable pour conserver leur poisson. Au XVIème siècle, les vignobles locaux se mirent à produire de telles quantités de vins qu'il fut difficile de les écouler, la qualité baissa: acides et d'un degré d'alcool peu élevé, ces vins supportaient mal les longs voyages en mer. Au surplus, les taxes calculées sur les volumes exportés étaient lourdes, les Charentais, avec l'aide des Hollandais, eurent l'idée de distiller le vin pour le concentrer, et économiser ainsi taxes et fret. L'esprit et l'essence du vin étant ainsi conservés, il suffisait pour le boire de l'étendre d'eau. Il fut ainsi abondamment consommé sous le nom de Brandwine, dans les tavernes et estaminets d'Amsterdam ou de Londres. En 1701, la guerre de succession d'Espagne, privant la Charente de débouchés, contraignit les vignerons à stocker leur eau-de-vie dans de vieux fûts de chêne du Limousin, la forêt la plus proche. Miracle, on s'aperçut que ce stockage involontaire conférait à l'eau-de-vie une belle couleur ambrée et un parfum inimitable, l'évaporation d'une partie de l'alcool permettant de la boire sans la couper d'eau: le cognac était né. Dès le XVIème, et surtout le XVIIIème siècle, d'habiles négociants fondèrent des comptoirs, dont certains subsistent encore.
En 1724, Rémy Martin et son beau-père créent la maison du même nom, appuyée sur un vignoble, et qui va prospérer au fil des ans et des générations.
La politique européenne de Napoléon III et l'ouverture des marchés coloniaux anglais favorisent les exportations de cognac, les expéditions s'effectuant de plus en plus en bouteilles de préférence aux barriques. En 1910, Paul Émile Rémy Martin s'associe avec André Renaud qui possédait des vignes importantes en Grande Champagne, le meilleur cru de la région de Cognac. Ce dernier rachète toutes les parts de la société en 1924, pour transmettre la maison, en 1965 à son gendre, André Hériard-Dubreuil, à qui succèdent aujourd'hui ses enfants.


Vignoble de Grande Champagne

Des procédés de fabrication vieux de 200 ans

"Nous distillons comme au temps de Louis XV ou de Napoléon" annonce-t-on avec fierté chez Rémy Martin, où l'on est catégorique: "on ne peut plus améliorer la fabrication, seulement la moderniser". La vérification du produit de base, le raisin charentais, a, certes, bénéficié du progrès de la technologie: le pressurage est désormais pneumatique, la filtration s'est affinée, les vins sont stabilisés sans produits chimiques, ni collage ni soufre. Quant à la distillation, elle n'a pas changé depuis le Moyen-Âge, pratiquée dans les alambics en cuivre pur à la couleur fauve tirant sur le brun, avec tous les appareils qui luisent doucement sous les lampes: "cucurbit", chapiteau, col de cygne, serpentin... A Cognac, on pratique toujours la double chauffe, la première d'abord qui donne le brouillis, puis la Bonne Chauffe, l'homme de l'art éliminant les "têtes" et les "queues" de distillation pour ne garder que le "cœur", dont la teneur en alcool ne devra pas dépasser 72%. Chez Rémy Martin, on distille les vins avec leurs lies, ce qui développe les parfums et confère aux cognacs plus de corps, de puissance et de longueur en fond de bouche. De plus, on y reste fidèle aux alambics à l'ancienne, plus petits, plus délicats à utiliser, mais qui permettent, grâce à un feu bien réparti, d'assurer un plus grand contact avec le vin et un épanouissement idéal des arômes. La seule concession à la modernité est le chauffage au gaz plus régulier que celui au bois, qui donnait trop d'à-coups: désormais, la distillation est mieux maîtrisée, et la chaleur mieux contrôlée.

Le vieillissement en fûts de chêne: la magie

Lorsque l'eau-de-vie sort du serpentin refroidi à l'eau, où sa vapeur s'est condensée, elle est blanche, à l'état brut. C'est alors que va débuter une véritable alchimie, qui garde quelque chose de magique, avec, pour seuls ingrédients, le bois de chêne, l'air, et le temps, qui vont transformer cette eau-de-vie en cognac par vieillissement en fûts. Ces fûts sont fabriqués dans la propre tonnellerie de Rémy Martin, la première d'Europe, exclusivement avec des chênes du Limousin: âgés de plus de cent ans et préférés par Rémy Martin parce que plus tanniques, ils favorisent le processus de maturation du cognac. Débités en tronçons, ils ne seront pas sciés mais fendus dans le sens des fibres pour garder toutes les propriétés de la texture du bois. Les planches ainsi obtenues, appelées "douelles", seront exposées au soleil et à la pluie pendant trois ans au moins, afin que le bois perde son amertume et son excès de tanin. Puis le tonnelier va travailler ces douelles avec sa doloire, couteau à deux mains utilisé depuis le XIIème siècle, pour en faire des "douves", qui, assemblées en "roses", constitueront les fûts. Ni colle, ni clous: seule la pression des cercles enfoncés énergiquement autour des douves assurera l'étanchéité, tandis que des joncs, produit naturel et imputrescible, feront office de joints pour les fonds des fûts, assemblés par des goujons en bois. Malgré leur prix, Rémy Martin préfère les fûts de petite capacité, qui facilitent les échanges indispensables entre l'eau-de-vie et son environnement.
Alors commence le long processus, la "magie" qui va produire un véritable cognac, l'oxygène de l'air pénétrant les pores des douelles pour se combiner avec les tanins du chêne en de subtiles et complexes réactions chimiques. Certes le vieillissement du cognac est causé par une oxydation par lente osmose de l'eau-de-vie avec l'air extérieur, mais c'est non seulement la porosité du bois qui provoque ce phénomène, mais aussi les spores des champignons microscopiques flottant dans l'atmosphère...
En se déposant sur les parois des fûts, elles décomposent la lignine du bois, qui en se dégradant, facilite l'oxydation et produit des arômes du type de la vanille. En même temps, les tanins du chêne procurent au cognac sa belle teinte dorée et ce goût de bois si caractéristique aux eaux-de-vie âgées.
On s'est aperçu que l'atmosphère humide et la pénombre régnant dans les chais au sol de terre battue et aux murs de moëllons charentais favorisaient le passage des spores des champignons. Ces derniers se nourrissent des vapeurs d'alcool et communiquent aux murs et aux tuiles de ces chais leur couleur noire caractéristique, comme le sont les nombreuses toiles d'araignées, qui se font complices de l'homme en protégeant le bois des fûts contre les insectes, ses ennemis. Une autre composante de cette merveilleuse alchimie est l'évaporation du cognac au rythme de 3% par an, la fameuse "part des anges": heureux les anges! Cette évaporation s'applique aussi bien à l'eau qu'à l'alcool, dont la teneur va s'abaisser progressivement: la cellulose du bois se gonfle au contact du cognac et forme une membrane "sélective", c'est-à-dire qu'elle laissera passer plus aisément l'eau que l'alcool. Si l'atmosphère des chais est très humide, l'eau s'évaporera plus difficilement que l'alcool, dont le degré baissera. Si elle est sèche, ce sera le contraire, et la structure du cognac sera modifiée, avec une supériorité pour les chais humides, qui donnent plus de rondeur et de douceur.
C'est pourquoi Rémy Martin a pris soin de construire ses nouveaux chais "à l'ancienne".

Le mystère des assemblages

Les anges aidant, et la "magie" agissant, les cognacs vont vieillir dans leurs fûts, acquérant lentement leurs arômes inimitables, qui emporteront dans le monde entier le goût du terroir charentais, de la forêt limousine et du savoir-faire des maîtres de chai. Si, réglementairement, le cognac ne peut être commercialisé avant trente mois minimum de vieillissement en fût de chêne. (ce sera alors le "trois étoiles"), chez Rémy Martin, on doit compter avec le temps, et attendre patiemment les nombreuses années nécessaires à la lente transformation des eaux-de-vie avec lesquelles le maître de chai, véritable chef d'orchestre, effectuera ses "assemblages".
Pianotant sur une gamme d'eaux-de-vie d'âges et de crus différents, Grande Champagne, Petite Champagne, jouant sur la finesse de l'une, le moëlleux de l'autre, l'indispensable richesse d'un troisième, le dégustateur examinera d'abord, l'apparence du cognac, le degré de sa coloration. Puis, faisant lentement tourner le liquide ambré dans un verre tulipe, il en recueillera les exhalaisons: le fameux "nez" des grands maîtres de chai lui permettra d'en analyser les arômes complexes, les subtiles fragrances. Enfin, par petites gorgées, en promenant longuement le cognac au contact du palais et des papilles de sa langue, il en percevra toutes les caractéristiques. On conçoit, alors, l'importance du rôle du dégustateur, qui joue d'une autorité à la mesure de ses responsabilités: aujourd'hui, encore et toujours, malgré les immenses progrès techniques, en chimie, informatique et électronique, rien, absolument rien, ne peut remplacer les qualités sensorielles de l'être humain. Que l'on pense à l'élaboration des parfums, où, encore, les "nez" constituent la pierre angulaire des maisons, avec leurs mystérieuses capacités de perception et de discernement.
L'écrasante majorité des qualités supérieures dans la gamme des cognacs Rémy Martin leur impose de constituer des stocks considérables: sur vingt hectares de chais, l'équivalent de 160 millions de bouteilles et la plus grande conservation de Fine Champagne au monde. Dans le "Paradis" de la maison (c'est ainsi que l'on appelle les chais où vieillissent les cognacs les plus vieux) s'accumulent les eaux-de-vie âgées, absolument indispensables aux "assemblages": 10, 20, 30, 40, 50, 60 ans (au-delà, la bonification est moindre). Il faut deux générations pour faire le plus vieux et le plus prestigieux cognac de Rémy Martin, le Louis XIII: cette année, la firme achètera des eaux-de-vie de premier cru, la Grande Champagne qui ne seront pas utilisées avant l'année 2030, par les successeurs du maître de chai actuel: cela revient à planter un arbre pour ses petits enfants... On aura compris l'importance du "paradis" pour une grande maison de cognac: c'est son véritable "cœur", qu'il faut continuellement réapprovisionner certes. Tous les ans, Rémy Martin achète des eaux-de-vie âgées à des producteurs partenaires, mais leur production est limitée (le temps, c'est de l'argent), et la compétition est âpre.
Viendra, enfin, l'heure de la mise en bouteilles du cognac dans son état définitif, car son vieillissement, acquis au contact du chêne, s'arrête dans le verre. Au fur et à mesure que la gamme s'élève, l'enveloppe est de plus en plus précieuse.
Ainsi, le Louis XIII est présenté dans une carafe de cristal de Baccarat, réplique exacte d'un flacon découvert sur le lieu de la bataille de Jarnac livrée entre catholiques et protestants en 1569.

I.N.

Comment lire une étiquette?

L'étiquette d'un cognac, c'est son état civil, et, surtout, son âge. Chez Rémy Martin, 90% des bouteilles appartiennent aux qualités supérieures (Q.S.). La loi impose que la plus jeune des eaux-de-vie composant le "Very Superior Old Pale" (V.S.O.P.), entre dans sa 5ème année, et celle du Napoléon ou du X.O. dans sa 7ème année. Chez Rémy Martin, on est nettement plus exigeant: la moyenne d'âge des eaux-de-vie entrant dans l'assemblage est pour le V.S.O.P. de 7 à 8 ans, pour son X.O. Spécial de 20 à 25, et enfin... plus de 50 ans pour le sommet de sa gamme, le Louis XIII: un demi-siècle en bouteille.

Bridge

nº 1413

TESTEZ VOTRE DÉFENSE

Dans le championnat universitaire des Etats-Unis de 1987, une donne avait été « préparée » pour coter le jeu de flanc des joueurs qui étaient *en Est* et qui ne voyaient que le mort. Mettez-vous à leur place en cachant les mains d'Ouest et de Sud (le déclarant).

Nord : ♠ – – – ♡ 10 8 6 3 2 ♢ A R D V ♣ R 9 5 2

Ouest : ♠ V 4 2 ♡ R 9 7 5 ♢ 10 7 5 2 ♣ 8 7

Est : ♠ 7 5 ♡ A V 4 ♢ 6 4 3 ♣ A D 6 4 3

Sud : ♠ A R D 10 9 8 6 3 ♡ D ♢ 9 8 ♣ V 10

Ann. : S. don. Tous vuln.

Sud	Ouest	Nord	Est
4 ♠	passe	passe	passe

Ouest ayant entamé le 8 de Trèfle pour le 2, la Dame et le Valet de Trèfle, *comment Est doit-il jouer* pour essayer de faire chuter QUATRE PIQUES ?

NOTE SUR LES ENCHÈRES

La main de Sud était typique pour faire une ouverture de barrage à « 4 Piques » qui promet environ huit levées de jeu et une couleur de huit cartes.

LIVRES POUR NOËL

Donnes extraordinaires

Dans cet ouvrage récent, que Reese vient de traduire en anglais sous le titre *Triumphs and Disasters*, Le Dentu a sélectionné les plus belles donnes pour en faire cent cinquante exercices d'annonces et du jeu de la carte avec les leçons à en tirer. Édit. Le Bridgeur, 130 F.

Réussir et battre le même contrat

Le fameux champion américain Kantar propose cinquante donnes où vous jouerez le rôle du déclarant et du joueur de flanc. Édit. Grasset dans la collection « Les clefs du bridge », 120 F.

Le Premier Livre de bridge

La Fédération de bridge vient de publier un livre pour tous ceux qui veulent débuter au bridge. Édit. Belfond, 79 F.

Tous ces ouvrages sont en vente à La Boutique du bridgeur, 28, rue de Richelieu, Paris 1er.

LA CHAMPIONNE DU MONDE

Aux Olympiades de Genève, avant de remporter le championnat du monde par paires Dames sponsorisé par Labatt's, l'Américaine Kerri Schuman avait gagné l'année dernière le championnat du monde par quatre appelé Coupe de Venise, et elle avait aussi remporté le Prix d'une des donnes les mieux jouées de l'année. C'est surtout sa simplicité qui fait la beauté de ce coup.

Nord : ♠ A 5 4 2 ♡ 8 7 5 4 ♢ 4 ♣ A R 5 3

Ouest : ♠ R 8 ♡ R 9 6 2 ♢ R 10 9 8 ♣ 9 6 2

Est : ♠ 10 3 ♡ V 10 3 ♢ D 7 3 2 ♣ D 10 8 7

Sud : ♠ D V 9 7 6 ♡ A D ♢ A V 6 5 ♣ V 4

Ann : E. don. Pers. vuln.

Ouest	Nord	Est	Sud
Michaels	Mc Callum	Morse	Schuman
–	–	Passe	1 ♠
passe	3 SA	passe	4 ♠
passe	4 ♡	passe	4 SA
passe	5 ♡	passe	6 ♠...

Ouest a entamé le 10 de Carreau, Est a fourni la Dame prise par l'As de Sud qui a joué le Valet de Pique couvert par le Roi de Pique second. *Comment Kerri Schuman en Sud a-t-elle gagné* ce PETIT CHELEM A PIQUE contre toute défense ?

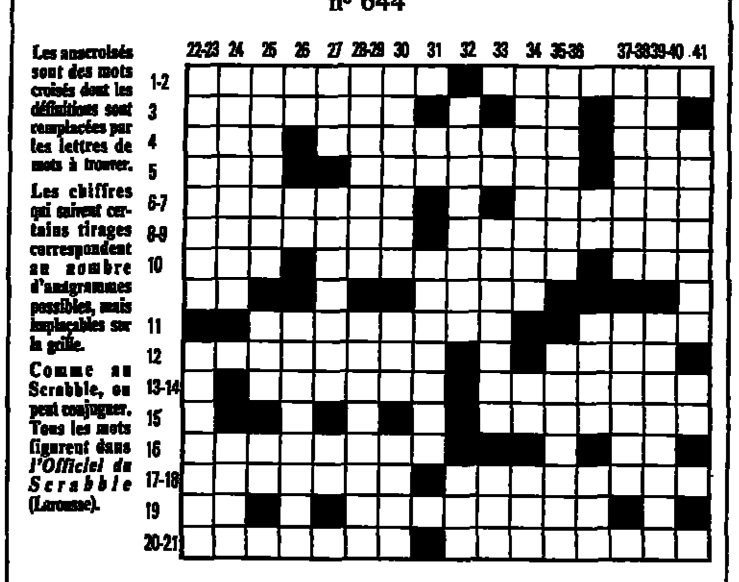
RÉPONSE

Il semble normal, après deux coups d'atout, de gagner le chelem si on réussit l'impasse à Carreau. Mais n'y a-t-il pas mieux à faire ? En effet, si cette impasse échoue, il manquera un atout au mort pour couper le quatrième Cœur si le Roi et la Dame de Carreau ne sont pas tombés.

Regardez comment la nouvelle championne du monde, Kerri Schuman, a réussi le chelem : après l'As de Pique, *elle a joué le 3 de Trèfle du mort* car, si la Dame de Trèfle est en Est, les douze levées seront assurées puisque la déclarante, après avoir fait le Valet de Trèfle, pourra défausser la Dame de Cœur et un Carreau sur As Roi de Trèfle si Est a mis la Dame de Trèfle.

Si *Ouest* a la Dame de Trèfle et prend le Valet de Trèfle, le chelem ne sera pas encore perdu si l'impasse à Cœur réussit. En jouant ainsi le 3 de Trèfle, Kerri a pris deux fois plus de chances de faire douze levées.

Philippe Brugnon



Anacroisés (R)

nº 644

Les anacroisés sont des mots croisés dont les définitions sont remplacées par les lettres de mots à trouver.

Les chiffres qui suivent certains tirages correspondent au nombre d'anagrammes possibles, mais inplaçables sur la grille.

Comme au Scrabble, on peut conjuguer. Tous les mots figurent dans *l'Officiel du Scrabble* (Larousse).

HORIZONTALEMENT

1. ABEIILSS. – 2. AEPRSST (+ 2). – 3. AAINOPT. – 4. AADILNNV. – 5. AEEILNR (+ 2). – 6. AIILOST. – 7. AILOSX. – 8. EEIINSS. – 9. EEEINNTT. – 10. EENQSSUU. – 11. BEIORRSU. – 12. ABEGIOSU. – 13. CEIILS (+ 1). – 14. EIINNOP. – 15. CEENNOS (+ 1). – 16. AACERRTU. – 17. EILORUV (+ 1). – 18. AEIMNOOP. – 19. AEGILLOS (+ 1). – 20. EEISSST (+ 1). – 21. AAEEINNT.

VERTICALEMENT

22. AAEIPSST (+ 1). – 23. AABESTV (+ 1). – 24. EEIILNSS. – 25. ANORSSU. – 26. AEGILOSV. (+ 2). – 27. AEELSUX. – 28. AEIILNT (+ 3). – 29. AEEINRRU. – 30. AAELSTV (+ 1). – 31. EEINSUX. – 32. EIINOQRU (+ 1). – 33. AEINRSU (+ 6). – 34. EIOOPRRT. – 35. AEENNSX. – 36. ACLNOOS. – 37. ELMTTUU. – 38. ACEEIP. – 39. EEIISST. – 40. AACINNNO (+ 1). – 41. AEERSTT (+ 4).

SOLUTION DU Nº 643

1. SAGEMENT (SEGMENTA). – 2. BLETTIT. – 3. ACIEREUX. – 4. GRINCHES. – 5. NEOTENE, ayant des caractères larvaires (ETONNEE). – 6. RASSASIA. – 7. ANDAINS. – 8. ISONOMIE, similitude du mode de cristallisation. – 9. TRISSENT. – 10. IVRESSE (REVISES REVISSE SERVIES). – 11. MISOGYNE. – 12. DOLEANCE. – 13. LAPINA (APLANI INALPA PLANAI). – 14. VENTEES (EVENTES). – 15. CENTAINE (CANTINEE ENCEINTA). – 16. PONTIFIE. – 17. ORDINANT. – 18. SIENNES (INSENSE). – 19. EPLOYEES. – 20. EPEISME. – 21. GORETS (ERGOTS). – 22. DICROTE (CORDITE DECROIT). – 23. RIGOLEUR. – 24. GLISSOIR (GROISILS). – 25. SELECTAI. – 26. MACHAIS (CHIASMA). – 27. ECHASSE (ASSECHE CHASSEE SACHEES). – 28. ANTIPAPE. – 29. NIERIONS (RENIIONS). – 30. TESTANT. – 31. MEVENTES. – 32. BENJAMINS. – 33. VOISEE. – 34. NIVEOLE (ENVOILE). – 35. EXONDER, émerger. – 36. GANTIERE (ERIGEANT...). – 37. EGYPTIEN. – 38. TREMIES (ERMITES...). – 39. SCENES (CENSES). – 40. THEISTE. – 41. ASEPSIE (EPAISSE EPIASSE).

Michel Charlemagne et Michel Duguet

Dames

nº 395

LE TEMPS DES CLASSES
Sélections pour le championnat des Pays-Bas, 1989.
Blancs : Rumahmory.
Noirs : Algra.
Ouverture : Raphaël.
Réplique : Barteling.

1. 32-28	18-23	22. 28-19	13x24(f)
2. 33-29	23x32	23. 37-32	9-13
3. 37x28	13-18 (a)	24. 32-28(g)	11-17
4. 28-23(b)	19x28	25. 41-37	21-26
5. 29-24	20x29	26. 38-32	17-21
6. 34x32(c)	14-19	27. 43-38	6-11
7. 41-37	10-14	28. 49-43	21-27
8. 46-41	8-13	29. 32x21	26x17(h)
9. 39-33	2-8	30. 38-32	17-21
10. 44-39	18-23	31. 43-38	5-10
11. 50-44	12-18	32. 45-40	20-25(i)
12. 35-30(d)	7-12	33. 29x20	15x24
13. 30-25	14-20	34. 40-34(j)	13-19(k)
14. 25x14	9x20	35. 28-22!	18x27
15. 33-29	23x24	36. 33-29	24x31
16. 40x29(e)	4-9	37. 44-40 (l)	27x38
17. 38-33	17-21	38. 36x27	21x32
18. 31-26	1-7	39. 39-33	38x29
19. 26x17	12x21	40. 34x51 (m)	abandon (n)
20. 42-38	7-12		
21. 32-28	19x23!		

NOTES

a) Première étoile aux multiples branches dès ce troisième temps. Ainsi, pour ne retenir que trois continuations, 3. ... (17-22), a1, a2 ; 4. 28x17 (11x22) ; 5. 39-33 (13-18) ; 6. 44-39 (19-23) ; 7. 35-30 (14-19) ; 8. 40-35 (8-13) [TEER-SCHOTANUS, Zwolle, janvier 1989].

a1) 3. ... (17-21) ; 4. 39-33 (11-17) ; 5. 44-39 (19-23) ; 6. 28x19 (13x24) ; 7. 50-44 (21-26) ; 8. 41-37 (17-21), dans la tradition française du jeu au centre [PEROT-G. AUBIER, championnat de Paris, excellence, 1956].

a2) 3. ... (19-23) ; 4. 28x19 (13x33) ; 5. 39x28 (17-21) ; 6. 44-39 (21-26) ; 7. 39-33 (26x37) ; 8. 41x32 (11-17), jeu ouvert où l'on s'efforce de retarder l'apparition des premières difficultés saillantes [NICOLAS-FOUCAULT, championnat de France, promotion, 1956].

b) Riche de promesses, puisque ayant été récemment transformée en belle combinaison en sept temps, est la continuation 4. 38-32 (16-21) ; 5. 31-26 (18-22) ; 6. 39-33 (11-16) ; 7. 41-37 (7-11); 8. 44-39 (20-24) ; 9. 29x20 (15x24) ; 10. 50-44 (21-27) ; 11. 32x21 (16x27) ; 12. 46-41 (1-7) ; 13. 37-31 (8-13) ; 14. 34-30 (3-8) ; 15. 30-25 (10-15) ; 16. 40-34 (5-10) ; 17. 34-30 (11-16) ; 18. 39-34 (13-18) ; 19. 44-40 ! Les Blancs tentent la faute (18-23), les Blancs exécutent la combinaison de gain en sept temps. 20. 42-38 ! (23x32) ; 21. 41-37 ! [Un élément inattendu et original du mécanisme] (32x41) ; 22. 25-20 (14x25) ; 23. 38-32 (27x29) ; 24. 34x5 ! [dame] (25x34) ; 25. 40x20 (15x24) ; 26. 5x46 !, +. [WESSELINK-STENEKES, championnat des Pays-Bas, 1989].

c) Selon les principes de plusieurs écoles recommandant aux Blancs de perdre des temps dans ce tout début de partie classique au centre.

d) Inhabituelle par sa durée, la phase de reconstruction des formations s'achève, et ce sont les Blancs qui, les premiers, apportent la première note d'agressivité.

e) Les Blancs répliquent avec une seconde pointe d'agressivité.

f) Cet enchaînement en milieu de partie et dans ce type de position imprime toujours une pression sensible sinon déterminante sur l'aile droite adverse.

g) Un moindre mal toutefois pour les Blancs qui contrôlent le centre.

h) Les Noirs, par ce repli, se ménagent des temps de réserve.

i) Cette rupture de l'enchaînement s'imposait-elle ?

j) Un tenté de faute classique.

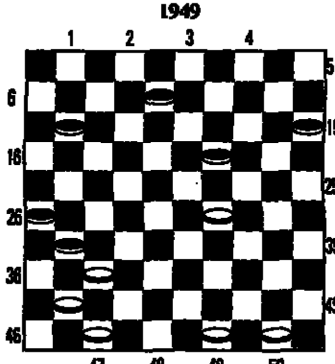
k) Une faute malgré tout difficilement concevable à ce niveau des prétendants.

l) Le temps de repos.

m) Dame sans forcer son talent.

n) Les Noirs n'ont pas terminé leurs classes.

PROBLÈME DOUWES 1949



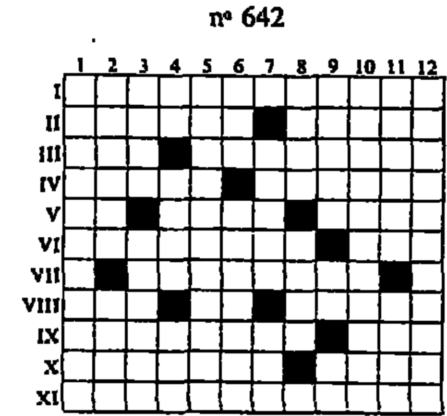
Les Blancs jouent et forcent le gain.

• SOLUTION : 47-42 !! (31-36*) [forcé pour parer 41-36, + 1 et +] 29-24 ! [un collage radical] (36x38) 24x2 (26-31*) 2x43 (31x42) 43-38 (42x33) 49-43 (15-20) 43-39 (33x44) 50x39 (20-24) 39-34, + par opposition.

Jean Chaze

Mots croisés

nº 642



HORIZONTALEMENT

I. Ardemment souhaitée par Florence. – II. Donne un choix. Fis prendre couleur. – III. Nouveau modèle. Prendrais ceci ou cela, ou, simplement, plaisir. – IV. Entreprises. Dressée. – V. Note. Américains du sud. Donnent contenance. – VI. Croûtes. A ses réseaux. – VII. Funèbres, elles firent courir la Cour. – VIII. Ecole. Adverbe. N'est plus en bon état et pas dans son bon sens. – IX. Confort. Dans le long temps. – X. Plutôt dur, et pénible s'il est doublé. – XI. Passeraient à la moulinette.

VERTICALEMENT

1. Doit davantage son nom aux ruminants qu'aux ecclésiastiques. – 2. Ils nous parlent plutôt de tragédies. Apparemment, sa tête ne plaisait pas à tout le monde. – 3. S'ajoute, forcément. Faire comme l'autre. – 4. Conjonction. Au firmament, bien sûr. Grecque. – 5. Font passer par des affres. – 6. Ecole. Se trouve à la tête. – 7. Vous la retrouverez dans vos souvenirs de Rome. Vaut dix parfois. – 8. Doux, sauf quand il gratte. Plus douce encore. – 9. Marque de reconnaissance, même si elle vient d'en bas. Pour les religieux. Devrait être rejoint par là. – 10. A l'horizontale. – 11. Laissent s'incruster de vilaines traces. Anneau. – 12. Enferme.

SOLUTION DU Nº 641

Horizontalement

I. Coordinations. – II. Ecroulés. Nuée. – III. Raguse. Patins. – IV. Frise. Hiverna. – V. Vies. Canes. Im. – VI. On. Imam. UTA. – VII. Lac. Osas. Indi. – VIII. Opticien. Od. – IX. Notion. Ruelle. – X. Transgressées.

Verticalement

1. Cerf-volant. – 2. Ocarina. Or. – 3. Orgie. Cota. – 4. Roussi. Pin. – 5. Duse. Motos. – 6. Ile. Casing. – 7. Ne. Hamac. – 8. Aspin. Sire. – 9. Aveu. Eus. – 10. Intestines. – 11. Ouïr. An. Le. – 12. Nenni. Dôle. – 13. Sesamoïdes.

François Dorlet

Echecs

nº 1415

Tournoi international de Budapest, 1990.
Blancs : M. Marin.
Noirs : A. Khait.
Défense est-indienne.

1. d4	Cf6	12. Dç2 (i)	Cç5
2. ç4	g6	13. Cxé5 (j)	Ff5
3. Cç3	Fg7	14. Dç3 (k)	ç6
4. é4	d6	15. g4 (l)	Cé4!
5. Cf3	0-0	16. Db3 (m)	çxd5
6. Fé2	é5	17. Dxb7 (n)	Cd7
7. Fé3	Dé7 (a)	18. Cç6	Dg5!
8. dxé5 (b)	dxé5	19. Dxa8	Dd2+
9. Cd5 (ç)	Dd8 (d)	20. Rf1	Fxg4!
10. Fç5 (é)	Cxé4! (f)	21. Cé7+	Rg7
11. Fxf8 (g)	Fxf8 (h)	22. Abandon. (o)	

NOTES

a) Les Noirs disposent de nombreuses réponses, trois principales, 7..., Cg4 ; 7..., Cç6 ; 7..., Dé7 et plusieurs moins souvent jouées mais non inférieures comme 7..., Dd7 ; 7..., Dé8 ; 7..., Té8 ; 7... ç6 et 7...,Cb-d7.

b) La menace 8..., éxd4 force les Blancs à répondre 8. d5 ou 8. dxé5.

ç) L'échange des pions centraux ne s'explique que par cette sortie du C donnant aux Blancs, après 9..., Cxd5 ; 10. çxd5 un pion libre au centre.

d) La continuation courante consiste en 9..., Cxd5 ; 10. çxd5, ç6 ; 11. d6, Dé6 ; 12. Cg5, Dé8! ; 13. Dd2, f6 ; 14. Cf3, Fé6 mais une partie récente I. Sokolov-S.Duric (San-Bernardino, 1988) a montré la force de l'amélioration 12. h4! (au lieu de 12. Cg5) : si 12..., Td8 ; 13. Cg5, Dxd6 ; 14. Dxd6 (ou 14. Db3), Txd6 ; 15. Fç4, Tf6 ; 16. 0-0-0, Cd7 ; 17. f4 avec avantage aux Blancs et si 12..., h6 ; 13. Dd2, Td8 (ou 13..., Rh7 ; 14. h5, g5 ; 15. Fxg5) ; 14. Td1, Ff8 ;15. Fxh6, Txd6 ; 16. Dç1, Txd1+ ; 17. Fxd1, Cd7 ; 18. Fb3!, Dé7 ; 19. h5, Cç5 ; 20. Fxf8, Dxf8 ; 21. Dg5, Cxb3 ; 22. axb3, Db4+ ; 23. Rf1, Fé6 ; 24. hxg6, Dxé4 ; 25. Gxf7+, abandon.

é) Gagnant la qualité mais en prenant des risques. Une suite prudente est 10. Dç2, ç6 ; 11. Cxf6+, Dxf6 ; 12. ç5! ou 11..., Fxf6 ; 12. Fh6 et 13. h4.

f) Et non 10..., Té8? ; 11. Fé7!

g) Dans la troisième partie du match de championnat du monde Karpov-Kasparov (octobre 1990, New-York), Karpov joua plus finement 11. Fé7!, Dd7 ; 12. Fxf8, Rxf8 ; 13. Dç2, Cç5 ; 14. Td1. Après de multiples péripéties, la nulle survint au cinquante-troisième coup.

h) Après 11..., Rxf8? ; 12. Cç3! les Noirs peuvent abandonner.

i) 12. Cxé5 semble risqué : 12..., ç6 ; 13. Cç3, Da5 ; 14. Dd4, Ff5! ; 15. 0-0, Fç5 ; 16. Dd1, Cxf2 ; 17. Txf2, Fxf2+ ; 18. Rxf2, Dxé5 ; 19. Dd8+, Rg7.

j) Si 13. 0-0-0, Cç6! (et non 13..., Ff5 à cause de 14. Cé3!) ; 14. Cb6?, Fh6+ ; 15. Rb1, Ff5! et si 13. Td1, ç6 ; 14. Cé3, Da5+ ; 15. Dd2, Dxd2+ ; 16. Txd2, Cb-d7 et les Noirs sont bien.

k) 14. Dd1 valait mieux, malgré la suite 14..., Fg7 ; 15. f4, Cb-d7 ou aussi 14..., Cç6 ; 15. Cxç6, bxç6 ; 16. Cé3, Cd3+.

l) Si 15. Cé3, Cé4 suivi de 16..., Da5 et de 17. Dxé5.

m) Si 16. Dç1, Dh4!

n) Si 17. gxf5, Da5+.

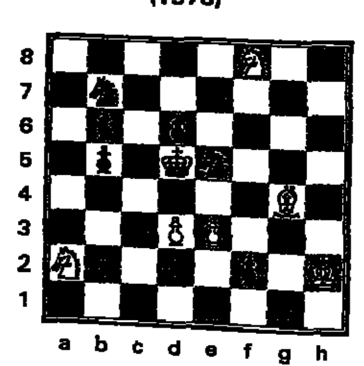
o) Si 22. Té1, Fh3+.

SOLUTION DE L'ÉTUDE Nº 1414 G. KASPARIAN (1954)

(Blancs : Rf4, Th7 et é7, Pf3. Noirs : Rb5, Th2, Fh5, Pg2.)

1. Té5+, Rç6 ; 2. Té6+, Rd5 ; 3. Té1, Th1 ; 4. Td7+, Rç4 ; 5. Td1, Th3 ; 6. Té4+!, Rç5 ; 7. Té3, Th1 ; 8. Tç3+, Rb4 ; 9. Tç-ç1, Th3 ; 10. Td4+!, Rb5 ; 11. Td3, Th1 ; 12. Tb3+, Ra4 ; 13. Tb-b1, Th3 ; 14. Tç4+!, Ra5 ; 15. Tç3!, Ra4 ; 16. Tg1 et les Blancs gagnent.

ÉTUDE Nº 1415 J.-C. LETZELTER (1978)



Blancs (6) : Rh2, Fg4, Ca2 et f8, Pd3 et é3.

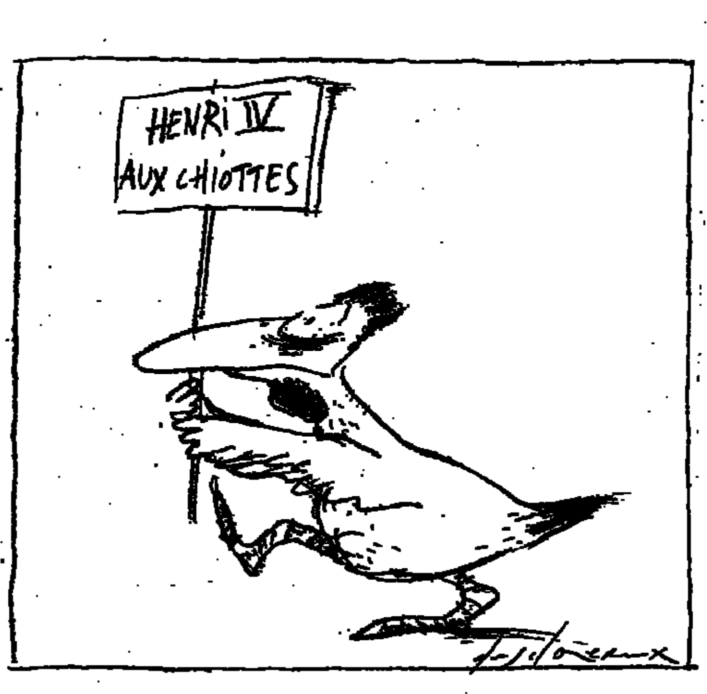
Noirs (7) : Rd5, Cb7 et é5, Pb6, b5, d6 et f2.

Les Blancs jouent et gagnent.

Claude Lemoine

TABLE

Poule au pot



UN jour, l'homme des cavernes, qui avait déjà «inventé» le feu, sut fabriquer des récipients où l'eau pût chauffer. La broche était le balbutiement de l'art culinaire, le bouillon vint ensuite, puis les sauces. Au Moyen Age, toutes les viandes étaient d'abord bouillies, et ensuite préparées, soit grillées, soient nappées de sauce.

Ainsi, à la ville comme à la campagne, le bouillon et le bouilli furent longtemps la tradition. Dans le pot, l'on mettait viande et légumes, ce que l'on avait sous la main. La poule en premier choix, peut-être.

J'ai retrouvé, il y a longtemps, dans le carnet de cuisine d'une gourmande béarnaise – et qui le tenait de son arrière-grand-mère, – une recette très complète de la véritable poule au pot : *«Ayez,* commençait le cahier, *une poule ni trop jeune ni trop vieille (environ deux ans), une barde de lard assez gras, 200 grammes de jambon cru de Bayonne et les ingrédients nécessaires...»* J'aime, je l'avoue, ce mélange de précision et de fantaisie.

Ainsi, pour flamber la volaille, cette brave aïeule préconisait l'esprit de vin, car, ajoutait-elle, il faut *«se méfier des alcools à brûler dont le trop vil prix vous dénonce un esprit de bois qui, produisant de la fumée, vous expose aux mêmes risques qu'une flambée de papier»*. Le bouillon devait être servi sur des soupes (tranches) de gros pain, et la poule, débarrassée de sa barde, entourée des légumes du pot, avec du gros sel.

Bien évidemment, cette version originale se devait d'être, au fil des ans, au gré des coutumes, modifiée. Sublimée par la truffe à Lyon par la Mère Fillioux. Son secret ? Elle le livrait volontiers : *«Ce qui importe, c'est de mettre à cuire en même temps une vingtaine de bêtes dont les arômes différents se mélangent et se pénètrent.»* A Lyon, aujourd'hui, une poularde Mère Fillioux figure à la carte de *La Mère Brazier*, en demi-deuil, c'est-à-dire truffée (12, rue Royale 69001 Lyon ; tél. : 78-28-15-49).

Le grand Alexandre Dumaine utilisait, à Saulieu, lui aussi, plusieurs volailles. Mais c'était pour obtenir un bouillon à la vapeur duquel il cuisait sa poule, posée sur un trépied dans la marmite de cuivre au couvercle luté : une merveille !

Les chefs en veine d'imagination ont extrapolé, quelquefois un peu trop, à propos de la simple, savoureuse, honnête poule au pot. Il suffit d'ouvrir un répertoire culinaire pour y découvrir la poularde à l'allemande (pochée puis nappée d'un velouté aux œufs), à l'aurore, à la Chivry, à l'estragon, à l'indienne, à la Nantua, selon les sauces. Aux huîtres (huîtres pochées dans la sauce suprême d'accompagnement). A l'anglaise (entourée de langue écarlate et de légumes à la béchamel), etc.

Paul Bocuse, dans sa *Cuisine de France*, donne «sa» recette de poule au pot béarnaise, farcie d'un mélange de Bayonne, foie et gésier de l'animal, ail, échalote et herbes hachées, jaunes d'œuf et mie de pain. C'est ce que les bonnes mères de là-bas appellent la *«farce jaune»*, d'autant plus jaune quelquefois qu'elles remplacent le pain par de la farine de maïs.

A Paris, au restaurant, la poule au pot est rare – il existe aux Halles un restaurant à cette enseigne, ouvert de 19 heures à 6 heures du matin (9, rue Vauvilliers 75001 Paris ; tél. : 42-36-32-96), où ce plat est compté 95 F et fait la joie des noctambules. On la trouvait chez *Paul Chêne* (123, rue Lauriston 75016 Paris ; tél. : 47-27-63-17), l'été en version en gelée, et quelquefois à la carte de *La Foux* (2, rue Clément 75006 Paris ; tél. : 45-25-77-66), mais...

Le bon roi Henri, qui voulait que chaque famille puisse mettre, le dimanche, la poule au pot, réclamerait-il aujourd'hui des restaurants dont elle serait le seul attrait, mijotant d'éternité dans le suc de ses prédécessrices, entourée de vrais légumes (non «petits») : grosses carottes, dodus mais robustes navets (les pommes de terre cuites à part, bien évidemment), la poule au pot, plat unique et sublime !

Mais, d'abord, où trouver cette poule ? L'appellation vise une volaille ayant pondu un œuf et couvé (si elle a pondu un œuf sans le couver, ce n'est qu'une poulette), assez âgée mais pas trop, aux écailles des pattes encore tendres et aux ergots mous (la poularde vraie, animal châtré et engraissé, étant quasiment introuvable). Alors, longuement mitonnée dans son bouillon, escortée de vrais légumes, la poule au pot nous serait régal, et le roi (Henri IV) ne serait pas notre cousin. Il est permis de rêver, n'est-ce pas ?

La Reynière

VIN

L'offensive allemande

PRISONNIER de ses références strictement hexagonales, l'amateur français peut-il sans mal s'ouvrir aux multiples vins étrangers, à commencer, actualité oblige, par ceux produits depuis toujours entre l'Atlantique et l'Oural ? L'Allemagne, réunifiée, fournit aujourd'hui un parfait exemple des difficultés qu'il y aura à réussir le partage des sensations gustatives au sein de la «maison commune».

Productrice pour l'essentiel – latitude oblige – de vins blancs, l'Allemagne n'a pas toujours cherché à marier l'acide au sucré. *«Pour la plupart, c'est après la seconde guerre mondiale que les vignerons allemands se sont mis à faire des vins vraiment doux que les Français perçoivent comme beaucoup trop sucrés»*, expliquait, il y a quelques jours à Paris, le représentant de l'Institut des vins allemands lors d'une dégustation cherchant à démontrer que les nouveaux vins du Rhin et de Moselle ont leur place dans les caves de France.

Avec l'opulence retrouvée, l'Allemagne de l'Ouest se prit à redécouvrir la gastronomie et les grands blancs d'Alsace et de Bourgogne. Les vertus du sucre n'étant plus d'actualité, de nombreux vignerons se mirent de nouveau en quête des anciennes silhouettes de vins «secs».

Le mouvement s'est amplifié à tel point que chacune des onze régions viticoles de ce pays propose aujourd'hui des vins dénommés *trocken* (secs) dans lesquels la concentration en sucre résiduel est toujours inférieur à neuf grammes par litre, les *halbtrocken* (demi-secs) dépassant, eux, les dix-huit grammes. La recherche de cette nouvelle qualité impose la pratique des «vendanges tardives» *(Spätlese)*, un bref décalage de la cueillette permettant d'obtenir des raisins de moindre acidité et un équilibre alcoolique autorisant la réduction des taux de sucre.

Les *Spätlesetrocken*, qu'il ne faut pas confondre avec les sélections de grains nobles (*Beerenauslese)* ou les vins de glace *(Eiswein)*, offrent, pour des sommes comprises entre 25 et 80 francs la bouteille, une intéressante palette où s'impriment, sur un mode qui n'est pas sans rappeler l'Alsace, les caractéristiques florales des cépages : müller-thurgau, riesling, silvaner et le très curieux kerner, sorte de monstre aromatique issu du trollinger rouge et du riesling blanc.

Il restera aussi à l'amateur le choix des terroirs et des régions viticoles en optant, dans un premier temps, afin de mieux saisir les différences de styles, pour les vins de Moselle, de Rheingau et de Franconie.

Soucieux de s'installer sur les grandes tables françaises, les professionnels allemands fêtent, pour l'heure, leur joie commerciale de la réunification, l'est du pays ayant toujours été un débouché important pour les vins de l'ouest. Et avec autant de plaisir que de commisération, on observe qu'après avoir, durant quarante-cinq ans, souffert de toutes les pénuries, l'Est choisit aujourd'hui, quand il le peut, les vins sucrés que l'Ouest souhaite oublier.

Jean-Yves Nau

► Un petit guide didactique sur les vins allemands peut être demandé au Service d'information des vins allemands, 24, rue Anatole-France, 92300 Levallois.

Semaine gourmande

Le Regain

Sacré Jean Delaveyne ! Vieux du métier, la tête près de la toque mais la toque inspirée, sage et inventif à la fois ! Il a quitté Bougival et son *Camélia* (bien repris, j'en parlerai). Mais comment abandonner ses casseroles, oublier la joie de cuisiner ? Aussi, des amis ayant «édifié» un petit restaurant tout neuf, *Le Regain*, revoici Delaveyne au piano, bien entouré et pouvant proposer «sa» cuisine.

Et la cuisine de Delaveyne, c'est une cuisine de petits-gris, une soupe de canard, le jambon d'Auvergne à la courgette grillée, une daube de congre, la friandise de merlan, une croûte aux œufs et huîtres à la poulette, un miroton au foie gras, la galette de chou corrézienne, son fameux pied de cochon aux lentilles, le poulet Docteur, qui nous fait souvenir du Lapérouse du temps du docteur Paul, j'en passe jusqu'aux desserts (et aux pains de Poujauran avec les fromages d'Anne-Marie Cantin). Belle cave (le riesling de Faller fait merveille sur la mousseline d'huîtres sauce acidulée). Il y a un menu au déjeuner à 240 F et la carte (compter 350-400 F).

► Le Regain, 135, rue Saint-Dominique, 75007 Paris ; tél. : 47-53-09-85. Fermé samedi et dimanche. AE-CB.

Sous l'olivier

Ici, ce n'est pas une découverte mais, à propos de la carte de saison de ce bon professionnel qu'est William Warnault, une occasion de rappeler la qualité – et parfois l'originalité – d'une cuisine sage, honnête et sans cette «épate» qui vaut souvent aux chefs, hélas ! les honneurs des médias. Les simples toasts de lard accompagnant les filets de hareng frais sont merveille. Le foie gras de canard est en gelée au loupiac bordelais et l'andouillette de rouget barbet à l'anchoïade. Les choux farcis de lapin au jus, la selle d'agneau rôtie en sa panoufle, le foie de veau aux navets glacés à brun sont excellents. Bons fromages et farandole des desserts. Cave honorable. Compter 300/350 F, avec, le soir, dans un calme provincial et bienheureux, un menu à 165 F.

► Sous l'olivier, 15, rue Goethe 75016 Paris ; tél. : 47-20-84-81. Fermé samedi et dimanche. CB. Chiens acceptés.

L'Epopée

Je crois bien avoir été le premier à signaler ce petit restaurant provincial-parisien qui vient d'entrer au Bottin gourmand (en attendant les autres guides). C'est la chose de Maryse Salvet, qui s'est trouvé un bon chef, a su aménager gentiment son décor, et s'organiser ainsi à l'abri du boucan de l'avenue, un havre paisible où les salades (de la mer ou gourmandes), le duo tête-langue de veau ravigote, le haddock poché sur tagliatelles, le magret au chinon et pignons de pin, précèdent des desserts de bonne maman. Avec des plats du jour variés allant des œufs meurette à la fricassée de pintade sauce grelette. Petite carte des vins. Au déjeuner, un menu (une entrée, un plat : 72 F) et midi et soir un autre menu (deux plats et dessert : 120 F). A la carte, compter 150-200 F pour une petite fête.

► L'Épopée, 89, avenue Emile Zola, 75015 Paris ; tél. : 45-77-71-37. AE-CB. Chiens acceptés.

Le Bourgogne à Perpignan

Ne cherchez point cette adresse dans le Bottin gourmand, quelque peu hostile aux dames de l'ARC. Dans ce décor Grand Siècle, Térésa Morians cuisine en sagesse les huîtres tièdes aux œufs de saumon, les escargots à la catalane en galette, la sole en gâteau aux anchois de Collioure, la lotte rôtie au vin rouge. Elle farcit de petits choux de rascasse et de foie gras, agrémente les simples côtelettes d'agneau de poires au rivesaltes et marie le chèvre chaud au miel du pays. Beaux desserts. Bonne cave régionale. Compter 350 F, mais avec deux menus à 170 F et 280 F.

► Le Bourgogne, 63, avenue du Maréchal-Leclerc, 66000 Perpignan ; tél. : 68-34-96-05. Salon 15 couverts. CB-AE-DC. Chiens acceptés.

Miettes

Un comble ! – Un lecteur a découvert en Allemagne des boîtes de «Frankreich cassoulet» aux escargots ! Il est vrai qu'une grande chaîne de supermarchés fait une publicité assurant que *«la critique gastronomique»* a été unanime à s'enthousiasmer pour son homard surgelé !

Original ! – *Pour les amateurs de* théâtre, le restaurant *Le Ruaqué* (6, rue de la Grange-Batelière, 75009 Paris) propose un menu (à 135 F) en deux étapes : le pré-séance (une entrée, un plat), puis l'après-séance (le dessert). Il suffit de présenter l'addition et de revenir après les applaudissements (ou les sifflets) !

Rectificatif. – Une erreur impardonnable nous a fait – évoquant le trophée Coq Saint-Honoré – donner, dans «le Monde sans visa» du 8 décembre, une mauvaise adresse. Il s'agit du Coq Saint-Honoré situé, en réalité, 3, rue Gomboust, 75001 Paris (tél. : 42-61-52-04).

N'oubliez pas le guide



DANIEL ANIZON

Grand ami de Cendrars, auteur de forts et denses récits de voyages, t'Serstevens racontait l'histoire de ces deux jeunes Anglaises, au Musée de Mexico, dont l'une, tenant un guide, dira à l'autre : *« Moi je lis, toi tu regardes. »* A quoi servent les guides et quels sont les nouveaux préceptes qui président à leur élaboration. Entretien avec Adélaïde Barbey, directrice d'Hachette Littérature générale.

« L'usage d'un guide ne risque-t-il pas de tuer l'idée de voyage, d'amener la sensation qu'on ne fait que vérifier ce qu'il décrit ?

– **Adelaïde Barbey** : Cela ne remplace jamais l'expérience du dépaysement, de la découverte, du ravissement. Le guide est là pour accompagner, pour préparer, pour profiter au maximum des choses. Des livres très illustrés, qui vous montrent toutes les images peuvent apporter cette sensation de répétition, mais un guide ne peut pas être très illustré car cela se ferait au détriment du contenu. Les livres d'images peuvent avoir une petite fonction de remplacement, avec eux on peut voyager dans sa chambre. Mais je ne crois pas qu'on puisse être saturé d'un lieu à travers des images. Elles incitent plus à partir, à aller voir par soi-même.

– Cette résistance à l'image n'est-elle pas très française ?

– Dans les guides américains il n'y a pas d'images. Les guides Fodor ou les guides Frommer n'ont que du texte. Le prix du livre compte énormément aux Etats-Unis, il y a une concurrence féroce. Mettre des photos leur paraît totalement inutile. Ailleurs à l'étranger, les illustrations restent rares. C'est en Europe que l'on rencontre le plus de guides illustrés, notamment en Allemagne. Insight Guides, la seule collection qui ait autant d'images, n'est pas américaine, elle a été créée par le photographe Han Höfer à Singapour, et reprise sous l'intitulé de « Bibliothèque du voyageur » par Gallimard.

– Y a-t-il une tentation de ressembler aux brochures illustrées des voyagistes ?

– Les éditeurs ont surtout des complexes face aux magazines qui proposent chaque semaine des photos qui font rêver. Il est difficile aujourd'hui d'avoir le courage de faire sans images un livre qui parle d'évasion. La lecture ne possède plus la séduction qui était la sienne il y a trente ou quarante ans, et s'il reste heureusement de grands et bons lecteurs, nous sommes aussi confrontés à un public qui n'acceptera de lire que des textes courts entrecoupés d'images assorties de légendes en une forme plus émiettée.

– Le balisage effectué par le guide n'est-il pas un frein à la rencontre, au dialogue ?

– C'est un outil, vous en faites ce que vous voulez. Le mot guide ne doit pas renvoyer à *« führer »*, ce n'est pas un dictateur, il est là simplement pour vous orienter. Après, vogue la galère... et place à l'expérience individuelle, qui est intransmissible. Je ne pense pas que l'existence de cartes qui vous donnent la distance d'une ville à l'autre ôte quoi que ce soit à votre liberté. Le guide ne remplace ni vos initiatives, ni votre esprit de découverte, ni votre goût du dépaysement. En revanche, il peut éveiller votre attention, et vous éviter de passer à côté de quelque chose d'intéressant.

– Ne conduit-il pas à focaliser l'attention toujours sur les mêmes choses ?

– Une grande variété de guides sont disponibles. La façon de voyager diffère d'une personne à l'autre. L'attente, la demande, le besoin ne sont pas les mêmes. Selon qu'il souhaite être pris par la main, qu'il a plus ou moins envie de lire, selon l'importance de son budget, le voyageur choisira un guide plus ou moins détaillé, avec des adresses chics ou bon marché.

– Le guide dresse un portrait de son utilisateur.

– Nous avons structuré nos différentes collections en essayant de repérer les grandes familles de voyageurs, pour leur apporter ce qui leur correspond. Tout en sachant totalement subjective la manière de voyager, il y a tout de même de grandes catégories : il y a les intrépides, les pantouflards, les introvertis... On a construit ainsi peu à peu des familles de collections qui ont chacune une personnalité très typée.

» Le Guide Bleu suppose une capacité de lecture, un budget d'achats, un long temps de vacances, un certain bagage culturel. Le Guide du Routard est branché sur l'initiative, la liberté, la découverte, des moyens modestes, l'aventure. Deux univers qui ne sont d'ailleurs pas forcément opposés. Entre les deux il y a les guides Visa, d'une formule plus compacte, au mode d'emploi rapide et pratique, sans grandes prétentions culturelles, ou les guides Baedecker qui sont visiblement, dans leur écriture comme dans leur structure, destinés à un public plus âgé.

» Le lecteur du guide Visa peut avoir trente-cinq ans, il ne souhaite pas lire beaucoup, veut des adresses utiles, savoir où faire ses achats, où aller boire un verre, visiter un musée, mais rapidement. Le lecteur du Guide Bleu rentre étudier son guide pendant deux heures le soir à son hôtel pour préparer sa journée du lendemain. Il prend le plan de la ville, et se dit : *« Tiens, dans cette église, il y a un tableau dans la nef n° 3, ça m'amuse, je vais aller voir ça »*, c'est un fouineur. Le routard, lui, a envie d'avoir en toute liberté des contacts avec les gens du pays, il veut être dans le coup, au plus près de l'authenticité. Le Baedecker correspond plutôt aux quadragénaires ou quinquagénaires qui veulent bien lire mais pas trop, recherchent quelque chose de solide, structuré, sans trop de fantaisies.

– Y a-t-il des catégories qui vous échappent ?

– Voyez la « Bibliothèque du voyageur » chez Gallimard. Ce sont des livres avec de très belles photos, un peu moins pratiques peut-être, qui rendent bien compte de l'ambiance, de l'atmosphère. Ce n'est pas un hasard si cela s'appelle « Bibliothèque » : ce sont des livres pour avant et après. Ils vont stimuler l'envie d'aller voir, puis soutenir la mémoire de ce qu'on a vu. Notre grande spécialité est de faire des ouvrages pour pendant.

– Peut-on traduire les guides ?

– C'est très difficile. L'expérience des Baedecker a été pour nous un calvaire. On pensait pouvoir les traduire et on a dû les adapter : c'était invendable en France. Les connotations culturelles sont trop différentes d'un pays à l'autre. Cependant, les guides Visa en espagnol sont un grand succès commercial : les Espagnols n'ont pas été dépaysés. Même chose en Italie. La traduction des Baedecker en anglais ne semble pas avoir connu les mêmes difficultés. Sans doute y a t-il une famille latine d'un côté et une famille germano-saxonne de l'autre. Mais il y a toujours un besoin d'adapter plus ou moins.

– Un guide passe facilement de main en main, et n'est pas traité comme les ouvrages d'une bibliothèque intime.

– C'est vrai, il se prête, c'est un problème, d'ailleurs ; le marché en souffre. On investit moins, ce n'est pas considéré comme un livre qu'on s'approprie personnellement, sauf pour les rares personnes qui prennent des notes et crayonnent fiévreusement les marges.

– On a vu se multiplier ces dernières années les guides thématiques ou régionaux. Est-ce au détriment des généralistes ?

– Les guides généralistes peuvent être exhaustifs mais pas détaillés comme le seraient des monographies disponibles localement. Nous fabriquerions sinon des monstres impossibles à rédiger, à transporter, inconsultables parce que trop lourds. Les deux types de guides cohabitent, l'un n'exclut pas l'autre. Le généraliste reste une nécessité quand on va pour la première fois dans un pays, quand on fait un voyage qui est long, quand on n'a pas le temps de le préparer : c'est un réflexe de sécurité. Mais de plus en plus, on l'accompagne de livres plus pointus, soit de guides, soit d'histoires de l'art ou des civilisations, de romans ou de guides thématiques (architecture, peinture, musique ou littérature).

La demande actuelle, très forte, de livres à thème, de livres de culture, a créé un nouveau marché, sans qu'apparaisse la moindre érosion dans les ventes des guides généralistes qui restent extrêmement demandés.

– On a parfois l'impression que les guides d'il y a cent ans étaient plus denses.

– Il y a un déplacement : on est passé d'un texte très descriptif, car les gens avaient besoin d'être guidés pas à pas et mot à mot, à un texte beaucoup plus culturel.

On raconte l'histoire des lieux, la coutume, l'environnement, l'habitat, l'architecture, les costumes, la politique, l'économie. Aujourd'hui, il y a toutes sortes d'outils pour se guider physiquement : on est en voiture et on a une carte, le guide a donc pu se dépouiller des détails géographiques et se consacrer davantage à ce qu'il y a à voir. On peut avoir la nostalgie de ces itinéraires disparus et sourire du soin qu'ils prenaient à vous signaler : *« Attention vent violent dans la descente ! »*, mais la place gagnée nous a permis d'écrire des choses plus intelligentes. Les anciens Guides Bleus avaient plus de contenu pratique mais moins de contenu culturel, et nous n'avons rien cédé sur la quantité.

– Le guide est-il du même genre que le manuel ?

– Non, il ne s'agit pas d'apprentissage mais de découverte. Un guide bien fait doit exciter votre sens de l'initiative. Le manuel est fait pour remplir le crâne, le guide pour stimuler. Ce sont tout de même des livres pour les vacances. Il s'agit de faire de ce temps-là un temps de plaisir, de découverte, de rencontres, de s'en mettre plein les yeux, mais aussi plein la bouche et puis, éventuellement, de faire des courses et de rapporter des choses qui vous plaisent. Quand le guide fait bien son travail, qu'il vous a mis sur les bonnes pistes, on a un vrai plaisir, parce que du coup, on a le mode d'emploi d'un lieu étranger, au lieu d'être complètement perdu et de pas savoir en profiter.

– Voulez-vous dire qu'il permet de rentabiliser le voyage ?

– J'utiliserais plutôt le mot réussir : avec un guide mal fait, l'itinéraire sera raté, à la fin de la journée il n'y aura pas eu de temps fort, vous aurez mal déjeuné...

– Quelle est l'écriture dominante : universitaire, journalistique ou littéraire ?

– Les trois. Chaque famille de guide a son propre style d'écriture. Le Guide du Routard est plus familier, vivant, chaleureux et provoquant, il ne mâche pas ses mots, son esprit est celui de l'enquête journalistique. Un universitaire aura du mal a faire un bon texte pour le Routard, il prendra trop de précautions. Les autres guides prennent leurs distances avec le sujet. Les guides Visa sont souvent dirigés par des journalistes car la collection se veut subjective, mais de bon goût.

» Quant au Guide Bleu il présente deux dominantes : les introductions qui sont des synthèses souvent écrites par des universitaires, et la partie visites, où nous essayons au contraire d'avoir un style plus journalistique, notamment pour rendre compte de l'ambiance, des couleurs, des odeurs, des saveurs. C'est une écriture qu'on a totalement rénovée depuis quinze ans lorsqu'on a commencé à les reprendre tout en veillant à conserver la minutie dans les itinéraires et descriptions.

– On a souvent fait grief aux guides de s'intéresser essentiellement au passé et au patrimoine.

– Une des dimensions plaisantes du voyage est de comprendre la société abordée. On a donc été amené à développer les informations sur le mode de vie, la famille, l'école, la religion. On ne se limite plus aux restaurants pour touristes, mais on donne les adresses de ceux que fréquentent les autochtones. Tous les guides ont pris ce virage. L'exigence de culture se développe tous azimuts. On s'intéresse autant aux vieilles pierres et aux châteaux mais en plus, on a envie de comprendre la société d'en face, ses enjeux, son environnement. L'actualité nous conduit à refaire sans arrêt nos ouvrages, pas seulement parce que les numéros de téléphone changent, mais parce que la culture est en évolution permanente.

» Le guide doit être précis non pour emprisonner le voyageur mais pour le conduire à des déclics infiniment personnels au cours du voyage. Il doit offrir des ouvertures qui rendent plus attentif. Mais il ne vivra pas à votre place. Jamais. Le meilleur guide est celui qui sait se faire oublier. »

Propos recueillis par
Jean-Louis Perrier



JEAN GAUMY/MAGNUM



GILLES PERESS/MAGNUM

A chacun sa manière de voyager, à chaque voyageur un guide qui convienne à sa personnalité, à sa curiosité, à son esprit de découverte. Que ce soit devant Saint-Jacques-de-Compostelle, un tableau à Venise ou la route américaine.



هكذا من الأصل

NUMÉRO 6 REVUE EUROPÉENNE DES LIVRES DÉCEMBRE 1990

LIBER



Louise Fawcett de Posada

L'Irak un voisin encombrant

Franco Marenco
Harald Hartung

Regards croisés sur Heaney

Louis Pinto
Giulio Lepschy

Nouvelles méthodes en sciences sociales

Pascale Casanova

Les psychanalystes devant l'État

Franco Ferraresi

Italie : la stratégie de la violence

Supplément au n° 14272. Ne peut être vendu séparément. Samedi 15 décembre 1990.

Frankfurter Allgemeine L'INDICE EL PAIS Le Monde

SOMMAIRE

Dessin de couverture : David Levine
(New York Review-Opera Mundi)

LIBER (Revue européenne des livres) est un supplément paraissant dans *Frankfurter Allgemeine Zeitung, l'Indice, le Monde, El Pais.*

Comité éditorial : Pierre Bourdieu (président), Miguel Angel Bastenier, Thomas Ferenczi, Gian Giacomo Migone, Frank Schirrmacher.

Design : Enrico Maria Radaelli, Pirella Göttsche Lowe S.p.A., Milan.

Administrateur : Jean-Claude Gilbert, Paris.

Bureau central : 52, rue du Cardinal-Lemoine, 75005 Paris. Téléphone : 44-27-18-36.

Nous remercions pour leur aide et leur soutien : Pierre-Jean Gré et le Groupe 7, IPS Communications.

Directrice de la publicité, France : Sabrina Botbol, Le Monde Publicité, 5, rue de Monttessuy, 75007 Paris. Tél. : 45-55-91-82. Télex : *MONDPUB 206 136 F.* La publicité qui apparaît dans *LIBER* est commune à toutes les éditions.

Editeur : SARL *Le Monde.*

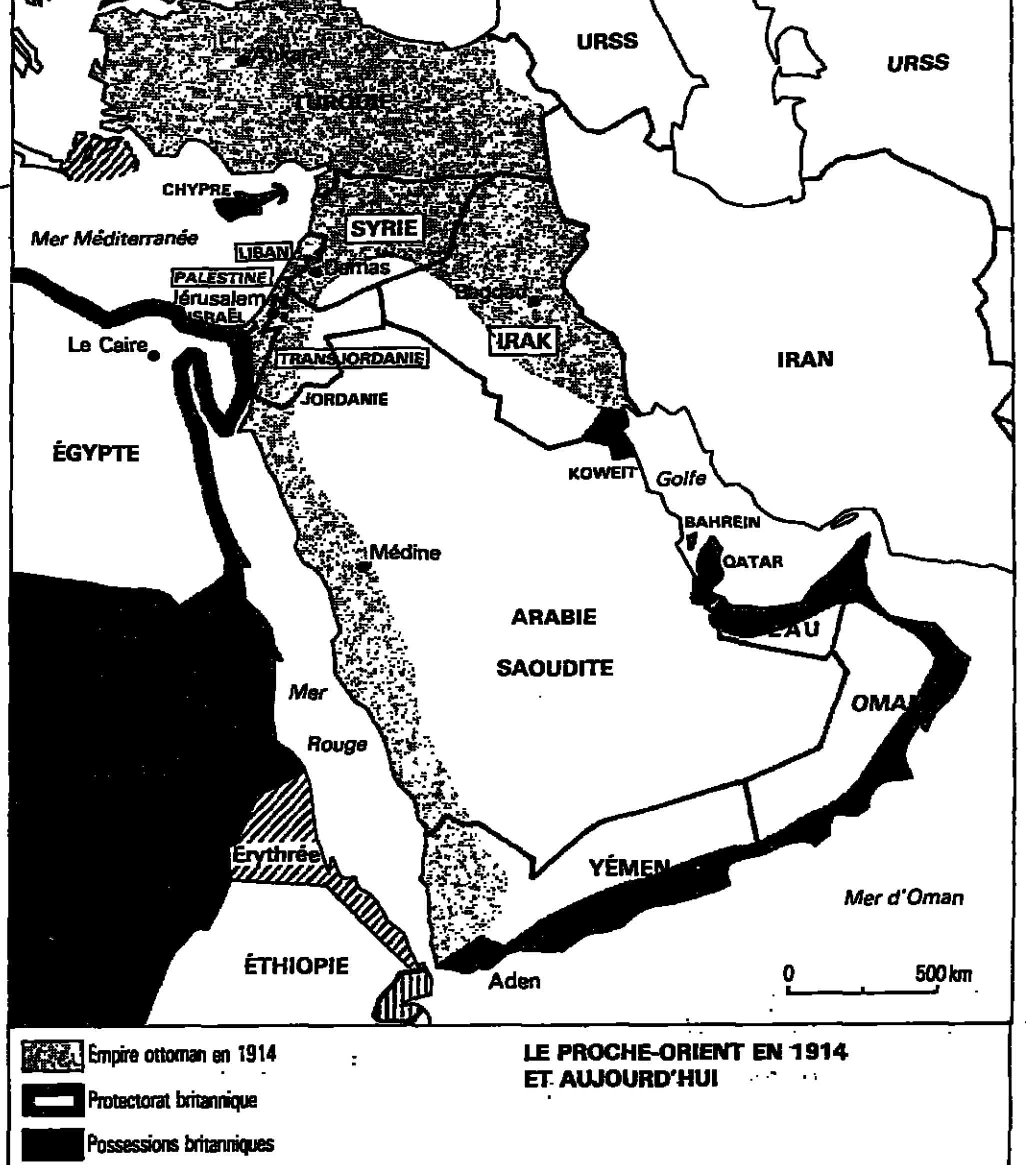
Nous remercions les lecteurs qui, en réponse à notre appel, ont bien voulu nous écrire. *Nous ne pouvons pas* publier toutes les lettres que nous avons reçues mais nous nous efforcerons d'y répondre dans les jours qui suivent.

Nous remercions la Caisse des dépôts et consignations qui met en œuvre un programme de développement solidaire des quartiers et des villes, avec de nombreux partenaires, d'avoir contribué au financement de ce numéro.

Un voisin encombrant

Les traités qui ont mis fin à la première guerre mondiale en imposant le partage de l'Empire ottoman entre la Grande-Bretagne et la France sont à l'origine des troubles qui agitent en permanence le Moyen-Orient. Depuis, tous les régimes irakiens ont entrepris des guerres pour rectifier les frontières coloniales.

Louise Fawcett de Posada



LE PROCHE-ORIENT EN 1914 ET AUJOURD'HUI

AU mois de septembre 1980, au terme d'une période de vives tensions entre l'Irak et le régime révolutionnaire iranien, les *forces armées de Bagdad envahissaient* le sud-ouest de l'Iran. Quelque dix ans plus tard, l'Irak envahit et occupe son voisin du Golfe, l'émirat du Koweït.

Loin d'être dictées par le désespoir, les invasions de l'Iran et du Koweït obéissent à un plan bien précis : l'Irak prétendait de cette façon régler de vieux contentieux, tout en confortant sa position dans la zone et en consolidant l'autorité du président Saddam Hussein. Deux actes qui ne manquent pas de parallèles dans l'histoire de l'Irak contemporain.

Les agressions contre l'Iran et le Koweït ont tenté de donner un nouveau souffle à l'idée du panarabisme, qui, d'une façon ou d'une autre, a constitué un ciment idéologique décisif dans les divers régimes irakiens depuis la création de l'Etat et figure parmi les grands principes de la doctrine du parti Baas, au pouvoir depuis 1968. Ce *nationalisme arabe explique, du moins* en partie, le « malaise » de l'Irak dans la région, son refus des frontières qui le séparent de ses voisins. Frontières qui furent imposées, dans une large mesure, par les grandes puissances à l'issue de la première guerre mondiale. Aussi, le révisionnisme irakien est-il fortement teinté d'anticolonialisme et *son panarabisme incarne la volonté* d'une refonte radicale de la carte du Moyen-Orient.

Le démembrement de l'Empire ottoman, après sa défaite dans la guerre de 1914-1918, est à l'origine de la naissance de l'Irak. Mais le tracé des nouvelles limites à l'intérieur de l'ancien empire turc d'Asie ne put satisfaire les nouveaux acteurs de l'Histoire dans la région. Non seulement les Arabes devaient abandonner leurs rêves d'un Etat général unifié, mais, de plus, ils se virent placés sous le protectorat des Britanniques et des Français par le biais du système des mandats de la Société des nations.

L'accord qui suivit la fin de la guerre, et dont les mandats étaient l'élément majeur, marquait la fin de l'ancienne rivalité de la Grande-Bretagne et de la France. L'harmonisation des intérêts communs aux deux puissances avait été obtenue, dans un premier temps, en 1904, grâce à la signature de l'Entente, par laquelle Paris reconnaissait la suprématie britannique en Egypte en échange de la consolidation de sa sphère d'influence au Maroc. Mais la guerre et l'alliance de l'Empire ottoman et de l'Allemagne obligèrent les deux puissances à reprendre la compétition pour le Moyen-Orient.

En 1915, non seulement la Grande-Bretagne et la France s'opposaient ; l'Italie et la Russie luttaient de leur côté pour s'assurer une partie du butin abandonné par l'empire agonisant d'Istanbul.

Pendant la guerre, les Alliés signèrent de nombreux traités secrets afin de pouvoir disposer des territoires ottomans. Le plus connu d'entre eux, celui de Sykes-Picot, conclu en avril 1916, attribuait à la France le contrôle *d'une zone allant de Damas à Mossoul* et à la Grande-Bretagne, celui de la zone qui allait de Gaza à Kirkouk. Les Russes, quant à eux, devaient recevoir, parmi d'autres concessions, Istanbul et ses détroits.

« Trahison » britannique

La rivalité entre les puissances de l'Entente fut exacerbée par la promesse que les Britanniques firent au chérif de La Mecque, Hussein, de créer un Etat arabe indépendant dans la zone. En allant dans le sens des aspirations arabes, la Grande-Bretagne faisait renaître les soupçons et l'hostilité de la France à son égard. Finalement, en l'absence de la Russie, engagée dans la révolution bolchevique de 1917, et donc en marge de la compétition, un compromis fut trouvé, qui ignorait les intérêts arabes. A cela s'ajoutait le ressentiment que l'appui des forces nationalistes arabes prêté à la Grande-Bretagne, dans la phase finale de la lutte contre les Turcs, avait éveillé.

La « trahison » britannique se révéla dans toute son ampleur au moment de la signature, à San-Remo, en avril 1920, du traité qui scella le destin des territoires orientaux de l'empire. De l'attribution de mandats sur la Syrie et le Liban à la France, et sur la Palestine, la Transjordanie et l'Irak à la Grande-Bretagne, résultait un partage du Croissant fertile. Ne subsistait des rêves de Hussein que le royaume de Hedjaz, qui plus tard allait faire partie de la monarchie saoudienne.

La concession d'un mandat sur l'Irak était une réponse à l'intérêt assez ancien de la Grande-Bretagne pour la Mésopotamie, nom sous lequel était connu dans l'Antiquité ce territoire. Des considérations d'ordre stratégique, dans ce cas comme dans celui de l'Iran, antérieures à la découverte des gise*ments de pétrole*, faisaient de l'Irak un élément essentiel dans le système de sécurité britannique.

Ce mandat fut extrêmement impopulaire, l'insoumission irakienne mena le pays à l'indépendance plus tôt que dans les autres territoires de la zone, placés dans des situations coloniales analogues. Les traités de 1922 et 1930, autorisant l'entrée de l'Irak dans la Société des nations, ne suffirent pas à calmer l'animosité populaire. Les griefs se multipliaient : outrage du mandat, imposition d'un monarque hachémite, Fayçal, fils du chérif Hussein, couronné en août 1921, et enfin la déclaration de lord Balfour, en 1917, engageant la Grande-Bretagne dans la création d'un foyer national pour le peuple juif en Palestine.

L'indépendance ne mit pas un terme aux relations coloniales avec Londres. Une tentative pour se libérer du contrôle britannique, en 1941, se solda par une « deuxième occupation » de l'Irak, prolongée jusqu'en 1945. Pendant le court règne de Fayçal II (1953-1958), l'Irak fut intégré dans un nouveau dispositif stratégique, inspiré par Londres, connu sous le nom de pacte de Bagdad. La dépendance vis-à-vis de la Grande-Bretagne ne fut rompue qu'avec le coup d'Etat des « officiers libres », qui, sous le commandement du général Karim Al Kassem, s'emparèrent du pouvoir en juillet 1958. Mais les séquelles de la présence britannique ne s'effacèrent pas pour autant. Le nationalisme arabe de Kassem, puis du régime baassiste d'Ahmed Hassan Al Bakr et de Saddam Hussein accusa la France et la Grande-Bretagne d'avoir empêché la création d'un Etat arabe unifié.

Les premières démarches pour réexaminer la situation eurent lieu en 1961, à la faveur de la déclaration d'indépendance du Koweït, dont les relations avec la Grande-Bretagne remontaient à 1899 (1). Pendant la période ottomane, le Koweït avait été contrôlé à partir de la province irakienne de Bassorah. Fort de cet argument, Kassem, soutenant que le Koweït avait été *« arbitrairement dominé par l'impérialisme »,* réclama la restitution du Koweït à l'Irak. Revenues à l'émirat pour en défendre l'indépendance, les troupes britanniques furent cependant remplacées par les forces de la Ligue arabe, *après l'entrée du Koweït dans* l'organisation, La menace irakienne était conjurée.

Les couleurs du panarabisme

A l'arrivée au pouvoir de baassistes, grâce au coup d'Etat militaire de juillet 1968, le nationalisme arabe, humilié par la défaite face à Israël en 1967, se trouvait dans une mauvaise passe. Les baassistes, néanmoins, gardaient une foi intacte dans le panarabisme. D'après Samil Al Khalil (2), pseudonyme de l'auteur de *Republic of Fear*,. les dirigeants du Baas ne voyaient dans les conflits israélo-arabes qu'une preuve éclatante de l'influence *« insidieuse »* de l'impérialisme. Face à l'alliance contre nature de ces trois ennemis, impérialisme, sionisme et réaction arabe, *« se dressaient les forces authentiques de la libération du peuple arabe ».*

Réfugié dans cette vision des choses, le baassisme irakien n'a cessé de se fortifier. Bagdad, qui cherchait à garder les mains libres vis-à-vis de l'Occident, conclut deux accords avec l'Union soviétique : par le premier, de 1965, *Moscou apportait son assistance dans* le développement de l'industrie pétrolière ; le second, traité d'amitié signé en 1975 et valable pour quinze ans, entraîna, au milieu de la clameur populaire, la nationalisation des intérêts pétroliers occidentaux. Si les relations avec l'ensemble du monde arabe s'amélioraient dans les années 70, elles se dégradaient avec l'Iran : le contentieux concernant la souveraineté de l'estuaire du Chatt-al-Arab déclencha une série d'incidents frontaliers particulièrement graves pour l'Irak, compte tenu du soutien accordé par Téhéran à la lutte des rebelles kurdes pour leur autonomie. Un accord fut signé à Alger en 1975 : l'Irak acceptait le tracé d'une ligne de démarcation qui passerait au milieu de la voie fluviale selon le principe du thalweg.

Cet accord fut de courte durée : les prétentions hégémoniques du régime du Shah étaient une menace quasi insignifiante, comparées aux ambitions du régime intégriste islamique instauré par Khomeyni en 1979. La tentation de porter un coup définitif à l'Iran, en ce moment d'apparente faiblesse, était trop grande pour que le nouveau président Saddam Hussein y résistât.

Il se peut, comme le suggère Efraïm Raish (3), que les sources du conflit aient été purement géopolitiques, mais l'Irak donna à son entreprise les couleurs du panarabisme. Ses revendications de la région du Khouzistan, ethniquement arabe, étaient justifiées en termes de nationalisme historique. Si l'Irak était vainqueur, il pourrait s'arroger le titre de défenseur des Arabes et se rendre maître du Golfe.

L'invasion du Koweït, au nom d'un panarabisme triomphant, a entraîné une remise en question des idées acquises sur l'ordre politique dans la zone, révision déjà entamée avec la fin de la guerre froide et la réorganisation des relations internationales. L'invasion du Koweït n'a pas provoqué l'élan de solidarité arabe escompté par Saddam Hussein, mais son discours sur l'unité arabe, ses références à un passé commun glorieux, son intention de rendre les richesses pétrolières à leurs bénéficiaires légitimes, ainsi que la liquidation des outrages du passé, ont pu faire impression sur les masses défavorisées ou dans les secteurs les plus radicaux de l'opinion.

L'agression irakienne contre le Koweït, ultime effort pour redonner vie à un panarabisme moribond (4), a divisé davantage encore le monde arabe. Un monde qui semble aujourd'hui plus dangereux que par le passé. ■

(Traduit de l'espagnol par Christine Aguilar-Adan.)

(1) Peter Mansfield, *Kuwait, Vanguard of the Gulf*, Londres, Hutchinson, 1990.

(2) Samil Al Khalil. *Republic of Fear. The Politic of Modern Iraq*, Londres, 1989.

(3) Efraïm Raish. *The Iran-Iraq War. Impact and implications*, Londres, 1989.

(4) Charles Davers ed *After the War. Iraq, Iran, and the Arab Gulf.* Carden Publications, Chichester, 1990.

▶ **Louise Fawcett de Posada est chercheur en relations internationales à l'université d'Oxford.**

هكذا من الأصل

Lettre à l'Europe

Une voix d'Amérique

Le sociologue américain William Julius Wilson a passé plusieurs mois en Europe. Il a étudié les problèmes de la pauvreté, de l'immigration, des ghettos urbains, et comparé les solutions adoptées à celles qui sont mises en œuvre aux États-Unis

William Julius Wilson

PROFESSEUR invité durant l'année universitaire 1989-1990 à l'Ecole des hautes études en sciences sociales de Paris, mon séjour dans cette ville, et des déplacements en France, en Angleterre, aux Pays-Bas et en Italie m'ont donné l'occasion unique d'observer les changements spectaculaires intervenus récemment du point de vue des inégalités sociales dans nombre de métropoles d'Europe occidentale. Non seulement le cœur des villes commence dans ces pays à ressembler aux ghettos américains, mais les tensions raciales et ethniques qui apparaissent dans toutes les zones urbaines d'Europe rappellent en partie les affrontements inter-raciaux en Amérique.

Comparées à l'Europe, les métropoles américaines se caractérisent par une décentralisation des bureaux et un développement plus sélectif de la banlieue. Au cours des dernières décennies, les centres-villes américains ont vu partir massivement vers la périphérie des familles à hauts revenus, et une importante augmentation, en nombre et en proportion, des déshérités. Les zones à forte densité de pauvreté se sont étendues, ainsi que les ghettos où s'entassent les minorités raciales.

Vers la création de nouveaux ghettos

Bien qu'elles n'aient pas atteint la concentration ethnique et raciale qui caractérise les métropoles américaines, se développent dans les villes d'Europe des poches de pauvreté. A Rotterdam, par exemple, aux Pays-Bas, si le centre de l'agglomération compte, en raison d'un vaste programme de rénovation urbaine, une population relativement variée du point de vue ethnique et social, un certain nombre de rues abritent presque essentiellement des populations de chômeurs et d'assistés sociaux. De même à Paris, où des quartiers entiers peuplés d'Algériens et de Noirs commencent à ressembler à bien des rues-ghettos du sud de Chicago, ou de Harlem, à New-York.

L'Europe occidentale a accueilli un nombre important d'immigrés au cours de la seconde moitié du vingtième siècle. Ces flux d'immigrés ont élargi les différences culturelles entre nouveaux venus et populations autochtones. Mais les restructurations économiques et industrielles et le déclin des régions industrielles traditionnelles ont peu à peu réduit les besoins en main-d'œuvre non qualifiée. Et les milliers d'immigrés recrutés lors des périodes antérieures ont été écartés du marché du travail. Presque tous les nouveaux emplois des prochaines décennies requerront des niveaux d'études et de qualification auxquels ne pourront accéder la plupart des immigrés. Derniers embauchés, premiers licenciés, ceux-ci ont vu depuis la fin des années 70 le chômage augmenter dans leurs rangs, pour atteindre des taux de 25 % à 50 % dans certaines villes plus particulièrement frappées par la crise...

La création d'un marché européen unique accentuera sans doute cette tendance plus qu'elle ne la contrariera. Même si l'on en attend globalement un fort encouragement à la croissance et à l'emploi, la Commission européenne n'exclut pas que, tout au moins au début, sa création puisse entraîner certaines fractures sociales. Aussi est-il de la responsabilité des hommes politiques de s'atteler à ces problèmes et de stopper le processus de « ghettoïsation » avant qu'il ne constitue une menace pour la vie urbaine.

En fait, si aucune mesure n'est prise, certains quartiers des villes françaises et hollandaises auront, d'ici dix ans, l'aspect des pires ghettos américains. Concentrant toujours plus de minorités raciales déshéritées, ces quartiers s'isoleront socialement, s'étendront, connaîtront de plus en plus le chômage, l'insécurité, la dépendance économique et sociale.

Les changements déjà intervenus dans l'Europe des villes ont fait le lit d'une démagogie raciste hostile aux immigrés. Et beaucoup dans la majorité blanche rendent en partie responsable de la détérioration de la situation économique la présence croissante des étrangers. C'est qu'une économie qui stagne et un marché de l'emploi morose ont imposé en Europe certaines contraintes à l'Etat providence au moment même où la population immigrée devenait, pour survivre, plus dépendante de l'aide publique.

Dans différentes régions d'Europe, les antagonismes ethniques et raciaux se sont renforcés. A la consternation des esprits progressistes, des agressions racistes ont eu lieu dans plusieurs villes françaises où le Front national de Jean-Marie Le Pen a connu un succès électoral surprenant. Des bagarres ont éclaté dans des quartiers noirs en Grande-Bretagne, et dans les villes italiennes des immigrés africains ont été malmenés. Des tensions, enfin, sont apparues aux Pays-Bas entre chrétiens et musulmans, Blancs et minorités raciales.

La dégradation de certaines situations laisse, hélas, présager en Europe l'aggravation d'un racisme ouvert, spontané ou organisé, si l'on ne s'attaque pas aux problèmes économiques et sociaux. Ainsi donc la ressemblance est frappante entre l'Europe et les Etats-Unis, non seulement dans l'extension des ghettos, mais dans la réaction même de l'opinion publique à la détérioration croissante des conditions de vie des populations immigrées. Il n'est pas trop tard cependant, en Europe, pour s'attaquer aux problèmes. Aux hommes politiques de tirer les leçons de l'amère expérience américaine.

Les leçons de l'expérience américaine

En 1975, l'économiste noir Vivian Henderson déclarait que l'avenir économique des Noirs américains était lié à celui de toute la société américaine. Les politiques visant à résoudre les problèmes de pauvreté devaient certes bénéficier aussi aux Noirs ; en revanche, traiter ces derniers séparément du reste du pays ne pouvait, à son sens, qu'accentuer les animosités raciales, créer des frustrations et gaspiller une énergie précieuse pour la nation.

L'avertissement de Henderson semble particulièrement pertinent en période de stagnation économique, période où s'émousse le soutien de l'opinion publique à des programmes perçus comme favorables aux minorités, et associés – à tort ou à raison, – dans l'esprit de la population blanche, à des sacrifices matériels. Durant la période qui va du New Deal aux années 60, les démocrates ont, aux Etats-Unis, pu associer l'économie keynésienne et la prospérité des classes moyennes aux programmes d'intégration économique des pauvres et des minorités raciales. Les gains alors s'élevant rapidement, chacun acceptait généralement de partager emplois et revenus avec les plus déshérités.

La fin des années 70 et la détérioration de la situation économique ont permis à Ronald Reagan de convaincre nombre d'Américains des classes moyennes et laborieuses que la baisse de leur niveau de vie était imputable aux coûteux programmes d'aide aux pauvres (et implicitement aux minorités) – un niveau de vie que rétablirait sa politique de coupes budgétaires radicales. En 1980, Reagan élu, la coalition du New Deal s'est effondrée, et les seuls groupes à soutenir massivement le ticket démocrate ont été les Noirs, les Hispaniques et les pauvres, représentant ensemble un quart de la population américaine.

La situation des déshérités, et en particulier des minorités raciales déshéritées, s'étant rapidement détériorée au cours de ces dernières années, une nouvelle coalition de type New Deal est aujourd'hui plus nécessaire que jamais. Son efficacité dépendra des buts qu'elle se fixera, et il est impératif que le message politique souligne la nécessité d'une réforme économique et sociale qui bénéficie à tous les Américains, et pas seulement aux minorités pauvres. Cette coalition, certes, continuerait de se battre pour que cesse la discrimination sociale, mais en reconnaissant que les minorités pauvres sont profondément affectées, aux Etats-Unis, par d'autres problèmes que ceux liés au racisme.

De plus, comme l'a montré l'expérience américaine au cours des trente dernières années, les hauts revenus au sein des minorités – revenus dus à la stabilité familiale, aux moyens financiers, à la solidarité de groupe et aux études que les parents ont pu financer – finissent par bénéficier de façon disproportionnée des politiques visant un groupe racial particulier. Celles-ci ont donc peu de chances d'améliorer la situation socio-économique des plus déshérités. Les récentes statistiques sur les revenus, l'emploi et le niveau d'études montrent que seuls quelques individus habitant les ghettos du centre des villes ont bénéficié de ces programmes.

Qu'implique cette analyse dans la situation que connaît aujourd'hui l'Europe occidentale ? Je crois important que les Européens comprennent qu'il faut, pour résoudre les problèmes de l'immigration et des minorités raciales, voir au-delà des solutions limitées à des groupes de populations. Non que des stratégies spécifiques ne soient pas nécessaires ; elles le seront aussi longtemps que des difficultés particulières se poseront à ces minorités. Mais ces mesures doivent être restreintes, et être suspendues lorsque les problèmes du groupe seront résolus. Dans tous les cas, elles doivent être perçues comme s'inscrivant dans un programme plus vaste destiné à répondre aux préoccupations non pas des immigrés seuls, mais de toutes les catégories de population.

Mais quels types de programmes sont-ils propres à aider à l'« intégration » des immigrés comme les Arabes en France, les Guyanais et les Marocains aux Pays-Bas ? La priorité est, à mon sens, la lutte contre le chômage. Ce problème efficacement combattu, beaucoup d'autres difficultés – pauvreté, dépendance sociale, logement, soins médicaux – seront plus facilement résolues.

S'impose donc la création d'une bourse du travail contrôlée par l'Etat et accessible à tous (chômeurs du bas de l'échelle salariale, personnels qualifiés et cadres déplacés). Cet organisme assurerait formation et recyclage, afin de mieux faire coïncider l'offre et la demande. Il serait chargé de répertorier les emplois, de les situer sur la carte, d'accorder les aides au logement et les primes de déplacement qui permettraient aux travailleurs de s'installer dans les régions demandeuses d'emplois. Bref, à la fois une politique du travail et une politique d'urbanisme plus énergiques. ■

(Traduit de l'anglais par Sylvette Gleize.)

▶ William Julius Wilson est professeur de sociologie et de politique sociale à l'université de Chicago. Il a tenu, durant l'année universitaire 1889-1990, la chaire de la Fondation franco-américaine de civilisation américaine à l'Ecole des hautes études en sciences sociales de Paris.

Berlin, laboratoire d'observation...

Sabine Lang

JE ne suis pas heureuse de ce qui se passe, et ne connais personne qui le soit, hormis quelques politiciens sur les écrans de télévision.

La frustration propre aux « personnes dans mon genre » (quel que soit ce que l'on entend par là) ne vient pas tant de ce rêve perdu de la « troisième voie » entre capitalisme et socialisme d'Etat – ce jeu intellectuel de la gauche, qui a fait son temps, – disparu quelque part entre novembre et janvier derniers quand les slogans sont passés de *« nous sommes le peuple »* à *« nous sommes un seul peuple »*.

Je comprends parfaitement que les Allemands de l'Est n'aspirent pas aujourd'hui même à une autre expérience se voulant socialiste. Pas après avoir découvert l'incroyable : un socialisme d'Etat qui a soudoyé des escadrons de la mort, construit des camps de détention pour les dissidents politiques, caché des terroristes ouest-allemands et connu la corruption à tous les niveaux de la bureaucratie.

Je ne suis pas non plus surprise de la ruée à corps perdu, partout visible, vers la consommation : beaucoup d'entre nous rêveraient d'une voiture correcte après des années de Traban, et d'une chaîne stéréo qui ne coûte pas un mois de salaire. Le problème n'est ni dans l'apparente méfiance à l'égard des idéologies à relents « sociaux » ni dans l'engouement pour l'économie de marché ; ce qui exaspère, c'est davantage le fait de voir qu'aucune stratégie, aucune action politique ne vient, en Allemagne de l'Est, s'interposer, corriger ou souligner cette évolution.

C'est toute une société qui semble paralysée, attendant en silence une autre *« Wirtshaftswunder »*, un autre miracle économique, mais en faisant le mort comme le lapin que le serpent va avaler. L'élan de cette révolution qui n'en était pas une a été, sans que lui soit opposée une grande résistance, réduit à des questions de politique des partis dont le calendrier a été, là encore, imposé par l'Ouest.

Nombreuses sont les explications à cet état de fait. Il reste cependant que nous ne comprenons pas complètement. Oui, les Allemands de l'Est, en quarante ans, ont pris des habitudes et ont fait leur trou dans le système ; certes, l'autoritarisme régnait, et la nécessité de cacher ses convictions, de s'adapter, mais en dépit de toutes les critiques chacun était pris en charge et comptait en toute circonstance sur l'intervention de l'Etat. D'où le gel de l'initiative personnelle.

Cela, pourtant, ne rend pas entièrement compte de l'apathie actuelle à tous les niveaux de l'économie, de la société et de la politique. Le chômage croît régulièrement et rapidement. Pour ne parler que de Berlin, un emploi sur deux est remis en question. Presque tous les services de la bureaucratie d'Etat comptent, à l'Est, cinq fois plus de personnel qu'à l'Ouest. A Berlin-Est, la vieille administration emploie de 150 000 à 200 000 personnes. Le plein-emploi a abouti à la situation type, portant à la satire, de dix serveurs pour dix tables dans un restaurant.

Tout cela va finir. Mais, au lieu de changer d'emploi avec l'arrivée de l'entreprise privée, la plupart des travailleurs à l'Est se laissent gagner par le vide économique. Les sociétés occidentales ont montré leur extrême réticence à investir. De l'avis de certains, c'est en raison de l'insécurité législative. Je crois qu'il y a plus que cela. L'Allemagne de l'Ouest est un pays économiquement sur-saturé. L'on ne peut espérer que le dynamisme de nos entreprises recréera le miracle des années 50.

Un marché noir de l'emploi

Nous sommes en outre une nation fortement exportatrice, qui vend volontiers (et avec profit) matériel électronique, produits alimentaires et de consommation à la RDA, mais sans créer en fin de compte les emplois promis. On attend pour cet hiver un taux de chômage de 20 %. De plus, beaucoup d'Allemands de l'Ouest ont du mal à se faire à ces parents de l'Est, aux mentalités et aux habitudes si différentes des nôtres, et avec qui les rapports, dans l'ensemble, ne vont pas de soi.

Berlin est actuellement le meilleur laboratoire où observer les tensions dont tous ces changements sont porteurs.

Existe déjà ici un vaste marché noir de l'emploi, où les travailleurs ouest-berlinois du bas de l'échelle se voient préférer leurs collègues de l'Est, qui coûtent beaucoup moins cher. Déjà s'établit une hiérarchie où les Allemands de l'Est viennent en second, quand les travailleurs étrangers – Turcs pour la plupart – n'ont que peu de voix et de poids pour ce qui touche au logement et à l'emploi. Déjà, les pauvres se plaignent ici que les Allemands de l'Est achètent tous les produits bon marché. Et, en dépit des promesses du chancelier Kohl qu'il n'y aura pas d'augmentation d'impôts, l'on se rend progressivement compte qu'il faudra bien payer d'une manière ou d'une autre. Une fiscalité plus lourde après les élections, moins de confort, une redistribution plus large de l'argent de l'Etat aux provinces orientales, sans compter l'incertitude du climat politique pour les années à venir, les tensions sociales qui s'annoncent et le possible changement de culture politique.

Les discussions sont vives sur ce dernier point : quarante ans de socialisme d'Etat ont-ils laissé leur marque sur un peuple ? A première vue, le processus d'acculturation capitaliste semble, étrangement, prendre une semaine environ. Ce qui faisait la particularité de la RDA, une solidarité, une attention aux autres plus grandes, une évolution plus intransigeante vers l'émancipation des femmes, tout s'est arrêté pour le moment. Et ceux qui, en octobre, ont protesté parce qu'ils imaginaient une autre société qui aurait incorporé ces valeurs se sont tus. L'utopie n'est pas de mise par les temps qui courent.

A voir l'élaboration des structures politiques depuis novembre, il y a de quoi se rallier à la théorie des systèmes. Il semble, en effet, que le nouveau dispositif, établi avec l'aide de l'Ouest, ait « produit » à la hâte une élite politique aux allures assez franchement occidentales. Un de mes bons amis est ainsi devenu attaché de presse au ministère de l'intérieur (ce n'est qu'un exemple du transfert de main-d'œuvre qui s'opère d'Ouest en Est à tous les postes importants servant de toile de fond à la scène politique). Trois mois de fonction ont suffi à faire de ce garçon, pourtant bien peu conventionnel, un vrai professionnel de la politique.

Ainsi, de bien des manières, ces derniers mois ont-ils enseigné la démocratie telle qu'elle se pratique à l'Ouest, sans lui laisser prendre sa forme propre à l'Est. La rapidité avec laquelle nos partis ont joué la carte nationaliste est effarante, les sociaux-démocrates en particulier, qui sont parvenus à éliminer tout ce qui, à gauche, menaçait leur hégémonie.

Une loi spécialement votée pour les élections a retiré toutes ces chances au vieux PSD et contraint les Verts à lier leur vote aux partis défenseurs des droits civiques à l'Est et aux organisations féministes, causant une prévisible scission et, par là même, un affaiblissement. Tout cela du fait des grands partis, et pour maintenir la stabilité du pays. Qu'on se le dise !

Mais tout finira bien, naturellement. Sans doute, l'Ouest s'adaptera sans trop de bouleversements, et nos provinces orientales nous ouvriront les portes de l'économie soviétique. Kohl sera réélu, chacun aura sa Volkswagen, et nous vivrons heureux. Ainsi s'achèvera en conte de fées le pas de deux allemand. ■

(Traduit de l'anglais par Sylvette Gleize.)

▶ Sabine Lang est sociologue à l'université libre de Berlin.

Liberté sous paroles

Tout en évoquant quelques-uns des grands débats de l'actualité hongroise (l'antisémitisme, la révision de la vision de l'histoire d'ancien régime, le rapport au « communisme »), György Dalos soumet à une critique salutaire le verbalisme démagogique qui envahit la scène politique.

György Dalos

J'AIMERAIS placer en exergue un paragraphe imaginaire particulièrement représentatif du nouveau style de la presse hongroise. Il y a environ six ou sept mois, le bilan d'un éditorial passionné aurait pu ressembler à ceci : *« Si nous ne voulons pas régler les comptes de notre passé, du moins voulons-nous les équilibrer. C'est pourquoi nous disons : « Il est grand temps de ne pas favoriser plus longtemps, dans le cadre des nouvelles nominations du secteur universitaire, les parachutistes de l'époque de la politique culturelle du combiné qui était celle de l'État-Parti, mais de faire davantage place enfin à d'authentiques personnalités, à des gens dont le poids puisse être à l'aune de leurs convictions nationalistes et démocratiques passées et présentes, à l'exclusion de toute autre considération. »*

Le terme de *« parachutistes »* désignait en Hongrie, avant tout, les anciens fonctionnaires du Parti communiste qui avaient pris en charge, sans transition, la direction d'un musée régional ou d'une usine de conserves, sans être tenus d'apporter nécessairement avec eux les compétences que supposent de telles activités. Un grand nombre de ces camarades-là ont été sauvés *in extremis* du naufrage de l'appareil du Parti en pleine décomposition par un passage à la vie civile. *« L'État-Parti »*, c'était, bien sûr, le système Kadar, et par *« combiné »* on désignait la méthode, pratiquée à l'époque, consistant à faire passer par téléphone les décisions importantes, du genre nominations, interdictions ou renvois. L'expression *« authentiques personnalités »* visait ceux qui ne s'étaient pas compromis durant l'*« ancien régime »* ou qui du moins pouvaient l'accréditer de façon vraisemblable. *« Mesurer le poids »* signifie : se présenter aux électeurs ou à un public déterminé. Ce qu'est censée être la différence réelle entre *« régler les comptes »* et les *« équilibrer »*, voilà qui, jusqu'à aujourd'hui, m'est demeuré caché.

« Le mot vieillit déjà dans la bouche »

Ce qui pose problème dans ce nouveau vocabulaire, c'est sa courte vie. *« Le mot vieillit déjà dans la bouche »*, dit un brillant bon mot venu de RDA. Et de fait, l'acception politique du concept de « parachutiste » disparaît maintenant peu à peu, et le mot retrouve son sens originel.

Bien sûr, des postes importants sont encore aujourd'hui pourvus en fonction de critères partisans, pour ne pas dire *« au combiné »*, ce qui a pour conséquence des scandales incessants. A la différence qu'il faut en pareils cas poser de manière neuve la célèbre question de Brecht : *« Mais qu'est-ce que le parti ? »* Quand quelqu'un proclamait il y a deux ans : *« Je suis au parti »*, il fallait comprendre par cette déclaration, qui à l'époque était assez courageuse, que la personne concernée appartenait à *« l'avant-garde de la classe des travailleurs »*, au PSOH, le Parti socialiste ouvrier hongrois, qui gouvernait encore tant bien que mal. Mais quand, en revanche, quelqu'un dit aujourd'hui qu'il est au Parti, il doit s'attendre qu'on lui demande avec *curiosité « lequel »* ? Au seul Parlement siègent six partis, et le nombre des moins chanceux qui n'ont pu franchir l'obstacle des 4 % s'élève à plus d'une douzaine.

Aussi n'est-il pas étonnant que les controverses publiques relèvent en partie de la sémantique. Ainsi Istvan Csurka, auteur dramatique et député du Forum démocratique, a-t-il déclaré que l'important pour lui n'était certainement pas de se protéger lui-même, mais seulement de défendre le *« sens des mots »*. Il a engagé dans un article de journal la controverse avec son collègue, l'écrivain György Konrad, président du Pen-Club International. Il s'agissait concrètement dans cet article du sens du mot *« verbalisme »*. Csurka soutenait que son adversaire avait, lors d'une de ses interviews, donné à ce mot une interprétation radicalement *erronée*.

Pour être franc, je n'avais, en lisant cet article, aucun dictionnaire sous la main et je ne sais donc pas jusqu'à aujourd'hui lequel des deux adversaires a employé le mot « verbalisme » à bon escient et lequel l'a employé de façon fautive. Mais, à défaut de cela, j'ai remarqué que l'enjeu du texte de Csurka *résidait dans des interprétations* et des erreurs d'interprétation radicalement autres. Dans l'interview en question, qui déclencha tout le débat, Konrad avait prétendu que la presse libre ne pouvait être encadrée par le nouveau gouvernement que dans l'exacte mesure où les journalistes le toléraient. Cette déclaration provocatrice avait suffi à susciter au sein du parti de gouvernement auquel Csurka appartient toutes sortes de remous.

Pourtant notre auteur dramatique avait lui-même été l'un des instigateurs d'une discussion qui occupa longtemps les médias. C'était peu de temps avant les premières élections démocratiques, au printemps de cette année. Csurka parlait alors, au cours d'un programme de radio, d'une certaine minorité qui s'apprêtait à régenter les médias et la presse et qui se confondait avec cette autre minorité qui, dans l'histoire récente du pays, avait déjà tenté plusieurs fois de briser, selon ses propres mots, *« la colonne vertébrale de la nation hongroise »*. Sans relation avec cette déclaration nébuleuse, circulait déjà à l'époque, sous forme de rumeur, l'idée que le paysage de la presse écrite et audiovisuelle hongroise était dominé *par des juifs*. C'est pourquoi quelques critiques pensèrent que la déclaration de Csurka était antisémite, une présomption que l'écrivain démentit avec indignation.

Et voilà que Csurka revient, quelques mois plus tard, sur cette accusation et se déclare complètement désemparé. A propos des gens des médias qu'il a attaqués, il s'interroge : *« La question de la judaïté ou de la non-judaïté se pose inévitablement, mais pour ma part en sens inverse. Cela pourrait donner à peu près ceci : « Si je constate que certains individus ou plusieurs personnes sont incompétentes ou qu'elles usurpent leurs postes, ai-je alors le courage de dire publiquement que beaucoup d'entre elles sont des juifs ? Je ne sais combien elles sont, ni dans quelle proportion et en vertu de quelle continuité historique elles sont présentes dans les médias. Je vois seulement – et parfois de toute évidence en me trompant ! – qu'elles sont présentes. Dois-je dénoncer les incompétences que j'ai reconnues si j'ai le sentiment que les personnes concernées sont juives, ou bien dois-je plutôt les taire justement pour cette raison ? »*

Le communisme comme flétrissure

En réalité, le dilemme de Csurka n'en est pas un. Avec la violence verbale qui le caractérise, il œuvre à ce qu'il a lui-même qualifié, en créant le néologisme, de *« grand nettoyage de printemps »*. Il n'est d'ailleurs certainement pas le seul, bien que la plupart de ses compagnons d'armes se gardent de cajoler l'antisémitisme plus ou moins latent dans le pays. Ces nouveaux nettoyeurs n'ont pas besoin de recourir absolument à des mots provocateurs tels que « juif ». Après tout, il y a encore ceux de « communistes », « bolchévistes » et « marxistes ». D'usage plus récent, il y a aussi celui de *« jacobin »*, et c'est à Csurka justement que fut attribué par un de ses adversaires ce qualificatif. Quant à Csurka lui-même, il a enrichi ce nouveau répertoire de l'art de la tribune d'une parole d'or. *« Nous n'avons pas besoin de minipartis à la façade libérale »*, a-t-il déclaré il y a quelque temps, et il pontifie maintenant de plus en plus souvent sur la parenté spirituelle supposée du libéralisme avec ce que les mots de « communisme » et de « marxisme » ont toujours évoqué pour lui.

L'exemple de Csurka montre que les mots en Hongrie sont fortement dépendants du contexte et qu'ils autorisent parfois pour cette raison des interprétations qui ne coïncident pas toujours avec les intentions de ceux qui les utilisent. Avec le retrait réel des communistes de la scène politique hongroise, ou du moins de ceux qui continuent imperturbablement de confesser cette doctrine, le mot « communisme » semble avoir reçu une deuxième acception. Durant la campagne électorale de mars et d'avril de cette année, même des partis de la droite conservatrice, ou des fractions à l'intérieur de partis, se sont fréquemment insultés mutuellement en se renvoyant ce mot dans l'espoir de tirer parti avant tout de la connotation de compromission dont le concept est chargé.

Des observateurs neutres ou peu informés ont pu facilement avoir l'impression que des douzaines d'organisations communistes s'affrontaient ici dans une lutte pour le pouvoir ou qu'ils avaient affaire au cas de figure que Marx et Engels ont décrit dans l'avant-propos du *Manifeste communiste* : *« Où est le parti d'opposition qui n'ait pas été décrié par ses adversaires au pouvoir par l'épithète de « communiste », et où est le parti d'opposition qui n'ait pas renvoyé aux membres de l'opposition progressiste, ainsi qu'à leurs adversaires réactionnaires, ce mot de « communisme » comme une flétrissure ? »*

Pourtant le communisme n'est plus aujourd'hui de fait en Europe qu'un fantôme, et la rage avec laquelle il continue d'être combattu recèle des éléments qui ne peuvent pas se rapporter spécifiquement à lui. Ainsi le député Kalman Kéri, général à la retraite, plaidait il y a peu pour un renouvellement spirituel de l'armée qui à son avis pouvait se laisser guider par le modèle de l'*« armée nationale »* de l'amiral Horthy. Celle-ci, prétendait ce vieillard qui avait déjà servi dans l'armée d'avant guerre comme officier de haut rang, avait durant la deuxième guerre mondiale *« combattu vaillamment et défendu la patrie »*, et *« son combat était juste parce qu'il était une lutte contre le communisme »*.

Dans une autre déclaration, Kéri a formulé cela de façon encore moins ambiguë : *« Le fait que la Hongrie se retrouva soudain pourvue d'une frontière commune avec l'Etat communiste de l'Union soviétique a toujours été pour moi une source d'inquiétude, car j'avais sans cesse à l'esprit le cauchemar d'une dictature prolétarienne. C'est pourquoi je n'ai absolument rien trouvé de condamnable au fait que l'armée* (en juin 1941) *se soit lancée dans la bataille, car ainsi le danger pouvait à mon sens être tenu à distance. D'ailleurs l'état-major de l'armée hongroise avait engagé le combat contre le communisme de son propre fait, et non contraint par les Allemands. »*

L'arrière-plan de ces déclarations, c'est le fait que durant cette guerre-là les pertes de la Hongrie ont atteint des dimensions vraiment catastrophiques et qu'il a régné trop longtemps à ce sujet un silence éloquent. Les actes de

La stratégie

A partir d'études récentes, Franco Ferraresi propose quelques hypothèses sur le terrorisme en Italie et sur ses effets paradoxalement stabilisateurs.

Franco Ferraresi

★ David Moss : *The Politics of Left-Wing Violence in Italy, 1969-1985*. Londres, Macmillan 1989, 317 p.
★ Robert C. Meade Jr : *Red Brigades : the Story of Italian Terrorism*. Londres, Macmillan 1990, 311 p.
★ Raimondo Catanzaro : *Ideologie, movimenti, terrorismi*. Ricerche e studi del Istituto Cattaneo, Bologne, Il Mulino, 1990, 239 p.
★ Raimondo Catanzaro : *La Politica della violenza*, Ricerche e studi del Istituto Cattaneo, Bologne, Il Mulino 1990, 267 p.

LES trois principales sources statistiques concernant la violence politique et le terrorisme en Italie fournissent des données chiffrées très divergentes. D'après le ministère de l'intérieur, les actes de terrorisme perpétrés entre 1968 et 1982 seraient au nombre de 15 000, alors que le Parti communiste italien en enregistre presque 13 000 et que l'Institut Cattaneo, lui, en dénombre moins de 3 000. D'une source à l'autre, le nombre total des victimes recensées varie également (404, contre 425 et *351*) ; *en fait, on ne dispose, pour* aucune de ces années prise isolément, de chiffres concordants, et les écarts peuvent être macroscopiques (par exemple, pour 1973, nos trois sources donnent respectivement 41, 11 et 4 victimes ; pour 1975, 14, 21 et 10 morts).

Ces divergences à la limite du vraisemblable indiquent d'une manière éloquente les épouvantables lacunes qui caractérisent notre connaissance du terrorisme italien. Ces lacunes surprennent, compte tenu de l'importance du phénomène, de sa durée, supérieure à celle de phénomènes analogues (les terrorismes à base non ethnique et non nationaliste), du chassé-croisé de terrorismes de couleurs politiques différentes (rouges et noirs) et de l'existence de divers groupes à l'intérieur de chaque grande formation.

Les raisons de ces lacunes sont trop nombreuses pour que l'on puisse en débattre ici. On dit que les sciences sociales italiennes ont bien peu fait pour les combler : peu d'enquêtes ont été menées et les fonds de recherche sont très rares (dérisoires dans le cas du terrorisme noir). Autre raison : les autorités (à la différence, par exemple, des autorités allemandes) ont manifesté un intérêt bien faible à une possible contribution des sciences sociales en ce domaine. Ce sont surtout les connaissances empiriques qui en ont été pénalisées : face à une surabondance d'interprétations générales parfois purement spéculatives, Raimondo Catanzaro déplore l'absence criante d'une documentation de base qui permettrait d'entreprendre une enquête empirique : les interprétations générales se *fondent* sur des *macro-variables* concernant le système politique, les distorsions du développement économique et social, et un héritage historique et idéologique plus ou moins controversé. D'où la nécessité de construire des systèmes de documentation amples et dignes de foi, afin d'éviter d'avoir recours seulement à de grandes vues d'ensemble.

La logique des groupes armés

Cette dernière demande préoccupe aussi David Moss, anthropologue anglais actuellement en Australie, mais qui a derrière lui de nombreux séjours en Italie. Moss se place avec détermination au niveau de la micro-étude, cherchant à saisir le terrorisme en *action à travers l'analyse de la logique* de conduite des différents groupes armés. Pour l'auteur, cette logique est déterminée par certaines interrogations de fond sur la signification de la violence. L'hétérogénéité du groupe de ceux qui ont pratiqué cette violence et de ceux qui s'y sont opposés a en fait empêché chacun des deux camps de *formuler une définition claire des fins* de la violence et de la nature du terrorisme. C'est justement à cause de cette hétérogénéité des participants italiens à la lutte armée (à la différence par exemple des militants de l'IRA ou de l'ETA) que ceux-ci n'ont pu se référer d'une manière claire à une identité *communautaire qui puisse dépasser le* seul recours commun aux armes. Partant, la nécessité continuelle de rendre la violence intelligible aux acteurs eux-mêmes et au public a compté parmi les déterminants cruciaux de son évolution.

La clef de l'analyse du phénomène terroriste devient ainsi, pour Moss, le concept de « traduction » : le terrorisme « insurrectionnel » est lu comme une tentative visant à traduire, sous la forme d'une activité politique intelligible, les actes de violence commis par des acteurs clandestins. Mais la production de sens est ici interactive : elle se développe au moyen d'échanges *internes à la communauté armée et* d'échanges entre celle-ci et ses opposants externes. Personne n'a le monopole de l'interprétation authentique : en Italie de surcroît, compte tenu du haut degré de désaccord concernant la réaction à opposer au terrorisme et des caractères spécifiques au système, les réponses ont été inévitablement fragmentaires, décentralisées et de nature partiellement judiciaire, et non politique.

L'analyse doit donc prendre en considération non seulement *la* violence en soi, mais aussi les réponses, qui lui confèrent son sens, formulées par les « traducteurs » du camp opposé : *gouvernement, police et* magistrature, partis, syndicats, journalistes, avocats et chercheurs. Et cela n'est pas dû tant à une question d'exhaustivité narrative qu'au fait que les ripostes du système à la violence armée sont des constituants déterminants de la stratégie terroriste elle-même, souvent lisible comme une « riposte aux ripostes ».

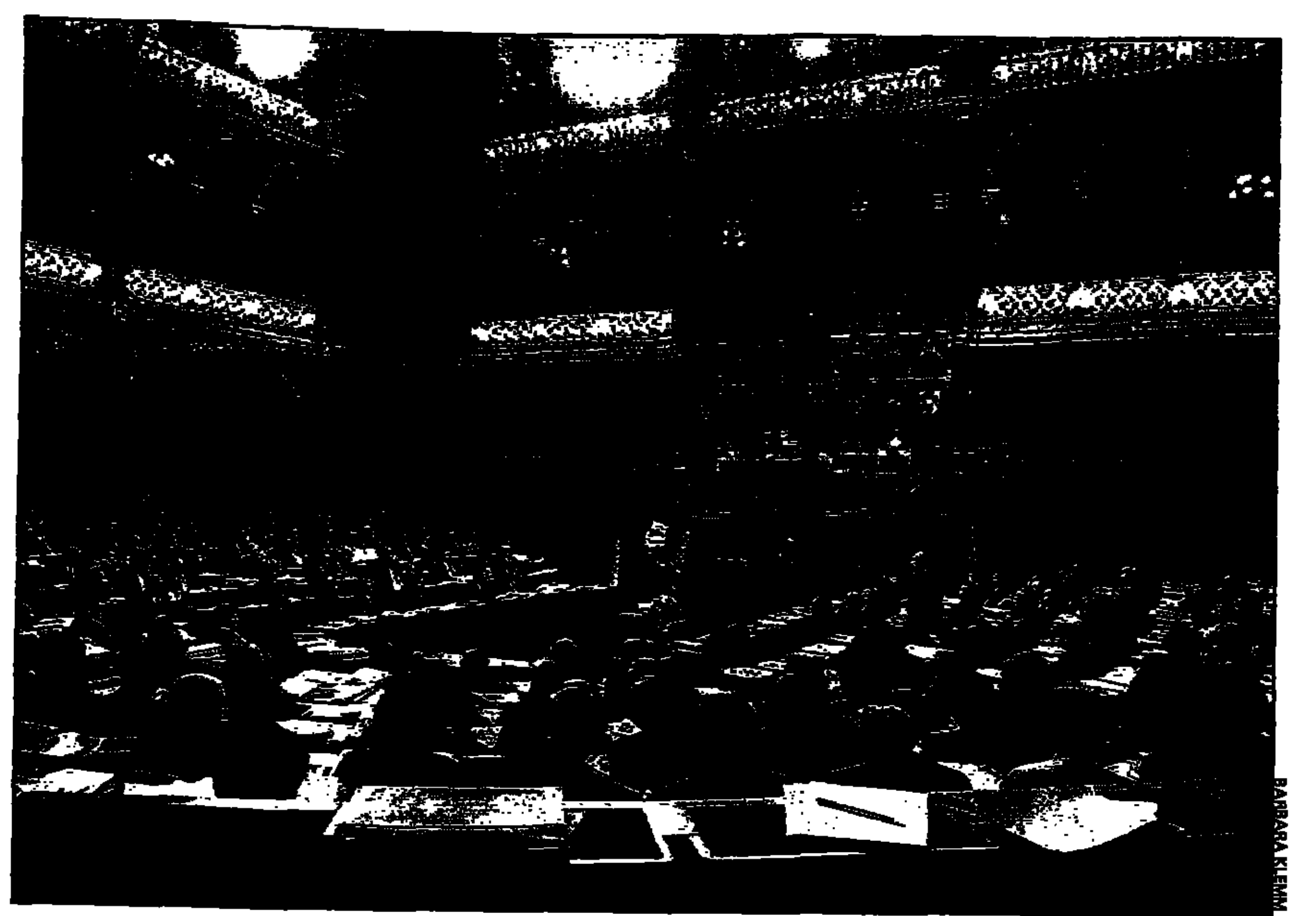
Moss remonte au modèle du défi et de la riposte établi par Bourdieu, où le contrôle du sens est un élément central de la décision. L'agression terroriste rend ce modèle plus complexe encore, car, tandis que les conventions du défi traditionnel le précèdent et sont *connues de tous, participants et public*, dans le cas du terrorisme, les règles de la riposte politique à la violence clandestine auraient dû être inventées au cours même de l'attaque. De plus, contrairement au modèle dyadique du défi, ni celui qui défiait ni celui qui était défié n'étaient des acteurs unitaires ; les groupes armés étaient profondément divisés sur l'ampleur et l'usage de la violence, mais guère moins divisés que leurs adversaires : pas moins de dix-huit gouvernements successifs de 1970 à 1984, représentant au moins neuf combinaisons de partis, dont aucun, de son côté, n'était en mesure de fournir une interprétation *univoque du terrorisme*.

Sans compter le paradoxe inhérent au crucial procès réciproque d'attribution d'identité qui existe entre celui *qui défie et celui qui est défié* : contre la logique habituelle du défi, les groupes armés aussi bien que les partis niaient la légitimité de leur adversaire. Cependant, les Brigades rouges cherchaient une reconnaissance de la part de ces mêmes partis qu'elles proclamaient illégitimes, et des réactions desquels, en toute rigueur, elles auraient dû se désintéresser. De leur côté, les partis devaient fournir des réponses assez efficaces pour rassurer les citoyens, sans pour autant dans le même temps conférer aux auteurs de la violence un statut politique semi-légitime ou une identité qui eût pu unifier les groupes armés rivaux.

La faillite de la « politique de masse »

L'application concrète de ces clefs de lecture requiert de la part de l'auteur une extraordinaire connaissance des sources concernant non seulement les groupes terroristes, mais tous leurs interlocuteurs, ainsi que l'évolution dans le temps des politiques de chacun.




BARBARA KLEMM

Une séance du Parlement hongrois. Aujourd'hui, le fait de prononcer pour la première fois une phrase interdite dans le passé est aussitôt célébré comme une vertu publique.

violence et les pillages de l'armée rouge au printemps 1945 ont été jusqu'à ces dernières années un sujet absolument tabou. L'Histoire reste malgré tout l'Histoire. Il se peut que certains généraux aient fait massacrer leurs soldats sur le Don *« de leur propre fait »*, les gens simples pourtant n'ont flairé là aucun soupçon d'engagement volontaire. D'ailleurs l'état-major de l'armée ainsi que les hommes politiques au pouvoir étaient bien sûr exposés à une constante pression de la part des Allemands, et ce jusqu'à l'occupation par la Wehrmacht d'un pays déjà épuisé par la guerre.

Il ne s'agit pas seulement du fait que les déclarations du vieux général soient en elles-mêmes affligeantes. Il s'y ajoute cet autre fait que le gouvernement jusqu'à aujourd'hui n'a pas jugé nécessaire de prendre ses distances à l'égard de ce patchwork historique, bien que les partis d'opposition l'aient mis en demeure de le faire. Il se peut que cela soit par égard envers ce vétéran rempli d'abnégation ou que cela tienne de façon générale au climat politique actuel. La libération progressive de la parole a déclenché en Hongrie un mécanisme dont les effets sont les suivants : le fait de prononcer pour la première fois une phrase interdite dans le passé est aussitôt célébré comme une vertu politique tout à fait indépendamment du contenu de vérité de l'énoncé. De façon paradoxale, la transgression des tabous essentiels, tels que le rôle directeur du Parti, le pluripartisme et l'appartenance au pacte de Varsovie, n'a fait apparemment qu'accroître le désir de faire de telles déclarations. La puissance sonore de ce que l'on tient pour une preuve de courage a augmenté, comme si l'on avait peur de perdre avec la disparition des tabous la matière inépuisable des controverses politiques.

Les insultes n'ont pas toujours dominé la scène du journalisme. Il y a eu un temps où des mots neufs, ou des mots anciens que l'on avait tirés du sommeil pour leur insuffler une vie nouvelle, irradiaient encore une force naturelle. *« Démocratie »*, *« liberté »*, *« sauter dans le train de l'Europe »*, *« économie sociale de marché »*, *« justice sociale »*, *« indépendance nationale »*, *« autonomie »*, *« liberté de la presse, liberté religieuse »*, *« solidarité »*, tous ces mots d'ordre semblaient correspondre aux désirs de l'ensemble de la société, comme s'il ne s'agissait là que de variations autour d'un seul et même thème, la prise de conscience d'un pays et son entrée dans l'âge adulte. La Hongrie se dégageait peu à peu d'une dictature dont l'étau se relâchait, les mots d'ordre de l'année 1988 étaient encore des actes.

Mais les slogans commencèrent ensuite à se fractionner et ils perdirent de leur impact. Surgit alors un paysage composé d'une multiplicité de partis politiques pourvus chacun d'un vocabulaire en partie spécifique : d'un côté *« socialisme démocratique »* et *« puissance des travailleurs »*, de l'autre *« Dieu »*, *« patrie »*, et *« famille »*. Au cours de la campagne électorale naquirent les premières images antagonistes. Le flot verbal submergea les médias, et les slogans sur les murs des maisons s'affichèrent avec assurance. Quelques-uns étaient spirituels, d'autres agressifs ou simplement banals. Je me souviens d'une inscription sur un portail dans le centre de Budapest qui eut sur moi à l'époque de la campagne électorale un effet divertissant et revigorant : *« Ville de merde puante ! »* S'il y avait en Hongrie un parti écologiste qui mérite mention, il ne pourrait guère trouver de slogan plus pertinent, plus saisissant et plus en prise sur la réalité que celui-ci.

Finalement, les rapports de forces semblèrent s'éclaircir un peu dans le pays et un gouvernement démocratique issu d'élections libres fut mis en place. Maintenant est venu le temps des actes, était-on tenté de croire... A tort, car il suffit de parcourir les journaux du jour pour constater que nous continuons de vivre avec et par les mots.

Ils sont très importants en Hongrie. Parfois, ils semblent même vouloir prendre plus d'importance que le pain quotidien. Après la double morale cynico-bonhomme de la fin de l'époque Kadar, on comprend aisément que l'emphase ait aujourd'hui la cote. On appelle maintenant un débat littéraire *« un pugilat d'éditoriaux »*, la situation générale est souvent désignée par le terme de *« destin »* et ce qui n'était que triste hier est aujourd'hui *« tragique »*. Tel parti de gouvernement se fait une gloire de s'être aménagé au sein des médias des *« positions de combat »*, tel autre parle dans une circulaire de sa future *« prise de pouvoir »*. Toutes les sessions du Parlement passent dès le début pour *« historiques »*, et tous les symboles tels que armoiries, noms de rue ou monuments font l'objet de discussions passionnées.

De cette écrasante supériorité de la parole découlent deux types de dangers qui, sans mettre en péril son existence, compromettent toutefois la qualité de la démocratie hongroise. Le premier, de moindre importance, tient dans la propagation de nouvelles peurs par cet afflux de mots désormais creux et, en réaction à cela, dans la survivance de vieux réflexes. Les épurations, même si l'on enjolive la chose en la rebaptisant *« grand nettoyage de printemps »*, sont capables de créer un sentiment d'insécurité parmi les personnels qualifiés de l'ancien système dont nous avons pourtant un besoin urgent. Ainsi, par exemple, de nombreux fonctionnaires se sont-ils enfuis du ministère des finances pour rejoindre des entreprises privées. La crainte que réapparaisse un nouvel espionnage idéologique pourrait coûter cher au gouvernement, et donc aussi à la société. Mais il serait plus grave que la peur ne fasse naître une nouvelle « loyauté » qui n'aurait vraiment que peu de rapports avec l'idée qu'une démocratie a d'elle-même.

Les mots bien sûr ne sont que des mots. Ils ne créent pas des faits, mais ils créent un climat social. Quand Jozsef Torgyan, député au Parlement, déclare que maintenant que l'opposition est au gouvernement, quiconque est dans l'opposition s'exclut automatiquement du gouvernement, il ne s'agit pas là seulement d'une absurde contre-vérité mais d'une menace que des gens d'expérience pourraient mal interpréter au point de voir en elle la nouvelle réalité politique.

Le sens des mots

Mais l'autre danger, bien plus grave, se situe à la périphérie de ces débats politiques. Car il y a en Hongrie d'un côté et de l'autre une écrasante majorité de silencieux qui n'ont aucune possibilité d'expression. Plus de deux millions de pauvres, et parmi eux des jeunes, des retraités, des gitans, des chômeurs, des réfugiés roumains ainsi que beaucoup d'autres, tels que des travailleurs et même des intellectuels « non créateurs » qui vivent en province, n'ont pu encore s'exprimer au cours de la réorganisation de la société. Le changement de système n'a pas pris en Hongrie une forme explosive et l'on ne peut certainement pas parler de révolution. Le socialisme réel n'a pas été vaincu par la force de ses adversaires, mais par ses propres faiblesses, au nombre desquelles il y a la passivité croissante de la population née de la terreur impitoyable qui succéda aux événements d'octobre 1956.

Les maîtres d'alors allèrent même jusqu'à essayer de faire de nécessité une sorte de vertu en forgeant ce slogan qui fut un certain temps populaire : *« Qui n'est pas contre nous est avec nous »*. Durant ces années de stabilité relative naquit ainsi cet assemblage curieux qui fut célébré à l'Ouest *« comme le baraquement le plus joyeux de tout le camp »*. Mais il n'est resté de cette joie que le rictus silencieux et amer d'une majorité écrasée par la roue de l'Histoire. D'ailleurs, l'abstention de près de 50 % des électeurs montre que ces gens ne voient pas nécessairement dans les hommes politiques des nouveaux partis leurs porte-parole.

Il s'agit bien du sens des mots mais pas seulement de sémantique. Quand des hommes politiques cherchent à apaiser la faim de leurs compatriotes menacés par la misère en les gavant de formules pathétiques, cette inflation de mots, conjuguée avec la dévaluation du forint qui, elle, existe déjà, hypothèque aussi les valeurs morales de la liberté nouvelle.

Nous n'en sommes cependant pas à ce stade. Car il existe aussi en Hongrie un rapport critique au langage grâce à la distance de l'humour, ce qui est en même temps une consolation et un encouragement. On ne fait pas qu'y accueillir rempli d'enthousiasme les formules creuses et exaltées, on s'en moque aussi de temps en temps. Ainsi raconte-t-on par exemple l'histoire d'un général d'avant guerre qui salua ses troupes avec ces mots : *« Soldats ! La dent d'acier du temps s'est abattue sur nous ! »* Je crois que pas mal de beaux parleurs d'aujourd'hui partageront un jour l'immortalité ambiguë de ce haut gradé. ■

(Traduit de l'allemand par Jean-Claude Crespy.)

▶ Gyorgy Dalos est né en Hongrie en 1943. Ecrivain, il vit alternativement à Vienne et à Budapest. Un seul de ses livres est traduit en français : *1985. Un récit historique* (La Découverte, 1983).

…strateg… de la violence

Moss maîtrise cette masse d'informations (c'est-à-dire qu'il connaît sous tous ses aspects le fonctionnement du système politique italien dans une de ses périodes les plus critiques) de manière presque totale et livre cette connaissance en trois cents pages d'une argumentation serrée, conceptuellement très dense, et qui, même si elles ne sont pas toutes également convaincantes, offrent une multitude d'aperçus, de coups de projecteur, une source continue de stimulation et de réflexions dont aucun chercheur se consacrant à ce sujet ne pourra désormais faire abstraction.

L'auteur n'accorde que peu de place à la narration des faits, supposés connus par le lecteur. Le volume de Meade, lui, choisit la perspective inverse, et offre au contraire un compte-rendu détaillé du parcours de la principale organisation terroriste de gauche, les Brigades rouges, de leur incubation, en 1968, à leur défaite et à leur anéantissement, au début des années 80. Le volume s'appuie sur un énorme travail de documentation, dominé avec aisance, et qui, malgré quelques bévues, produit un récit fondamentalement correct et utile, en particulier pour qui connaît mal cette histoire. Son style lui nuit, surtout dans la première partie, trop anecdotique et versant par moments dans le pathétique, de même que le choix, non problématisé, de l'interprétation conventionnelle selon laquelle le terrorisme est le produit d'une évolution linéaire, menant des luttes de 1968 et de l'« automne chaud » aux groupes extra-parlementaires de gauche et à la formation des groupes armés.

C'est justement cette interprétation que Sidney Tarrow conteste dans un essai de reconstitution historique des origines du terrorisme, publié dans le premier volume de la recherche de l'Institut Cattanéo. Tarrow soutient à l'inverse l'existence d'une nette césure entre le terrorisme d'une part, les luttes de masse et groupes armés d'autre part. Le cycle des grandes mobilisations étudiantes et ouvrières collectives dure de 1967 à 1969, et est en pratique épuisé à partir de l'époque du massacre de Piazza Fontana. Le terrorisme (de gauche, il va de soi) ne devient notable qu'à partir de 1972, et atteint son apogée en 1978.

La question du rapport avec la gauche extra-parlementaire historique est de même nature : contre le lieu commun qui veut que le terrorisme entretienne avec elle un rapport de filiation naturelle, Tarrow met en lumière la manière dont un seul des groupes de cette gauche, Potere operaio (pouvoir ouvrier), a eu un débouché direct dans la lutte armée. Les autres, Il manifesto (Le manifeste), Avanguardia operaia (Avant-garde ouvrière), et Lotta operaia (Lutte ouvrière) elle-même avec toutes ses ambiguïtés, ont des évolutions différentes et ne sont presque plus qu'un souvenir au moment où le terrorisme atteint son apogée. Les incubateurs du terrorisme ne furent pas ces groupes mais de petites organisations semi-clandestines de seconde génération, les collectifs autonomes, d'où proviennent au moins les deux tiers des terrorismes recensés par cette recherche. En somme, la lutte armée selon Tarrow n'est pas une extension de la « politique de masse », mais une conséquence de la faillite de celle-ci, à un moment où toutes les autres formes d'action collectives étaient désormais en déclin.

L'importance des réseaux de solidarité

L'essai de Tarrow est, au sein du recueil publié par l'Institut Cattaneo, un des rares qui n'utilise pas d'entretiens directifs avec les militants. Selon l'exigence, notée plus haut, qui vise à approfondir la connaissance empirique du phénomène terroriste et à privilégier la micro-analyse, le programme de recherche de l'institut bolognais est structuré autour de la reconstruction des parcours biographiques des acteurs de la lutte armée, menée à partir d'entretiens non structurés.

C'est un programme de longue haleine, dont les débuts remontent à 1987, et qui prévoit la publication de cinq volumes, dont ceux-ci sont les deux premiers. Les entretiens (une cinquantaine au total) offrent de nombreuses idées sur les principaux aspects de la biographie des militants, des motifs qui les ont poussés à choisir la lutte jusqu'à la désagrégation des groupes (ce dernier thème est traité par le bel essai de G. De Lutiis). Il n'est évidemment pas possible de suivre ici tous les fils de ces reconstructions (parfois glaçantes), mais un thème au moins est récurrent.

Dans une bonne partie des essais – par exemple ceux de D. Della Porta (1) et de C. Novaro – se fait jour l'importance des rapports amicaux, des réseaux de solidarité, de la dimension affective au sens large, dans le conditionnement du militantisme (et de son abandon) au sein des groupes extrémistes et de la lutte armée. Cela entre en contradiction avec la thèse de Moss, selon laquelle, comme on l'a vu, l'hétérogénéité de base des terroristes italiens a été un obstacle à la constitution d'une communauté qui ait une autre source d'identification que celle de la seule lutte armée. Si ces données sont exactes, il convient donc d'apporter quelques corrections à l'approche de Moss, moins dans le sens d'une extension de l'analyse à la signification de la violence que dans celui d'une étude des relations internes à chaque groupe.

Bien sûr, il convient de réserver tout commentaire sur la recherche de l'Institut Cattaneo tant que l'ensemble des cinq volumes n'est pas paru. Il est clair cependant que des recherches comme celle-ci et celle de Moss contribuent de manière importante à combler les lacunes de la connaissance scientifique que nous avons évoquées en ouverture.

Naturellement, de nombreux problèmes restent ouverts, tels que la distinction clairement élaborée entre les concepts d'extrémisme, de lutte armée et de terrorisme ou la mise en œuvre de moyens adéquats permettant l'analyse du terrorisme de droite, auquel les volumes de l'Institut Cattaneo ne consacre que deux essais. Mais cela renvoie à un problème plus général.

La théorie du complot

Les trois recherches considérées refusent d'envisager le terrorisme italien comme étant produit exclusivement par des complots destructeurs nationaux ou internationaux, même s'ils reconnaissent que de tels phénomènes ont été indubitablement présents. Dans son inspiration polémique dirigée contre de si nombreuses versions, souvent extravagantes, de la théorie du complot, de nationalité et de localisation géographique indéterminée, c'est un choix possible pour qui veut faire une recherche scientifique rigoureusement basée sur des données empiriques.

Pourtant, de nombreuses données empiriques, dans l'histoire du terrorisme italien, sont inquiétantes précisément de ce point de vue, et les récentes affirmations du président du conseil à propos de Glaive (une structure clandestine de l'ONU, ayant pour but théorique de résister à une invasion venue de l'Est européen, qui recruta de nombreux fascistes et militants de la droite radicale) éclairent des zones d'ombre plus inquiétantes encore. Cela réaffirme la nécessité d'intégrer, à un moment ou à un autre, en un schéma théorique de type unitaire, les investigations les plus sérieuses sur les complots et les travaux des sciences sociales empiriques. Dans l'attente d'une telle construction, une donnée semble cependant incontestable et émerge également de la lecture des résultats électoraux inclus dans le dernier chapitre de Moss (*« Cui prodest ? »*) : le principal effet du terrorisme italien sur le système politique a été un effet de stabilisation des équilibres préexistants. Et cela n'est pas une donnée mineure du problème. ■

(Traduit de l'italien par Myriam Chopin et Christian-Marc Bosseno.)

(1) L'ouvrage de Donatella Della Porta, *Il terrorismo di sinistra*, Bologne, Il Mulino 1990, est sorti trop tard pour pouvoir figurer dans cette présentation. Les deux derniers volumes, contenant l'histoire de la vie d'une série de militants, sont prévus pour 1991.

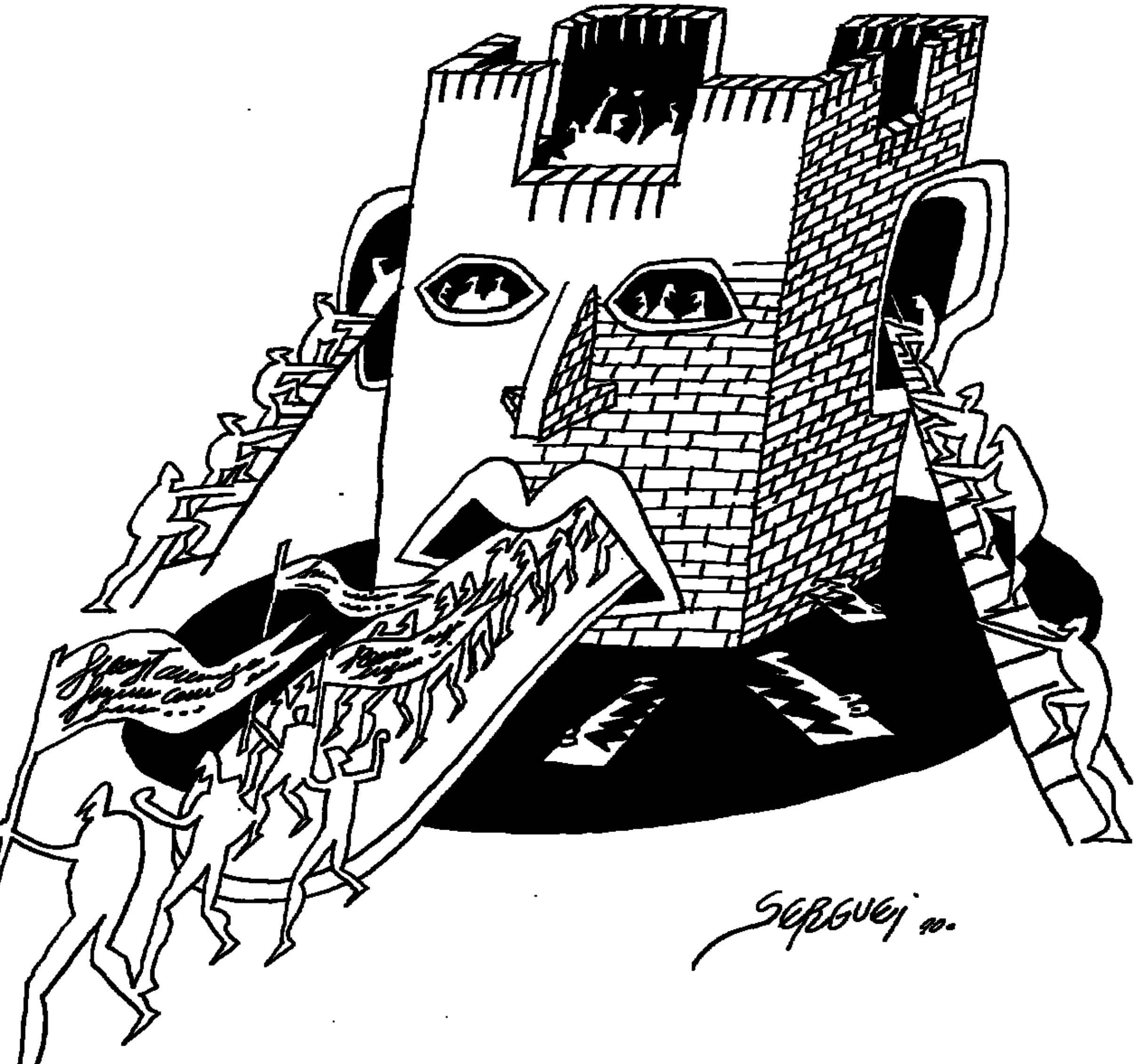
▶ Franco Ferraresi est professeur à la faculté des sciences politiques à l'université de Turin. Il travaille à un projet de recherche sur la droite radicale et le terrorisme. Il a publié notamment, en 1984, un livre intitulé *la Droite radicale*.

Nouvelles méthodes

Les orientations de la linguistique

Les révolutions successives que la linguistique a connues ont introduit des ruptures qui divisent encore la discipline en traditions séparées, linguistique historique, linguistique structurale et grammaire générative. La confrontation des acquis apportés par chacune d'elles invite moins au désenchantement qu'au dépassement des exclusions et des exclusives.

Giulio Lepschy



AU cours des cent dernières années, la linguistique a été au moins à trois occasions considérée comme une discipline phare et un modèle de scientificité à l'usage de l'ensemble des sciences humaines. Ce fut tout d'abord le cas au cours du dix-neuvième siècle, avec l'élaboration de la grammaire historique et comparative, qui a connu son apogée au tournant du siècle et s'est alors imposée comme une discipline de synthèse. Le rapport généalogique entre les langues, leur évolution selon des lois précises et rigoureuses faisaient émerger une rigueur qui échappait aux autres champs des études historiques.

Seconde étape : l'éclosion, pendant la première moitié du vingtième siècle, de la linguistique structurale (de Saussure à Troubetzkoy, Bloomfield et Hjelmslev), *qui mettait l'accent sur la diachronie* plutôt que sur la synchronie, et proposait un modèle d'organisation de la langue vue comme système cohérent de parties et de fonctions.

Le troisième cas est celui de la grammaire générative, qui, fondée par Chomsky, a dominé le champ de la linguistique dans la seconde moitié de notre siècle. Dans un premier temps, celle-ci insistait sur les aspects formels, et cherchait, sur la base des progrès accomplis durant les décennies précédentes par la théorie mathématique du calcul électronique, un algorithme qui permît de décrire (c'est-à-dire *de définir* de manière explicite) l'ensemble des phrases appartenant à la langue et lui seul. Dans un second temps, la grammaire générative semble s'être détournée de cet objectif, jugé prématuré ou irréalisable, et ne cherche plus à définir la langue comme un ensemble *de phrases. Elle se donne en revanche* pour but de définir la faculté du langage, cette région de l'esprit grâce à laquelle l'être humain maîtrise la grammaire ; il s'agit là d'une compétence abstraite et universelle, biologiquement déterminée, qui fonctionne selon des principes et des paramètres précis, ceux-là mêmes qui permettent à l'enfant d'assimiler n'importe quelle langue humaine.

D'un paradigme à l'autre

Les différences d'une langue à l'autre doivent être compatibles avec les options que proposent les paramètres de la grammaire universelle, et ne portent pas atteinte à l'unité fondamentale de celle-ci ni à l'universalité de l'organe linguistique dont nous sommes dotés, qui est en ce sens comparable à celle de l'organe de la vision. D'un point de vue historiographique, il est intéressant de souligner que les trois tendances citées plus haut se sont, à chaque fois, formulées comme un refus des précédentes. *Les structuralistes*, en particulier, ont critiqué l'atomisme et l'historicisme de la grammaire comparative. Les générativistes, à leur tour, ont rejeté les présupposés comportementalistes et la tendance classificatrice (dite taxinomique) des structuralistes, *jugée plus descriptive* qu'explicative. Il est étonnant que la linguistique structurale ait connu une période de popularité dans les années 60 avec, tout particulièrement en France, l'épanouissement du structuralisme comme attitude culturelle et idéologique, au moment même où, en linguistique, les générativistes entraient en polémique contre les thèses des structuralistes.

La situation se complique si l'on rappelle que la linguistique générative, au moins dans sa première phase, représentait *de fait moins* un *rejet* qu'une continuation de la linguistique américaine de type distributionnaliste. Le plus notable représentant de cette école fut le maître de Chomsky, Z.S. Harris, qui a donné naissance aux recherches transformationnelles, c'est-à-dire portant *sur les opérations formelles qui* permettent de relier entre elles les différentes structures syntaxiques, courant qui a donné à la linguistique générative un des noms sous lesquels elle est connue, celui de linguistique transformationnelle.

L'histoire de la linguistique au vingtième siècle semble confirmer la théorie des révolutions scientifiques développée par Thomas Kuhn : on passe d'un paradigme à un autre, non pas que les problèmes aient été résolus une fois pour toutes, mais parce qu'ils sont *écartés au profit d'autres questions ou* de questions formulées de manière différente. Face à l'étendue, vaste et hétérogène, des phénomènes qui peuvent être considérés comme liés au langage, il est permis de se poser des questions de nature différente. La tripartition que je propose ici ne correspond qu'en partie à celle qui a été évoquée plus haut, qui concernait la succession dans le temps des différentes tendances dominantes : je me référerai maintenant, en choisissant une approche synchronique, à la légitimité de certaines positions ou de certains domaines d'intérêt confrontés au langage. Le premier angle de vue est de caractère historique : on étudie la manière dont les langues se transforment, les liens possibles entre les mots qui composent celles–ci et qui peuvent superficiellement, pour des raisons de forme aussi bien que de sens, sembler n'avoir absolument aucun rapport entre eux. Dans ce domaine, les recherches se poursuivent à la faveur d'hypothèses théoriques originales ou du déchiffrement de nouveaux documents ou idiomes, selon le modèle établi dans ses lignes fondamentales dès la fin du dix-neuvième siècle. Ce champ, qui pouvait apparaître désormais épuisé, est régulièrement cultivé d'une manière très vivante : il suffit de rappeler les travaux de chercheurs tels que Benveniste, Kurylowicz ou Gamkreildze. C'est lorsque les critères traditionnels sont abandonnés, et quand on cherche à établir des rapports généalogiques non plus à partir des lois phonétiques mais sur la base de la ressemblance entre les mots, qu'il est permis de *manifester la plus grande perplexité.*

Langage et société

Autre centre d'intérêt : l'utilisation du langage et sa fonction dans la société. Le terme sous lequel ces recherches se sont récemment affirmées est celui de « pragmatique ». Il s'agit ici de clarifier les modalités d'utilisation du langage, sa fonction communicative, son principe d'organisation comme instrument de transmission de l'information, son caractère dialogique, la manière dont il se constitue en formes discursives, riches de présupposés sociologiquement et idéologiquement déterminants.

Rappelons encore les travaux menés en psycholinguistique et en sociolin*guistique, l'analyse du discours, la* théorie des actes linguistiques et des normes de la conversation (menée par Searle et Grice) et, née il y peu, la théorie de la pertinence *(relevance)* de Dan Sperber et Deirdre Wilson, qui tend a développer l'étude de la pragmatique tout en suivant les arguments théoriques chomskiens. Un autre courant est celui de la sémiologie, qui étudie la langue comme système de signes. Il est représenté en particulier par les recherches en sémantique de De Mauro et a inspiré la récente introduction à la linguistique écrite par Simone.

La *troisième perspective*, *celle du* générativisme, semble refuser de la manière la plus nette les deux points de vue précédents, aussi bien l'approche historique que l'approche sociale. Non pas parce qu'elle nie le fait que les langues soient des formations historiques et qu'elles aient une fonction sociale propre (une telle négation pourrait paraître absurde ; toutefois cela ne suffit pas à la rendre improbable), mais parce qu'elle considère que ces aspects sont inessentiels et, de toute façon, qu'ils ne sont pas de nature à se prêter à une approche scientifique. Ici, le modèle de scientificité ne semble être ni celui de la discipline historique ni celui de l'histoire naturelle, mais plutôt le modèle hypothético-déductif.

Pour un générativiste, c'est la faculté linguistique, caractéristique de l'esprit humain liée, d'une manière encore obscure, au support constitué par le système nerveux central, qui doit être étudiée scientifiquement. Il s'agit d'une faculté innée, car sinon on ne pourrait expliquer comment, en quelques années, un enfant, exposé au matériel linguistique limité et fragmentaire produit par son environnement, est en mesure d'élaborer une compétence grammaticale qui lui permet d'interpréter et de produire à son tour des structures grammaticales riches, complexes et répondant rigoureusement à des principes abstraits.

L'efficacité de la théorie générative a surtout fait ses preuves dans le domaine de la syntaxe, à tel point qu'on a souvent été tenté de se demander comment les linguistes étudiaient celle-ci avant le générativisme. On perçoit de fait qu'il nous manque une bonne histoire de la théorie de la syntaxe. Même pour des notions élémentaires *telles* que *celles* de sujet, de prédicat ou de complément d'objet, il est difficile de trouver des définitions satisfaisantes.

Pour Chomsky, il ne s'agit pas de notions primitives de la théorie, mais de définitions établies configurative*ment, suivant la géométrie de l'*arbre qui représente la structure syntaxique de la phrase. L'idée que la structure syntaxique d'une phrase puisse être figurée sous la forme d'un arbre remonte au siècle précédent, lorsque les arbres commencèrent à être utilisés pour représenter les familles linguistiques, la généalogie des codes et d'autres phénomènes, et que s'élabora l'étude de leurs propriétés mathématiques dans le cadre de la théorie des graphes.

Un rapport privilégié avec l'inconscient

La linguistique est aujourd'hui un champ parcouru par de profondes divisions, où les partisans des diverses approches, historiciste, sociale et générative, citées plus haut s'opposent les uns aux autres plus souvent qu'ils ne collaborent entre eux. De surcroît, les disputes théoriques se compliquent en s'entrecroisant avec les luttes de pouvoir académique. En revanche, il me semble que ces trois points de vue peuvent trouver une coexistence légitime ; *non dans la voie de l'éclectisme, mais* plutôt parce que l'objet que l'on cherche à comprendre, le langage, peut (et doit peut-être) être étudié sous divers aspects, si le but est de rendre compte de sa complexité.

On peut penser aussi que la position centrale qui, à certains moments, est attribuée à la linguistique est due, plus qu'aux mérites propres à cette discipline, à la reconnaissance de la centralité du langage. Celui-ci se présente comment le trait le plus caractéristique de l'humanité. Il entretient un rapport, sinon d'identité, au moins d'indivisibilité avec notre pensée, notre faculté de comprendre, notre capacité à nous exprimer et à créer et transmettre une culture. Le langage entretient également, selon Lacan, un rapport privilégié avec l'inconscient, et d'ailleurs Anna O. avait désigné la psychanalyse sous le nom de *« talking cure »*. En outre, à la différence de notre univers émotif et de tant d'autres aspects qui sont à la base de notre comportement, le langage se prête également à une analyse abstraite qui se rapproche de celle des sciences de tradition galiléenne.

Il n'est guère étonnant que le langage intéresse aussi les philosophes et les logiciens. On peut rappeler en particulier le tournant linguistique que la pensée philosophique a réalisé au cours de ce siècle, et à qui Richard Rorty a dédié une anthologie intéressante. L'évolution d'un des philosophes contemporains les plus intéressants, Hilary Putnam, témoigne de manière suggestive de la récente tendance, née des éléments que nous avons évoqués, qui tend à réduire le crédit porté aux modèles logiques mathématiques, et à leur capacité à nous conduire à une meilleure connaissance de notre esprit.

Emerge en revanche une attitude plus sceptique, qui se fonde non plus sur les seules limites intrinsèques de l'approche logicisante (dont le théorème de Gödel a apporté la preuve), mais également sur la prise en compte du caractère historique et social du langage. Putnam, qui avait été parmi les premiers à proposer une théorie selon laquelle le modèle offert par l'ordinateur était adapté à l'étude de l'esprit, reconnaît désormais que l'interprétation de nos états mentaux en termes de computation n'est pas valide, et, développant des thèses énoncées par Quine et Davidson, refuse l'hypothèse mentaliste selon laquelle les significations seraient des objets que l'on pourrait individualiser dans l'esprit ou le cerveau des sujets parlants. Il reconnaît en revanche que le langage est une forme d'activité coopérative.

La notion de vérité ne dépasse pas celle d'usage, celui-ci étant historiquement déterminé selon des conditions culturelles et sociales spécifiques. On ne peut qu'être frappé de la pertinence de conclusions de ce type, qui *touchent* aussi la linguistique, et auxquelles est arrivé un des plus subtils acteurs de la philosophie contemporaine du langage. Mais les conséquences de cette remise en cause ne doivent porter ni à la désillusion, ni au découragement. Au contraire, il me semble que s'y fait jour une *invitation* à renoncer à l'exclusivisme théorique, qui à chaque fois propose sa propre méthodologie comme la seule scientifique et valide, et à reconnaître que des contributions intéressantes peuvent venir de directions diverses. ■

(Traduit de l'italien par Myriam Chopin et Christian-Marc Bosseno.)

▶ Giulio Lepschy est professeur de linguistique, de dialectologie italienne et d'histoire de la linguistique à l'université de Reading. Il est l'auteur de nombreux livres, dont *la Linguistique structurale* (trad. fr. Payot, 1976). Il dirige une *Histoire de la linguistique* en trois volumes, en cours de publication à Bologne.

Bibliographie

Biggs N.L. *et alii, Graph Theory, Clarendon Press, Oxford*, 1986.

Brown G. et Yule G., *Discourse Analysis,* Cambridge U.P., Cambridge, 1983.

Chomsky N., « On Formalization and Formal Linguistics », *in Natural Language and Linguistic Theory*, 8, 1990.

De Mauro T., *Senso e significato. Studi di semantica teorica e storica,* Adriatica, Bari, 1971.

Greenberg J.H., *The Languages of Africa,* Mouton, The Hague, 1966. *Language in the Americas,* Stanford U.P., Stanford, California, 1987.

Levinson S. C., Pragmatics, Cambridge U.P., Cambridge, 1983.

Matthews P. H., « Language as a Mental Faculty : Chomsky's Progress », *in An Encyclopaedia of Language,* sous la dir. de N.-E. Collinge, Routledge, London, 1990.

Moore T. et Carling C., Understanding Language : Towards a Post-Chomskyan Linguistics, Macmillan, London, 1982.

Newmeyer F.J., *Linguistics : The Cambridge Survey,* 4 vol., Cambridge U. P., Cambridge, 1988.

Pêcheux M., *les Vérités de La Palice. Linguistique, sémantique, philosophie,* Maspero, Paris, 1975.

Putnam H., *Representation and Reality,* The MIT Press, Cambridge (Mass), 1988. Traduction française : *Représentation et réalité,* Gallimard, 1990.

Rorty R., sous la dir. de, *The Linguistic Turn*. University of Chicago Press, Chicago, 1967.

Sbisa M., sous la dir. de, Gli atti linguistici, Feltrinelli, Milano, 1978.

Simone R., *Fondamenti di linguistica,* Laterza, Roma-Bari, 1990.

Sperber D. et Wilson D., *Relevance. Communication and Cognition,* Blackwell, Oxford, 1986. Traduction française : *la Pertinence. Communication et cognition,* Minuit, 1989.



Nouvelles méthodes

Le professeur comme sujet



La philosophie est porteuse d'une ambition supérieure, celle d'une réflexion radicale sur le savoir, le langage, la politique... Est-il possible pourtant qu'elle continue à ignorer que les philosophes appartiennent au monde social et doivent compter non seulement avec l'« esprit du temps » mais aussi tout simplement avec les habitudes de pensée que l'école leur propose le plus souvent sur le mode de l'évidence ?

Louis Pinto

SANS doute parce qu'*ils* ne peuvent penser que grâce à la familiarité acquise au sein de l'institution scolaire, les philosophes sont peu portés à prendre en compte tout ce que leur pensée doit à leur état de professeur. Et la rhétorique antiprofessorale des avant-gardes des dernières années pourrait elle-même n'avoir eu d'autre effet que de maintenir l'essentiel, la croyance collective dans les privilèges d'une pensée pure affranchie des imperfections de l'opinion : les philosophes persistent, semble-t-il, à ne connaître d'autre obstacle à la liberté intellectuelle que les contraintes traditionnellement répertoriées de la sensation, de la passion et du préjugé. Tout se passe comme si l'institution scolaire, en accordant le titre de philosophe, garantissait par là même une rupture avec le monde ordinaire, le monde des hommes ordinaires, et dispensait ainsi de s'interroger sur les conditions de possibilité de la liberté revendiquée.

Une genèse sociale du modèle professoral contemporain du philosophe, qui serait en même temps une genèse sociale du discours proprement philosophique, reste à faire. Mais, incontestablement, les signes d'un intérêt nouveau se multiplient, comme en témoignent des colloques, des séminaires (« Institutionnalisation de la philosophie » à Berlin, en 1987), des livres et des articles.

Parmi les travaux récents, les uns portent sur les caractéristiques découlant de l'institutionnalisation de la discipline, évoquant notamment la logique des exercices scolaires, des questions de programme, les trajectoires des philosophes universitaires, etc. D'autres travaux s'attachent à décrire l'apparition de courants philosophiques déterminés. Ainsi ceux de Klaus-Christian Köhnke abordent une question majeure, celle de la formation d'un mouvement universitaire devenu dominant dans l'Allemagne de la deuxième moitié du dix-neuvième siècle : le néo-kantisme.

L'hégémonie philosophique allemande, loin de résulter de la seule valeur interne du patrimoine philosophique national, s'est imposée précisément à la faveur de la rupture que ce mouvement a accomplie de façon explicite avec la tradition éminente de l'idéalisme allemand et des « grands systèmes » (Fichte, Schelling, Hegel). En considérant un groupe relativement dispersé d'auteurs (dont les plus connus sont Herman Cohen et Wilhelm Windelband) réunis par une référence à Kant et à certains thèmes programmatiques, Köhnke est conduit à envisager le problème, rarement abordé par les philosophes, des effets de la communication intellectuelle entre contemporains et de ses fondements, qui ne sont pas d'ordre purement théorique : finalement qu'est-ce qui détermine l'horizon de l'activité philosophique à un moment donné ?

Le modèle allemand

Alors que les philosophes des générations 1840-1860 avaient été conduits, du fait d'un contexte politique oppressif, sur la voie du sérieux professionnel en réalisant sur eux-mêmes un travail collectif d'autodiscipline qui les préservait des sollicitations extérieures, le triomphe du néo-kantisme au début des années 1870 correspond à une conjoncture idéologique favorable : riches de l'expérience accumulée, de jeunes assistants bénéficient de carrières rapides dans un contexte, celui du *Kulturkampf*, où la philosophie peut, avec la science, apparaître comme l'alternative éclairée à la religion.

Face aux doctrines extra-universitaires marquées par des préoccupations ouvertement politiques ou par des questions de salut (matérialisme, scepticisme, Schopenhauer...), le discours de ces professeurs, qui accordait un rôle éminent à la « théorie de la connaissance », portait tous les signes techniques de la compétence interne de spécialistes : les débats se cristallisent autour de la question des propriétés du sujet connaissant, des conditions et des limites de la connaissance, les auteurs étant séparés avant tout par le degré auquel ils admettent ou rejettent les apports de la psychologie empirique, discipline concurrente alors en plein essor en Allemagne.

Or la force spécifique de ce modèle universitaire allemand ne tient pas exclusivement aux profits théoriques qu'il procurait à un corps de lettrés soucieux de se distinguer des autres « savants » (psychologues, théologiens...) autant que du profane. C'est surtout le « primat de la raison pratique », de plus en plus proclamé par la plupart des auteurs, qui apparaît comme l'expression théorique du primat qu'ils revendiquent dans l'univers savant : en énonçant les limites de la raison théorique, ils indiquaient par là même le statut subordonné de tous ceux qui se sont voués aux seules tâches de la connaissance, et ainsi ils justifiaient le privilège d'une pensée qui va au-delà du connaissable, mais sans pour autant verser dans un « mysticisme » (à la Hegel) de fâcheuse mémoire. En relativisant théoriquement la théorie, ces auteurs ont instauré une modalité moderne de la vocation philosophique qui constitue les philosophes en penseurs du fondamental et de l'ultime.

Il leur aura suffi de mettre en forme les intérêts liés à leur propre position : vertueux, désintéressés, serviteurs de l'idéal et du devoir-être, ils incarnent par profession cette « raison pratique », bien personnel, intime, intérieur et inaccessible aux savants seulement savants dont la compétence n'est que « subordonnée ». Le mandarin se pose en sujet individuel idéalement conforme à l'essence de l'Etat (sinon à sa réalité présente) et capable de s'élever, par son intention et son énergie, au-dessus de l'homme commun asservi à la « sensation », au « plaisir » et aux espérances intramondaines.

C'est sans doute pourquoi les professeurs de philosophie de tous les pays ont pu avoir le sentiment de trouver en Allemagne un modèle d'excellence intellectuelle : au-delà des raffinements *Wissenschaftlich* (dont le mot « scientifique » n'est pas un équivalent strict) de la théorie et des prestiges de l'érudition philologique, la référence professorale à l'éthique leur offrait un moyen d'universaliser leur propre point de vue sur le monde social. En vertu d'un renversement des valeurs héritées de l'*Aufklärung*, le fondement intellectuel d'un mode de pensée supérieur était ainsi proposé, dont la marque extérieure est cette sorte de gravité, docte et conservatrice, bien mise en évidence par contraste plus tard par les « néopositivistes », auteurs marginaux et géographiquement périphériques qui oseront proclamer leur goût pour la science en même temps que leur progressisme politique.

De Heidegger à Sartre

Quoi qu'il en soit, la dissolution du néo-kantisme n'a guère mis fin à la domination de l'éthique professorale en philosophie, et l'on pourrait fort bien se demander si elle n'a pas été finalement renforcée, en perdant certains aspects moralisateurs, par des courants anti-intellectualistes du vingtième siècle. C'est le résultat d'un long travail collectif de critique de la science et du mode de pensée rationaliste que l'on peut reconnaître dans l'apparition de la pensée existentialiste. Si aucun contenu éthique n'est invoqué par un discours à prétentions « ontologiques », du moins une hiérarchie formelle entre deux types d'humanité se trouve-t-elle affirmée, avec, au sommet, celle qui s'assume dans la décision jusque dans la mort et, en bas, celle qui s'abandonne, impersonnelle et anonyme, au monde : l'*Eigentlichkeit*, l'authenticité existentielle des philosophes, se démarque de son contraire, cette déchéance dans laquelle tombent tous ceux qui pensent l'Etre et l'être de l'homme sous la forme plate et banale de la réalité naturelle saisissable par la connaissance objective. La généralité même de ces oppositions rend compte de leur efficacité, comme le montre la confrontation entre des auteurs aussi proches sous certains rapports et éloignés sous d'autres que Heidegger et Sartre.

Il ne s'agit pas d'opposer deux individualités, mais d'appréhender simultanément, d'une part, un invariant qui tient largement à l'aristocratisme professoral et, d'autre part, les variations découlant de l'espace des possibles avec lequel chacun a dû compter (sur le mode le plus souvent inconscient). Intellectuel de première génération, entièrement voué au service de la pensée philosophique dans un univers alors encore dominé par des versions libérales et laïques du néo-kantisme, Heidegger tend à accomplir en philosophie un coup de force qui est l'équivalent de la « révolution conservatrice » espérée par une part de la jeunesse allemande et des mandarins au cours des années 20-30 : l'élite morale en lutte contre les menaces niveleuses de la « masse » et du « on » trouve son expression existentiale dans l'Etre-là qui se révèle à travers l'être-pour-la-mort.

La subversion politique des valeurs philosophiques, qui s'accomplit à travers des débats d'allure théorique comme la nature de l'espace, du sujet, etc., transpose dans l'ordre intellectuel les pulsions sociales d'un penseur entendant oublier et faire oublier la technique, la ville, les bavardages du « on » et les extravagances décadentes (« nihilistes ») des cosmopolites berlinois détachés du « sol ». Ainsi une analyse telle que la critique de la conception cartésienne de la *« chose étendue »* pouvait viser, sous apparence d'érudition gratuite, le mode d'être inauthentique inhérent à l'appropriation du monde par le physicien, par l'ingénieur ou par l'usager ordinaire. Tel est bien l'enjeu de la rhétorique anti-« positiviste » non pas inventée mais renouvelée par Heidegger.

L'œuvre sartrienne représente une modalité voisine d'expérience professorale du monde : le contraste entre deux humanités hiérarchisées y est présent sous la forme d'oppositions philosophiquement irréprochables telles que la conscience et le monde, le pour-soi et l'en-soi, le néant et l'être. Dans *la Nausée*, c'est sous le regard de Roquentin, conscience pure, solitaire et en survol qu'est mise en évidence la bonne conscience de tous les hommes cherchant à se fondre dans l'opacité des choses.

Doté de titres scolaires légitimes, précocement considéré comme doué dans un milieu d'origine cultivé et favorable à la République, Sartre s'est imposé en imposant une communication entre deux univers intellectuels relativement séparés, celui de la philosophie et celui de la littérature. Or, dans l'espace des possibles de l'avant-guerre en France, l'élitisme mandarinal d'un jeune prétendant trouvait à s'exprimer non dans le langage du populisme millénariste, mais dans le langage philosophico-littéraire distancié tour à tour brillant, satirique, dépouillé, d'un Ego refusant sa capture totale par le monde. Et même l'« engagement » ultérieur, sorte de décision pure de la « conscience », maintiendra la méconnaissance de ses propres présupposés sociaux.

On pourrait continuer à montrer comment se perpétue, notamment à travers le renouvellement des avant-gardes, la célébration des vertus professorales qui imprime sa marque au discours philosophique. Pour en saisir la logique propre, le sociologue doit échapper à la fascination pour les métamorphoses illusoires qui occupent le devant de la scène : la philosophie qui « s'engage » est, comme celle qui se « désengage », une activité symbolique, et donc politique, de vision et de division du monde, et la sociologie qui les prend pour objets, d'un lieu situé au-delà des alternatives scolaires de l'interprétation (interne) et de la réduction aux conditions (externes), ne fait rien d'autre que réaliser à propos des philosophes les intentions philosophiquement légitimes d'une pragmatique sociale. ■

► **Chercheur au CNRS, Louis Pinto a publié *l'Intelligence en action* : le Nouvel Observateur (A.-M. Métailié) et *les Philosophes entre le lycée et l'avant-garde* (L'Harmattan, 1987).**

Bibliographie

– Anna Boschetti, *Sartre et « les Temps modernes »*, Paris, Ed. de Minuit, 1985.

– Pierre Bourdieu, *l'Ontologie politique de Martin Heidegger*, Paris, Ed. de Minuit, 1988.

– Jean-Louis Fabiani, *les Philosophes de la République*, Paris, Ed. de Minuit, 1988.

– Klaus-Christian Köhnke, *Entstehung und Aufstieg des Neukantianismus. Die deutsche Universitätsphilosophie zwischen Idealismus und Positivismus*, Francfort/Main, 1986.

– Antonia Soulez (publié sous la direction de), *Manifeste du Cercle de Vienne et autres écrits*, Paris, PUF, 1985.

Enquête

Les psychanalystes devant l'



De la confrontation des différences que fait apparaître la description la plus neutre – si tant est qu'elle soit possible – de l'état de la psychanalyse dans plusieurs pays européens surgit un ensemble de questions fondamentales sur sa fonction. Ces questions devraient être le point de départ d'un débat, d'ailleurs rendu inévitable par l'harmonisation prochaine des législations européennes.

Pascale Casanova

RIEN, à première vue, de plus contradictoire et hermétique que les polémiques autour de la psychanalyse inaugurées en France il y a un an, alors qu'on commençait à parler de la possible création d'une « instance ordinale des psychanalystes ». On ne peut rien comprendre aux enjeux de ce débat – essentiel pour l'avenir de la psychanalyse – si on ne le resitue pas dans l'ensemble européen. La situation est complexe, voire inextricable, et les réglementations très différentes d'un pays à l'autre. Mais, à l'heure de l'harmonisation des législations, les disparités jusque-là occultées éclatent au grand jour.

Nous avons donc essayé de dresser un état des lieux dans quelques pays pour tenter d'expliquer les divergences quant à la place et au rôle de l'Etat. Tentative difficile sinon périlleuse, du fait, justement, de la très grande diversité des points de vue ; en témoigne par exemple la quasi-impossibilité d'employer un vocabulaire reconnu de tous : de nombreuses oppositions ou scissions de l'histoire de la psychanalyse s'articulent autour de la définition de mots tels que psychologie, psychanalyse, psychothérapie, psychiatrie, thérapie analytique...

S'il peut apparaître que nous avons fait un sort particulier au « cas » français, c'est que, du fait notamment de l'influence exercée par Lacan, il fait figure, dans sa singularité même, d'« analyseur » ou de révélateur.

On sait que Freud s'est posé très tôt le problème de la légitimation de la psychanalyse et des conséquences de la découverte de l'inconscient ; d'abord en créant la Société psychanalytique de Vienne, puis, les sociétés s'étant multipliées (celle de Zurich présidée par Jung, et celle de Berlin par Karl Abraham), en instituant, en 1910, l'International Psychoanalytic Association (IPA) qui fédérait les sociétés de psychanalyse européennes et américaine.

Il affirmait par là la nécessité d'associations d'autolégitimation, de reconnaissance mutuelle et de réglementation minimale pour permettre une définition nécessaire de la psychanalyse et de l'activité de ceux qui l'exercent. En même temps, dans le texte souvent invoqué sur « Le contenu de vérité de la psychanalyse » (*Nouvelles Conférences d'introduction à la psychanalyse*, 1933), il dissociait clairement la psychanalyse comme découverte d'une vérité sur l'homme, et la psychanalyse comme thérapie.

Or il apparaît, en effet, lorqu'on examine la situation dans quelques pays européens, et singulièrement en Allemagne ou en Suède, que la reconnaissance officielle de la psychanalyse, la formation universitaire des analystes, l'instauration d'une autorisation officielle d'exercer et la réglementation des modes de remboursement de la cure ont modifié le contenu même des questions que se pose aujourd'hui la psychanalyse, et provoqué une quasi-annexion de la psychanalyse par la médecine.

Allemagne : le parti de la médicalisation

La simple comparaison de quatre pays, l'Allemagne, la Suède, l'Italie et la France, montre comment la situation peut se décliner : si la France présente le cas limite du pays ayant les rapports les plus flous avec l'Etat, la Suède et l'Allemagne pourraient se situer à l'autre extrême du spectre comme les pays où les législations sont les plus contraignantes et la dépendance à l'égard de l'Etat particulièrement marquée. Dans l'entre-deux, l'Italie, où l'on vient de voter une loi instituant un « ordre professionnel des psychothérapeutes », dont le fonctionnement est encore en cours d'élaboration. Depuis 1967, il existe en RFA une législation très stricte de la pratique analytique définie par les « Directives sur l'introduction de la psychothérapie analytique, fondée sur la psychologie des profondeurs » (*cf.* Gottfried Appy, Fédération européenne de psychanalyse, *Bulletin*, nº 31, automne 1988). Dès l'après-guerre, les psychiatres allemands tentent de faire reconnaître la névrose comme une « maladie » et veulent obtenir de nouvelles réglementations de l'assurance-maladie. A toute maladie, il faut un traitement, officiel lui aussi ; ainsi est fondée la reconnaissance de la psychanalyse. Les tenants de l'officialisation conçoivent le contrôle exercé par l'Etat sur les psychanalystes – et plus largement sur les psychothérapeutes – comme une garantie ou une protection pour les patients.

Toute la structure institutionnelle et médicale peut ainsi se mettre en place. D'abord une liste des indications du « traitement », puis des instances de contrôle : la cure analytique est soumise à une prescription médicale, elle-même dépendante d'une expertise qui doit examiner les critères de nécessité de la cure et donner ou non son approbation. La prestation (séances remboursées par la sécurité sociale) accorde en général 160 séances. La formation et la qualification des psychothérapeutes sont codifiées de façon très précise et la psychanalyse est devenue une discipline incluse dans le cursus des études médicales : la « psychothérapie de formation » fait l'objet d'examens, et exige la création de nouvelles chaires d'enseignement universitaire.

Les psychologues peuvent, eux aussi, devenir psychanalystes : ils doivent faire preuve d'un cursus achevé de formation analytique dans l'un des instituts psychanalytiques reconnus par l'Etat. Quant à ceux qui ne sont ni médecins ni psychologues, ils n'ont plus accès désormais à l'autorisation d'exercer. Dans ce même *Bulletin de la Fédération européenne de psychanalyse*, dépendant de l'IPA, Gottfried Appy parle d'*« auto-aliénation »* chez les psychanalystes allemands et observe que *« la législation allemande a directement contraint les analystes à abandonner l'analyse profane »* (c'est-à-dire l'analyse pratiquée par des non-médecins), dite aussi analyse laïque.

Laisser ou non la psychanalyse aux seuls médecins est l'une des interrogations centrales de Freud, qui avait consacré en 1926 un livre portant ce titre à *la Question de l'analyse profane*, à l'occasion du procès de l'un des membres de la Société psychanalytique de Vienne, accusé d'exercice illégal de la médecine. De tels procès jalonnent d'ailleurs l'histoire de la psychanalyse, notamment en France dans les années 50, faisant déjà apparaître l'importance de l'enjeu, et provoquent scissions et schismes au sein du mouvement psychanalytique international.

La psychanalyse est désormais entendue en Allemagne comme savoir à maîtriser, et comme pratique dont l'« efficacité » au plan médical doit pouvoir être applicable à toute la sphère professionnelle de la psychologie (travailleurs sociaux, psychologues, psychothérapeutes...). L'Association psychanalytique allemande (DPV), qui comptait 20 membres en 1956, est aujourd'hui l'une des deux plus grandes sociétés affiliées à l'IPA : elle compte en 1988 plus de 600 membres. Mais on peut estimer à 9 000 ou 10 000 le nombre de psychothérapeutes en activité. Les psychanalystes sont devenus minoritaires dans un ensemble désormais mal délimité de pratiques disparates appelé « psychothérapie ».

Suède : utopie sociale

En Suède, la psychothérapie et la psychanalyse se sont définies à partir de la notion d'« hygiène mentale ». Après la fondation assez tardive de la Société psychanalytique de Suède (en 1934), c'est la version américaine de la psychanalyse qui sera déterminante. On sait l'influence prépondérante des sociétés américaines affiliées à l'IPA dans l'immédiat après-guerre (cf. E. Roudinesco, *la Bataille de cent ans, histoire de la psychanalyse en France*, tome 2) et leur rôle dans l'intégration de la psychanalyse au domaine médical avec la théorie de l'*ego psychology* et de l'adaptation à la réalité.

La psychanalyse suédoise – entendue comme une des possibilités de la psychothérapie – a été reconnue officiellement, et ce dans le même mouvement que la réorganisation du système psychiatrique. Depuis une dizaine d'années en effet, et sous l'impulsion de psychiatres dotés d'une formation analytique, les asiles et les hôpitaux psychiatriques ont été remplacés par un système ouvert de centres d'hygiène mentale, qui a permis le développement de la psychiatrie de secteur – psychiatrie sociale, cures ambulatoires, – et a ouvert à toutes les formes de psychothérapie de nouvelles voies d'intervention.

A la différence de l'Allemagne, c'est au nom d'une démédicalisation de la psychiatrie et d'une remise en cause

Enquête

devant l'Etat

humanitaire du traitement des « malades mentaux » que l'analyse fait son entrée, au moins partiellement, comme alternative thérapeutique. La tradition d'aide sociale et d'hygiène mentale (qui est aussi une dimension importante de la politique psychiatrique française) donne une autre vision de la psychanalyse, inédite, semble-t-il, dans d'autres pays, celle d'une « science humanitaire » : il y aurait un lien entre un progrès social possible et le développement de la psychanalyse. Comme le dit, dans le même *Bulletin de la Fédération européenne de psychanalyse* n° 31, Clarence Crafoord, psychanalyste à Stockholm et membre de l'IPA : *« Nous sommes prêts à lutter pour la psychanalyse comme science de base nécessaire à l'aspect humanitaire de la psychiatrie et de la psychologie. »*

Du point de vue de l'organisation légale, une formation officielle en psychothérapie est obligatoire en Suède depuis une dizaine d'années pour obtenir l'autorisation de pratiquer. Plusieurs cursus sont agréés, dont le cursus psychanalytique, ouvert, comme en Allemagne, aux médecins et aux psychologues et au terme duquel est délivré le titre de « thérapeute autorisé par l'Etat ». Des deux associations principales – la Société psychanalytique de Suède (SPF), reconnue par l'IPA, et la « Svenska föreningen för holistisk psykoterapi och psykoanalys », – seule la première gère son institut de formation habilité par l'Etat. Il y a environ 2 000 psychothérapeutes, dont seulement 10 % sont membres des deux sociétés psychanalytiques, soit environ 200 psychanalystes, largement minoritaires donc et répartis pour moitié en deux groupes professionnels très distincts : les médecins et les psychologues.

L'analyste médecin peut ne demander à son patient que le paiement de quinze séances par an (même si la cure en comprend deux cents), le reste étant pris en charge par la Sécurité sociale. Au contraire, les analystes non médecins, et qui pourtant sont, eux aussi, titulaires d'une autorisation officielle d'exercer, ne peuvent prétendre à aucun remboursement de la cure pour leurs analysants. Ils sont donc menacés de voir disparaître leur clientèle, tandis que, selon Clarence Crafoord, les analystes médecins sont conduits à faire de plus en plus *« de compromis entre les exigences d'autonomie de leur pratique en libéral et les contraintes imposées par le système de sécurité sociale »*.

Depuis 1984, un comité de négociation avec l'Etat a été créé au sein de la Société suédoise de psychanalyse pour demander, entre autres, la gratuité de la formation en psychanalyse et pour tenter surtout d'adapter les normes légales à l'éthique psychanalytique, comité dont l'existence même montre l'ambiguïté et la difficulté des relations des psychanalystes avec l'Etat, même dans un pays où l'officialisation est un fait acquis.

Italie : transition

En Italie, tout a récemment changé après le vote, en février 1989, d'une nouvelle loi qui réglemente l'exercice de la psychothérapie et institue un ordre des psychothérapeutes. On ne peut qu'évoquer ici une situation où rien n'est encore définitif. Une commission, désignée par le ministère des universités, est chargée de définir les critères légaux de reconnaissance des écoles, privées ou publiques, habilitées à former officiellement des psychothérapeutes, y compris les psychanalystes ; la discussion est ouverte.

La loi italienne définit les conditions d'accès à la profession de psychothérapeute, réservée aux seuls médecins et psychologues inscrits à l'ordre de leur profession et ayant suivi pendant quatre ans la formation d'une école spécialisée. Il n'est cependant pas question d'un remboursement des cures par l'Etat. Là encore, les psychanalystes voient leur identité menacée : ils sont contraints d'accepter leur intégration dans un sous-ensemble divisé entre deux instances, la médecine et la psychothérapie.

France : retour à Freud

En France, en l'absence de toute organisation légale de la profession de psychanalyste, la plus grande confusion apparente règne d'une part entre psychologues, psychothérapeutes et psychanalystes, et, d'autre part, entre les psychanalystes eux-mêmes, profondément divisés en différentes sociétés, associations et écoles. Une situation très floue et contre laquelle Serge Leclaire, psychanalyste lacanien de la première heure, et ses confrères se sont élevés en proposant en décembre dernier à tous les psychanalystes de France la création d'une *« instance ordinale des psychanalystes »*.

Ils veulent éviter deux *« écueils »* : d'abord, le risque d'une dilution de la psychanalyse dans d'autres pratiques qui lui sont étrangères mais auxquelles on l'assimile de plus en plus ; ensuite, la possibilité d'une *« étatisation »* de la psychanalyse en France à l'heure européenne. Cette « instance ordinale » serait une *« interface entre l'Etat et la profession »* et *« aurait notamment à assurer et à garantir la non-ingérence de l'Etat et de l'administration (Sécurité sociale entre autres) dans une relation intime et secrète par contrat (...) ; à affirmer, soutenir et défendre le caractère spécifique et original de l'éthique psychanalytique (...) et à spécifier la différence entre l'acte psychanalytique et l'acte médical »* (extrait du document proposant la création d'une *« instance ordinale des psychanalystes »*).

Cette proposition s'inscrit clairement contre les systèmes déjà en vigueur dans d'autres pays. Elle vise, en quelque sorte, à officialiser la psychanalyse en tentant d'échapper aux effets de l'officialisation observés ailleurs. Elle a pourtant provoqué un tollé général et un grand débat public, qui a fait ressurgir tous les antagonismes propres à l'histoire du cas français et liés pour la plupart au rôle de Jacques Lacan : en rompant avec ce qui était considéré jusque-là comme la seule orthodoxie freudienne, l'IPA, celui-ci a modifié les termes mêmes du débat.

Rappelons que la Société psychanalytique de Paris (SPP), créée en 1926, demande et obtient très vite son affiliation à l'IPA ; elle compte environ 490 membres et André Green en est le président actuel. En 1953, à l'occasion de la création de l'Institut de psychanalyse (émanation de la SPP, chargée de la formation des jeunes analystes), Lacan, Lagache, Dolto et quelques autres démissionnent. Lacan s'opposait, par ses positions théoriques et sa technique de séances courtes, aux pratiques en vigueur dans la société. Les dissidents créent alors la Société française de psychanalyse (SFP), qui tente de se faire reconnaître par l'IPA. Serge Leclaire est chargé des négociations, qui vont durer près de dix ans et se conclure par la dissolution de la SFP et la naissance de deux nouveaux groupes : l'Association psychanalytique de France (APF), reconnue par l'IPA, avec Lagache, Laplanche, Pontalis, etc., et l'Ecole freudienne de Paris (EFP, 1964), non reconnue par l'IPA – dont Lacan dira qu'il a été excommunié, – avec Lacan, son fondateur, Leclaire, Dolto, Perrier...

Cette dissidence institutionnelle, mais aussi théorique, de Lacan bouleverse le paysage français en introduisant un autre pôle de légalité psychanalytique. Il lance le mot d'ordre d'un *« retour à Freud »* et propose une relecture des textes fondateurs qui tend à remettre en cause l'orthodoxie de l'IPA. Mais surtout, travaillant sur la place, le rôle, l'éthique, le désir du psychanalyste, il affirme l'autonomie entière de la psychanalyse et cherche à fonder la légitimité de l'analyste dans la psychanalyse elle-même et non plus dans un savoir quelconque, lui-même validé par la médecine ou la psychologie : *« Le psychanalyste ne s'autorise que de lui-même. »*

Le « travail » de la psychanalyse, les effets d'un transfert et la découverte de son propre inconscient ne peuvent se réduire à une somme de connaissances acquises. Ce n'est pas de celles-ci que le psychanalyste va s'autoriser, mais de l'expérience subjective qu'a constituée sa propre analyse. Lacan élabore une procédure, dite de la *« passe »*, au terme de laquelle un analysant peut être nommé analyste.

On voit que ces inventions et innovations lacaniennes, même trop rapidement évoquées, tendent toutes à affirmer l'indépendance des psychanalystes et le refus de toute intégration, à la médecine d'abord, et du même coup à l'Etat. L'initiative « ordinale » de Leclaire, proposant une mise en suspens des scissions historiques, se heurte aussi bien aux lacaniens qui refusent à la fois l'idée d'un ordre et une alliance avec l'IPA qu'aux membres de la SPP : André Green a déclaré dans la presse française que les normes de l'IPA étaient les seules garanties de sérieux et de conformité en matière de formation des analystes.

L'estimation du nombre de psychanalystes français est très incertaine : beaucoup d'entre eux ne sont inscrits nulle part et les chiffres vont du simple au triple selon les critères de décompte (entre 950 et 3 200, toutes tendances confondues, selon Serge Leclaire, autour de 1 000, dont 492 membres de la SPP, pour André Green). Quoi qu'il en soit, les psychanalystes sont plus nombreux en France que partout ailleurs en Europe. Succès qui confirme l'importance du mouvement lacanien dans le paysage français, mais qu'on peut aussi interpréter en termes d'inflation liée à l'absence de réglementation.

Que le débat soit étrange, mêlé d'enjeux de pouvoir, cela est certain. Il n'en demeure pas moins que la question cruciale de la reconnaissance par un Etat engage bien autre chose que des enjeux vite qualifiés de corporatistes. Tant de discours et de pratiques sous le même vocable de psychanalyse ? L'incroyable complexité de cette situation liée aux traditions nationales et aux scissions historiques tendrait à faire croire d'abord qu'on ne peut plus parler de *la* psychanalyse mais seulement *des* psychanalystes.

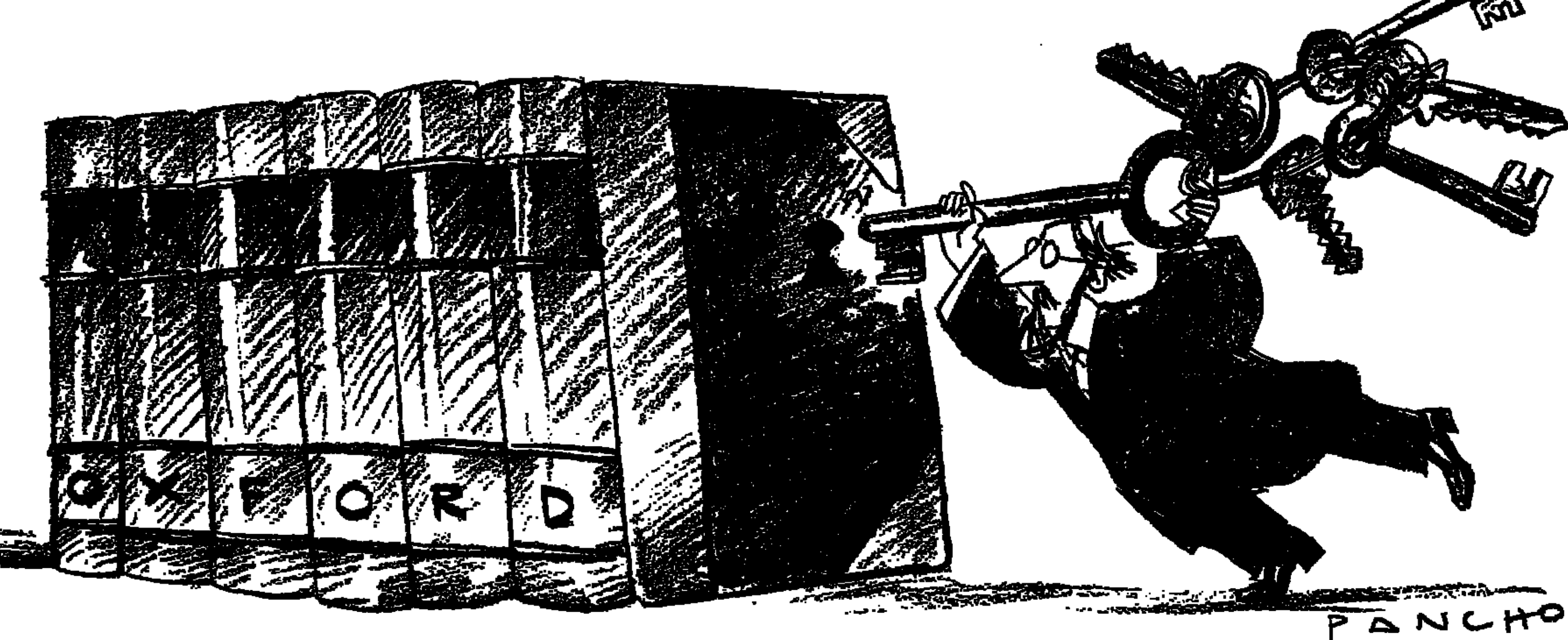
Et pourtant, l'Europe des Douze, parce qu'elle institue en principe l'harmonisation législative, oblige les psychanalystes à repenser leur place et leur rôle dans ce nouvel espace. Aujourd'hui, un membre allemand de l'IPA parle de *« manifestations de dégradation »* de la psychanalyse ; on débat longuement en Italie autour de la constitution d'un ordre professionnel et de ses enjeux ; on craint en France l'imposition d'un statut ; la Suède a constitué un comité de négociation avec l'Etat ; quant à la Grande-Bretagne, elle est en panne, elle aussi, de solution, malgré l'instauration d'un forum de discussion comme la Rugby Conference.

Partout l'inquiétude est la même. Là où l'Etat intervient, il légifère sur la psychothérapie et non pas sur la psychanalyse. Le danger de dissolution est partout le même, bien que les causes en soient diverses, et la vulnérabilité par rapport à l'ensemble des psychothérapeutes est partout avérée. La question européenne provoque le débat et oblige enfin les psychanalystes à se poser des questions communes, sans doute les plus fondamentales, celles que la division entre les traditions permet d'esquiver et qui sont posées par la confrontation des représentations tout à fait opposées que les psychanalystes des différentes traditions nationales se font du rapport entre la psychanalyste et l'Etat. ■

► **Pascale Casanova est journaliste littéraire, productrice à France-Culture, et collabore à *la Quinzaine littéraire*.**

Ethnographie européenne

Les clefs de la sagesse



L'auteur du « Roman d'Oxford » livre quelques aperçus de ce monde mystérieux qu'est le saint des saints de l'université anglaise.

Javier Marias

A en juger par l'habitude qu'avaient mes anciens collègues, à Oxford, de courir incessamment, pendant les deux années que j'ai passées à y enseigner la littérature espagnole et la théorie de la traduction, cette université est incontestablement la plus dynamique du monde ; celle, aussi, qui se soumet aux horaires les plus stricts. Il se peut que le problème ne soit en réalité qu'une question de distribution géographique, aggravée par la taille de la ville : aucune distance n'est assez importante pour prendre la voiture ou un autobus (ne pas aller à pied semble relever du gaspillage) et pourtant, les *dons*, ou professeurs, répartissent leurs enseignements et leurs savoirs entre divers *colleges* et facultés au cours de la même journée.

C'est pourquoi, à mon avis, ils se voient forcés de courir d'un bout à l'autre de la ville, sans répit : cela a pour effet, lorsqu'ils ont bien voulu revêtir leurs toges facultatives, de tacheter l'architecture des lieux d'une nuée de corbeaux rasant les murs, réminiscence des *Oiseaux* de Hitchcock.

Le plus lourd travail (beaucoup de travail vraiment) est fourni, cependant, dans les cours dénommés *tutorials* que les élèves reçoivent à titre individuel, généralement dans les bureaux du *don* qui impartit ces cours dans son propre *college*. Cela amènerait à penser que, contrairement à ce qui a été dit, la vie de ces professeurs est, on ne peut plus, sédentaire, et que c'est aux élèves de passer leur journée à courir, sinon dans les rues, du moins d'un bureau à l'autre, à l'intérieur du *college* auquel ils sont assignés. Le fait est que jamais je n'ai vu courir un seul élève, et qu'en revanche mes collègues les maîtres me fouettaient de leurs longs pans de toge et me bousculaient de leurs cartables pleins à craquer, en passant à vive allure.

Absence de fantaisie

Par bonheur le bonnet carré est à peine porté : l'air aurait été envahi de tuiles volantes, et les *dons* auraient perdu la liberté d'une de leurs mains pour les retenir, alors qu'il est de la plus grande importance à Oxford de garder les mains libres, ne serait-ce que pour manipuler les multiples clefs qui doivent ouvrir les multiples portes qu'un *don* se voit obligé de franchir tout au long de la journée. Je me souviens encore de ma stupeur et de ma désolation – je prévoyais déjà d'immenses trous au fond de mes poches, à cause de ce poids excessif – lorsque, les jours suivant mon incorporation à l'université, on me remit le trousseau de clefs qui m'était attribué, et dont je n'appris jamais à distinguer les pièces : deux clefs pour la bibliothèque d'espagnol, deux clefs pour la porte de sortie du bâtiment où se trouvait mon bureau, deux autres pour une porte intermédiaire, deux encore pour la porte de mon bureau, trois ou quatre pour avoir accès, en dehors des heures d'ouverture, à la *Senior Common Room* de la *Taylor Institution*, trois enfin pour mon casier ou ma boîte à lettres personnelle. Afin de pouvoir les transporter, je dus sacrifier briquets et stylos, locataires habituels de mes poches, et m'initier à l'art d'ouvrir des serrures terriblement compliquées, doubles et triples, les bras chargés de dictionnaires.

Par chance, je n'avais pas à courir d'un endroit à l'autre, puisque toutes mes activités – *lectures*, ou conférences, ainsi que ces leçons désignées du nom sibyllin de *Prose and Unseen Classes*, – littéralement cours jamais vus de prose, ou cours de prose et de jamais vu – avaient lieu dans le même bâtiment, l'*Institutio Tayloriana*, c'est-à-dire la faculté de langues médiévales et modernes. Ainsi je m'épargnais non seulement le pas de course, mais aussi l'épuisant travail qu'exigent les *tutorials* de la part des enseignants, et les éventuels tracas qui leur sont inhérents.

Car les *dons* doivent non seulement préparer chacun de ces cours consciencieusement, sans disposer de ce filet qu'est toute salle pleine, ou à demi pleine, où peu importe qu'un petit nombre d'élèves s'ennuient, si d'autres sont attentifs, ou font semblant de l'être – comme il en va partout ailleurs dans le monde universitaire, – mais de plus ils peuvent connaître l'affront et l'humiliation venant de l'élève du cours particulier, lorsque celui-ci conteste des qualités qu'il juge insuffisantes, ou encore lorsqu'il refuse un professeur qu'il considère inapte à enseigner telle matière ou d'un niveau de connaissances peu supérieur au sien.

Je me souviens de la colère justifiée de l'un de mes collègues de français le jour où un cuistre, rejeton de diplomates américains, avait décliné ses cours. Ce collègue est l'un des critiques les plus pénétrants que j'ai pu rencontrer, si pénétrant qu'il n'a jamais daigné publier une seule ligne, pour ne pas, expliquait-il, ajouter des immondices à celles qui ensevelissent déjà la littérature. Une provocation, sans doute, mêlée de coquetterie, car pour l'établissement des textes, le sérieux de l'érudition, la pertinence de l'interprétation, la production d'Oxford, dans le domaine de la littérature, est un outil indispensable, pour les étudiants comme pour les critiques.

Le problème le plus grave est peut-être là, justement, dans l'absence de fantaisie, et par conséquent de risque intellectuel. Oxford a horreur de l'originalité : on a l'impression que le bon sens y règne en maître ; comme, par ailleurs, ce bon sens est exercé avec perspicacité, il devient aisé de ruiner toute théorie hasardeuse – italiennne ou française, s'entend – du moins dans la discipline dont j'ai pu connaître le fonctionnement. A plus d'une reprise je vis comment mes collègues crucifiaient verbalement quelque professeur américain, espagnol, ou même de Cambridge, invité à intervenir dans notre séminaire.

Cela dit, on procédait à ces crucifixions avec une infinie délicatesse, comme si enfoncer doucement des clous dans une main gantée de soie pouvait atténuer la douleur. Mieux encore, la méthode dialectique pratiquée à Oxford ne consiste pas, comme dans d'autres universités, à opposer des propositions plus ou moins contraires, mais à formuler sur un ton dubitatif une foule de questions aussi courtoises qu'empoisonnées, commençant invariablement par : *« Je me demande si... »* Personne, aussi exercé, aussi sûr de soi qu'il puisse être ne saura y répondre de manière satisfaisante. Oxford, par conséquent, n'affirme presque jamais. Oxford ne fait que poser des questions. Et à merveille.

Grosses têtes blasées

Les enseignants communiquent cette attitude à des élèves qui, en dépit du caractère de moins en moins élitiste des procédures d'admission, acquièrent très tôt la conscience d'être une élite, disons intellectuelle. Aussi le comportement des élèves devant un nouveau *don* (moi-même, par exemple, à mon arrivée) est-il à l'opposé de celui des élèves des autres pays, qui, terrifiés le jour de la rentrée, vous offrent leur meilleur sourire (et aux Etats-Unis, une pomme). Le professeur, à Oxford, a l'impression, ce premier jour, de se trouver devant une classe de grosses têtes blasées, mentalement avachies, qui semblent dire : *« Allez, amusez-nous ; voyons ce que vous avez de si nouveau à nous apprendre ; voyons si vous savez quelque chose que nous ne sachions déjà. »* Il est vrai que, passé ce premier moment, pour peu que l'on respecte la première loi, sacro-sainte à leurs yeux, et valable dans tout enseignement – c'est-à-dire distraire – ces élèves sont aussi réceptifs que les autres, et demeurent les plus brillants et les plus reconnaissants qu'un individu juché sur une estrade puisse souhaiter. Pour cette raison sans doute, la plupart des étudiants en littérature se consacreront à des carrières qui n'ont aucun lien avec leur discipline, la politique ou les finances : il est toujours temps de parfaire une formation ultérieurement ; en revanche, la société britannique considère que celui qui a subi les méthodes d'Oxford peut assumer n'importe quel poste de responsabilités même s'il a employé ses années d'études à scander des vers de Gongora, ou à s'ennuyer à la lecture des romans de l'après-guerre espagnole.

Alors que j'ai passé deux ans à Oxford, en qualité de *don* temporaire, je n'ai connu Cambridge que pendant dix jours, au cours d'une invitation à un séminaire de littérature anglaise. C'est pourquoi il m'est impossible d'en juger avec le même manque d'impartialité. A première vue, pourtant, les deux universités se ressemblent comme deux gouttes d'eau, à tel point que cette ressemblance extrême et superficielle laisse deviner des différences plus profondes.

Il faut signaler qu'à Oxford, où l'on perçoit aisément un mépris involontaire à l'adresse des diplômés des autres universités du monde, une politesse exquise mélangée de haine tribale est de rigueur envers ceux qui viennent de Cambridge, comme si les Oxfordiens se sentaient plus à l'aise, dans une unicité si particulière, et qui en réalité est partagée. ■

(Traduit de l'espagnol par Christine Aguilar-Adan.)

▶ Professeur de littérature aux universités d'Oxford et de Harvard, Javier Marias est né à Madrid en 1951. Il est l'auteur de six romans, dont *el Hombre sentimental* (*l'Homme sentimental*, éd. Rivages, 1988, trad. Laure Bataillon) et *Todas las almas* (*le Roman d'Oxford*, éd. Rivages, 1989, trad. Anne-Marie et Alain Keruzoré). Traducteur de nombreux auteurs de langue anglaise (Sterne, Hardy, Conrad, Stevenson, Faulkner, Nabokov), il a reçu le Prix national de la traduction pour sa traduction de *Tristram Shandy*.

Les leçons

Des diverses manières imaginées par les sages pour fabriquer un golem, selon la tradition du judaïsme ésotérique

Ioan P. Couliano

★ Moshe Idel : *Golem. Jewish Magical and Mystical Traditions on the Artificial Anthropoid.* New-York, State University of New-York Press, 313 pages.

DANS la tradition juive, l'idée que la création relève d'un code remonte au début du Moyen Age. C'est ce que met aujourd'hui en lumière le maître du judaïsme ésotérique qu'est Moshe Idel, dans un de ses livres le plus fascinants à ce jour, qu'il consacre aux diverses manières imaginées par les sages pour fabriquer un golem.

Le code ne procédait pas de formules chimiques (elles étaient alors inconnues), mais de permutations de lettres de l'alphabet, à savoir d'éléments appartenant à un système de signes. On découvre avec étonnement qu'à ce niveau premier nos idées sur la vie n'ont jusqu'ici pas changé : la vie est aujourd'hui pour nous le résultat d'une information codée, un nombre fini, bien qu'extrêmement complexe, de permutations des quatre unités fondamentales formant l'ADN.

Les kabbalistes ont-ils révolutionné les voies de la science grecque, comme Rabbi Meir ibn Gabbai, réfugié sépharade du seizième siècle, le croyait ? Oui et non. Les modes de permutation du *Sefer Yetsirah*, qui resteront à l'origine de la création du golem, sont déjà dans les sources magiques grecques. Moshe Idel lui-même parle de Marc le Gnostique qui, pratiquant la grammatologie et la numérologie, n'agissait nullement en gnostique, mais en disciple d'un magicien du nom de Kolorbassos.

Ce nom évoque une origine juive hellénistique, mais la pratique est immémoriale. Alasdair Livingstone (*Mystical and Mythological Explanatory Works of Assyrian and Babylonian Scholars*, Oxford, Clarendon Press, 1986) a retrouvé des exemples de permutation dans des textes assyriens anciens. Ce qui néanmoins reste sûr, c'est qu'à partir du début du Moyen Age la pratique de la permutation est presque exclusivement liée aux sciences occultes juives.

Quelle que soit la complexité des distinguos au fur et à mesure que l'on avance dans l'histoire de la kabbale – et le chef-d'œuvre d'Idel en fournit un vaste panorama, – la tradition d'origine qu'exploitent tous les auteurs se réduit à deux textes fondamentaux : le *Sefer Yetsirah* et un passage du Talmud.

Un fragment du second chapitre du *Sefer Yetsirah* est essentiel, qui désigne l'âme de chaque créature *(yesur)* par la combinaison des vingt-deux lettres, prises deux à deux, de l'alphabet hébraïque. Le nombre de « portes » (ou *sha'ar*, terme technique désignant ces combinaisons) est à l'évidence de $22^2 - (1 + 2 + 3 + ... + 22)$, soit 231 (l'autre chiffre avancé de 221 est faux).

Pour réaliser ces combinaisons, des roues étaient probablement utilisées où figuraient les lettres de l'alphabet. Idel montre, dans un article remarquable, que l'art combinatoire du moine catalan Raymond Lulle (treizième - quatorzième siècles) s'appuie sur la kabbale. Mais qui le premier créditer de cette pratique ? Abraham semble le créateur

Témoignage

Le dernier survivant de « l'Espoir »

PAUL Nothomb, né à la veille de la première guerre mondiale à Bruxelles dans une famille qui jouait un rôle politique non négligeable en Belgique, adhérait, à peine sorti de l'école militaire, au Parti communiste. A vingt-deux ans, il s'engagea comme aviateur lors de la guerre d'Espagne dans l'escadrille d'André Malraux. Malraux le prit dans *l'Espoir* pour modèle de la figure d'Attignies, qui symbolise par son communisme austère le *« lien profond, physiologique, qui unit les meilleurs communistes à leur parti »*.

Paul Nothomb participa pendant la guerre à la Résistance, fut emprisonné et torturé par la Gestapo. Après sa rupture avec le Parti communiste, il s'installa en France et publia de 1948 à 1960 cinq romans chez Gallimard et Julliard. Ensuite, il trouva une nouvelle orientation en se consacrant à l'étude de l'hébreu, d'abord à l'Institut des langues orientales puis à la Sorbonne, où il soutint en 1979 – à l'âge légal de la retraite – une thèse de linguistique sur les dialogues de la Bible, pour enseigner ensuite à Paris-X l'hébreu moderne.

Paul Nothomb a publié au cours des années 80 plusieurs études consacrées aux récits bibliques des origines qui remettaient en question les interprétations convenues. *L'Homme immortel*, publié en 1984, a été salué par Cioran comme un chef-d'œuvre. Vient de paraître aux éditions La Différence son ouvrage *les Tuniques d'aveugle*, où l'on retrouve en postface une esquisse autobiographique de l'auteur. Nous avons pu nous entretenir avec Paul Nothomb qui, par sa participation aux événements importants du siècle et par son itinéraire original, est un témoin important de notre histoire.



JULIEN SEGNAIRE

André Malraux (deuxième en partant de la gauche) et Paul Nothomb (à l'extrême droite) pendant la guerre d'Espagne.

Joseph Jurt a rencontré celui qui fut le compagnon de Malraux pendant la guerre d'Espagne et lui inspira l'un des personnages de son célèbre roman.

Joseph Jurt

« Vous savez qui est mon père, camarade Magnin ? – Oui, c'est pour ça que... Ce qu'Attignies (c'était un pseudonyme) croyait un secret était connu de l'escadrille : son père était un des chefs fascistes de son pays. »

C'est en ces termes que Malraux transpose une conversation avec Paul Nothomb dans *l'Espoir*. Aux yeux de ce dernier, il s'agit d'une dramatisation typique du romancier.

« En fait, mon père était un homme de droite. Il était partisan de Franco. Il n'était pas fasciste. Comme il avait un rôle politique en Belgique, à un certain moment, a éclaté sur la place publique, notre opposition sur la guerre d'Espagne. [...] *A ce moment-là, quand j'ai appris qu'il y avait la guerre en Espagne, j'avais envie d'y aller. J'avais déjà rencontré Malraux une fois à Bruxelles, enfin... rencontré de loin parce qu'il venait de faire une grande conférence à un meeting sur le Front populaire naissant. Je ne savais pas du tout qu'il était en Espagne. C'est à Madrid que je l'ai rencontré. Ce fut un grand hasard magnifique. J'ai eu beaucoup de malchance dans ma vie, mais j'ai eu beaucoup de chance aussi. »*

Ayant rejoint l'escadrille de Malraux, le jeune aviateur, qui n'avait que vingt-deux ans, entra immédiatement en relation avec l'écrivain après une conversation sur Nietzsche. *« A dix-sept ans,* écrit Nothomb dans son essai autobiographique, *j'avais choisi le marxisme* via *Nietzsche et la rupture avec mon milieu. »* On peut s'étonner que ce soit Nietzsche qui ait servi d'intercesseur vers le marxisme.

« Malraux a dit qu'il y avait deux sortes de marxistes, précise Nothomb : *les gens d'action et puis les théoriciens. Je n'étais pas un théoricien. Je voyais dans le marxisme une espèce de façon globale de rejeter la société que je n'aimais pas. C'était le marxisme pour la forme léniniste, c'est-à-dire cette espèce de caractère volontariste et presque militaire de la révolution qui partait à l'assaut de l'ordre ancien. Nietzsche était important pour le cheminement vers le marxisme parce qu'il avait détruit un tas de choses, toute l'espèce de fiction religieuse, toute l'idéologie bourgeoise ; il exaltait l'individu ; il exaltait surtout la liberté, la mise en question de tout. Nietzsche et le marxisme, c'était un peu la même chose. C'était la mise en question de cette espèce de confort, de conformisme bourgeois dans lequel j'avais été élevé. »*

Chez Malraux, il y a aussi une synthèse entre Nietzsche et Marx. Chez lui, c'est toujours une élite qui fait la révolution et non pas les grandes masses – ce que Trotski lui avait reproché au sujet des *Conquérants*. Ce sont les grands chefs qui conduisent les masses, et Trotski lui a répondu que c'étaient les masses mêmes qui étaient le moteur de l'histoire. Il y avait chez le Malraux des années 30 une conception volontariste, voire léniniste de la révolution.

« Malraux admirait beaucoup Lénine. Justement parce que c'était un homme qui avait fait quelque chose au point de vue historique, qui était à contre-courant et qui avait imposé sa volonté. C'est sûrement ce que Malraux cherchait dans l'histoire ; c'était un champ d'aventures prodigieuses qui marquaient le monde. Lui, il voyait cela peut-être plus littérairement parce qu'il voyait le côté lyrique de la chose. »

Sachant que Malraux voyait surtout le côté lyrique des choses, on peut se demander quel était le rôle militaire réel de l'escadrille qu'il dirigeait. *« Il n'a pas été décisif,* estime Nothomb, *mais il a joué un rôle important au début, quand il n'y avait vraiment rien à opposer aux armées fascistes, sauf des volontaires qui n'étaient pas du tout entraînés. La force de l'aviation, même quelques avions, même quelques bombes, a suffi à ralentir la progression des colonnes de la légion étrangère – du Tercio – vers Madrid. Et puis après, forcément, cela a joué un certain rôle psychologique et même stratégique. Cela n'a pas été énorme, mais enfin pendant qu'il fallait organiser une armée, il fallait qu'en même temps il y ait des forces de retardement, sinon Franco, en quinze jours, aurait pris toute l'Espagne. Je crois que le rôle de l'aviation était significatif. »*

Staline contre Trotski

Paul Nothomb était *« commissaire politique »* de l'escadrille et, en tant que membre du parti, il était censé représenter l'orthodoxie communiste ; il ne manquait pas d'avoir des discussions à ce sujet avec l'auteur de *la Condition humaine*.

« Malraux, au sujet de l'orthodoxie communiste, m'a fort dégrisé mais, d'un autre côté, il voulait travailler avec les communistes parce que c'étaient les seuls qui étaient sérieux dans la guerre, c'est-à-dire organisés, une force pour résister aux fascistes. Et moi-même, j'étais un « petit garçon ». A l'égard de Malraux, je me serais bien gardé de lui donner des leçons, quoique dans mon for intérieur je me disais, c'est un compagnon de route. Il sert le parti, donc il faut l'aider au maximum. Il est certain que c'est le premier qui m'a un peu ouvert les yeux sur les procès de Moscou, etc. Donc, j'ai commencé à douter sérieusement de ma foi communiste à son contact. »

L'Espoir montre cependant surtout l'évolution du commandant communiste Manuel qui accepte la discipline, et Lucien Goldmann a même considéré le roman comme une œuvre écrite dans une perspective stalinienne.

« Malraux n'était pas stalinien, simplement il disait qu'il était du côté de Staline contre Trotski dans la guerre d'Espagne, puisque Trotski voulait faire la révolution en Espagne avant de faire la guerre, alors qu'il fallait d'abord faire la guerre, comme disait Staline, et puis faire la révolution. C'était simplement une question de choix stratégique. Ce n'était pas une adhésion au stalinisme. Je crois qu'il avait la plus grande répugnance pour Staline. »

Ce qui frappe aujourd'hui, c'est le nombre élevé d'intellectuels européens qui ont pris fait et cause pour la République espagnole lors de la guerre civile et qui, en s'engageant pour le socialisme, ont cru contribuer à un monde meilleur. Est-ce qu'il ne faut pas, à la lumière des événements survenus dans les pays de l'Est, repenser l'idéalisme de cet engagement des intellectuels ?

« On s'est dit que c'était encore la guerre pure, la vraie guerre révolutionnaire. Mais, en fait, c'était déjà dépassé. A mon avis, la cause pour laquelle nous nous sommes battus était justifiée uniquement par la férocité du fascisme, mais la cause que nous opposions au fascisme pouvait être aussi féroce qu'elle. C'est évident, c'est un échec tragique, une tragédie épouvantable. Alors, à part les hommes, leur valeur qui était souvent très grande et qui éclatait à ce moment-là, cette cause, aujourd'hui, s'est révélée complètement frauduleuse et, finalement, c'est une tragédie. Cela a été le dernier grand mensonge, la dernière grande idéologie. Ce n'est pas du tout une vue amusante de se dire que, sous prétexte d'idéalisme, on peut arriver à des horreurs. »

Lorsque la Belgique est occupée par les Allemands, Paul Nothomb s'engage dans la Résistance. En 1943, il tombe aux mains de la police nazie et est soumis à la torture – expérience cruciale, évoquée après la guerre dans son livre *le Délire logique* (Gallimard, 1948). De quel secours peut être en un tel moment une conviction idéologique ?

« L'idéologie en un tel moment se révèle nulle ; elle n'a aucune espèce d'importance. C'est justement en ces moments-là qu'on voit que les idéologies n'ont aucune valeur. Peut-être qu'une foi religieuse a de la valeur, je n'en sais rien. Mais, en tout cas, je n'avais pas une foi marxiste religieuse qui pouvait me porter, si l'on peut dire, à l'abnégation. En plus, il ne s'agit même pas de cela. Il s'agissait simplement de savoir si l'on est capable de résister à une torture, c'est tout. Moi, je prétends que personne n'a jamais vraiment résisté à une torture, sauf si les tortionnaires ne savaient pas y faire. Je veux dire que les moyens sont tels qu'à mon avis un type qui est mis dans une certaine position politique et qui n'a pas une chance formidable, il va parler . D'abord, il va se dire : je vais leur raconter des histoires pour les calmer et puis je vais dire le minimum ou je vais faire n'importe quoi. Mais il y a une espèce de limite qui est évidemment un gouffre. Quand vous arrivez là-dedans, vous ne savez pas cela. On ne peut pas prévoir. C'est impossible. Quand j'ai été arrêté, j'étais complètement braqué, tellement insolent vis-à-vis des types. J'étais complètement gonflé à bloc et puis, après quelques heures, j'étais complètement réduit. C'est effrayant. Quand on a fait un truc comme cela, on est marqué.

» Après la guerre, en général, dans tous les réseaux de la Résistance, personne n'a demandé de comptes aux gens qui ont parlé sous la torture. Les communistes, eux, ils avaient « raison ». Ils m'ont fait un procès. Ils m'ont traîné dans la boue. On m'a traité de tous les trucs. J'ai été condamné avant d'être réhabilité, après. Ils ont dit que j'étais un bourgeois, un fasciste de nature. Jusqu'à un certain point, cela m'a rendu service, parce que, quand on est engagé dans le Parti communiste, même si l'idéologie ne fonctionne plus à plein, on est pris dans un tel engrenage de choses qu'on n'en sort que dans le sang et les larmes. On n'en sort pas par un désaccord intellectuel en disant : tiens, je ne suis pas d'accord et je démissionne. Cela n'existe pas. C'est une église. On vous excommunie ou bien vous êtes un renégat ou un hérétique. »

Kierkegaard et la Bible

Après la guerre, Paul Nothomb s'installa en France, travailla dans un bureau et publia sous le pseudonyme de Julien Segnaire plusieurs romans chez Gallimard, du *Délire logique* en 1948 aux *Dieux de sang* en 1955, parce qu'il était *« malheureux »* et parce qu'il *« se cherchait une raison de vivre »* sans trop croire cependant à une grande carrière littéraire.

Etant chez Gallimard, il recevait beaucoup de livres dont, un jour, au cours des années 50, le *Journal* de Kierkegaard. La rencontre a été décisive. Chez Kierkegaard il a trouvé un accent d'authenticité semblable à celui de Nietzsche. C'est à travers Kierkegaard qu'il a découvert la Bible. Il a commencé alors à l'étudier de très près dans le texte hébreu. A travers la polysémie de la langue hébraïque, la Bible offre aux yeux de Paul Nothomb – notamment dans la partie non historique – une formidable leçon de liberté. Ce qu'il a surtout vu dans les premiers chapitres de la *Genèse*, dont il a proposé des interprétations nouvelles, c'est l'opposition entre la condition humaine et la nature de l'homme. *« C'est ce que j'ai appelé l'épistémologie du désir, c'est-à-dire que nos désirs sont des moyens de connaissance. Nous devons nous fier à ce que nous désirons. Nous désirons ce que nous sommes. Nous ne pouvons désirer quelque chose qui est en dehors de notre nature. »* ■

▶ Joseph Jurt est professeur en littératures romanes à l'université de Fribourg en Allemagne.

de la kabbale

des âmes par excellence (*cf.* Gén. 12.5), *et le midrash Bereshit rabba* le fait coauteur de la création du monde. Un midrash postérieur atténue son rôle en affirmant qu'un sage seul ne peut suffire à expliquer les secrets de la création telle qu'elle est exposée dans le *Sefer Yetsirah*. Abraham n'a pu créer un monde (ou un golem) qu'en association avec son maître Shem.

Animer l'argile

Le midrash poursuit en reprenant la version d'une légende qui figure également dans le Talmud babylonien (traité Sanhedrin, 65 b). Selon ce dernier, Rava créa un golem et l'envoya à Rabbi Zera, qui le questionna. Mais le golem ne pouvant parler, Rabbi Zera le réduisit en poussière.

Le midrash mentionné ci-dessus attribue à Rava et Zera un autre acte (imputé par le Talmud à Rabbi Hanina et Rabbi Oshaya), à savoir la création d'un veau, une idée qui revient à plusieurs reprises dans la tradition du golem.

On ne sait pas grand-chose du corps du golem avant les piétistes ashkénazes pour lesquels la combinaison et complète vocalisation de toutes les lettres devait s'opérer au-dessus des membres inertes d'un corps fait de terre vierge. C'est là, à proprement parler, une forme de magie qui entend animer l'argile. Ainsi certains jugeront-ils le procédé non seulement absurde, mais inférieur à celui de la création des âmes conduite par Abraham.

C'est néanmoins parmi ces mêmes hassidim ashkénazes qu'apparaît l'histoire célèbre selon laquelle deux rabbins créèrent un golem au front duquel était inscrit le mot 'MT (Vérité), le golem lui-même effaça la lettre Aleph, de sorte que ne resta plus que le MT (Mort). Il tomba en poussière en prononçant la combinaison des deux lettres à l'envers.

Une interprétation du *Sefer Yetsirah* dans le nord de la France veut que l'animation du golem s'opère par une déambulation autour de la glaise vierge pétrie tandis que l'on récite l'alphabet ; la déambulation dans le sens inverse entraîne sa destruction. Cette image se retrouve dans les pages les plus célèbres écrites sur la création d'un golem, l'histoire du Maharal de Prague racontée par Rosenberg-Bloch et publiée en 1909.

Le dessein – mené à bien – d'Abraham Abufalia est tout autre dans la kabbale extatique, qui méprise le corps et croit que *« toute personne sage se doit de fabriquer des âmes bien davantage que des corps, le devoir de fabriquer les corps s'entendant uniquement dans la perspective de la réalisation des âmes »* (p. 102).

Ainsi la méthode d'Abufalia consiste-t-elle en visualisations et en méditations – une tradition où chaque *devegut*, ou union mystique, conduit à la création des âmes. Rabbi Joseph ben Shalom Ashkenazi visualise les couleurs pendant la prière, visualisation *« conçue pour produire une certaine entité à laquelle on prête une existence propre »*.

Dans toutes ces traditions, l'idée est invariablement présente que la puissance créatrice de l'homme est inférieure au pouvoir de Dieu, que ce soit de par sa faiblesse intrinsèque ou, plus souvent, à cause du péché. Idée magnifiquement exprimée dans le Talmud (traité Barakhot, 10 a), qui constate que l'homme ne peut créer qu'en deux dimensions, en dessinant sur le papier, quand Dieu seul crée en trois dimensions. ■

(Traduit de l'anglais par Sylvette Gleize.)

▶ Ioan P. Couliano est professeur à l'université de Chicago. Il est l'auteur de nombreux ouvrages, dont les deux derniers parus en France sont *les Gnoses dualistes d'Occident* et, en collaboration avec Mircea Eliade, le *Dictionnaire des religions*.

Portrait

Regards croisés sur Seamus Heaney

Né en 1939, le poète irlandais Seamus Heaney appartient à la terre qui nous a donné, entre autres, Yeats, Joyce et Beckett. Venue des limites de l'Europe, sa poésie place l'Irlande au centre de notre civilisation, faisant du conflit qui déchire son pays la métaphore de la crise politique du XXe siècle.

La valeur de la marginalité

Franco Marenco

S'AGIT-IL là d'un nouveau triomphe de la province ? Ce fut un lieu commun, une simple constatation qui a rapidement accédé au rang de théorie : le foyer des chefs-d'œuvre littéraires de l'Europe de ce siècle n'est pas au centre, dans les capitales dites de la culture, mais dans les marges, dans les pays où les traditions sont les plus tenaces et réagissent avec le plus de force dans le conflit qui les oppose au présent. Seamus Heaney appartient à l'Irlande, la terre qui nous a donné Yeats, Joyce et Beckett, entre autres ; ou mieux, à une culture isolée, perdue dans le temps, veillée par des coutumes très privées, qui provoque chez ceux qui sont ses messagers d'obscures impatiences et d'éclatants reniements (1).

Et, pour resserrer encore davantage son ascendance, Heaney est originaire de l'Irlande du Nord, né au sein de la minorité catholique de cette Ulster qui s'acharne depuis des siècles contre les catholiques, proies depuis plus de vingt ans d'une guerre sordide, au sujet de laquelle le reste de l'Europe s'interroge sans vouloir comprendre, car tous tiennent à la considérer comme isolée, cette guerre, une affaire de fanatismes primitifs, une vengeance rituelle en retard sur l'Histoire, menée entre des rogatons de pouvoir qui ont mal tourné.

Les signes de cette identité bien à part sont évidents dans les premiers recueils de vers de Heaney, *Death of a Naturalist* (Mort d'un naturaliste, 1966) et *Door into the Dark* (Porte vers le noir, 1969) : on y trouve une relation obsessionnelle à la réalité paysanne, un regard totalement absorbé par les instruments de travail, une assimilation de la technique littéraire à la culture de la terre, un bannissement rigoureux de l'abstraction, le paysage vécu comme « *une forme de communion avec quelque chose d'autre qu'eux-mêmes* », le silence de la voix humaine comparé à l'inexpressivité muette de l'animal, la parole devenue objet d'un désir aussi inexorable qu'exigeant, et la seule satisfaction de l'absolue précision (dans le plus tardif et splendide *Clearances*, la dédicace à sa mère commence ainsi : « *She taught me what her uncle once taught her : / How easily the biggest coal block split / If you got the grain and hammer angled right.* ») (« Elle m'enseigna ce que son oncle lui avait un jour enseigné / Avec quelle facilité le plus gros bloc de charbon éclate / Si le marteau et la veine forment l'angle juste. ») Tel est l'univers du poète, qui se réclame fils, neveu et petit-neveu de travailleurs du *bog*, et simple « disciple » de gens et de métiers inconnus, au-delà même de sa propre île dans l'île.

Et pourtant c'est précisément là, dans cette marginalité reconnue, que l'expérience politique de Heaney devient centrale pour le monde contemporain. Avant tout, en donnant à l'Irlande l'identité d'une terre exemplaire, où une culture agressive et modernisatrice a écrasé une culture faible et attardée et a imposé une domination plus profonde encore des formes politiques et des usages quotidiens, domination qui s'étend à l'expression, à la langue – les Anglo-Saxons, « *nation logique et loquace* », ont dépossédé les Celtes de leur amour du silence, et en ont fait « *des exilés parmi les dominés du discours* ».

« Notre muse gutturale »

De plus, il a fait du conflit nord-irlandais – celui qui serpente dans les relations humaines tout autant que celui qui se combat dans les rues – un symbole de la confrontation entre les hommes et le pouvoir, des souffrances, mais aussi des capacités secrètes de résistance, de dignité et de civilisation que ce conflit met en cause chez ses victimes. Le résultat que présente Heaney parvient à faire accéder une matière étroite, apparemment réfractaire aux genres les plus contraignants, au rang des grands problèmes historiques : au point d'en faire une pleine métaphore de la véritable crise politique du dernier XXe siècle, le face-à-face des nationalités minoritaires ou dispersées et des empires assis sur leur passé et aujourd'hui frappés par un déclin nerveux.

Ces thèmes sont explorés plus avant dans les grands recueils de la maturité, *Wintering Out* (la Traversée de l'hiver, 1972), *North*. (Nord, 1975). *Field Work* (Fouille, 1979). Mais leur signification politique est toujours indirecte : aucune prise de position explicite n'y apparaît, ce qui a valu à l'auteur le reproche de tiédeur idéologique – une autre des caractéristiques que je rangerais au contraire parmi ses mérites et parmi les raisons de sa grande actualité, – contre ceux, amis ou ennemis, par qui il s'est senti répudié : « *I often think of my friends : beautiful prismatic counselling / And the anvil brains of some who hate me / As I sit weighing and weighing / My risponsible* tristia. » (« Je pense souvent à mes amis : un beau conseil prismatique / Et les cerveaux d'enclume de certains qui me haïssent / Tandis qu'assis là je ne cesse de peser mes responsables *tristia* ».)

La route de la poésie est autre, car plus complexe et moins prévisible ; du particulier et de la confusion, elle conduit vers de nouvelles clartés inconnues : « *Rain comes / Down through the alders / Its low conducive voices / Mutter about let-downs and erosions / And yet each drop recalls / The diamond absolutes.* » (« La pluie survient / Et tombe à travers les aulnes / Sa voix douce et conductrice/Marmonne des affaissements et des érosions / Mais pourtant chaque goutte rappelle / L'absolu du diamant. »)

On ne peut dire non plus que Heaney s'abandonne à une quelconque forme de revanche linguistique, qui réinventerait un lexique et une scansion archaïques, et tenterait de les substituer aux courants vifs de la tradition de la langue anglaise : « *Our guttural muse / Was bulled long ago / By the alliterative tradition / Her uvula grows / Vestigial, forgotten / Like the coccyx... While custom, that most / Sovereign mistress / Beds us dow into / The british Isles.* » (« Notre muse gutturale / A été bousculée il y a longtemps / Par la tradition allitérative / Son uvule croît / Tel un vestige oublié / Comme le coccyx... Tandis que l'habitude, cette maîtresse très souveraine / Fait notre litière / Dans les îles Britanniques. ») De son répertoire, la muse gutturale ne pourra extraire que des voix isolées et dispersées, par exemple *Anahorish*, « *endroit d'eau claire* », et « *le O noir* » de *Broagh*, dans les poèmes très fins qu'il lui dédie.

Ces occasions mises à part, Heaney est fermement implanté dans la tradition des Keats, des Kavanagh et des Hugues, et n'est nullement attiré par l'expérimentation (plus d'une fois, on a dit que ses vers eussent pu être reconnus et acceptés par un Wordsworth). Par contre, le substrat culturel auquel il s'en remet pour élargir la résonance de ses thèmes est spécifiquement nordique et celtique : ce sont les légendes et les ruines du *bog people*, le peuple des marais venu du Danemark pour fonder l'Irlande. Et ce sont les rites immémoriaux de la vie communautaire – le passage d'âge, la procession, la visite au sanctuaire, la cérémonie religieuse, l'enterrement – qui anoblissent des actes qui seraient sans cela sordides : dans *Funeral Rites*, la culture funéraire de la nation entière préside à la distinction des victimes et reparcourant l'histoire de deuils personnels et collectifs, jusqu'à la figure d'un héros viking, « *Gunnar / Who lay beautiful / Inside his burial mound / Though dead by violence / And unavenged.* » (« Comme le beau Gunnar étendu / Dans son tumulus funèbre, / Bien que mort d'une mort violente / Et non vengé. ») La cadence de l'élégie, qui était le véhicule efficace de l'identité paysanne, se change peu à peu en une cadence épique, se mue en saga populaire.

Joyce, guide et confesseur

La synthèse la plus complète de ce répertoire de formes et d'images stratifiées et en perpétuelle expansion se rencontre dans les poèmes dédiés aux découvertes, nombreuses au cours des dernières décennies, des corps encore intacts de victimes probables de sacrifices préhistoriques, dissimulés et en même temps préservés par la tourbe légère des marais nordiques, tel l'homme de Grauballe – « *His hips are the ridge / And purse of a mussel /His spine an eel arrested / Under a glisten of mud.* »(« Ses hanches sont l'arête / Et le corps renflé d'une moule, / Sa colonne vertébrale une anguille prise / Sous un miroitement de boue. »)

Ici, l'image de la fouille, de la nécessité quotidienne de pénétrer au fond des choses, se mêle aux images prégnantes du sacrifice, de la corporalité de l'esprit, de l'écriture comme instrument archéologique et de la parole comme produit d'une histoire millénaire.

Les derniers recueils – *Station Island* (Ile de pélerinage, 1984), *The Haw Lantern* (la Lanterne d'aubépine, 1987), – ainsi que le prochain, en préparation sous le titre provisoire de *Seeing Things*, et que la traduction du poème épique celtique parue sous le titre de *Sweeney Astray* (1984), semblent proposer de la matière irlandaise une vision moins sombre, sinon rassérénée par la distance (le poète a quitté l'Ulster pour l'Eire depuis quelques années), ponctuée d'éclairs d'ironie et de sarcasme, qui rendent ces vers plus proches encore de la sensibilité d'autres peuples européens, et certainement de celle de l'intellectuel italien, aujourd'hui tout spécialement enclin à n'empoigner d'armes qui ne soient des armes de défense, et de défense de ses propres choix.

Dans cette phase, les influences qui travaillent l'œuvre deviennent explicites avec le petit poème *Station Island*, une revisitation du parcours de l'auteur menée sous la forme d'un pèlerinage onirique. Un peu renfrogné, un peu désinvolte, Joyce y joue le rôle d'un confesseur et d'un guide, exhortant son successeur à abandonner les cadences infantilisées de « *ce peuple soumis* », pour cultiver d'avantage la nouveauté des mots.

« *You've listened long enough. Now strike your note.* » (« Tu as écouté assez longtemps. Maintenant frappe ta propre note. ») Mais surtout, c'est Dante qui est ici présent, dans la rigueur du mètre, dans la structure dialoguée des vers, dans les apostrophes aux personnages qui tous sont personnification : « *I know you, Simon Sweeney / For an old Sabbath-breaker / Who has been dead for years.* » (« Je reconnais en toi, Simon Sweeney / Un vieux briseur de sabbat / Mort depuis des années. »)

Chez Dante, Heaney découvre en fait la surprenante affinité de l'étranger à sa patrie, qui, de son exil et de la périphérie du monde, reconstruit pièce par pièce sa vision indépendante, le poète qui fait de sa propre ville un *épitomé* de l'univers (et de Dante, Heaney traduit, de manière incomparable, l'épisode d'Ugolino). Dante, bien sûr. Mais aussi, plus proches de nous, Mandelstam, Milosz ou le Polonais Herbert : des poètes qui ont poussé l'humanité irrédente hors des marges et de l'isolement, vers le centre de nos consciences. ■

(Traduit de l'italien par Christian-Marc Bosseno.)

(1) Deux livres de Heaney ont été publiés en traduction française : *Pays des marais*, trad. David Hare et Marc Tardieu, éd. bilingue, Granit, 1987, et *Poèmes 1966-1984*, trad. Anne Bernard Kearney et Florence Lafon, Gallimard, 1988. Certaines des traductions proposées ici sont empruntées à cette dernière édition.

► **Franco Marenco est professeur de langue et littérature anglaises à l'université de Turin.**

Heaney

Mossbawn, cette Delphes rurale...

Harald Hartung

« OMPHALOS, *omphalos* » – un poème de jeunesse de Seamus Heaney perçoit ces paroles dans le bruit que faisait la pompe dans la cour de la ferme de Mossbawn, en Irlande du Nord, où le poète est né en 1939. Omphalos, un bloc de marbre ovale dans le sanctuaire de Delphes, et qui était considéré dans l'Antiquité comme le nombril du monde. Delphes, tout poète a la sienne, et pour Seamus Heaney elle s'appelle Mossbawn.

Ce nom est la première des clés pour comprendre sa poésie. Il conjoint deux éléments disparates : le mot anglais pour dire mousse *(moss)* et la traduction en gaélique de blanc *(ban)*. Dans les syllabes du lieu de sa naissance, le poète lit une métaphore de la fracture culturelle de l'Ulster, du syndrome de la guerre religieuse et politique irlandaise. Mais cela va plus loin : ce mot composé de deux éléments hétérogènes renvoie à la synthèse poétique que l'auteur tente d'accomplir dans son travail. La poésie est une tentative pour guérir un traumatisme linguistique et culturel que l'Irlande a subi de par la colonisation anglaise.

« Un émigré de l'intérieur »

La réponse de Heaney est productive, elle est l'acte par lequel il prend pour patrie la poésie. W. B. Yeats et James Joyce lui ont donné l'exemple. Dans son recueil intitulé *Station Island* (*Ile de pèlerinage*, 1984), le poète fait surgir la figure de son compatriote Joyce et lui fait dire : *« Qui s'en soucie encore ? La langue anglaise nous appartient. »* Et plus loin : *« Tu as écouté assez longtemps. Maintenant, frappe ta propre note. »*

Au moment où Heaney écrit cela, il dispose depuis longtemps de cet idiome personnel. A sa façon, le poète a poursuivi le travail de ses ancêtres paysans. Lui aussi peine à un *Field work* qui est en même temps travail aux champs et recherche de champs. *« Entre le doigt et le pouce/Je tiens la plume solide/Avec elle je creuserai »*, dit un poème tiré du premier recueil de Heaney en 1966, *Death of a Naturalist* (Mort d'un naturaliste). Et ainsi la plume de Heaney commença-t-elle de creuser et de chercher dans le champ nivelé de la langue. Elle mit au jour des choses enfouies : une enfance catholique pauvre et une vie paysanne encore préservée, mais difficile. Elle rencontra aussi des couches plus anciennes, et même les couches les plus anciennes.

Des rapports sur les découvertes de cadavres dans les marais d'Europe du Nord ainsi que des photos de corps conservés dans la tourbe guidèrent Heaney vers les archétypes de la préhistoire, et ses lecteurs ne tardèrent pas à comprendre quel pouvait être le lien entre les poèmes rigoureux et étranges sur les cadavres des marais, les rites archaïques du sacrifice et du châtiment, et les violences quotidiennes de la guerre civile en Irlande du Nord. Les contours âpres du tuf le plus ancien et de l'actualité la plus récente se côtoient : l'image d'une femme adultère de l'âge de la pierre que l'on a assassinée et le rituel tout imprégné d'agressivité d'un contrôle dans la rue. De même que le marais est la mémoire du paysage, de même la langue est-elle pour Heaney la mémoire du peuple.

Heaney écrit un anglais poétique qui conserve au sein de son propre dialecte d'Irlande du Nord des sédiments de l'anglais élisabéthain : c'est un rempart contre la convention poétique, et davantage encore contre l'impérialisme linguistique anglais. Voilà pourquoi Heaney a pu se passer de prendre explicitement une position politique. Il lui suffisait de trouver des images et des symboles suggérant la situation actuelle et le *« sex-appeal de la violence »*. Il s'abstint de prendre parti et déjoua la tentative de l'embrigader dans la cause catholique. Heaney démissionna de son poste à l'université de Belfast et s'intalla dans la République d'Irlande, *« ni informateur ni prisonnier politique, un émigré de l'intérieur »*.

Il se fit traiter de *« planqué »* et de *« funambule »*. Mais il ne voulait devenir le *« mégaphone »* d'aucune cause, fût-elle la plus juste. Nourri des matériaux de ses origines, son travail était depuis longtemps devenu une œuvre suscitant un intérêt général, un exemple montrant que la grande poésie universelle s'enracine dans le particulier et le local.

« Rempli de voix, rempli d'êtres »

C'est à cette dimension locale que fait aussi référence *Station Island*, un poème composé de douze parties et qui doit son titre à une île irlandaise qui est un lieu de pèlerinages très fréquenté. Ce poème *« rempli de voix, rempli d'êtres »* est aussi une sorte de bilan de la vie de Heaney et de sa création poétique. Disons qu'il s'agit d'un pèlerinage poétique et de la confession d'une vie. Heaney fait retour dans sa mémoire vers les lieux de son passé.

Comme dans la *Divine Comédie* de Dante, les ombres d'amis défunts et les esprits de grands hommes lui apparaissent pour le conseiller et l'aider. Le poète commence enfin à se libérer des obsessions de ses origines, des lémures de ce milieu pauvre et catholique où il vit le jour. Il ne parvient certes pas à retrouver cette foi sans doute espérée, mais Joyce lui tend la main à la fin du poème et l'abandonne avec la recommandation de ne pas oublier la joie *(joy)* d'écrire. L'échec du salut de Heaney sauve en lui le poète.

Mais le thème de l'Irlande retiendra encore sa poésie, et comment pourrait-il en être autrement ? En témoigne le dernier recueil datant de 1987, *The Haw Lantern (la Lanterne d'aubépine)*. L'éclat rugueux du fruit de l'églantier qui tient tête à l'hiver devient le symbole de la poésie : *« Une petite lumière pour de petites gens/Et qui d'eux cela seul exige/Qu'ils maintiennent allumée la mèche du respect de soi. »* Il sait de quoi il parle quand il désire ainsi encourager les *« petites gens »*. Il ne connaît pas seulement l'éclat profond du souvenir d'une existence rurale et prolétaire, il connaît aussi le prix de sa propre socialisation, qui l'a rendu étranger à ses origines.

« République de la conscience »

Quand Heaney se tourne une fois encore vers le thème de l'Irlande, il le fait désormais avec une souveraineté plus grande encore que jadis, en moraliste disposant des moyens spécifiques au grand poème allégorique. *Du pays de l'informulé* traite de la relation secrète entre l'oppression subie et la honte de s'exprimer. Il parle donc aussi de la violence potentielle de ceux qui sont impuissants à s'exprimer. *L'Ile parabolique* montre une tentative de résistance à l'impérialisme linguistique de l'*« occupant »*. Pourtant le lieu *« où se rencontrent tous les noms »* et où l'on peut essayer d'*« extraire le minerai de la vérité »* ne peut pas être trouvé sans l'aide du poète. Il est l'interprète et l'ambassadeur dans une *« République de la conscience »*, un ambassadeur qui jamais ne peut être révoqué.

Heaney est un ambassadeur tout aussi circonspect que maître de sa langue. Il prend la parole pour ceux dont le langage ne peut acquérir une pleine validité. Il renouvelle pour ainsi dire les formules magiques traditionnelles, *« pour sauver du mutisme et du mauvais œil »*. Mais il le fait sur un plan qui est celui de la réflexion et d'un art novateur : l'anglais irlandais qui est celui de sa poésie est une des langues universelles de la poésie moderne. Il a besoin d'une médiation, d'une traduction.

Depuis quelques années, Seamus Heaney est davantage qu'une rumeur pour le lecteur allemand. En 1984 ont paru dans la traduction d'Henriette Beese les *Poèmes choisis - 1965-1975*, un choix établi par le poète lui-même à partir de ses quatre premiers recueils. En 1987 parut *la Lanterne d'aubépine*, en édition bilingue et dans la traduction de Giovanni Bandini et Ditte König. Il manque hélas jusqu'à aujourd'hui une traduction de *Station Island* qui compléterait l'image de Heaney pour le lecteur allemand. Ce qui fait la spécificité, le charme de la poésie de Heaney constitue en même temps le problème difficile mais passionnant de ses traducteurs. Comment rendre le ton de cette *« muse gutturale »*, de ce mélange de couches linguistiques dialectales et archaïques qui répondent si exactement à ses thèmes ?

Le lecteur allemand lit la poésie de Heaney en étranger fasciné. Nous disposons d'une richesse de dialectes et d'idiomes locaux, mais il n'y a guère chez nous de problème politique des minorités linguistiques. Une poésie archaïque et fortement enracinée dans l'univers provincial y est d'ailleurs en discrédit à cause de l'idéologie du sang et du sol et des mythes nazis. La lecture des vers de Heaney nous donne l'intuition de ce qui pourrait devenir possible dans la poésie allemande s'il y avait un retour à l'archaïque qui ne soit pas seulement une régression *« à la Gottfried Benn »*.

Les séjours de Heaney en Allemagne, et surtout sa séance de lecture publique tout à fait impressionnante à Berlin, nous ont fait connaître un grand poète, un *poeta doctus* qui ne renie pas ses origines, Mossbawn, cette Delphes rurale. ■

(Traduit de l'allemand par Jean-Claude Crespy.)

► Harald Hartung, né en 1932, est professeur de littérature allemande et de science de la littérature à Berlin.

La désacralisation du Parnasse italien

Un vent de désacralisation agite le Parnasse italien. Montale et Vittorini en ont déjà fait les frais, tandis que la maison Einaudi a été accusée d'avoir utilisé son prestige et son hégémonie pour imposer, pendant ses années fastes, une sélection culturelle rigide menée au nom du marxisme.

Aujourd'hui, quarante ans après le suicide de Cesare Pavese, auteur mythique et adoré, poète et traducteur, âme de la maison Einaudi, le quotidien *la Stampa* vient de publier, sur l'initiative et aux soins de Lorenzo Mundo, les pages d'un de ses carnets inédits.

Quelques jugements imprévisibles, âpres et ironiques, sur l'antifascisme, ainsi que quelques annotations favorables à certains aspects du fascisme, voire du nazisme, venus d'un homme qui comme Pavese fut jugé et conduit à la frontière par la police fasciste, ont suscité un grand débat, qui a vu intervenir Franco Ferrarotti, Natalia Ginzburg, Sandro Medici, Carlo Muscetta, Gian Carlo Pajetta et Fernidando Pivano.

Beaucoup de bruit pour rien ? La question est plus sérieuse qu'elle ne le semblait, même si cette dispute sur la dépouille d'un mort a le goût d'une revanche politique.

(L'indice)

La poésie civile d'Antonio Gamoneda

Juan Carlos Sunen

SANS l'édition de ses œuvres complètes, *Edad*, publiées par Miguel Casado, comme lui poète et critique, Antonio Gamoneda serait passé inaperçu : *Edad* lui valut, un an plus tard, en 1988, le Prix national de littérature. Auteur de quelques-uns des plus beaux textes de la poésie de langue castillane, Antonio Gamoneda, né à Oviedo en 1931, vit toujours à Leon.

« Là où personne n'a jamais marché, il est possible de trouver des traces. » Ces mots de Lundkvist nous amènent à relever dans l'œuvre de Gamoneda l'influence, dans un premier temps, de Machado, relayée par celles, plus fortes, de Breght, Vallejo, Blas de Otero, Nazim et Char. Des noms qui nous permettent d'inscrire Gamoneda dans cette tradition de modernité à laquelle la poésie castillane, depuis l'œuvre de Larrea, semblait réfractaire.

« Ma poésie, déclare Gamoneda, *ne renferme ni projet social ni idéologie. »* Et pourtant, peu ont aussi bien parlé que lui des craintes, des souffrances et des espérances des hommes. Bien éloignée de toute poésie pure, trop suspecte, sa poésie est une poésie civile : contempler, c'est, inévitablement, juger.

Edad commence par *la Terre et les Lèvres*, des poèmes écrits entre 1947 et 1955, poèmes de jeunesse, dont la perfection musicale jeta quelque doute sur l'authenticité des dates données par l'auteur. Vient ensuite *Soulèvement immobile* (1953-1959), publié en 1960, et *Blues castillan*, de 1961 à 1966, qui ne put paraître qu'en 1982 après avoir été interdit.

Proclamant son ambition de transcender le style, au moment où sévissait la dictature du style, d'être en mouvement, à une époque – celle des « novisimos » (1) – de cristallisation de la forme, le recueil *Edad* ne pouvait être tout à fait compris : il imposait un sens à la prosodie ou, si l'on préfère, il rendait à la prosodie la place qui lui est due dans la signification du poème. Gamoneda se laissa entraîner dans ce livre, sans peur, à ce que Saint-John Perse appela le luxe de l'inhabituel, sans pour autant sombrer dans une obscurité gratuite.

Stèles (1977-1986), aboutissement d'une poétique développée dans *Description du mensonge*, dit en de magnifiques tirades toute l'injustice et la laideur du monde. Le regard du poète ne s'ouvre que sur lui-même et, pourtant, il veille sur tous les êtres. Gamoneda nous rappelle qu'il y eut une vérité et que nous devons garder à jamais la honte de l'avoir perdue. ■

(1) *Novisimos* (les « tout-nouveaux ») est le nom donné à la génération des poètes nés après la guerre civile, entre 1939 et 1948, dans la célèbre anthologie de J.-M. Castellet, *Nueve novisimos poetas* (Barral, 1970).

Poèmes inédits

Antonio Gamoneda

Tous les arbres se sont mis à gémir dans mon esprit au souvenir de ta culotte dans la lenteur, de la lumière sous ta peau, de tes pétales vivants, de la plainte libre dans la quiétude des monts.

Parfois les colombes, en traversant les anniversaires, voyagent dans l'ivresse.

Vienne, nue, ta miséricorde, ô colombe mortelle, fille des champs.

∴

Tu es sage et lâche, tu es blessé dans les femmes humides, ta pensée n'est que souvenir de la colère.

Tu vois des roses redoutables

Ô passant, ô confusion de paupières.

∴

J'ai vieilli au fond de tes yeux, tu étais la douceur et la mort et j'aimais ton corps dans ses fruits nocturnes.

Ton innocence est comme un couteau devant mon visage.

Mais tu pèses sur mon cœur, tel un miel obscur, je te sens sur mes lèvres, en allant vers la mort.

(Traduit de l'espagnol par Christine Aguilar-Adan.)

Todos los arboles se han puesto a gemir dentro de mi espiritu al recordar tus bragas en la lentitud, la luz debajo de tu piel, tus petalos vivientes, el llanto libre en la quietud del monte.

Atraversando los aniversarios, a veces viajan las palomas ebrias.

Venga desnuda tu misericordia, ah paloma mortal, hija del campo.

∴

Eres sabio y cobarde, estas herido en las mujeres humedas, tu pen sa miento es solo recuerdo de la ira.

Ves las rosas temibles.

Ah caminante, ah confusion de parpados.

∴

He envejecido dentro de tus ojos ; eras la dulzura y el exterminio y yo ame tu cuerpo en sus frutos nocturnos.

Tu inocencia es como un cuchillo delante de mi rostro,

pero tu pesas en mi corazon y, como una miel oscura,

yo te siento en mis labios al ir hacia la muerte.



Faut-il brûler la bibliothèque la plus ancienne du monde ? La question se pose sérieusement aux archéologues irakiens et en particulier à Walid Al Jadir, chef de la mission de l'université de Bagdad qui découvrit, en janvier 1986, cet extraordinaire haut lieu de la culture antique.

Faut-il brûler la bibliothèque de Sippar ?

Christiane Besse

IL s'agit, nous disait récemment Al Jadir, de savoir si l'on peut prendre le risque de « cuire » la brique crue, tapissée de roseaux, qui constitue le matériau des fameux casiers et de la première structure du genre mise à jour jusqu'ici. Walid Al Jadir a déjà expédié au cours de la campagne qui vient de s'achever plus de cent grandes tablettes (sur un total de deux mille de tailles diverses) dans les fours du Musée de Bagdad, où grâce à une cuisson bien dosée, les documents d'argile retrouvent une seconde jeunesse, sinon l'assurance d'une vie quasi éternelle.

Mais l'affaire se complique pour la bibliothèque proprement dite, composée de rayons divisés par des cloisons verticales de 5 centimètres d'épaisseur. Il faudrait allumer au centre de la petite pièce (4,40 m sur 2,70 m) un feu de charbon de bois atteignant 600 degrés pour faire évaporer de l'argile le sel destructeur. Il n'est pas exclu qu'au cours du processus quelques cloisons se fissurent, un risque que Walid Al Jadir hésite à prendre.

L'archéologue en chef de Sippar est cependant conscient, plus que quiconque, de l'importance de la conservation d'un endroit exceptionnel découvert dans un site qui ne l'est pas moins. Sippar, à quelque 30 kilomètres de Bagdad, fait en effet partie des cinq villes dont la fondation date, selon la tradition, d'avant le déluge. Dès l'époque sumérienne, elle possédait une réputation de centre culturel et religieux, jouant en particulier un rôle prépondérant dans le culte de Shamash, le dieu Soleil, qui assumait aussi le rôle de dieu de la justice puisqu'il est *« le dispensateur de la lumière et que la lumière doit pénétrer partout »*. Shamash était adoré de la Mésopotamie jusqu'aux rives de la Méditerranée orientale et aux montagnes du Nord et du Sud.

La renommée de Sippar était donc immense et il n'est pas étonnant qu'Assourbanipal, souverain d'Assyrie réputé pour sa culture et son raffinement, ait conseillé à ses scribes d'aller vérifier leur science dans les bibliothèques de Sippar. Quant à Birosus, un savant babylonien d'expression grecque – sa *Babylonica*, mentionnée par quantité d'écrivains de l'époque hellénistique, s'est hélas perdue, –il ne cessait de répéter que *« à Sippar se trouve le secret des choses »*.

Après lui, Pline, reprenant sans doute des informations puisées chez ses confrères,parle à son tour des trésors de Sippar. Il existait en effet dans la ville – fondée par Nabuchodonosor, plus célèbre pour avoir jeté Daniel aux lions que pour ses entreprises culturelles – un très grand nombre de bibliothèques, à l'image de celle qu'Assourbanipal avait rassemblée dans son palais de Ninive mais dont on n'a jamais retrouvé la moindre trace matérielle. Et c'est en quoi la bibliothèque de Sippar, conservée dans son intégralité, constitue un fait exceptionnel.

Une autre Genèse

Redécouvert il y a un siècle, le site de Sippar a souvent été bouleversé par des fouilles clandestines. Et si on y a déjà dégagé plus de cent cinquante mille tablettes, c'est toujours sous la forme de tas éparpillés dans divers lieux de la ville. C'est d'ailleurs un de ces tas qui attira, un jour de l'hiver 1985-1986, l'attention des archéologues à la recherche du temple d'Aya, parèdre de Shamash, et dont il paraissait logique qu'il se situât près de celui du compagnon de la déesse. Jouxtant une grande cour, mais non accessible depuis cette dernière, se trouvait une salle devant laquelle bien des chercheurs étaient passés sans jamais la remarquer, et sans savoir qu'à quelques mètres de là gisait, entre autres, un prodigieux ouvrage : un dictionnaire sumérien-akkadien gravé sur de larges tablettes posées à l'entrée comme pour être consultées.

Ayant réussi à trouver puis à dégager cette entrée, Walid Al Jadir et ses collaborateurs pénétrèrent dans un petit local de 4 mètres sur 5, garni sur trois murs de rayonnages divisés en cinquante-quatre casiers contenant chacun jusqu'à soixante ouvrages, souvent rangés par sujets : mathématiques, astronomie, histoire, avec des copies de textes remontant parfois à deux mille ans avant notre ère. Et surtout ces remarquables listes lexicales, dictionnaires utilisés par les Babyloniens pour étudier le sumérien. Divisée en quatre colonnes, la tablette donnera, par exemple, la prononciation sumérienne, un groupe de signes commenté, la description des signes et enfin la traduction en akkadien (qui déjà à l'époque avait été remplacé par l'araméen comme langue populaire).

La bibliothèque attenait à une grande pièce qui servait de lieu de travail aux scribes et à leurs élèves. Parmi les tablettes, pour la plupart rédigées en néo-babylonien, il en existe six, particulièrement soignées, œuvre de Nabium-Etir-Napsata, copiste en vogue à l'époque, qui relatent les aventures d'Atra-Asis (l'omniscient), l'équivalent de Noé.

Dans ce texte dont l'original fut écrit mille ans avant la Genèse, on découvre une version inédite de la création. Les Grands Dieux, ayant besoin de main-d'œuvre pour faire pièce à la rébellion des Petits Dieux fatigués de travailler, créèrent une nouvelle espèce de créature : l'homme. Hélas, les hommes se reproduisirent à une telle allure et se firent si tapageurs que les Grands Dieux, dégoûtés de cette humanité criarde, décidèrent de la noyer d'un coup. Une seule famille échappa à l'inondation : celle d'Atra-Asis, grand-père de Gilgamesh.

Ainsi parlent les tablettes de Sippar... ■

▶ **Christiane Besse est critique littéraire.**

Librairie

FULVIO ABBATE, *Zéro maggio a Palermo* (Le zéro mai à Palerme), Milan, Mondadori 1990, 134 p.

Que deviendra la littérature sicilienne après Sciascia ? Ce roman présente une Palerme inédite : empoisonnée, mais tiède de jasmin et de fleurs d'oranger, parcourue par deux adolescents communistes des premières années 70. Une Palerme de cinéma, où s'entrecroisent la grande histoire et l'histoire individuelle, avec le timbre insolite d'un petit poème héroïco-comique de notre temps. M. O.

∴

LUISA ADORNO, *Arco di luminara* (L'arc des luminaires), Palerme, Sellerio 1990, 220 p.

Luisa Adorno n'a écrit, en trente ans, que trois livres, et s'est faite la voix de la province italienne, une province plus culturelle et historique que géographique, dont elle narre l'espace et le temps sur un mode de représentation qui échappe à l'analyse psychologique pour exploiter le propre langage des personnages, dialecte compris ; dans une logique qui exploite habilement les conventions du genre autobiographique pour mieux les dépasser. L. R.

∴

RENATA AGO, *Carriere e clientele nella Roma barocca* (Carrières et clientèles dans la Rome baroque), Bari, Laterza, 1990, 190 p.

La curie papale du dix-septième siècle finissant et sa classe dirigeante, examinées à l'aide des instruments mis en place par Norbert Elias pour l'étude de la société de cour. A la reconstitution du contexte politique, de la structure des bureaux, des modes d'entrée dans les diverses magistratures, succède l'étude d'une série de carrières exemplaires et entrecroisées, en mouvement vers le siège de cardinal. Ce livre dévoile le jeu des alliances et des conflits, le mécanisme de l'appui fourni par les amis et parents, les liturgies des relations. *Fortuna* et *invidia*, la chance et la jalousie, métaphores de l'instabilité et de la compétition, sont les mots-clés de cette culture de la carrière. E. A.

∴

CARLOS BLANCO AGUINAGA, *Carretera de Cuernavaca*. Madrid, Alfaguara, 1990, 178 p., 1 200 ptas.

Dans ce recueil de récits, la brèche ouverte dans l'existence de l'auteur par son exil à Mexico, à la fin de la guerre civile espagnole, fournit la matière de la narration, la structure, la fin et l'objet même de son écriture. A travers une perception du temps enfantine, Carlos Blanco Aguinaga tente de reconstituer le fatras psychologique de ces années-là, en menant un courageux combat contre le vide qui, dit-il, *« n'existe que lorsque la mémoire fait défaut »*. R. F.

∴

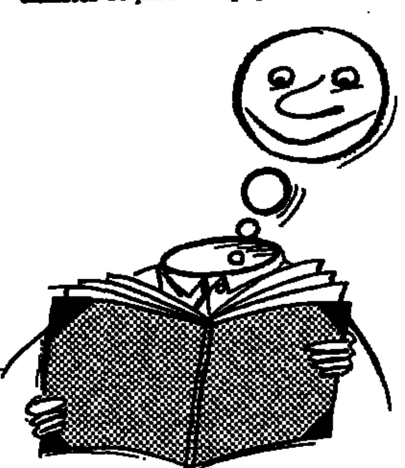
TARIQ ALI, *Rédemption*, Londres, Chatto & Windus, 1990, 280 p., 13,99 £.

Tariq Ali s'est fait connaître en 1968, où il est devenu, en Grande-Bretagne, le plus charismatique des leaders étudiants trotskistes. Après s'être illustré comme historien de la politique et biographe, auteur dramatique et producteur de télévision, il se tourne aujourd'hui vers la fiction. Son premier roman est une farce, une déambulation burlesque dans les hautes sphères du mouvement trotskiste, durant l'année de crise idéologique qui a suivi l'effondrement des régimes en Europe de l'Est et l'apparente victoire finale du capital. Dans le rôle des héros et des traîtres, des idéalistes et des opportunistes, on reconnaîtra des têtes familières, ce qui n'est pas le moindre des intérêts du livre. Mais, contrairement à certains de ses contemporains, Tariq Ali n'est pas un renégat. Sous le masque de la comédie se glisse une réflexion sur l'avenir de la gauche, qui prend avec intelligence la mesure de l'histoire. L. H.

∴

HARTMUT ATSAMA et ANDRÉ BURGUIÈRE, *Marc Bloch aujourd'hui, histoire comparée et sciences sociales*, Paris, Editions de l'Ecole des hautes études en sciences sociales, 1990, 454 p., 240 F. Jusqu'au 31 décembre 1990 : 180 F.

Les actes du colloque organisé par l'Ecole des hautes études en sciences sociales en juin 1986, à l'occasion du centenaire de la naissance du cofondateur des *Annales*, ont le mérite d'opérer une évaluation critique des innovations méthodologiques et conceptuelles de l'auteur des *Rois thaumaturges*, offrant ainsi un tableau actuel de l'histoire médiévale, de l'histoire rurale et de l'anthropologie historique par des spécialistes de plusieurs pays. Ruralistes et



historiens des mentalités reconnaissent le tournant historiographique que constituent la *Société féodale* ou les *Caractères originaux de l'histoire rurale française*. En revanche, le comparatisme prôné par Marc Bloch a continué à être boudé comme dans les années 30. Ce projet intellectuel supposait de lever les barrières notamment entre histoire et sociologie, mais aussi entre des historiographies imprégnées par le nationalisme des lendemains de guerre. On voit là tout le poids des découpages institutionnels et des habitudes mentales (notamment le dialogue toujours tendu avec la sociologie) qui marquent la corporation historienne en France et dans les autres pays européens. A travers l'exemple de Marc Bloch, cet ouvrage invite donc à une réflexion sur la situation critique de tous ceux qui veulent être des passeurs de frontières (intellectuelles, mais aussi nationales), notamment dans les sciences humaines. C. C.

∴

STEFANO BENNI, *Baol. Una tranquilla notte di regime* (Baol, une nuit de régime tranquille), Milan, Feltrinelli 1990, 183 p.

Benni est l'un des chroniqueurs satiriques les plus incisifs de la presse quotidienne italienne. Romancier, il a écrit des livres d'aventure, des policiers, de la science-fiction : sous le couvert de ces genres, il propose une analyse ponctuelle de l'actualité, dont la substance est faite de mélancolie et d'humour cruel. Dans cette *Nuit de régime tranquille*, un samedi soir italien à peine déguisé, on rencontre des mages, des dragons, des hiérarques, des lèche-bottes, des guerriers et des poivrots, comme dans n'importe laquelle de nos soirées, *« comme sur le* set *d'un* spot *pour* Brut ». L. R.

∴

ALFONSO BERARDINELLI, *Tra il libro e la vita. Situazioni della letteratura contemporanea* (Entre livre et vie. Situation de la littérature contemporaine), Turin, Bollati Boringheri, 1990, 251 p.

L'ouvrage rassemble trois essais centrés sur les rapports complexes, irrésolus et lourds d'idéologie, qui lient la modernité et ses modes d'expression littéraire, à travers littérature, politi que, société et histoire des idées. Berardinelli est l'un des plus lucides animateurs du paysage culturel italien ; ancien directeur des *Quaderni piacen-*

Objectif Amérique latine

LA librairie du Cinquième Centenaire est une initiative de la société publique Cinquième Centenaire, créée en Espagne pour commémorer la découverte de l'Amérique. Ce projet d'édition consiste à associer maisons d'édition espagnoles et maisons latino-américaines.

Au catalogue figurent notamment : des éditions (en fac-similé) de documents relatifs à Christophe Colomb, d'expéditions scientifiques, de manuscrits américains, de revues culturelles ; des ouvrages à caractère scientifique, dans tous les domaines, littérature, économie, histoire, sociologie, art, droit, pensée ; des albums destinés aux enfants et aux jeunes, des livres illustrés sur les civilisations, l'astronomie, l'écologie, l'urbanisme et l'architecture, sans oublier une collection de dictionnaires et de guides touristiques.

européenne

Nous proposons ci-dessous, par ordre alphabétique, une sélection de livres – romans, essais, ouvrages de philosophie et de sciences sociales – parus dans plusieurs pays.

tini, il est poète, critique, et enseigne à l'Université. L. R.

∴

ITALO CALVINO, *La strada di San Giovanni* (La route de San Giovanni), Milan, Mondadori, 1990, 134 p.

Un récit de 1963 et quatre textes antérieurs à 1978 et jusqu'ici introuvables, auxquels l'absence de correction stylistique de la part de l'auteur confère un aspect hétérogène et occasionnel. Cette publication posthume a suscité une vive émotion et de chaudes polémiques dans les milieux culturels italiens. Reste, hors de toute discussion, l'intérêt et le caractère fascinant des pages de Calvino. L. R.

∴

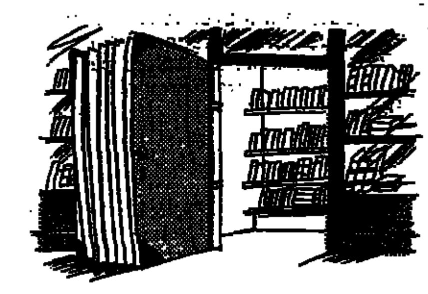
HEIDI DAHLES, *Mannen in het groen – de wereld ven de jacht in Nederland* (Des hommes en vert, le monde de la chasse aux Pays-Bas), Nijmegen, Sun, 1990, 134 p., 39.50 Fl.

Une ethnographie très fine de la chasse. J. H.

∴

GILLES DELEUZE, *Pourparlers*, Minuit, 1990, 250 p., 69 F.

La philosophie ne saurait être en paix avec les puissances, qu'elles s'appellent religions, Etats, capitalisme, science, droit, opinion ou télévision ; mais comme les puissances sont aussi en chacun de nous, *« c'est chacun de nous qui se trouve sans cesse en pourparlers et en guérilla avec lui-même grâce à la philosophie »*. Les textes réunis dans *Pourparlers* – entretiens, lettres, articles – ont été publiés entre 1972 et 1990. Il portent sur les divers travaux de Gilles Deleuze, de l'*Anti-Œdipe* au *Pli*, de sa rélexion sur le cinéma à ses lectures de Bergson, Nietzsche, Foucault. Ils ont en commun une pratique de la philosophie fondée sur deux principes. Le premier est que la philosophie est *« créatrice »* en tant qu'elle ne cesse de créer de nouveaux concepts. Le second est que



le concept comporte deux autres dimensions, *« celles du percept et de l'affect »*. Ainsi écrit-on *« pour donner la vie, pour libérer la vie là où elle est emprisonnée, pour tracer des lignes de fuite »*. T. F.

∴

FRIEDRICH DURRENMATT, *Turmbau. Stoffe* (La construction de la tour. Matériaux) IV-IX, Zurich, Diogenes Verlag, 1990, 272 p., 32 DM.

Le projet : une pièce de théâtre sur la tour de Babylone ; ce qui en est resté : un recueil de fragments narratifs rétifs à tout retravail d'ensemble. Ces pièces de Dürrenmatt sont reliées à des portraits de contemporains et à des esquisses autobiographiques : descriptions de situations et instantanés de l'étudiant Dürrenmatt, de ses professeurs et de ses lectures. G. H.

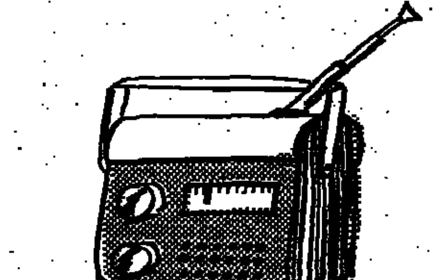
∴

PENELOPE FITZGERALD, *The Gate of Angels* (La porte des anges), Londres, Collins, août 1990, 167 p., 12,95 £.

L'étude précise d'une époque caractérise l'écriture de Penelope Fitzgerald. Son dernier roman se situe en 1912, dans un Cambridge où les bastions de la suprématie du mâle restent imperméables aux courants favorables au vote des femmes, et où la physique nucléaire vient bousculer la science avec des phénomènes inobservables. L'agilité intellectuelle se mêle ici à une simplicité de narration qui n'est qu'apparente, pour dire une histoire d'amour entre raison et émotion. L. H.

∴

HERMAN FRANCKE, *Twee eeuwen gevangen mis daad en straf in Nederland* (Deux siècles en prison, crime et châtiment aux Pays-Bas), Utrecht, Het Spectrum, 1990, 919 p., 69.90 Fl.



Une histoire sociale exhaustive de la prison et des réformes dont elle a fait l'objet depuis deux siècles. J. H.

∴

GIULIANA GEMELLI, *Fernand Braudel e l'Europa universale* (F. Braudel et l'Europe universelle), préfacé par Maurice Aymard, Venise, Marsilio, 1990, 376 p.

Une recherche dont Braudel est à la fois l'objet et la source. Au centre, la question soulevée par sa biographie : de quelle manière un projet de connaissance né au sein du champ historiographique français a-t-il pu générer des dynamiques scientifiques d'ampleur mondiale ? Braudel vu comme historien, comme entrepreneur culturel, comme diplomate de la pensée entre la France et les Etats-Unis, comme centre d'un système politico-intellectuel de relations. Avec son œuvre voyage une idée : celle d'une Europe universelle, espace illimité de communications entre des centres économiques et politiques différenciés. E. A.

∴

NADINE GORDIMER, *My Son's Story* (L'histoire de mon fils), Londres, Bloomsbury, septembre 1990, 277 p., 13,99 £.

Voilà trente ans que les romans de Nadine Gordimer rendent compte du combat pour une nouvelle Afrique du Sud, et de la signification de ces changements à l'échelle individuelle et collective. Ses personnages ont souvent, dans leur engagement, suivi des chemins détournés ; leurs identités, constituant autant de frontières et autres barrières, sont niées. Ici, au contraire, tout se limite à la famille et au secret d'un amour extraconjugal entre deux activistes, l'homme « de couleur », la femme blanche. Avec ce roman, Gordimer nous met au fait des derniers événements dans une tragédie intimiste qui est aussi l'allégorie d'une transformation douloureuse. L. H.

∴

LUDWIG HARIG, *Weh dem, der aus der Reihe tanzt.* (Malheur à celui qui sort de la ronde.) Munich, Carl Hanser Verlag, 1990, 272 p., 34 DM.

Ludwig Harig, né en 1927, choisit la forme du roman pour raconter à son sujet des choses qui ne sont guère réjouissantes : son livre, absolument remarquable, décrit les années d'école et la jeunesse durant le nazisme, il brosse un portrait honnête et sans fard du jeune Ludwig, porteur enthousiaste d'uniformes et admirateur enivré du premier drapeau allemand venu. M. R. R.

∴

WILSON HARRIS, *The Four Banks of the Rive Space*, Londres, Faber, septembre 1990, 161 p., 11,99 £.

L'auteur, d'origine guyanaise, vit en Grande-Bretagne depuis 1959. Ce volume achève la trilogie d'un récit expérimental dense, rêve post-colonial du vieux et du nouveau monde, un eldorado en ruine. L.H.

∴

GERT HOFMANN, *Der Kinoerzahler*. (Le conteur dans les cinémas.), Munich, Carl Hanser Verlag, 1990, 304 p., 36 DM.

Gert Hofmann se souvient de son grand-père Carl Hofmann, conteur et pianiste dans un cinéma, qui quitte la vie réelle et s'enfuit dans l'univers des films. L'espoir du grand-père en une régénération du film muet grâce au national-socialisme est à la fois effrayant et provocateur. Le regard du personnage principal, absurdement braqué sur le seul cinéma, et la constitution des légendes nationales-socialistes se mêlent de façon saisissante. J. J.

∴

FRANZ KAFKA, *Der Prozess*. (Le procès, dans la version du manuscrit), publié par Malcolm Pasley, Francfort-sur-le-Main, S. Fischer Verlag, 1990, 368 p., 68 DM.

Après *le Château* (1982) et une édition des *Journaux* (1990), Malcolm Pasley nous offre avec *le Procès* une autre édition d'un texte de Kafka selon les critères de la critique historique. P. P.

∴

PIERRE MICHON, *Maîtres et serviteurs*, Ed. Verdier, (11220 Lagrasse), 1990, 131 p., 80 F.

A rebours de la célébration lyrique et convenue du peintre de génie, contre la biographie conventionnelle chargée de reconstruire dans l'après-coup la pseudo-cohérence du destin d'un grand peintre, P. Michon tente un exercice paradoxal : il évoque sans emphase, mais dans un classicisme un peu détourné de la langue, la banalité, la quotidienneté, la médiocrité même de ces hommes qui ne sont géniaux peut-être que pour n'avoir pas su assouvir un désir si grand qu'il fut toujours déçu. Portrait donc de Goya en jeune ambitieux prêt à toutes les compromissions, mais décidé à *« se mesurer au plus opaque »*. Portrait de Watteau en Don Juan-Leporello explorant rageusement la jouissance des femmes. Portrait de Lorenzo d'Arezzo, obscur disciple de Piero della Francesca affronté à la grandeur de son maître. Etrange dialectique du maître et du serviteur : les grands hommes sont racontés par des « petits », femmes, valets, abbés, spectateurs et serviteurs de maîtres, eux-mêmes au service de plus grands qu'eux. P. C.

∴

JAVIER MUGUERZA, *Desde la perplejidad*, Madrid, Fonde de Cultura Economica, 1990, 710 p., 3 550 ptas.

Javier Muguerza aborde dans son deuxième livre la question du rapport de la raison et de l'éthique, sujet qui se trouve au cœur d'une réflexion philosophique soutenue. La dimension politique de son discours réside dans l'appréhension de la raison en tant qu'exercice dialogique, toujours démocratique. En analyste rigoureux et lucide, il combat avec ténacité l'habituel et fallacieux retournement que subit l'éthique, de sa réalisation politique en simple alibi fourni à la politique. R. F.

∴

THOMAS NIPPERDEY, *Deutsche Geschichte 1866-1918. Band I: Arbeitswelt und Bürgergeist* (Histoire allemande, 1866-1918. Tome 1 : Monde du travail et esprit bourgeois), Munich, Verlag C. H. Beck, 1990, 885 p., 78 DM.

Faisant suite à son *Histoire allemande 1800-1866*, parue en 1983, Thomas Nipperdey relate dans ce livre l'histoire sociale et culturelle de l'Allemagne à l'époque de l'Empire, dont l'histoire politique doit occuper un prochain tome. L. G.

∴

ERNEST NOLTE, *Nietzsche und der Nietzscheanismus* (Nietzsche et le nietzschéisme), Berlin, Propylaën Verlag, 1990, 303 p., 34 DM.

La relation de Nietzsche au socialisme et au marxisme en train de naître est au centre du livre de Nolte. L'auteur essaie de faire apparaître Nietzsche comme un penseur qui, vers la fin de sa vie lucide, passe à la *« grande politique »*, à la *« praxis »*, désire fonder un *« parti de la vie »*, le *« parti d'opposition à la destruction »* dont il voulait devenir le chef. E. B.

∴

ALEJANDRO PORTES et RUBEN RUMBAUT, *Immigrant America : A Portrait* (Amérique immigrée : portrait), Berkeley, University of California Press, 1990, 300 p. 10,95 $.

Comprendre la nouvelle immigration d'Asie et d'Amérique latine à laquelle les Etats-Unis font aujourd'hui face exige une nouvelle théorie prenant en compte les rapports structuraux entre économies centrales et périphériques et libérée des stéréotypes populaires et médiatiques qui font du migrant un personnage monochrome et inchangé. En détruisant le mythe de la « menace immigrée » qui informe les pseudo-théories justifiant la politique d'immigration américaine passée et présente, cet ouvrage apporte un éclairage comparatif qui force à repenser entièrement le débat européen sur immigration et intégration. L. W.

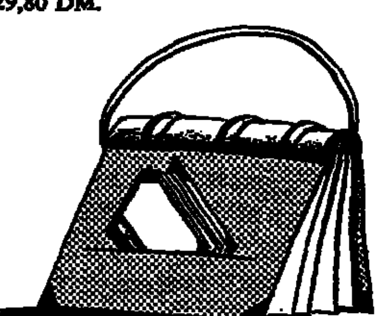
∴

GUSTAV RADBRUCH et HEINRICH GWINNER : *Geschichte des Verbrechens. Versuch einer historischen Kriminologie* (Histoire du crime. Essai d'une criminologie historique), Francfort-sur-le-Main, Eichborn Verlag, 1990, 448 p., 36 DM.

Comme rien n'est plus divers que les formes du crime, les auteurs ont eu l'occasion d'illustrer leur compétence en matière de descriptions réalistes et de portraits psychologiques de l'intérieur. S. S.

∴

DIETER SCHUBERT, *Hasen und Jager*. (Lapins et chasseurs). Düsseldorf, Claassen Verlag, 1990. 128 p., 29,80 DM.



Schubert dépeint la dégradation de la dignité humaine et la participation vénale des complices à l'univers mental des chefs. Niko, personnage rêveur sous ses traits d'enfant de la RDA, parvient à la vérité grâce à un conflit de générations opposant le père et le grand-père : soudain le roi est nu. Cette nouvelle n'est en ce sens qu'une variation autour d'un très vieux thème présenté cette fois sous les habits de RDA. S. B.

∴

CONSTANCE SULLIVAN (Ed.), *Women Photographers* (Femmes photographes), Londres, Virago, 1990, 264 p., 40 £.

La critique Eugenia Parry Janis apporte, dans une introduction lumineuse et évocatrice, sa contribution à ce premier grand recueil consacré aux femmes photographes depuis la naissance de cet art. Parmi les deux cents artistes y figurant, beaucoup de révélations : découverte de talents injustement méconnus, mais redécouverte aussi de célébrités grâce à l'éclairage nouveau qu'en donne le livre. L'époque victorienne est dûment représentée, comme les grandes figures modernistes européennes que sont Tina Modotti, Florence Henri, Aenne Biermann et Germaine Krull. On regrette cependant que l'éditeur ne consacre à la période de l'après-guerre que le point de vue américain, sans aucune référence aux contemporaines européennes. L. H.

∴

NICOLE WOOLSEY BIGGART, *Charismatic Capitalism : Direct Selling Organizations in America* (Le capitalisme charismatique : les réseaux de vente directe en Amérique), Chicago, the University of Chicago Press, 1989, 220 p., 28,75 $.

Cette monographie organisationnelle d'inspiration wébérienne retrace la genèse et décrypte la structure sociale et culturelle des « réseaux de vente directe » aux Etats-Unis (Tupperware, Shaklee, Mary Kay, Avon, etc.). La croissance de ce secteur économique en plein boom (9 milliards de dollars de chiffre d'affaires et 5 millions d'employés) s'explique par la rencontre entre des entrepreneurs à la recherche de circuits de distribution souples et bon marché et des employé(e)s frustré(e)s par les contraintes de la vie professionnelle dans des grandes entreprises bureaucratiques. Ou comment mettre l'idéologie de l'individualisme et de l'entreprise, et le discours familial, communautaire et religieux, au service du produit. L. W.

La « Librairie européenne » a été rédigée par : Enrico Artifoni, Ernst Behler, Sabine Brandt, Pascale Casanova, Christophe Charle, Thomas Ferenczi, Rafaël Fraguas, Lothar Gall, Johan Heilbron, Georg Hensel, Liz Heron, Jens Jessen, Massimo Onofri, Peter Pfaff, Luca Rastello, Marcel Reich-Ranicki, Stephan Speicher, Loïc Wacquant.

Traducteurs : Sylvette Gleize (anglais), Jean-Claude Crespy (allemand), Christine Aguilar-Adan (espagnol), Christian-Marc Bosseno (italien).

Précision

Georges Montaron, directeur de *Témoignage chrétien*, nous prie de préciser que le forum mentionné par Juan Arias dans son article de *Liber* (supplément au *Monde* nº 29 de septembre) intitulé « Pas de perestroïka pour le Vatican » a eu lieu le 21 octobre 1989, et non pas 1990.

Une prophétie de Marcel Mauss : la paix et les États-Unis du monde

Ce texte inédit, dont le manuscrit se trouve aujourd'hui *aux archives du Collège de France, nous a été communiqué* par Marcel Fournier, *professeur* de sociologie à l'université de Montréal, qui prépare une biographie intellectuelle de Marcel Mauss (1872-1950). Il s'agit d'un extrait du chapitre 2, « Phénomènes morphologiques », *de l'ouvrage sur la nation que Mauss entreprit d'écrire au lendemain de la première guerre mondiale et dont seuls quelques fragments ont été publiés, en 1954, dans l'Année sociologique.* Cette intervention du grand sociologue sur le terrain de la politique nous a paru mériter d'être rappelée aujourd'hui.

NOUS avons ici, on le verra, des conclusions pratiques à tirer. Car il est évident que ce n'est que lorsque les nations se seront confédérées qu'elles considéreront comme criminelles et nuisibles les guerres, qu'elles les considéreront comme les anciens considéraient les vendettas et les guerres privées.

L'esprit de paix est avant tout un esprit de fédération ; il n'est possible *que par la fédération* et c'est elle *qu'il* faut créer pour avoir la paix, et *non* pas inversement créer la paix pour avoir ensuite des États-Unis d'Europe ou du monde.

C'est quand il y aura des États-Unis d'Europe qu'il y aura la paix en Europe, quand il y aura des États-Unis du monde qu'il y aura la paix dans le monde. Pas avant ; prenons sur nous la hardiesse, le risque et le ridicule de cette prophétie.

Nous avons ainsi à proposer tout de suite une conclusion pratique. Il est inutile de vouloir réaliser tout de suite la paix universelle. La paix, c'est une attitude intérieure des nations et des sociétés encore plus qu'une attitude extérieure. Elle ne doit pas s'imposer. On verra tout à l'heure comment la force pourra être mise à son service artificiellement. Pas plus qu'il n'est possible de créer et de faire adopter une langue universelle avant qu'il existe une société universelle.

Tout au plus la notion peut-elle être l'objet d'une agitation, le sujet de formules plus ou moins heureuses où viendront se cristalliser des courants d'idées, de sentiments, d'intérêts de collectivités de plus en plus vastes.

Il faudra réaliser la paix de proche en proche en réalisant des sociétés de plus en plus grandes ou, puisque la mode actuelle est non seulement aux grandes nations mais aussi aux petites, des fédérations et des confédérations de plus en plus vastes, entre lesquelles des traités simples et étendus feront de plus en plus facilement régner la paix et distancer – jusqu'à les faire disparaître – les guerres.

Les idées généreuses et exactes qui ont présidé au covenant de Versailles et rendront immortel le nom de Wilson et notre époque entière manquaient de ce moyen terme (...) de nations voisines. On veut (...) sauter un échelon. L'échelle tiendra peut-être. Mais cependant c'est le rôle du savant d'avertir qu'il manque une barre et d'inciter ses contemporains, les hommes politiques de toutes les nations, à la poser. Ce sera plus sûr et plus solide. Nous montrons plus loin que, en fait, les nations travaillent déjà à cette édification de fédérations et nous reviendrons sur ces premières conclusions pratiques. ■

MARCEL MAUSS

BIBLIOTECA QUINTO CENTENARIO

500 1492-1992

BIBLIOTHÈQUE DU CINQUIÈME CENTENAIRE réuni les efforts d'éditeurs espagnols, latino-américaines et européens, avec pour objectif de constituer un fond bibliographique de thèmes latino-américaines.

1492 n'est pas seulement une commémoration espagnole. 1492 ets une éphéméride européenne.



500 titres publiés. 35 co-éditeurs.

2.500.000 exemplaires vendus

et plus de 50 projets éditoriaux en cours.

Pour plus d'informations, veuillez-vous adresser à:
BIBLIOTECA QUINTO CENTENARIO / División de Ediciones / C/. Aravaca, 22 / 28040 Madrid / Fax (91) 535 01 29



Le Monde

ÉCONOMIE

BILLET

Mauvais point dans la couture

En annonçant jeudi 13 décembre la suppression provisoire de la haute couture chez Balmain, *(nos dernières éditions du 14 décembre)*, M. Alain Chevalier, président de cette maison, a peut-être ouvert un débat dans le secteur du luxe. *« Je suis le premier à avoir pris cette décision*, a-t-il précisé, *avec les risques et les avantages que cela comporte. »* Au-delà des médiocres résultats liés notamment aux événements du Golfe, M. Chevalier estime que *« la haute couture est un investissement publicitaire qui coûte trop cher »*. Cette déclaration va à l'encontre de l'adage maintes fois répété par les gestionnaires des maisons de luxe suivant lequel les défilés prestigieux où se bousculent quelques riches clientes et les représentantes de la presse internationale de la mode sont nécessaires pour qu'une griffe conserve sa notoriété.

D'après eux, la haute couture est la *« locomotive »* indispensable pour vendre parfums, objets de maroquinerie et autres colifichets qui permettent de réaliser les jolis bénéfices enregistrés dans ce secteur au cours des dernières années.

M. Chevalier, qui conserve cependant les ateliers de haute couture, avec 15 personnes au lieu de 35, reconnaît que le chiffre d'affaires de cette branche est passé de 12 millions en 1989 à 6 millions cette année. Il a annoncé qu'il était à la recherche d'un *« concept nouveau »*.

En réalité la décision du président de Balmain est assez symbolique de la situation dans laquelle pourraient se retrouver quelques maisons dont le nom n'est pas parmi les plus prestigieux. Au cours des deux dernières années, en effet, l'engouement pour le luxe avait fait flamber les prix de ces petites entreprises. D'ailleurs, lorsqu'en octobre 1989 M. Chevalier, épaulé par le Crédit agricole, avait déboursé près de 500 millions de francs pour racheter Balmain au Canadien Erich Fayer, beaucoup avaient estimé qu'il prenait un gros risque.

Aujourd'hui, M. Chevalier qui a renégocié les contrats de licence, relancé les parfums Vent vert et Monsieur Balmain ne démentira pas que la tâche est en effet difficile.

F. Ch.

Premiers effets de la décrue des cours pétroliers

Les prix de détail ont diminué de 0,2 % au mois de novembre

Les prix de détail ont baissé en France au cours du mois de novembre. Cette baisse a atteint 0,2 % par rapport à octobre. *Il* faut remonter à février 1986, c'est-à-dire presque cinq ans en arrière, pour trouver pareil phénomène.

Comme au début de 1986, la baisse de l'indice des prix de détail en novembre s'explique par la chute des prix pétroliers. Le mois dernier, le pétrole a perdu 5 % dans l'indice calculé par l'INSEE. Il explique à lui seul 0,26 point du recul de l'indice, ce qui veut dire que, hors énergie, les prix de détail auraient augmenté de 0,1 ou 0,2 %. Comme, depuis le début de la crise du Golfe et de la flambée des cours du brut qu'elle a provoquée, l'effet pétrole sur l'indice a été de un point exactement (août-septembre-octobre), le résultat de novembre efface le quart de l'impact « crise du Golfe ». De nouvelles baisses de l'indice ou plus probablement des indices complètement stables sont encore à attendre pour décembre si le climat politique international continue de se détendre. Sur les dix premiers jours du mois de décembre en tout cas, le prix du super a continué de baisser, passant de 5,43 francs en moyenne à 5,38 francs.

Détente du climat international

On appréciera mieux les effets globaux d'une baisse importante des prix du pétrole en rappelant que, de janvier à décembre 1986, les prix de détail en France n'avaient augmenté que de 2,1 % après avoir progressé de 4,7 % en 1985. L'effet avait donc été très important. En 1987 et 1988, le taux d'inflation était revenu sur une pente plus « normale » avec chaque fois des hausses de 3,1 %.

Le problème est maintenant de savoir sur quel rythme d'inflation réel – c'est-à-dire détaché des effets accidentels ou conjoncturels – nous nous trouvons en France. Un calcul simple permet d'apporter un élément de réponse : sur un an, c'est-à-dire de novembre 1989 à novembre 1990, la hausse de l'indice hors énergie est de 3 % alors qu'elle était de 3,1 % en octobre. Non seulement le rythme d'inflation se situe maintenant en France un peu au-dessus de 3 % l'an, mais ce rythme pourrait se ralentir. L'écart annuel d'inflation avec l'Allemagne n'est plus que de 0,6 point (3,6 % pour la France, 3 % pour notre voisin).

Il est très possible que l'augmentation des prix en 1990 ne soit pas supérieure à ce qu'elle avait été l'année dernière (+3,6 %). Elle pourrait même être inférieure. Ce qui prouverait que notre économie est maintenant beaucoup plus capable qu'il y a dix ans d'absorber un choc pétrolier.

AL. V.

Accusé d'avoir financé illégalement l'ancien maire de Liège

M. Jean-Claude Decaux est inculpé en Belgique

BRUXELLES

de notre correspondant

Les affaires de fausses factures et de pots-de-vin au profit d'hommes ou de partis politiques se multiplient en Belgique autant qu'en France et il arrive même que des sociétés de l'Hexagone y soient mêlées, comme en témoigne, jeudi 13 décembre, l'inculpation de M. Jean-Claude Decaux, le spécialiste du « mobilier urbain » et de M. Edouard Close, ancien bourgmestre (maire) socialiste de Liège qui a récemment quitté sa ville en raison de ses ennuis avec la justice et se trouve de ce fait démissionnaire.

Elu pour la première fois bourgmestre en 1977 et constamment réélu par les différents collèges échevinaux, ancien ministre de l'intérieur dans un gouvernement national, figure du socialisme belge francophone, M. Close est un grand ami de M. Pierre Mauroy et un admirateur de M. Jacques Séguéla, qui a été entendu dans le cadre de l'enquête menée par le parquet de Liège.

Implanté depuis longtemps dans cette ville, semble-t-il, par l'entremise d'un homme qui n'appartenait pas à la famille politique de M. Close, le groupe Decaux aurait obtenu le renouvellement du parc mobilier (abribus, plans, colonnes Morris) dans des conditions suspectes en 1986. En tout cas, la justice lui reprocherait d'avoir fourni quatre millions de francs belges (environ 700 000 francs français) pour la campagne électorale du bourgmestre en 1988 et d'avoir versé trois millions de plus pour des voyages d'agrément qui lui auraient été offerts, ainsi qu'à certains membres de son cabinet.

Apparemment contesté par d'autres socialistes wallons, M. Close avait fait en 1982 une campagne qui avait coûté cher à son parti. On dit qu'il n'avait pas bénéficié des mêmes facilités en 1988. En tout cas, l'affaire s'inscrit dans le contexte de faillite des finances municipales de la « Cité ardente » (*le Monde* daté 25-26 novembre). Dramatiquement endettée, la municipalité ne sait comment financer les travaux demandés par les électeurs. La remise en état de 450 parcomètres, dont le mauvais fonctionnement était à l'origine de multiples contentieux, a donné lieu à une autre procédure de justice dans laquelle M. Close est également impliqué.

Si l'on en croit les médias belges, ces affaires locales ne sont pas grand-chose en comparaison de certains scandales qui couveraient au sujet du financement national des partis, à coup de fausses factures. Après de longues discussions, une loi relative au contrôle des dépenses électorales des candidats aux législatives a été adoptée en juillet 1989. Mais elle ne s'applique pas de la même façon aux scrutins municipaux.

JEAN DE LA GUÉRIVIÈRE

Manifestations paysannes dans le centre de la France

La désertification et la crise bovine inquiètent les agriculteurs

Plusieurs manifestations, parfois violentes, d'agriculteurs ont eu lieu, jeudi 13 décembre, dans des départements du Centre de la France. Les problèmes liés à la désertification rurale, les difficultés des éleveurs de bovins et de moutons et les contrôles sanitaires insuffisants aux frontières ont provoqué en Limousin, en Poitou-Charentes et dans l'Allier des rassemblements de paysans (nos dernières éditions du 14 décembre).

LIMOGES ET MOULINS

de nos correspondants

Le TGV Atlantique bloqué sur la ligne Paris-Bordeaux, Capitole arrêté à Uzerche (Corrèze) et la Souterraine (Creuse) sur la ligne Paris-Toulouse, liaisons transversales Bordeaux-Lyon interrompues en Limousin. Les éleveurs de moutons et de bovins du Centre-Ouest se sont rappelés jeudi 13 décembre à l'attention des pouvoirs publics. Des affrontements ont opposé des commandos d'agriculteurs aux forces de l'ordre dans plusieurs gares du Poitou-Charentes.

Blocage de la circulation dans l'Allier

En Limousin, les manifestants plus rompus aux techniques revendicatives, ont joué au chat et à la souris et évité les bagarres directes. Mais dans tout le bassin moutonnier du Centre-Ouest, la mobilisation a été massive. Autour d'un objectif unique et simple : obtenir du nouveau ministre de l'agriculture, M. Louis Mermaz, qu'il descende à Limoges (point central du bassin d'élevage ovins-bovins du Centre-Ouest) pour discuter cartes sur table avec les éleveurs. Commentaire d'un manifestant creusois : *« Dès que les choses commencent à se concrétiser, on change de ministre de l'agriculture et il faut aussi sec repartir à zéro. On voudrait bien enfin voir un ministre en face et discuter avec lui. Le Parti socialiste ne devrait tout de même pas avoir peur de rencontrer la France profonde. »*

Pendant que la colère paysanne s'exprimait en Limousin, le département de l'Allier était jeudi 13 décembre isolé du reste du pays pendant plusieurs heures. En quarante points routiers, autoroutiers et ferroviaires, des commandos de quelques dizaines d'agriculteurs – deux mille au total – ont bloqué la circulation. Pour les organisateurs qui affirmaient *« ne plus croire au dialogue avec les pouvoirs publics »*, l'objectif était d'attirer l'attention de l'opinion sur la crise agricole, mais également sur la désertification rurale. Pour la première fois dans l'Allier, département dont les responsables paysans sont proches du PCF, l'ensemble des organisations syndicales appelait à manifester, témoignage, selon elles *« de l'urgence d'un règlement de la crise »*.

Cette région d'élevage, la seconde sur le plan du troupeau allaitant et la cinquième pour les ovins, a connu une *« extensification »* importante au cours des deux dernières décennies, avec pour résultat un endettement très supérieur à la moyenne nationale. Au-delà de la sécheresse, la baisse des cours des ovins et des bovins maigres a asphyxié une profession de six mille agriculteurs au lendemain d'une importante restructuration qui en dix ans a entraîné la disparition de 40 % des exploitations. *« Deux mille agriculteurs ne peuvent plus aujourd'hui faire face à leurs échéances et 30 % de l'ensemble a un revenu voisin du RMI. »*

GEORGES CHATAIN et JEAN-YVES VIF

Plus de 3 000 médecins au-dessous du SMIC

Trois mille cent trente médecins généralistes français – soit 6 % du total – gagnent moins de 4 700 francs par mois avant impôt et les deux tiers d'entre eux (2 240) sont considérés comme *« pratiquement sans avenir dans la profession »*, selon une étude réalisée par le Centre de recherche, d'études et de *documentation en économie* de la santé (CREDES) et publiée, vendredi 14 décembre, dans le journal médical *le Généraliste*.

Cette enquête a été menée en juin et juillet à partir de deux échantillons de « médecins-témoins » travaillant à plein temps.

□ **Des salariés de Philips interrompent le conseil municipal du Mans.** – Une soixantaine de membres du personnel de l'usine Philips du Mans (Sarthe, 1 275 salariés), où un plan de licenciement prévoit la suppression de 496 emplois, ont interrompu jeudi 13 décembre la séance du conseil municipal. Les manifestants ont envahi la salle du conseil vers 21 heures et interpellé le député PS Jean-Claude Boulard, conseiller municipal et président de la communauté urbaine du Mans (CUM), pour qu'il intervienne auprès du gouvernement.

□ **Augmentation de 4,11 % des retraites des cadres en 1991.** – L'AGIRC (Association générale des institutions de retraite des cadres) a décidé de revaloriser de 4,11 % en 1991 la valeur du point, qui sera portée à 2,179 francs à compter du 1er janvier. Outre la prise en compte de la hausse moyenne de l'inflation prévue, ce réajustement comprend *« un recalage sur l'évolution des prix observée au cours des trois dernières années »*.

La baisse des commandes dans l'« électronique de défense »

Thomson-CSF confirme la suppression de plusieurs milliers d'emplois

Thomson-CSF a confirmé, jeudi 13 décembre, que 3 695 personnes allaient quitter le groupe : il y aurait 2 997 *départs et « l'essaimage* dans plusieurs sociétés à créer » de 698 salariés pendant les années 1991, 1992 et 1993.

Le 23 novembre dernier, le président de Thomson, M. Alain Gomez, avait donné le « la » devant les analystes financiers en annonçant que son groupe devrait se redimensionner pour assumer une baisse de 20 % de son activité dans l'électronique de défense (*le Monde* du 24 novembre). Le 13 décembre, la traduction en termes d'emplois est tombée : les effectifs de Thomson-CSF seront réduits de près de 10 %, soit de 3 695 personnes. L'« essaimage » technique qui consiste à favoriser la reprise par un tiers (qui peut être un salarié du groupe) d'une activité non stratégique mais dont le marché existe – se traduit bien en effet par la sortie des salariés du groupe.

Thomson a brossé devant les syndicats un tableau très sombre de l'électronique de défense : après quinze années de croissance (1970-1985), le marché a stagné pendant cinq ans et aborde maintenant une période de récession qui devrait se prolonger jusqu'en 1995, explique Thomson. En volume, la décroissance actuelle est de 5 % l'an aux Etats-Unis et de 3 % à 4 % en Europe occidentale. Seul le Sud-Est asiatique progresse encore, le Moyen-Orient paraissant incertain, selon le groupe.

En France, les dépenses d'équipement du budget de la défense sont réduites de 4 % (toujours en volume) et des programmes entiers sont abandonnés, comme Orchidée (*le Monde* du 9 août). En conséquence, Thomson-CSF estime que son chiffre d'affaires devrait diminuer de plus de 2 milliards en trois ans, dont la moitié est liée à la mévente des avions Dassault. A cela s'ajoute la baisse du dollar, qui dope la compétitivité des groupes américains – notamment dans le Golfe, – et le blocage des livraisons en Irak, au Koweït et en Jordanie, qui a entraîné la perte de 3,5 milliards de francs de commandes en carnet, dont 1 milliard devait être facturé en 1990. Malgré les succès engrangés dans cette région (3 milliards de 1991 à 1993), les commandes de l'année resteront inférieures d'environ 1,5 milliard au budget.

La CFDT (45 % des voix aux élections professionnelles) a demandé la démission de M. Gomez, l'accusant d'avoir trahi l'accord de gestion prévisionnelle de l'emploi signé en septembre dernier.

F. V.

Surprenant les observateurs par son importance

La forte augmentation du chômage confirme l'ampleur de la récession britannique

LONDRES

de notre correspondant

Le nombre des chômeurs en Grande-Bretagne a connu en novembre sa plus forte augmentation mensuelle depuis mai 1981, selon les statistiques publiées jeudi 13 décembre par le ministère de l'emploi *(nos dernières éditions du 14 décembre)*. Il y avait 57 600 chômeurs de plus en novembre par rapport à octobre en chiffres corrigés des variations saisonnières, et le total est de 1 762 000 Britanniques sans emploi.

Ce chiffre a surpris par son ampleur aussi bien le gouvernement que la City et montre que la récession commencée à la fin de l'été sera probablement plus grave qu'on ne le pensait jusqu'ici. Le chômage avait diminué sans discontinuer pendant quarante-quatre mois jusqu'en mars dernier où il ne touchait plus que 1,61 million de personnes. Il a augmenté régulièrement depuis cette date et certains prévoient que le cap des deux millions de chômeurs sera franchi l'été prochain, voire dès le printemps.

« Remettre ces chiffres dans leur contexte »

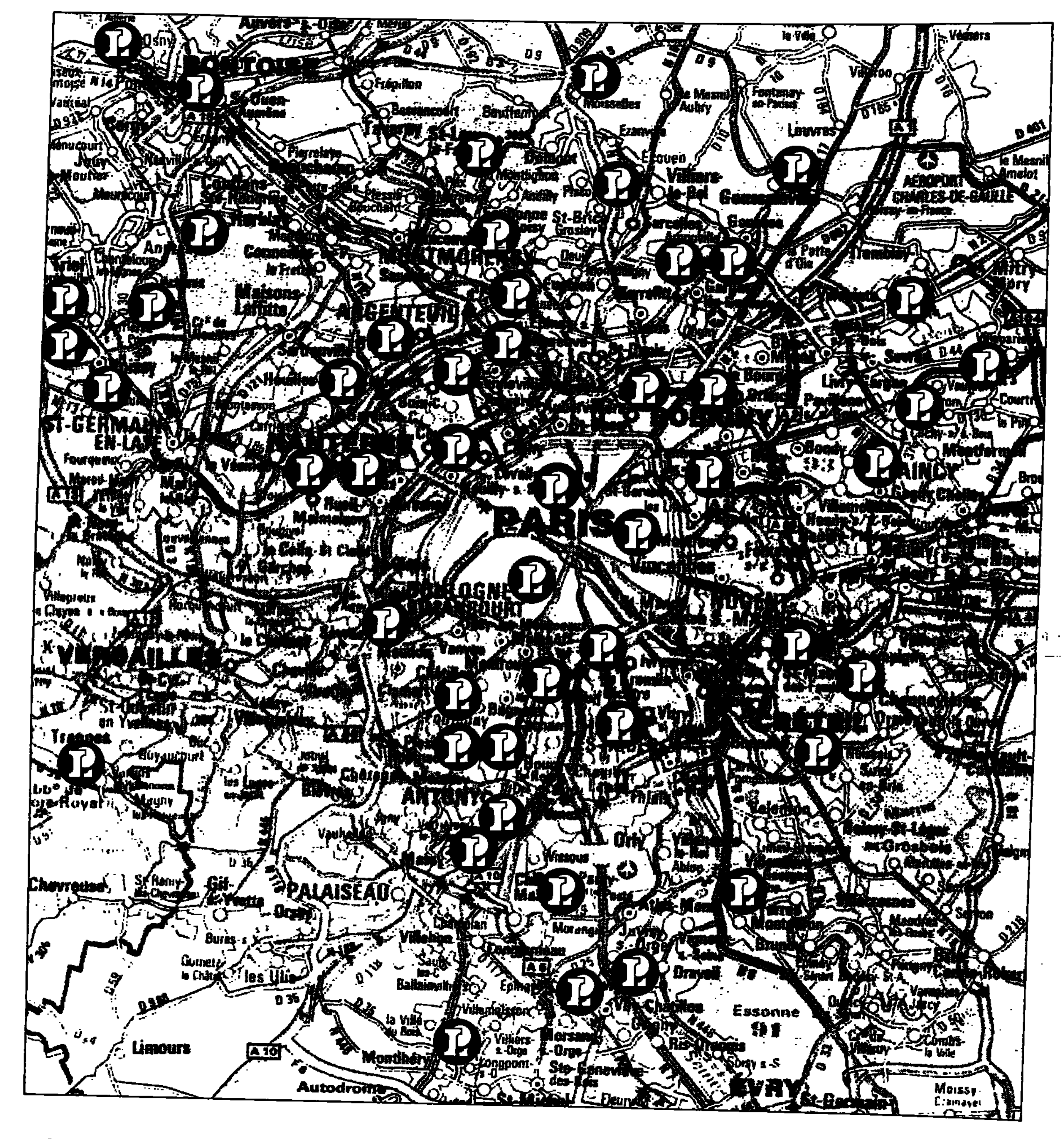
Tous les secteurs d'activité, et pas seulement l'industrie comme lors de la récession de 1980-1981, sont concernés par ce renversement de tendance qui affecte toutes les régions du pays. Le nombre des Britanniques employés dans les services a diminué, et le sud de l'Angleterre, où le taux de chômage représente depuis plusieurs années environ la moitié de celui du nord, est cette fois-ci touché dans la même proportion.

M. Michael Howard, ministre de l'emploi, a estimé jeudi qu'il fallait *« remettre ces chiffres dans leur contexte »*. Le taux de chômage britannique, qui est passé de 6 % à 6,2 %, reste en effet un des plus bas de la Communauté européenne. On est loin d'autre part du sommet de 3 124 000 chômeurs atteint en juillet 1986.

M. John Major a déploré jeudi, devant les Communes, la soudaine recrudescence du chômage, mais il en a tenu pour responsable le patronat. *« Je le répète depuis plusieurs mois. Si les salaires continuent à progresser à un rythme trop élevé, l'emploi en souffrira nécessairement »*, a-t-il déclaré. Le salaire moyen a augmenté de 10 % en octobre, un des taux les plus élevés des pays de l'OCDE.

DOMINIQUE DHOMBRES

Concernant la polémique sur l'abandon des banlieues par les Centres Leclerc, voici notre position.



Non, Leclerc ne désertera pas les banlieues. Les 3/4 des Centres E. Leclerc y sont d'ailleurs installés. Ceux qui ne veulent pas voir les vrais problèmes nous font un faux procès en nous disant : "Leclerc fait sa pub, Leclerc cache ses problèmes financiers, Leclerc essaie de dégommer Doubin, Leclerc veut déstabiliser le gouvernement." Rien que ça ! Mais nous avons décidé de taper du poing sur la table et de dénoncer haut et fort une politique d'urbanisme qui continue à cautionner l'apartheid social dans notre pays. Souvent rejetés des quartiers résidentiels car notre enseigne était considérée comme trop populaire, nous avons accepté de nous installer dans des zones difficiles et d'animer ces univers de béton qui nous prennent aujourd'hui à leur piège. Le Président a dit que ça allait changer. Tant mieux, nous n'avions pas l'intention de continuer à être la caution de cet urbanisme inhumain.

E.LECLERC 

ÉCONOMIE

Une monnaie pour l'Europe

Suite de la première page

L'existence d'une monnaie unique signifie-t-elle qu'il n'y aura plus qu'une seule économie européenne? Certainement pas, puisque chacun des douze membres de la Communauté conservera ses particularismes. Subsisteront notamment des budgets nationaux forts, seule une petite partie des dépenses publiques étant mise en commun. C'est là la difficulté centrale de l'union économique et monétaire (UEM) car, jusqu'à présent, tous les processus d'unification monétaire ont coïncidé avec une unification de tous les autres domaines : budgétaire, politique, social... Le meilleur exemple est certainement celui des Etats-Unis, où c'est seulement au début du vingtième siècle que l'émission de monnaie a été unifiée entre les Etats.

Une seule des unions monétaires existant à l'heure actuelle dans le monde déroge à la règle de l'harmonisation économique de la région dans laquelle elle est appliquée : la zone franc. Les pays d'Afrique francophone qui en font partie connaissent de fortes disparités économiques et le prix du maintien de la stabilité de la monnaie est payé par l'Etat français, qui alimente la caisse de la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest et celle de la Banque des Etats d'Afrique centrale. Un tel dispositif est, bien sûr, inconcevable dans le cas de la Communauté.

Lorsque l'UEM sera entrée en vigueur, une banque centrale unique émettra la monnaie, au terme d'un processus en trois étapes. La première, entamée depuis six mois, consiste à obtenir un rapprochement des résultats économiques de la Communauté. Au cours de la deuxième étape, qui démarrera en 1994, une fois que les Parlements nationaux auront adopté la révision des statuts fondateurs de la Communauté (au plus tard fin 1992), la convergence des économies sera approfondie, le rôle de l'écu renforcé et un système européen de banques centrales sera mis en place. Enfin, la troisième étape (qui nécessitera une autre révision des statuts communautaires), sera marquée par l'adoption d'une seule monnaie pour l'ensemble des pays.

Cette monnaie doit être « unique » – elle remplacera les devises nationales – et non « commune ». Car, comme le souligne un économiste de la Banque de France M. Jean-Pierre Patat, le système monétaire européen qui fonctionne à l'heure actuelle *« est une zone monétaire où une monnaie « commune », le mark, s'est progressivement imposée comme ancre et devise internationale du système »* (1). Institutionaliser une telle situation n'aurait pas été acceptable d'un point de vue politique, même si force est de reconnaître que le mark est actuellement la monnaie dominante en Europe.

Une monnaie unique implique aussi une unification des taux d'intérêt puisqu'une devise ne peut être assortie que d'un seul et même rendement, de même qu'il serait absurde qu'un franc placé dans le Sud-Ouest rapporte plus ou moins qu'une somme similaire placée dans une autre région française.

En revanche, les taux d'inflation et de chômage devraient continuer à diverger, au moins dans un premier temps, en raison des différences persistantes de compétitivité (2). Quant aux salaires, il faudra vraisemblablement attendre longtemps avant qu'un ouvrier portugais soit rémunéré comme un ouvrier allemand.

Si ces différences, même aplanies, sont amenées à subsister, pourquoi donc se lancer dans un processus long et périlleux d'unification monétaire? La réponse est simple. Le marché unique, qui doit entrer en vigueur au 1er janvier 1993, doit marquer l'avènement de la libre circulation des marchandises, des hommes, des services et des capitaux sur tout le territoire de la Communauté. Maintenir des monnaies nationales, avec les coûts de transaction, et surtout les sources d'instabilité qu'elles entraînent risquerait d'entraver ces mouvements nouveaux. A l'inverse, l'adoption d'une devise unique doit servir à renforcer la convergence des économies, contribuant ainsi à l'épanouissement du marché unique.

La marche vers la monnaie unique n'est d'ailleurs pas récente. Dès les années 70, les responsables de la Commission y réfléchissaient. Et le système monétaire européen (SME) tend depuis 1979 au rapprochement des parités avec un certain succès, puisque la variation moyenne des cours des monnaies qui participent au système a été de 0,7 % seulement par mois au cours des dernières années.

Les apparences de l'écu

En remontant dans l'histoire de la Communauté, on pourrait penser que celle-ci a déjà une monnaie : l'écu. Ce n'est pas exact. On voit l'écu symboliquement dessiné dans les magazines, on lit chaque jour son cours coté par rapport au dollar, certaines prestations facturées en écus. Mais l'écu n'a que l'apparence d'une monnaie : personne ne l'a jamais emporté dans son portefeuille.

Comment l'écu pourrait-il devenir un véritable instrument d'échange? Il faudrait d'abord qu'il soit émis, c'est-à-dire créé officiellement, par les autorités monétaires européennes. Ensuite, que les établissements bancaires le « multiplient » en consentant des prêts en écus et en cessant de prélever des frais de transaction qui, à l'heure actuelle, rendent son usage pénalisant. Pour que l'écu devienne l'unique devise de la Communauté, il faudrait enfin que les douze devises actuellement en usage ne fassent plus l'objet de création monétaire. Concrètement, cela signifie que les Etats devraient abandonner leur souveraineté en matière monétaire, ce qui est justement au cœur du débat.

Ce souhait paraît facile à exaucer et, pourtant, sa réalisation demandera vraisemblablement une dizaine d'années et provoquera nombre de batailles politico-monétaires entre les dirigeants de la Communauté. Car aucun Etat



n'est prêt à consentir aisément à abandonner sa souveraineté monétaire, la France pas plus que la Grande-Bretagne.

Face à l'UEM, chaque Etat a ses craintes. La France de perdre le contrôle de la politique monétaire, qui serait gérée quelque part en Europe par des gouverneurs isolés des gouvernements. L'Allemagne, au contraire, redoute que la gestion commune de la politique monétaire ne soit source de laxisme et ne puisse garantir la légendaire orthodoxie monétaire de Francfort. L'Angleterre, de son côté, voit dans l'abandon de sa monnaie nationale, la livre sterling – qui fut, ne l'oublions pas, la première monnaie du monde, bien avant le dollar, – une attaque grave à son identité.

Trois grands débats

L'Espagne ou l'Italie, quant à elles, se disent qu'en raison du retard pris dans l'assainissement de leur économie elles pourraient être exclues du train de l'unification monétaire. Finalement, les seuls pays qui ne s'inquiètent apparemment pas de l'UEM sont les petits Etats qui, de fait, sont déjà intégrés dans des sortes d'union monétaire. La Belgique et le Luxembourg ont formé depuis longtemps l'union monétaire belgo-luxembourgeoise. Les Pays-Bas ont de fait lié leur devise au mark, de même que, plus récemment, la Belgique.

De l'analyse de ces craintes se dégagent trois grands thèmes de débats qui ne seront vraisemblablement pas tous tranchés au terme de la conférence intergouvernementale qui doit s'ouvrir le 14 décembre.

Le premier concerne l'idée même d'adoption d'une monnaie unique. Malgré la résolution prise lors du sommet de Rome d'octobre dernier, selon laquelle *« la Communauté disposera d'une monnaie unique – un écu fort et stable – qui sera l'expression de son identité et de son unité »*, le consensus sur le sujet n'est pas encore parfait. La Grande-Bretagne, qui a récemment réalisé d'importantes concessions en matière monétaire, notamment en acceptant que la livre sterling rejoigne le SME, a proposé un projet concurrent à celui de la Commission. Dans le schéma britannique, l'écu doit être mis en concurrence avec les autres monnaies européennes, afin qu'au bout de quelques années l'une des treize monnaies de la Communauté (les douze plus l'écu) émerge comme la meilleure et donc la plus usitée. L'écu serait renforcé grâce à la mise en place d'un « fonds monétaire européen » capable de l'émettre. Rien n'indique que le débat monnaie unique contre « écu lourd » sera tranché prochainement.

Le deuxième sujet de controverse porte sur la capacité de la Communauté à avancer tout entière, et au même rythme, sur la voie de l'UEM. Il est clair qu'il existe actuellement un « noyau dur » de pays (France, Allemagne, Pays-Bas, Belgique) dont les performances économiques sont très proches, alors que d'autres pratiquent encore des politiques très autonomes. *« La Grèce relève actuellement davantage du traitement d'urgence par le FMI que de la convergence européenne »*, remarquait un fonctionnaire français. Face à ces différences, l'Allemagne a proposé simplement que seul le premier groupe suive la voie tracée par le calendrier de l'UEM, les autres pays pouvant par la suite se joindre à l'union. La France, pour sa part, suit la position de la commission qui rappelle que tous les progrès européens ont toujours été accomplis à des rythmes différents selon les Etats, certains bénéficiant de périodes transitoires pour s'adapter. Le premier groupe jouerait le rôle d'aimant pour les autres, et tous passeraient en même temps d'une étape à l'autre.

Le troisième débat, enfin, touche à l'indépendance de la Banque centrale et est très fortement lié à la construction politique de l'Europe. Les Etats fédéraux (Allemagne, Etats-Unis) disposent généralement d'un institut d'émission très indépendant du pouvoir politique, alors que les pays unitaires (France, Grande-Bretagne, Japon) ont établi des liens beaucoup plus serrés entre leur banque centrale et le gouvernement. La vision allemande, française et britannique du statut de la Banque centrale européenne n'est donc pas la même. Tant que l'on ne connaîtra pas la forme du fonctionnement politique de l'Europe, les rapports entre la Banque centrale et le « gouvernement » européen ne pourront être précisément définis. Et ce malgré le cadre théorique et un peu idéal décrit par le conseil des gouverneurs le mois dernier.

Depuis le rapport Delors de 1989, qui dessinait à grands traits la configuration de l'union monétaire, les travaux ont beaucoup avancé. Des dizaines de colloques, des centaines de réunions ont permis de mieux tracer la route menant à l'unification monétaire de l'Europe. La conférence intergouvernementale va donc s'ouvrir autour d'un relatif consensus sur la direction générale à suivre. Ce qui est certain, c'est que la Communauté va avancer sur un terrain à peine balisé et que la traversée prendra de nombreuses années.

FRANÇOISE LAZARE

(1) *L'Europe monétaire*, par Jean Pierre Patat, éditions La Découverte, 1990.

(2) Lire à ce sujet les analyses réalisées par les experts de la CEE dans la revue *Economie Européenne* numéro 44, « Marché unique, monnaie unique ».

La chute d'une « forteresse »

Suite de la première page

Considérée, dans les années 50 et 60, comme une véritable *« forteresse ouvrière »*, la régie Renault n'avait jamais connu une telle situation depuis la fin de la deuxième guerre mondiale. Une longue tradition d'hégémonie de la CGT s'achève, qui va se traduire, pour l'organisation syndicale, par des difficultés humaines, pour ses élus ou permanents, et financières. Sur les 900 000 F inscrits au budget du comité de groupe, la CGT recevait 673 000 F et les quatre autres syndicats 226 000 F environ. Sur les 1 800 000 F de crédit de fonctionnement du CCE (comité central d'entreprise), la CGT disposait de 1 600 000 F, l'usage du secrétariat lui étant exclusivement réservé.

Au fil des scrutins, il paraissait inévitable que la situation se renverse puisque la CGT ne domine plus aucun des ensembles ou filiales qui composent le groupe Renault. Elle passe en dessous de la barre des 50 % à la régie Renault proprement dite (48,62 %), chez RVI (49,7 %), le constructeur de véhicules industriels, ainsi qu'à la Française de mécanique (47,88 %). Elle était déjà minoritaire dans MCA (23,06 %), la DIAC (0 %), filiale de crédit, la SNR à Annecy (33,61 %) et le réseau commercial des succursales (43,3 %).

Désormais, la majorité des comités d'établissement ne seront plus gérés par la CGT, qui les avait organisés en autant de bastions. A la Régie, elle ne détenait déjà plus les CE du siège social, de la direction études et recherches, des usines de Sandouville, de Douai, d'Orléans, de Flins, de Rueil et de Saint-Ouen. Chez RVI (Renault-Véhicules industriels), elle ne résiste que dans les usines de Vénissieux et de Limoges. Ailleurs, à Blainville (47,42 %), Annonay (38,84 %), Bourg-en-Bresse (40,32 %), Suresnes (22,99 %) et Bouthéon (43,90 %), ainsi qu'à la direction des études et recherches ou dans le réseau commercial, elle ne peut plus exercer son ancienne puissance.

Au sein du groupe Renault, la nouvelle donne n'a pas encore donné lieu à des changements d'attitude. Chacun retient un peu son souffle. Cependant, c'est devant une CGT relativement passive, au contraire de ce qui se serait produit dans le passé, que M. Raymond Lévy a pu adresser le 13 décembre, lors du comité central d'entreprise, une sévère réprimande à la délégation cégétiste qui s'était rendue en Tchécoslovaquie au début du mois d'octobre. Le PDG du groupe Renault a accusé la CGT, qui avait rencontré les syndicalistes de chez Skoda, de porter une part de responsabilité dans l'échec de sa tentative de reprise du constructeur automobile. Les cégétistes avaient notamment rappelé à leurs homologues tchèques que la Régie avait supprimé au cours des années récentes 40 000 emplois.

ALAIN LEBAUBE

□ **Reprise de l'ensemble du trafic maritime sur les lignes de Corse.** – Un accord a été conclu jeudi 13 décembre entre les syndicats de marins CGT, CFTC, et STC (syndicat des travailleurs corses) et la direction de la Société nationale Corse Méditerranée (SNCM). Les primes d'escales courtes à Marseille seront intégrées dans le salaire mensuel des marins. Ces primes, dénommées dans le droit social marseillais « doublage », sont en moyenne de 168 francs pour le matelot et de 350 à 450 francs pour les officiers.

COMMUNICATION

Le malaise de la télévision publique

La colère des rédactions régionales

Tout en maintenant leur mot d'ordre de grève, les syndicats CFDT, CGT, FO et SNJ (autonome) ont repris, jeudi soir 13 décembre, les négociations avec la direction de FR 3 après avoir rencontré dans l'après-midi le ministre délégué à la communication, Mme Catherine Tasca (*le Monde* du 14 décembre). Une rencontre au cours de laquelle le ministre a souhaité des négociations sur une réduction immédiate des disparités salariales *«les plus criantes»* ainsi que sur des *«perspectives plus favorables»* pour les carrières des journalistes. Le ministre a également souhaité que cette crise soit l'occasion d'une recherche d'*«un équilibre encore meilleur entre le programme national et la contribution des régions à ce programme et aux programmes régionaux»*.

LYON

de notre bureau régional

Les banderoles FR 3 ont résisté à la neige. Elles flottent, alertes, dans le vent qui glace le parking de la maison de l'audiovisuel, au pied de La Part-Dieu, à Lyon. Au chaud, au troisième étage du bâtiment, la rédaction lyonnaise termine son seizième jour de grève. Un mouvement très suivi : 87 % des journalistes inscrits sur le tableau du jour l'ont à nouveau voté jeudi 13 décembre au matin.

Les journées de grève sont longues. Les dépêches de l'AFP qui défilent sur les ordinateurs donnent des fourmis dans les jambes. Le plan ORSEC est déclenché dans l'Ain et dans l'Isère. Regrets, désirs, amertume, rage aussi. Grenoble annonce un mini-journal à 19 heures, avec cinq non-grévistes. Une décision vécue comme une trahison. *«Quand on pense à tout ce qu'on a laissé passer. Les assises sur les banlieues, l'accident ferroviaire de Chavanay, la démission de Michel Noir, la neige...»*

L'organisation ne laisse rien à désirer après plus de deux semaines de grève. A l'heure du déjeuner, les journalistes désertent la cantine. Ils y délèguent l'un des leurs, chargé de l'approvisionnement. *«La caissière est persuadée que nous sommes fauchés. Elle nous brade le pâté de campagne et le beaujolais. Cinquante francs pour dix personnes, c'est sympa, non?»* Les problèmes d'argent, personne n'en parle. Pourtant, on sait que les jours de grève, s'ils ne sont pas payés, contrairement à la tradition de la chaîne, amputeront sérieusement les fiches de salaire.

Seize jours de grève permettent aussi de faire évoluer les revendications. De salarial, le conflit se transforme en crise d'identité FR 3, France-Régions 3. Or les régions ont mal à leur chaîne. Déjà, le 3 décembre, Toulouse envoyait une lettre : *«Les journalistes des rédactions régionales ne supportent plus le mépris dans lequel les tient la direction générale...»* Une semaine plus tard, Clermont-Ferrand ajoutait : *«Au-delà des simples exigences salariales, ce mouvement a pour ambition de donner naissance à une véritable télévision régionale...»*

« Comme si nous jouions en deuxième division »

Les journalistes de Lyon sont comme les autres. Ils ont vu leurs sujets repiqués par l'équipe nationale et diffusés presque inchangés, signés par un monteur et un confrère du siège. *«Qu'on traite mon dossier en «brève», d'accord. Qu'on en coupe dix secondes, que le commentaire soit lu par un Parisien qui ne prend même pas la peine de le réécrire, ou qui utilise des dépêches parce qu'il ne me croit pas, ça, non»*, s'énerve un journaliste.

Ils ne se retrouvent plus dans «leur» «19-20», devenu pour eux un journal télévisé presque comme les autres, sans spécificité régionale. Comme ailleurs, ils ont assisté au débarquement des confrères parisiens pour des sujets particulièrement importants. *«Pour la venue de Mitterrand au colloque sur les banlieues, «ils» étaient prévus. A Vaulx-en-Velin, «ils» étaient là le troisième jour. Comme si nous jouions en deuxième division...»* Eux aussi ont ressenti l'embauche à un salaire différent du leur de trente-cinq journalistes à la rédaction nationale comme une injure. Et comme un frein à leur mobilité future, voire à leur carrière.

Jean-Pierre Bennechet, rédacteur en chef à Lyon et membre de l'équipe fondatrice du «19-20», ressent ce malaise, *«d'autant que nous nous efforçons de faire des sujets «exportables» sur l'antenne nationale. Le problème n'est pas uniquement d'ordre salarial, il concerne les rapports entre les régions et la direction générale. Il est dommageable, car je suis convaincu que le réseau régional et le national peuvent coexister»*.

Pour vendredi soir, les journalistes ont réservé une table dans un restaurant. Quelle que soit l'issue des négociations engagées la veille. De toute façon, cela les changera des rations de survie de la cantine.

MICHÈLE AULAGNON

Pour enrichir son offre de programmes

Lyonnaise Communications rallie la grande alliance du câble

Plus de programmes, des prix différenciés, une meilleure qualité avec l'introduction du D2 MAC : la Lyonnaise Communications rénove son offre de télévision par câble et rejoint l'alliance déjà nouée entre Canal Plus et les deux autres câblo-opérateurs pour unifier les chaînes thématiques.

Entre le 17 décembre et septembre 1991, tous les réseaux câblés de la Lyonnaise Communications, dont celui de Paris, seront dotés de neuf canaux en norme D2 MAC, permettant la mise en place progressive d'une nouvelle offre de programmes à plusieurs niveaux de prix.

Le premier tarif, baptisé Horizon, offre en SECAM, pour 98 francs par mois, seize chaînes sur quinze canaux (1). Le second, baptisé Grand Ecran et facturé 157 francs, ajoute au premier l'essentiel des chaînes thématiques francophones (2), en D2 MAC. Mais il faudra pour le regarder un décodeur Visiopass (26 francs) donnant aussi accès aux options payantes, la première étant la chaîne de cinéma Ciné-Cinéma. D'autres options suivront, quand le nombre de canaux passera à vingt-sept (mars 92), trente-trois (fin 93) et trente-huit (fin 94).

«1991 sera l'année des programmes du câble, résume M. Francis Brun-Buisson, directeur général de Lyonnaise Communications. *L'enrichissement de l'offre et sa diversification fidéliseront les abonnés et confirmeront la dynamique du câble.»* Lyonnaise Communications compte actuellement 104 000 abonnés, dont 60 000 environ à Paris et espère augmenter ce chiffre de 50 000 au moins l'an prochain et dépasser le taux de pénétration actuel de 13 %.

Le nouveau «look» du câble parisien est aussi un changement de stratégie pour son opérateur. La Lyonnaise a longtemps fait bande à part alors que ses concurrents mettaient en commun leurs investissements en programmes. Elle avait même caressé l'espoir de monter sa propre chaîne de cinéma (*le Monde* du 1er juin), et engagé pour cela des négociations avec TF 1. Mais le réalisme la décide aujourd'hui à rejoindre l'alliance déjà nouée entre Canal Plus, la Générale des eaux et Communication Développement. La Lyonnaise va donc entrer au capital des chaînes Ciné Cinéma, Planète, Canal Jimmy, ainsi que dans la société de programmes Ellipse. En retour, Canal Plus entre au capital de la chaîne Paris-Première, qui sera proposée également aux villes de la banlieue parisienne. Et Ciné Folies, autre chaîne de la Lyonnaise, est abandonnée.

Le «clan» des opérateurs du câble est ainsi au complet, avec un parrain vigilant, Canal Plus. Le noyau de chaînes thématiques francophones, resserré sous l'étroit contrôle des opérateurs, sera distribué nationalement, et donc mieux amorti (*le Monde* du 13 novembre). En filigrane se met en place toute l'organisation de la télévision payante alors que de nouvelles formes de commercialisation des images-options, paiement à la carte, à la séance, etc., vont voir le jour.

MICHEL COLONNA D'ISTRIA

(1) Les six chaînes françaises, Canal Infos et la francophone TV 5, des généralistes étrangères (BBC, ZDFG, TVE, RAI), les thématiques anglophones MTV et CNN, enfin Mosaïque et TV Guide.

(2) La SEPT, Euromusique, Canal J/Canal Jimmy, TV Sport, Paris-Première, Planète ainsi qu'Eurosport et RTL-TV.

Pour économiser 200 millions de francs

Antenne 2 sacrifie quatre de ses nouvelles émissions

Antenne 2 sacrifie sur l'autel du déficit quatre de ses nouvelles émissions. M. Jean-Michel Gaillard devait annoncer, vendredi 14 décembre, la suppression de « Une fois par jour », de Claude Sérillon, « TéléZèbre », de Thierry Ardisson, « Etoiles Palace », de Frédéric Mitterrand et « Drôles de têtes », de Philippe Bouvard. L'émission de Claude Sérillon, qui avait du mal à trouver son audience, sera remplacée par une série américaine (Mac Gyver). Le directeur général de la chaîne publique espère ainsi économiser quelque 240 millions de francs pour rétablir l'équilibre économique de sa chaîne en 1991 comme l'en a fermement prié le gouvernement.

Le déficit de A 2 – proche de 400 millions selon les uns, de 600 millions selon les autres – ne laissait pas d'autre choix que de tailler dans les programmes. M. Gaillard ne veut pas toucher à la masse salariale, dément les rumeurs de licenciements propagées ces derniers jours par la CFDT et tient à présenter un projet de budget en équilibre lors du conseil d'administration du 20 décembre.

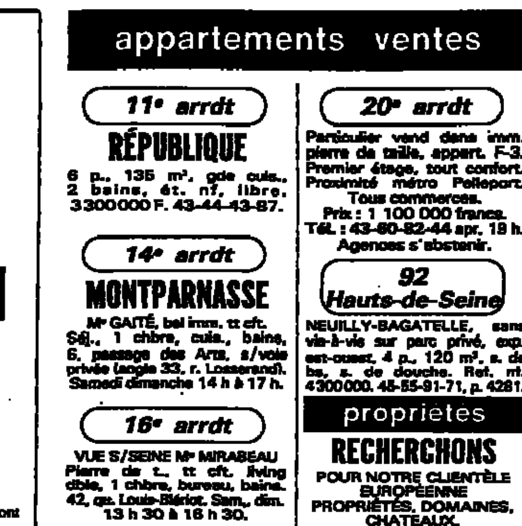
Mais, si le sacrifice était inévitable, le choix des victimes, lui, est sans doute significatif d'une stratégie. M. Gaillard n'a pas touché au budget de l'information, de la fiction et du documentaire. Il maintient à 20 h 30, face aux quatre émissions hebdomadaires de variétés de TF 1, trois soirées consacrées à la fiction et une à l'information « Envoyé spécial ». Il laisse en place la plupart des magazines de deuxième partie de soirée et s'apprête à les compléter par la nouvelle émission de Bernard Pivot. Le directeur général espère ainsi préserver l'identité de la chaîne publique et la qualité de ses rapports avec les auteurs, les réalisateurs et les producteurs français.

En supprimant quatre *talk shows*, M. Gaillard ne déroge pas à son cahier des charges ni à l'essentiel des missions d'A 2. Mais il prend le risque que quatre producteurs-animateurs, célèbres et liés à l'image de la chaîne, n'aillent chercher meilleure fortune ailleurs. Le directeur général d'Antenne 2 ne renonce pas définitivement à de nouvelles émissions innovantes. Selon lui, les rentrées publicitaires pour le premier semestre de 1991 pourraient rapporter 100 millions à 120 millions de francs de plus que cette année et un retour aux bénéfices de la chaîne publique pourrait autoriser de nouvelles créations.

JEAN-FRANÇOIS LACAN

Le Monde
L'IMMOBILIER

appartements ventes



11e arrdt

RÉPUBLIQUE
6 p., 135 m², gde cuis., 2 bains, ét. nf, libre. 3300000 F. 43-44-43-87.

14e arrdt

MONTPARNASSE
Mº GAITÉ, bel imm. tt cft. Séj., 1 chbre, cuis., bains, 6, passage des Arts, s/voie privée (angle 33, r. Losserand). Samedi dimanche 14 h à 17 h.

16e arrdt

VUE S/SEINE Mº MIRABEAU Pierre de t., tt cft. living dble, 1 chbre, bureau, bains. 42, qu. Louis-Blériot. Sam., dim. 13 h 30 à 16 h 30.

Mº POMPE
Imm. récent, tt cft, balcon. Séj., 2 chbres, 3 bains, cuis. 96, R. de la FAISANDERIE Sam., dim., 14 h à 17 h.

20e arrdt

Particulier vend dans imm. pierre de taille, appart. F-3. Premier étage, tout confort. Proximité métro Pelleport. Tous commerces. Prix : 1 100 000 francs. Tél. : 43-60-82-44 apr. 19 h. Agences s'abstenir.

92 Hauts-de-Seine

NEUILLY-BAGATELLE, sans vis-à-vis sur parc privé, exp. est-ouest, 4 p., 120 m², s. de bs, s. de douche. Ref. nf. 4300000. 45-55-91-71, p. 4281.

propriétés

RECHERCHONS
POUR NOTRE CLIENTÈLE EUROPÉENNE PROPRIÉTÉS, DOMAINES, CHATEAUX. EXPERTISES GRATUITES, DISCRÉTION ASSURÉE
Demander personnellement EMILE GARCIN
Tél. (16) 90-92-01-58
Fax (16) 90-92-39-57
TELEX : 432 482 F

maisons individuelles



MAROLLES-EN-BRIE
VAL-DE-MARNE
Villa 7 p. sur 900 m² terrain, terrasse 200 m², R.C. : séj. dble cathédrale, cheminée, 2 chbres, s. de bains, cuis. équipée, w.c., buanderie. 1er ét. : 2 chbres, s. de bains, dressing. Garage 2 voitures, quartier résident., proche com., écoles, lycée, équip. sportifs, golf, tennis, centre équestre. Prix 1600000 F à débattre Apr. 19 h : 45-98-12-78

L'HAY-LES-ROSES
TOUT PRÈS DE PARIS
MAISON 5 P.
1 195 000 F
Cuis. éq., gar., véranda. Beau jard. clos. 45-66-01-00.

ISSY Mº MAIRIE
Situation exceptionnelle dans verdure. Calme. Soleil. Maison avec beaucoup de charme. 5 P. tt cft 112 m². Très belles prestations. Terrasse. 3 100 000 F. - 46-44-10-40

bureaux bureaux

Locations

BUREAUX ÉQUIPÉS
Salles de réunions, ttes durées, domiciliations, SIÈGES SOCIAUX, démarches, formalités et CRÉATION immédiates toutes entreprises. Serv. personnalisés : courrier, téléph., fax.

GROUPE ASPAC
1er RÉSEAU NATIONAL DE CENTRE D'AFFAIRES

ETOILE 16e	47-23-61-58
GRENELLE 15e	47-23-61-61
ST-LAZARE 8e	42-93-50-54
LA FAYETTE 9e	47-23-61-61
BOULOGNE 92	46-20-22-25
VERSAILLES 78	30-21-49-49

+ 20 centres en France. Infos Minitel 3616 ASPAC.

ETOILE 16e. Av. d'Iéna. Burx standing, entièrement équipés, ttes prestations, 9500 F à 17000 F HT/HC mens. ASPAC : 47-23-61-58.

Votre siège social
8e - LA BOETIE
BUREAUX. Ttes PRESTATIONS 42-66-12-03.

VOTRE SIÈGE SOCIAL
DOMICILIATIONS
Constitution de sociétés et tous services 43-55-17-50.

pavillons

STE-GENEVIÈVE-DES-BOIS (91) Pav. 110 m². plain-pied. 4 chb., séjour dble, chem. Expo sud. Cuis. et s.d.bs équipées. Entièrement rénové. Chff. fuel. Gge dble. Jardin arboré 700 m². PRIX : 1 200 000 F. Tél. : (1) 60-15-23-34

95 - VAL-D'OISE

PONTOISE. Dans résid., part. vend beau 4 pièces, 81 m², séj., 3 chbres, s.de bns, s. d'eau, cuis., cellier, w.c., nbx rangts, gd balcon. Calme, verdure, 10 min. RER et SNCF, Paris-Nord et Saint-Lazare. 650000 F. Tél. 30-32-90-20 apr. 19 h 30.

L'AGENDA

Animaux

Vends chiot SCHNAUZER mâle nain 2 mois et demi, inscrit au L.O.F., tatoué, vacciné. Tél. 64-62-00-45 après 18 heures.

automobiles

ventes

de 5 à 7 CV

A vendre URGENT Fiat Uno Turbo IE Janvier 89, 46 000 km. Alarme, tatouage. Equipement radio. 48000 F Tél. 42-04-47-01.

IBIZA SXI (100 ch din) 7 CV fiscaux. Avril 90 Glace et fermeture électriq. Rétro droit, essuie-glace arrière, antibrouillards, radio K7. 1re main. 15 000 km. Nf 73 500 F, vendue 57 900 F. Vignette incluse. JABOU RECK 30-24-76-72

de 8 à 11 CV

Vds cause double emploi
GOLF GTI 16S
Modèle 88, couleur gris anthracite, toit ouvrant, alarme Ekron. 73 000 km, 9 CV. Garant. 16 ms. VAG. Parfait état Tél. : 43-76-31-00 M. Régis DELUMEAU

ASSOCIATIONS

Appel

SOS ALCOOL FEMME
La seule association de femmes à l'écoute des femmes malades de l'alcool. Permanence de Laure CHARPENTIER auteur de *TOUTE HONTE BUE* Tous les lundis perm. de 14 h à 17 h : 25, rue de Mesnil, 75116 Paris. Mº Victor-Hugo. Prochaine grande réunion mensuelle le samedi 22 décembre à 15 h. Thème : « Faire la fête sans alcool. » Pour un Noël de paix et d'amour, ne restez pas seule, rejoignez-nous, téléphonez-nous : (1) 40-71-04-70.

Rose CROIX-D'OR, mar. 18-12-90 Le corps, un instrument d'immortalité – 20 h 30 AQUARIUS - 54, rue Sainte-Croix-de-la-Bretonnerie - Paris-4e Entrée libre et gratuite

Session et stage

YOGA
Toujours en forme ! Stages pour débutants : les 26, 27 et 28 déc., 2, 3 et 4 janvier, 18 h 30 : postures-respiration-relaxation. Centre de Yoga Sivananda, 123, bd de Sébastopol, 2e Tél. : 40-26-77-49.

Association conférence

UNION NATIONALE FRANCE DYSLEXIE organise le

3e COLLOQUE EURO-INTERNATIONAL SUR LA DYSLEXIE LECTURE, DYSLEXIE ILLETTRISME

sous le haut parrainage des ministres de la santé, de l'éducation et de la francophonie, les 23-24-25 janvier 1991 salle Duquesne Ministère de la santé 43, av. Duquesne, Paris-7e

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE L'EUROPEAN DYSLEXIA ASSOCIATION

Samedi 26 janvier 1991, 9 h Hôtel AMBASSADOR 16, bd Haussmann, Paris-9e

Programme et réservation du Colloque UNFD 3, rue Franklin 75116 Paris

- Prix de la ligne 47 F TTC (25 signes, lettres ou espaces).
- Joindre une photocopie de déclaration au *J.O.*
- Chèque libellé à l'ordre du *Monde Publicité*, adressé au plus tard le mercredi avant 11 heures pour parution du vendredi daté samedi au *Monde Publicité*, 5, rue de Monttessuy, 75007 Paris.

La rubrique Association paraît tous les vendredis, sous le titre Agenda, dans les pages annonces classées.



PARIS

Les 16 et 17 janvier 1991

Unesco
125, avenue de Suffren
75007 Paris
Métro Ségur

Accès libre et gratuit

Renseignements : Tél. : (1) 47-00-59-24 du lundi au vendredi de 9 h à 13 h

2 jours pour éclairer votre avenir professionnel :

Cadres, jeunes diplômés, étudiants, ces entreprises s'adressent à vous :

elles présentent, chacune dans le cadre d'un débat de deux heures, les spécificités et les innovations de leur politique de gestion des ressources humaines et leurs perspectives de développement à court et moyen terme.

AGF	**Des métiers et des styles** (jeudi 17 janvier, 14 heures à 16 heures).
Apple	**L'entreprise apprenante : du développement de l'individu au développement de l'entreprise** (mercredi 16 janvier, 19 heures à 21 heures)
Bossard Consultants	**Réussir dans le conseil : Bossard Consultants, groupe européen leader,présente un métier d'ouverture** (jeudi 17 janvier, 16 h 30 à 18 h 30)
Bull	**Groupe Bull : des carrières européennes pour un défi mondial** (jeudi 17 janvier, 11 heures à 13 heures)
CJDES	**Entreprendre pour des idées,travailler pour la solidarité... l'économie sociale (Centre des Jeunes Dirigeants de l'Economie Sociale)** (mercredi 16 janvier, 19 heures à 21 heures)
Crédit Lyonnais	**La diversité des métiers dans un groupe financier international** (jeudi 17 janvier, 19 heures à 21 heures)
EDF-GDF	**EDF ET GDF, deux entreprises à dimension internationale** (mercredi 16 janvier,16 h 30 à 18 h 30)
Elf-Aquitaine	**Se préparer aux métiers de demain dans un grand groupe industriel** (jeudi 17 janvier, 16 h 30 à 18 h 30)
Framatome	**Les technologies de l'essor : de la maîtrise du changement au développement des compétences** (jeudi 17 janvier, 11 heures à 13 heures)
France Telecom	**Les profils du changement** (mercredi 16 janvier, 11 heures à 13 heures)
GEC ALSTHOM	**Nos métiers font avancer le monde ; avec vous, nous ferons mieux encore.** (jeudi 17 janvier, 19 heures à 21 heures)
Hewlett Packard	**Gérer la complexité : exigence et plaisir** (mercredi 16 janvier, 14 heures à 16 heures)
Banque Indosuez	**L'opportunité de devenir expert dans une banque d'affaires internationale** (jeudi 17 janvier, 11 heures à 13 heures)
Lafarge Coppée	**La place des commerciaux dans l'industrie** (mercredi 16 janvier, 16 h 30 à 18 h 30)
Price Waterhouse	**Quelle Europe dans la gestion des hommes ?** (mercredi 16 janvier, 11 heures à 13 heures)
Promodès	**La gestion des cadres à haut potentiel : l'apprentissage du management** (jeudi 17 janvier, 16 h 30 à 18 h 30)
Rhône-Poulenc	**Un groupe de 94 000 entrepreneurs : l'éthique de Rhône-Poulenc dans le management des ressources humaines** (jeudi 17 janvier, 14 heures à 16 heures)
Schlumberger	**50 000 personnes de 90 nationalités dans 100 pays ; la place des hommes dans la gestion globale de l'entreprise** (mercredi 16 janvier, 14 heures à 16 heures)
Sligos	**LES HOMMES : facteur de succès d'une société de services performante et innovatrice** (mercredi 16 janvier, 11 heures à 13 heures)
SNCF	**Une gestion efficace des hommes, pour entreprendre et s'investir dans des projets ambitieux** (jeudi 17 janvier, 14 heures à 16 heures)
Snecma	**Être ingénieurs et techniciens aujourd'hui dans l'aéronautique et l'espace : pour quelles aventures du futur ?** (mercredi 16 janvier, 14 heures à 16 heures)
Thomson	**Gestionnaires des cadres, une nouvelle fonction au service du développement des carrières** (mercredi 16 janvier, 16 h 30 à 18 h 30)
Total	**Pratiquer la gestion des ressources humaines à l'échelle internationale : la place de l'expatriation dans la carrière** (mercredi 16 janvier, 19 heures à 21 heures)

ÉCONOMIE

Par manque de fret

Delmas va suspendre sa desserte maritime du golfe Persique

Le groupe de transport (maritime, terrestre, transit) Delmas, qui sous cette appellation prend le relais de Société navale et commerciale Delmas-Vieljeux devrait réaliser en 1990 un chiffre d'affaires de quelque 6 milliards de francs et un résultat net de 110 millions de francs. En 1989, les chiffres correspondants s'étaient établis à 5,53 milliards et 552 millions, y compris la vente de l'immeuble de l'avenue Matignon.

MM. Tristan Vieljeux, président du holding Compagnie financière Delmas-Vieljeux et Alain Wils, directeur général de Delmas, ont précisé devant les analystes financiers, jeudi 13 décembre, dans le nouveau siège du groupe à Puteaux, que 1990 avait été *« une importante année d'initiatives »* marquée par des investissements importants (1,4 milliard de francs), un renforcement de la logistique et des réseaux, notamment en Australie, la commande de six navires neufs, l'acquisition de sept cargos d'occasion et la vente de cinq bateaux anciens. Le transport maritime représente 74 % du chiffre d'affaires du groupe qui emploie 6 300 personnes. La flotte actuelle de Delmas compte 49 navires mais il est prévu qu'à l'intérieur de ce total le nombre des cargos battant pavillon français diminuera progressivement pour descendre à 10 en 1993.

Interrogé sur la conjoncture politique et maritime dans le golfe Persique, M. Vieljeux a indiqué que les lignes que son groupe exploite vers ces destinations avaient, depuis les événements, enregistré des pertes de recettes de 30 millions de francs et que le service de cargos allait prochainement être suspendu à cause du manque de fret.

F. Gr.

La crise des banques commerciales

Le Trésor américain aurait aidé la New England Bank

Le Trésor américain aurait déposé plus de 1 milliard de dollars à la New England Bank, pour l'aider à faire face à ses difficultés. Cette affirmation du *New York Times* du 13 décembre est officiellement démentie. Le Trésor dispose en fait d'importantes liquidités, résultant notamment du versement des impôts, liquidités qu'il dépose auprès des banques commerciales. Mais c'est la première fois, selon le *New York Times*, que ces fonds auraient été utilisés avec l'aval du contrôleur de la Monnaie, autorité de tutelle des banques américaines, pour venir à la rescousse d'une banque en péril, prenant ainsi des risques avec des fonds publics.

Plus encore que l'ensemble de la profession bancaire américaine (*le Monde* du 14 décembre), les banques de la Nouvelle-Angleterre (la New England Bank fait partie des six premières) affrontent une situation difficile, principalement en raison de la crise de l'immobilier. New England Bank a enregistré depuis le début de l'année une perte globale de 1,44 milliard de dollars. Elle a vendu plus de 6 milliards d'actifs, supprimé plus de 5 000 emplois, emprunté en avril dernier 1,28 milliard de dollars auprès de la Réserve fédérale et dû faire face aux retraits massifs des dépôts de ses clients, inquiets de la dégradation financière de la banque.

Modification de l'état-major de la firme

M. Patrick Faure devient directeur commercial de Renault

M. Lévy, le PDG de Renault, a annoncé des changements importants dans son état-major. M. Patrick Faure, devient directeur général adjoint et directeur commercial de l'automobile. Il remplace à ce dernier titre M. Paul Percie du Sert qui devient délégué général, chargé de missions auprès de M. Lévy. M. Faure qui était secrétaire général est lui-même remplacé par M. Michel Praderie auparavant directeur des affaires sociales. Ce poste revient à M. Georges Bouverot qui occupait les mêmes fonctions chez Renault-Véhicules industriels.

Ces chassés-croisés de postes s'accompagnent d'un élargissement du comité exécutif, le lieu des décisions stratégiques, où entrent MM. Praderie et Capron, le PDG de R-VI. Parallèlement, le comité de direction, l'organe de coordination du groupe, gagne trois membres : MM. Bouverot (social), Dubois-Dumée (communication) et Théry (informatique). M. Gérard Théry auparavant à la Société générale, avait été directeur général des télécommunications de 1974 à 1981.

[M. Patrick Faure, quarante-quatre ans, fils de M. Maurice Faure, est ancien élève de l'Ecole nationale d'administration. Il est entré chez Renault en 1979 dans la succursale de Toulouse. Il a occupé différents postes à la direction commerciale, notamment la direction des filiales en Autriche puis en Grande-Bretagne. Il avait été nommé secrétaire général en 1988.]

La COGEDIM renouvelle sa confiance à M. Mauer

Le conseil d'administration de la société immobilière COGEDIM, en présence des représentants du comité d'entreprise, a renouvelé mercredi 12 décembre, à l'unanimité, *« sa confiance et son soutien »* à son PDG, M. Michel Mauer, mis en liberté sous contrôle judiciaire mardi (*le Monde* du 13 décembre) par M. David Peyron, juge d'instruction au tribunal de Paris, chargé du dossier des fausses factures dans les milieux du bâtiment, des travaux publics et de l'immobilier, annonce un communiqué. Le conseil d'administration de cette filiale du groupe bancaire Paribas, a *« réaffirmé sa confiance dans l'avenir de la COGEDIM »*. Cette dernière *« peut compter sur l'appui de ses actionnaires qui entendent conjuguer leur efforts avec ceux du personnel, afin qu'elle poursuive son développement dans le respect de sa tradition de professionnalisme »*.

□ **M. Ivan Gardini (vingt et un ans) nommé président du groupe Ferruzzi.** – Le groupe italien Ferruzzi (agro-alimentaire, chimie, un chiffre d'affaires de 72 milliards de francs en 1989) a un nouveau patron M. Ivan Gardini, fils de M. Raul Gardini, qui avait remis sa démission de président fin novembre, a été désigné, à l'unanimité, pour lui succéder au cours du conseil d'administration de Ferruzzi Finanziaria, holding du groupe, réuni mercredi 12 décembre. L'administrateur délégué (directeur général) de Ferruzzi Finanziaria, M. Giuseppe Garofano, a été confirmé à son poste et nommé vice-président du holding. M. Raul Gardini a été nommé président honoraire. Bachelier en 1988, Ivan Gardini a fait son service militaire dans le corps des sapeurs-pompiers avant d'entrer en juin 1989 dans le conseil d'administration de Ferruzzi Agricola Finanziaria, affaire récemment fusionnée avec la Montedison.

MARCHÉS FINANCIERS

NEW-YORK, 13 décembre ↓

Retour à l'indécision

Le temps de la reprise n'aura pas duré plus de vingt-quatre heures à New-York. Jeudi, la tendance est redevenue très irrégulière mais sans écarts très importants dans les deux sens. Finalement, l'indice Dow Jones des industrielles s'établissait en clôture à 2 614,36, soit à 7,91 points au-dessous de son niveau précédent. Le bilan de la séance a été le pur reflet de l'indécision ambiante. Sur 2 024 valeurs traitées, 778 ont monté, 750 ont baissé et 496 n'ont pas varié.

L'annonce par le département du commerce d'une baisse de 0,1 % des ventes au détail en novembre, la première depuis le mois de mai, a contribué à troubler les milieux financiers new-yorkais. Mais c'est surtout la remontée de plus de 1 dollar des prix du pétrole sur le NYMEX au cours de l'après-midi, dans la crainte d'un échec des discussions engagées entre Washington et Bagdad pour fixer la date d'une rencontre en vue de trouver une solution à la crise du Golfe, qui a poussé le Dow Jones dans le rouge.

Le compartiment de la chimie s'est montré très ferme à l'annonce du rachat de la firme Vista par le puissant groupe allemand RWE pour plus de 590 millions de dollars (3 milliards de francs).

L'activité s'est ralentie et seulement 162,11 millions de titres ont changé de mains contre 182,23 millions la veille.

VALEURS	Cours du 12 décembre	Cours du 13 décembre
Alcoa	58 1/2	58 3/8
ATT	30 3/8	31
Boeing	45 3/4	45 1/8
Chase Manhattan Bank	11 3/4	11 3/8
Du Pont de Nemours	38 7/8	38 1/2
Eastman Kodak	41 5/8	41 5/8
Exxon	50 1/4	50 3/8
Ford	26 1/8	25 3/4
General Electric	57	56 1/4
General Motors	35 1/4	34 1/8
Goodyear	17 1/2	17 1/4
IBM	114 1/2	112 7/8
ITT	48 1/2	47 3/4
Mobil Oil	56 1/2	56 1/2
Pfizer	80 3/4	80 7/8
Schlumberger	53 7/8	55 3/4
Texaco	56 5/8	57 3/8
UAL Corp. ex-Allegis	109	108 7/8
Union Carbide	18 3/4	17 1/2
USX	30 7/8	30 5/8
Westinghouse	27 3/8	27 5/8
Xerox Corp.	37	36 3/8

LONDRES, 13 décembre ↑

Reprise

Les cours des valeurs ont terminé en hausse, jeudi, à la Bourse de Londres. L'indice Footsie des cent grandes valeurs s'est apprécié de 15,3 points, à 2 172,2 soit une progression de 0,7 % par rapport à la veille. Le volume des transactions a lui aussi progressé, passant de 475,4 millions à 688,6 millions.

Les commentaires, mercredi, du chancelier de l'Echiquier, M. Norman Lamont, selon lesquels une réduction des taux d'intérêt britanniques n'était pas envisageable dans l'immédiat avaient initialement pesé sur la tendance. Les signes d'une stabilisation de la progression des salaires en octobre ont par la suite relancé l'enthousiasme à la mi-séance. Les boursiers ont semblé vouloir ignorer l'annonce d'une forte augmentation du chômage en novembre, révélant une aggravation de la récession en Grande-Bretagne.

PARIS, 14 décembre ↓

Prises de bénéfice

La dernière séance de la semaine était placée, une fois encore, sous le signe de la baisse. En retrait de 0,87 % dès l'ouverture, les valeurs françaises continuaient de s'affaiblir au cours de la matinée. A la mi-journée, le retard de l'indice CAC 40 était supérieur à 1,14 %. En début d'après-midi l'indicateur de la place était toujours dans le rouge. Plus en avant dans la séance, à une demi-heure du début des transactions à Wall Street, le recul moyen des valeurs avoisinait les 0,9 %.

« Quand la tendance est baissière, on peut trouver n'importe quel argument pour la justifier », affirmait un opérateur désabusé. Et ce fut le cas tout au long de la journée. Chronologiquement, le manque d'indications venant de Wall-Street, la séance de la veille, en repli de 0,3 %, a confirmé la faiblesse persistante de l'économie américaine mais pas d'aggravation notable. Toutefois, les intervenants attendaient dans l'après-midi la publication d'une batterie d'indicateurs pour en savoir plus sur la situation américaine. Etaient attendus les prix à la production de novembre et l'indicateur de la production industrielle. Le loyer de l'argent en Allemagne contraint de rester élevé pour financer le déficit budgétaire freinait également les ardeurs. A l'approche de la liquidation de décembre, la dernière de l'année 1990, fixée mardi prochain, les gestionnaires restant dans l'expectative. Ainsi dans un marché peu actif les principales hausses étaient emmenées par le Comptoir des entrepreneurs, Groupe de la Cité et Locabail immobilier. Du côté des baisses on notait les Laboratoires Roger Bellon avec à peine 40 titres, Géophysique et Cica.

TOKYO, 14 décembre ↓

Baisse

Après sept séances de hausse, des ventes bénéficiaires ont été enregistrées vendredi à Tokyo et les cours ont baissé. A la clôture, l'indice Nikkei s'inscrivait à 24 349,50, soit à 293,47 points (– 1,19 %) au-dessous de son niveau de la veille.

Les ventes ont surtout eu lieu à terme sur les indices, les maisons de courtage réglant leurs contrats sur décembre arrivés à échéance jeudi. Elles ont été importantes, force est de constater qu'elles ont été assez bien absorbées, comme en témoigne le thermomètre du marché puisque, en fin de matinée, sa perte s'élevait en effet à plus de 500 points, avant de se réduire ensuite. Selon les spécialistes, des opérateurs ont mis à profit ce recul pour faire quelques emplettes à bon compte, ce qui tendrait à prouver que le sentiment reste bon sur le parquet. L'activité s'est encore accrue et 800 millions de titres ont changé de mains contre 600 millions la veille.

VALEURS	Cours du 13 déc.	Cours du 14 déc.
Akai	621	611
Bridgestone	1 070	1 080
Canon	1 340	1 310
Fuji Bank	2 240	2 250
Honda Motors	1 300	1 290
Matsushita Electric	1 690	1 670
Mitsubishi Heavy	730	717
Sony Corp.	6 050	6 010
Toyota Motors	1 800	1 750

FAITS ET RÉSULTATS

□ **Peugeot SA modère ses prévisions de bénéfices pour 1990.** – M. Jacques Calvet, PDG du groupe Peugeot SA, a déclaré jeudi 13 décembre, au cours d'une conférence de presse, que son bénéfice de 1990 *« sera peut-être un petit peu moins proche de celui de 1989 que je ne le pensais »*. Au moment du Salon de l'automobile, Peugeot espérait pour 1990 un résultat net consolidé, part du groupe, proche des 10,3 milliards de francs réalisés en 1989. A la suite de ces déclarations, l'action Peugeot a reculé de 4 % en Bourse de Paris. D'autre part, M. Calvet a indiqué que la nouvelle Citroën, la ZX, sortira à la fin du troisième trimestre de l'an prochain. Cette voiture a pour objectif de compléter la gamme et de permettre à la marque de regagner des parts de marché (11,6 % en France cette année). 1991 sera à cet égard une *« année test »*, a dit M. Calvet.

□ **La Cofir (Cerus) prend 10 % de Banco Zaragozano.** – Cofir, société holding détenue à 40,1 % par Cerus, vient de prendre 10 % du capital de la banque privée espagnole Banco Zaragozano. La firme s'achemine vers un contrôle plus important encore de la banque espagnole, puisqu'elle prévoit de constituer à parts égales avec la Cartera Zaragozano la société Safir. Cette société nouvellement créée devrait prendre *« une participation importante »* dans Banco Zaragozano, dont le total de bilan s'élève à quelque 450 milliards de pesetas (23,85 milliards de francs), a un réseau de 324 agences en Espagne et emploie plus de 2 300 personnes. La Cartera Zaragozano est détenue à 100 % par les cousins MM. Alberto Cortina et Alberto Alcocer.

□ **Nissan et Hitachi s'associent dans l'équipement automobile.** – Les groupes japonais Nissan Motor Co et Hitachi Ltd ont décidé de s'associer pour créer une société conjointe spécialisée dans la fabrication d'équipements pour automobiles (matériel audio et vidéo, téléphones mobiles, systèmes de conduite automatisés). La nouvelle société, d'un capital de 2,5 milliards de yens (95 millions de francs), basée à Tokyo, sera détenue à 51 % par Hitachi, le premier fabricant de matériel électrique du Japon, et à 49 % par Nissan, le deuxième constructeur automobile du pays. Elle sera opérationnelle dès avril 1991, avec une production qui devrait passer de quelque 20 milliards de yens (770 millions de francs) par an les trois premières années à 100 milliards de yens (3,85 milliards de francs) d'ici à l'an 2000.

□ **Darty : bénéfice en progression de 8,2 %.** – Le bénéfice net consolidé du groupe Darty s'est établi à 502 millions de francs au cours de l'exercice qui a pris fin le 31 août, en progression de 8,2 % sur l'exercice précédent (464 millions de francs). Le chiffre d'affaires a progressé de 11 %, à 8,5 milliards de francs, contre 7,7 milliards en 1989. Le dividende proposé à la prochaine assemblée des actionnaires sera de 28,50 francs par action ordinaire.

PARIS :

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Arnault Associés	358	364
Asystel	105	....
B.A.C.	145 10	150 80
B.I.C.M.	850	830
Boiron (Ly)	418	403
Boisset (Lyon)	170	175
Câbles de Lyon	3217	3220
C.A.I.-de-Fr. (C.C.I.)	888	861
Calberson	302 50	295
Cardif	436	439
C.E.G.E.P.	176 10	180
C.F.P.I.	269	261
C.N.I.M.	800	790
Codetour	280	280
Comareg	296	292
Conforama	899	900
Creeks	234	230
Dauphin	458	461
Delmas	702	700
Demachy Worms Cie	498	....
Desquenne et Giral	228 70	225
Devanlay	875	875
Deville	449	....
Dolisos	190	190
Editions Belfond	213	215
Europ. Propulsion	368 60	360
Finacor	139	135
Frankoparis	166	172 60
GFF (group.fon.f.)	334 90	326
Grand Livre	398	400
Gravograph	181	177 10
Groupe Origny	568	....
Guintoli	860	860
I.C.C.	218	220

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
IDIA	331 10	332
Idianova	135	...
I.M.S.	934	906
IN2	335	
I.P.B.M.	120	120
Loca Investis.	288	299 50
Locamic	83 10	83
Marra Comm.	128	124 90
Molex	108	
Olivetti Logabax	590	599
Presbourg	79 50	...
Publ.Filipacchi	243 10	241
Razel	849	804 o
Rhone-Alp.Ecu (Ly.)	305	305
St-H. Matignon	180	180
Select Invest (Ly)	90	90
Serbo	434 60	424
S.M.T. Goupil	175	170 20
Sopra	175	170
Supra	100	118 90 d
Thermador H. (Ly)	255	....
Unilog	173	173
Union Fin. de Fr.	350	349
Viel et Cie	81	80 90
Y. St-Laurent Groupe	817	818

Marché des options négociables le 13 déc. 1990

Nombre de contrats : 23 014

VALEURS	PRIX exercice	OPTIONS D'ACHAT Déc. dernier	OPTIONS D'ACHAT Mars dernier	OPTIONS DE VENTE Déc. dernier	OPTIONS DE VENTE Mars dernier
Bouygues	380	–	–	–	4
CGE	600	2	21	–	39,25
Elf-Aquitaine	320	2,25	13,50	15	–
Eurotunnel SA-PLC	36	2,49	5,20	0,51	3
Euro Disneyland SC	–	–	–	–	–
Havas	440	–	–	1,50	9,50
Lafarge-Coppée	320	13,50	38	2,50	15
Michelin	60	11,50	14,20	0,60	2,85
Midi	1 000	–	–	6,60	32
Paribas	440	–	–	–	8
Pernod-Ricard	1 000	37	–	–	–
Peugeot SA	520	15	–	12	26
Rhône-Poulenc CI	–	–	–	–	–
Saint-Gobain	400	5	–	12	17,50
Source Perrier	1 300	15	–	–	105
Société générale	400	26	–	–	–
Suez Financière	300	13,50	–	1,50	–
Thomson-CSF	120	2,50	–	3,50	6,50

MATIF

Notionnel 10 %. – Cotation en pourcentage du 13 déc. 1990
Nombre de contrats : 95 729

COURS	ÉCHÉANCES Mars 91	ÉCHÉANCES Juin 91	ÉCHÉANCES Septembre 91
Dernier	101,20	101,28	101,46
Précédent	100,62	100,70	101,18

Options sur notionnel

PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT Mars 91	OPTIONS D'ACHAT Juin 91	OPTIONS DE VENTE Mars 91	OPTIONS DE VENTE Juin 91
101	1,29	1,83	1,08	1,64

INDICES

CHANGES

Dollar : 5,039 F ↑

Malgré une tendance fondamentalement baissière, le dollar s'est raffermi vendredi 14 décembre à Paris. Cette tendance est due à des achats de fin d'année sur un marché *« quasi inexistant »*, aux dires des opérateurs. Le dollar cotait au fixing 5,039 FF, 1,4780 DM et 132 yens, avec 1 deutschemark toujours ferme face au franc à 3,3975.

FRANCFORT	13 déc.	14 déc.
Dollar (en DM)	1,4765	1,4813

TOKYO	13 déc.	14 déc.
Dollar (en yens)	131,30	131,87

MARCHÉ MONÉTAIRE

(effets privés)

Paris (14 décembre) .... 9 7/8 - 10 %
New-York (13 décembre) .... 7 1/4 %

BOURSES

PARIS (INSEE, base 100 : 29-12-89)

	12 déc.	13 déc.
Valeurs françaises	78,30	78
Valeurs étrangères	78,90	79,80
(SBF, base 100 : 31-12-81)		
Indice général CAC	441,20	442,88
(SBF, base 1000 : 31-12-87)		
Indice CAC 40	1 667,85	1 659,40

NEW-YORK (Indice Dow Jones)

	12 déc.	13 déc.
Industrielles	2 622,28	2 614,36

LONDRES (Indice « Financial Times »)

	12 déc.	13 déc.
Industrielles	1 692,20	1 704,90
Mines d'or	141,80	139,10
Fonds d'Etat	83,39	83,31

TOKYO

	13 déc.	14 déc.
Nikkei Dow Jones	24 642,97	24 349,50
Indice général	1 813,98	1 800,32

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR + bas	COURS DU JOUR + haut	UN MOIS Rep. +	UN MOIS ou dép. –	DEUX MOIS Rep. +	DEUX MOIS ou dép. –	SIX MOIS Rep. +	SIX MOIS ou dép. –
$ E.-U.	5,0140	5,0160	+ 90	+ 100	+ 198	+ 218	+ 670	+ 730
$ can.	4,3168	4,3223	– 75	– 55	– 144	– 106	– 247	– 169
Yen (100)	3,7985	3,8029	+ 57	+ 73	+ 124	+ 151	+ 449	+ 515
DM	3,3970	3,4000	+ 15	+ 33	+ 37	+ 62	+ 137	+ 200
Florin	3,0096	3,0126	+ 9	+ 24	+ 28	+ 55	+ 112	+ 175
FB (100)	16,3856	16,4029	– 27	+ 112	+ 4	+ 256	+ 100	+ 664
FS	3,9731	3,9778	+ 30	+ 48	+ 78	+ 106	+ 315	+ 388
L (1 000)	4,5049	4,5108	– 141	– 72	– 225	– 158	– 538	– 409
£	9,7598	9,7687	– 362	– 313	– 667	– 598	– 1241	– 1082

TAUX DES EUROMONNAIES

$ E.-U.	7 1/8	7 3/8	7 7/8	8 1/16	7 11/16	7 7/8	7 7/16	7 9/16
Yen	8 1/16	8 5/16	8 3/8	8 1/2	8 3/16	8 5/16	7 15/16	8 1/16
DM	8 3/8	8 5/8	9 1/16	9 1/4	9 1/16	9 1/4	9 1/8	9 5/16
Florin	9	9 1/4	9 3/16	9 5/16	9 3/16	9 5/16	9 1/4	9 3/8
F.B. (100)	9 1/4	9 1/2	9 5/8	9 7/8	9 5/8	9 7/8	9 3/4	10
F.S.	8 5/16	8 9/16	8 3/4	8 7/8	8 11/16	8 13/16	8 1/2	8 5/8
L (1 000)	12 3/4	13 3/4	12 3/8	12 7/8	12 1/4	12 3/4	12 1/4	12 3/4
£	14 3/8	14 5/8	14 5/16	14 7/16	14 1/16	14 3/16	13	13 1/8
Franç.	9 9/16	9 13/16	9 13/16	9 15/16	10 /	10 1/8	10 1/4	10 3/8

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 14 DECEMBRE

Cours relevés à 13 h 50

Règlement mensuel

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -
3810	C.N.E 3%	3880	3870	3857	-0 08
940	B.N.P. T.P.	941	940	940	-0 11
970	Cr.Lyon. T.P.	972	973	973	+0 10
1226	Renault T.P.	1230	1250	1230	....
1450	Rhone Poul. T.P.	1445	1420	1430	-1 04
1100	Saint Gobain T.P.	1100	1100	1100	....
850	Thomson T.P.	885	875	873	-1 36
705	ACCOR	695	690	687	-1 15
645	Air Liquide	661	652	652	-1 36
1550	Ale.Superm.	1600	1605	1580	-1 25
355	ALSPI	390	378	365	-6 41
1570	Arjom. Prioux	1677	1669	1657	-1 19
900	AGF Sté Centrale	926	921	919	-0 76
970	Ass. Entrepr.	1210	1200	1167	-3 55
255	Avenir H. Médit.	246 10	244 50	237	-3 70
226	Axa Midi Ass.	251 40	247	249 10	-0 91
200	Bafip	192 50	187 10	186 10	-3 32
129	Bail-Equipem.	118	118	115 50	-2 12
810	Bail Investiss.	796	800	799	+0 38
475	Bancaire	480	487	473 50	-1 35
645	Bazar H.-V.	669	668	642	-3 88
665	Beghin-Say	672	659	658	-2 08
1210	Berger (M)	1228	1200	1210	-1 47
495	Bic	534	520	520	-2 62
845	B.I.P.	801	....	....	....
270	BIS	310 20	306	302	-2 64
245	BNP (CI)	253	250 10	252	-0 40
770	Bolloré Tech.	785	769	776	-1 16
2410	Bongrain	2503	2480	2370	-5 31
710	Bon-Marché	748	730	733	-2 01
420	Bouygues	452	451 50	447 60	-0 99
90	BP France	98	97 50	96	-2 04
755	BSN	771	767	764	-0 91
900	Canal Plus	880	889	891	+0 11
360	Cap Gem.S.	380	379	373	-1 84
3450	Carrefour	3422	3415	3420	-0 06
134	Casino	139 50	136 20	138	-1 08
97	Casino ADP	103	103	102 50	-0 49
890	Castorama D.L.	923	923	921	-0 22
180	C.C.F.	167 50	163 10	161	-3 88
51	CCMC Ly.	69 50	68	71 50	+2 88
310	C.D.M.E.	352	344	348 50	-0 99
380	C.E.G.I.D.	360	360	351	-2 50
220	Cerdast (Ny)	230	....	....	....
445	C.E.P. Comm.	462	455	441	-4 55
132	Cerus	133	130 10	129 80	-2 41
470	Cetelem	472	476	465	-1 48
380	CFAO	379 10	370	369 10	-2 64
375	CF Int.	376 50	372 10	377	+0 13
555	CGE	571	568	572	+0 18
305	CGI Info	350	349	350	....
860	CGIP	904	880	883	-2 32
520	CGP	503	503	503	....
775	Chargeurs S.A.	750	732	738	-1 60
530	CICA (M)	509	475	475	-6 68
920	Ciments franc.	1032	1026	1008	-2 33
430	Club Méditer.	486	482	485	-0 21
109	CMB Packa.	106 60	105	107 10	+0 47
93	Codetel	95 05	96	95	-0 05
400	Colas	452 50	453	450	-0 55
255	Cpt. Entrep.	249	261	260	+4 42

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -
1140	Compt Mod.	1120	1103	1113	-0 63
98	Concept S.A.	140	140	140	....
280	CPR (Paris Réu.)	251	249 90	247 10	-1 56
920	Créd. Foncier	920	871	896	-2 61
505	Cr Lyon (CI)	576	574	570	-1 04
930	Crédit Nat.	997	980	985	-1 20
178	CSEE	179 90	175 10	174 10	-3 22
1960	Damart	2221	2220	2191	-1 35
420	Dassault Aviation	418	417	416	-0 48
142	Dassault Electr.	161 90	158	158	-2 41
1380	De Dietrich	1575	1510	1500	-4 76
198	Dév.P.d.C.(I)	205	202	199	-2 93
280	Dév.R.Sud-Est	263 90	262	260	-1 48
380	DMC	350	345 20	345	-1 43
3750	Docks France	3847	3816	3801	-1 20
2270	Eaux (Gle)	2293	2286	2300	+0 31
300	Ecco	315	309 90	320	+1 59
630	Elf Aquitaine	306	301	300	-1 96
940	Epeda B.F.	917	913	874	-4 69
480	Esso-Elf (Cert)	216	212 10	210 40	-2 59
285	Essilor	301	299	298	-1 00
152	Essil.Int.(DP)	189	186	188	-0 59
670	Esso	688	680	678	-1 45
1320	Eurafrance	1429	1392	1400	-2 03
650	Eurocom	728	720	712	-2 33
95	Eurodisneyland	99 50	98 50	99 20	-0 30
3180	Euromarché	3320	3280	3376	+1 66
1030	Europe 1	1123	1105	1105	-1 60
33	Eurotunnel	38 20	38 05	38 60	+1 05
1320	Exor	1325	1329	1300	-1 89
1330	Facom	1305	1282	1300	-0 38
132	Finextel	139 10	138	139	-0 07
205	Fives Lille	211 50	209	207	-2 13
1610	Fromager. Bel	1950	1880	1900	-2 56
1790	Gal Lafayette	1750	1720	1720	-1 71
1660	G.A.N.	1742	1735	1720	-1 26
380	Gascogne (B)	402 10	403	396 60	-1 37
1020	Gaz et Eaux	1063	1061	1040	-2 16
850	Géophysique	810	800	755	-6 79
450	Gerland Ly.	480	481	482	+0 43
880	Groupe Cité	862	862	869	+4 08
300	GTM-Entrep.	357	357	354	-0 84
1070	Guyenne-Gas.	1080	1080	1077	-0 28
146	Hachette	172 50	169	169	-2 03
485	Havas	478	475	466 90	-2 32
500	Hénin (La)	512	500	483	-5 66
1120	Hutchinson	1144	1115	1125	-1 66
210	Imétal	234 90	230	227	-3 36
116	Immob. Phénix	133	128	129	-3 01
70	Ingénico	67 50	66	64 80	-4 00
3330	Inst. Mérieux	3265	3295	3230	-1 07
415	Interbail	419	420	413 10	-1 41
1010	Intertechnique	1043	1025	1020	-2 21
620	J. Lefebvre	710	681	690	-2 82
745	Labinal	898	858	860	-4 23
2970	Lab. Bellon	2400	2349	2210	-7 92
345	Lafarge	327	325 10	327 50	+0 15
310	Labeo	336	335	335	....

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -
3740	Legrand	3660	3647	3615	-1 26
1770	Legrand (DP)	1915	1915	1910	-0 26
495	Legris Industries	469	463	457	-2 56
750	Locabail Imm.	686	708	710	+3 50
435	Locafrance	465	445	444	-4 52
660	Locindus	675	680	675	....
385	Luchaire	355	350	350	-1 41
3750	L.V.M.H.	3695	3700	3710	+0 41
510	Lyon.Eaux/Dumez	537	529	527	-1 86
134	Majorette Ly.	142	141 20	141 30	-0 49
285	Mar. Wendel	280	280	271	-3 21
215	Matra	233	225	225 60	-3 22
465	Merlin-Gerin	489	482	485 20	-0 78
58	Metaleurop	79 40	78 50	76 30	-3 90
89	Métrologie In.	83 30	82 30	82 30	-1 20
84	Michelin	70 50	68 80	68 30	-3 12
940	Midi (Cie)	1042	1028	1037	-0 48
76	Midl. Bk Sa *	89	90	88	-1 12
320	Min. Salsig (Ny)	277	274	275	-0 72
75	MMB	89 50	88	86	-3 91
77	Moulinex	78	77	77 20	-1 03
1180	Navig. Mixte	1317	1310	1309	-0 61
121	Nord-Est	130	125 50	124 10	-4 54
340	Nordon (Ny)	356	355	355	-0 28
660	Nouv Galeries	690	675	690	....
550	Occid. (Gle)	632	625	614	-2 85
1520	Omn. f. Paris	1525	1501	1525	....
275	Olipar	267	267	268	+0 37
510	Oréal	512	511	510	-0 39
500	Paribas	495	493 60	493 20	-0 36
1300	Pechelbronn	1346	1320	1315	-2 23
120	Pechiney Int.	140 40	137	137 60	-1 99
285	Pechiney (CIP)	286 50	285	286	-0 19
450	Pernod	470 60	484	465 10	-1 15
995	Pernod Ricard	993	983	985	-0 81
505	Peugeot	520	513	514	-1 15
320	Pinault	317	310	310 10	-2 18
205	Plastic-Omn.	291 60	290 50	285	-2 23
425	Poliet	439	436	438 30	-0 16
995	Prétabail-Sic.	1010	1020	1010	....
825	Primagaz	682	682	678	-0 59
570	Printemps	603	595	605	+0 33
1970	Promodès	2025	2005	2006	-0 94
350	Radiotechn.	335 50	345	335 50	....
2860	Redoute (La)	3240	3250	3239	-0 03
285	Rémy et Associés	288	280	289 80	+1 33
230	R. Poulenc CIP	237	234	232 50	-1 90
335	Rober Financ.	314	310	308	-1 91
56	Rochette (La)	63	61 50	61 70	-2 06
1880	Roussel Uclaf	2070	2030	2051	-0 92
3000	R. Impérial Ly *	3001	3005	2960	-1 37
180	Sade (Ny)	192	190	190	-1 04
1320	Sagem	1394	1347	1337	-4 09
370	Saint Gobain	385	375	373 60	-2 96
1290	Saint Louis	1317	1310	1315	-0 15
1200	Salomon Ly.	1310	1344	1286	-1 83
420	Salvepar (Ny)	389	388 40	365	-6 17
855	Sanofi	895	886	881	-1 56

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -
1650	SAT	1451	1500	1475	+1 65
275	Saul. Chât.	248 10	245	245	-1 25
1220	Saupiquet (Ny)	1296	1295	1253	-3 32
640	Schneider	690	688	680	-1 45
15 50	SCOA	15 50	15 30	15 30	-1 29
1190	S.E.B.	1253	1253	1257	+0 32
445	Sefimeg	450	448	448	-0 44
530	Sommer A.	550	540	540	-1 82
890	SFIM	850	831	805	-5 29
159	SGE	170 50	166 10	166 50	-2 35
545	Simco	535	540	539	+0 75
695	Sk. Rossignol	820	810	805	-1 83
840	Sligos	827	830	826	-0 12
400	Société Géné.	428	424 90	422 50	-1 29
120	Sodexho (I)	120 10	119 50	120	-0 08
152	Sodero (Ny)	152	....	....	....
510	Sodexho	505	501	498	-1 39
73	Sogenal (Ny)	76 05	75	75	-0 07
410	Sogerap	397 50	391	390	-1 89
1270	Sors.-Alli.	1225	1215	1202	-1 88
1220	Source Perrier	1235	1235	1205	-2 43
525	Sovac	550	542	544	-1 09
375	SPEP	412	410	405	-1 70
380	Spie-Batignol.	443 90	428	433 10	-2 43
1080	Strafor	1016	1013	1023	+0 69
310	Suez	310	307 10	307 50	-0 81
630	Synthélabo	602	595	590	-1 99
103	Thomson CSF	117 60	117	116 70	-0 77
635	Total	648	644	642	-0 93
109	- (certi)	109 50	108 10	108 10	-1 28
205	Trailleur Fin.	210	210	210 10	+0 05
565	U.A.P.	550	547	547	-0 55
205	UFB Locab.	196 20	195	196	-0 10
790	UIC	765	774	763	-0 26
610	UIF	600	615	615	+2 50
770	UIS	747	763	747	....
745	Unibail	751	755	745	-0 80
147	UCB	145 10	150 50	143 60	-1 03
365	Valéo	366	360	363	-0 82
220	Vallourec	239	235	230	-3 77
365	Via Banque	383	383	376 10	-1 80
915	Zodiac	1061	1075	1060	-0 09
1400	Elf Gabon	1310	1321	1315	+0 38
91	Amax	106 70	108 30	108 30	+1 50
98	Amer. Express	110 50	108 80	107 50	-2 71
163	A.T.T.	153 20	155	155	+1 17
135	Anglo Amer.C.	138 90	138 20	138 20	-0 50
330	Amgold	320	321	321	+0 31
240	Banco Santander	253	251	251 40	-0 63
680	B.A.S.F.	756	751	751	-0 66
735	Bayer	790	777	776	-1 77
69	Buffelsfont.	65	64 50	64	-1 54
52	Chase Manh.	59 10	56 85	56 85	-3 81
69	De Beers	99 15	99	99	-0 15
2100	Deutsche Bank	2186	2199	2195	+0 41
1260	Dresdner Bank	1336	1323	1323	-0 97
62	Driefontein	48 50	48 10	48 30	-0 41
177	Du Pont-Nem.	189 50	182 20	182 20	-2 98

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -
210	Eastman Kodak	210 30	209	209	-0 62
21	East Rand	20 60	20 60	20 65	+0 24
40	Echo Bay	39 70	38 40	38 40	-3 27
113	Electrolux	153	150	150	-1 96
183	Ericsson	170 10	171	168	-1 23
255	Exxon Corp.	251	252	252	+0 40
137	Ford Motor	131 10	130 50	130 50	-0 46
46	Freegold	42	40 95	40 90	-0 44
13	Gencor	12 95	..	..	...
285	Gén. Elect.	286 90	284 20	284	-1 01
180	Gén. Motors	175 50	172 60	172 80	-1 66
315	Gén. Belgique	326	323 50	323 50	-0 77
58	Gd. Métropol.	82 30	84 60	84 50	+3 53
72	Guinness	75 10	74 80	74 90	-0 27
19	Hanson PLC	19 20	.	...	....
35	Harmony Gold	33 05	...	...	...
143	Hewlett Packard	166	161 10	161 10	-2 95
43	Hitachi	43 75	43 30	43 30	-1 03
645	Hoechst	770	764	763	-0 91
82	Homestake	81	81 10	81 10	+0 12
86	Imp. Chemical	91	89	89	-2 20
575	IBM	573	565	566	-1 22
230	ITT	245	240 80	240 80	-1 71
144	Ito Yokado	140 90	140 90	141	+0 07
63	Matsushita	63 65	63	63 10	-0 86
13 50	Minorco	14 75	14 75	14 80	+0 34
141	Mc Donald's	152 50	151	151	-0 98
425	Merck	445	445 10	445 10	+0 02
405	Minnesota M.	429	432 10	432 10	+0 72
295	Mobil corp.	281 80	....	....	..
200	Morgan J.P.	224	...	..	...
29170	Nestlé	30370	30180	30250	-0 40
158	Norsk Hydro	158 60	158 30	158 30	-0 19
104	OFSI	98 10	..	...	...
1690	Pétrofina	1636	1630	1630	-0 37
240	Philip Morris	259 50	....	....	....
66	Philips	63 80	63 80	63 80	....
71	Placer Dome	75 40	78 10	78 10	+3 58
285	Quilmès	272	267	267	-1 84
21	Randfontein	20 25	....	...	...
385	Royal Dutch	381	385 40	385 40	+1 15
44	RTZ	42 95	43	43	+0 12
3 50	Saat.&Saatch.	3 35	3 20	3 21	-4 18
41	St Helena	39 50	....	...	..
270	Schlumberger	272	280 50	280 50	+3 13
43	Shell transp.	42 90	....	...	....
2140	Siemens	2138	2128	2125	-0 61
1020	Siemens Nixdorf	1042	1025	1025	-1 63
226	Sony	231 60	228	228	-1 55
65	Sumitomo Bank	73	72	72	-1 37
189	T.D.K.	165 30	162 60	162 60	-1 63
43	Telefonica	44 90	44 80	44 80	-0 22
27	Toshiba	28 70	....	....	....
440	Unilever	453	454 90	454	+0 22
225	Unit. Techn.	230	....	....	..
310	Vaal Reefs	272	....	....	...
178	Volvo	201	202	206	+2 49
159	West. Deep	143 50	....	....	....
169	Xerox Corp.	198	....	....	....
110	Yamanouchi	107 50	....	...	...
1 70	Zambia Cop.	1 65	1 60	1 61	-2 42

COMPTANT (sélection)

Obligations

VALEURS	% du nom.	% du coupon
Emp.Etat 8,8%77	119 10	4 94
Emp.Etat 9,8%78	99 55	4 16
10,80% 79/94	101 01	2 98
Emp.Etat 13,25%80	100	13 17
Emp.Etat 16%82	100 01	15 85
Emp Etat 14,6% 83	100 74	11 84
Emp.Etat 13,4%83	108 20	13 14
Emp.Etat 12,2% 84	103 34	2 23
Emp.Etat 11% 85	105 80	8 92
10,26% mars 86	100 70	7 78
OAT 10% 5/2000	101 10	5 50
OAT 9,9% 12/1997	100 76	0 02
OAT 9,8% 1/1996	99 32	8 53
PTT 11,2% 85	102 65	0 52
CFF 10,30% 86	96 35	8 33
CNB Bques 5000F	99 70	4 40
CNB Paribas 5000F	100 20	4 40
CNB Suez 5000F	100 20	4 40
CNE 11,5% 85	102 10	5 50
CNI 1/82 5000F	99 70	4 40
CNT 9 % 86	91 15	5 57
CRH 10,90% déc.85	105	9 38
CHARB FCE 3% 100	136 50	....
CNCA	976	....
Caros	1926	....
CGE 6 janv. 89/99	573	....
Drouot Ass.8%86cv	....	....

Actions

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Agache (ste fin.)	810	823
Applications Hydr.	1420	....
Arbel	613	602
Astorg	269	268
Bains C.Monaco	832	852
B.Hypoth.Europ.	360	....
B.N.P. Intercont.	227	224 60
Beghin-Say (C I)	557	....
Bénédictine	3725	3725
Blanzy Ouest	3450	....
BTP	73	71
Cambodge	608	....
Carbone Lorraine	650	655
Case Poclain	8 50	8 15o
C.E.G.F (Frigor.)	379	385
Centenaire Blanzy	530	529
Cerabati	84 50	82 10
Champex Ny	131 10	136 30
CIC (CIP)	155	154
C.I.M.	760	770
C.I.T.R.A.M. (B)	2290	2502 d

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Clause	406	438
Cofimeg	256	....
Cofradel	840	840
Cogifi	379	370
Comiphos	530	510
Cie Industrielle	4600	4600
Cpt Lyon Alemand	400	390 10
Concorde	740	740
Constr. Méc.Prov.	33 90	33 90
Crédit Gén.Ind.	320	317
Cr Universel (Cie)	548	548
Crédital	115	115
Darblay	631	....
Degremont	1280	1280
Delalande	1675	1660
Delmas Vieljeux	4250	4230
Didot Bottin	1020	1040
Eaux Bassin Vichy	2530	2501
Eaux Vittel	999	990
Ecia	244 40	250
Electro-Finan.	774	....
Electro-Banque	320	316
Eneli Bretagne	500	500
Ent.Mag. Paris	4000	....
Etex (ex. Eternit)	1460	1480
Europ Soutres Ind.	18 90	15 40o
Finalens	241	240
F.I.P.P.	128 60	129
F.N.A.C.	1878	1863
Foncière (Cie)	655	653
Fonc.Lyonnaise	816	815
Foncina	490	490 10
Fougerolle	673	671
France I.A.R.D.	740	740
France SA (La)	1196	1231
From. Paul-Renard	2520	....
Gaumont	931	904
Genefim	277	276
Gévelot	570	....
G.F.C.	403	401
G.F.I.I.	270	277
Gds Moulins Paris	1390	1390
Groupe Victoire	1578	1469
G.T.I (Transport)	560	560
Immobail	375	385
Immobanque	890	890
Im.Marseillaise	5320	5200
Imm. Plaine-Monceau	375 20	380
Immofice	413	420
Invest.(Ste Cle.)	3199	3103
Jaeger	40	....
Lambert Frères	385	....
Lille Bonnières	1580	1585
Loca-Expansion	303	304
Locafinancière	482	482
Locatel	230	230
Louis Vuitton	726	747
Louvre	3800	3800
Lucia	1640	1640
Machines Bull	35 10	36

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Mag.Uniprix	165 30	163
Magnant	600	600
Métal Déployé	610	620
Mors	120	117
Navigation (Nle)	224	....
Optorg	290	284 20
Ordel (CI)	280	....
Origny-Desvroise	931	....
Palais Nouveauté	1070	....
Paluel Marmont	590	....
Parfinance	191 10	192
Paribas (CIP)	650	648
Paris France	215	....
Paris Orléans	280	252 20
Parthena Invest.	300 10	300
Pathé Cinéma	1000	541
Piper Heidsieck	1930	1930
P.L.M.	308	....
Porcher	772	786
Promodès (CI)	1200	1245
Publicis	555	550
Rochefortaise	109	109
Rosario	258	....
Rougier	470	476
S.A.C.E.R.	311	306
S.A.F.A.A.	370	344 60o
S.A.F.I.C Alcan	201	206
SAFT	900	864
Saga	232	232
Saint Dominique (F.)	....	....
Salins du Midi	652	646
Satam	70	68
Savoisienne M.	149	....
S.C.A.C.	807	783
Senelle Maubeuge	363 20	368 50
S.Eaud Part. (M)	157	....
Silic	863	845
Sinvim	295 90	295
S.I.P.H.	315	318
S.M.C.I.	208 60	200 20
Sofal	449	436
Soffo	549	548
Sofical	1170	1160
Sofragi	1315	1350
Sophia-Bail	392	392 10
Sopagi	164	184
Soudure Autogène	810	805
Sovabail	420	428
Stemi	725	....
Suez (CIP)	243 20	238
Taittinger	3504	3600
Télémécanique Elect.	3740	3740
Testut-Aquitaine	835	840
Tour Eiffel	239	256
Ufiner	950	....
U.T.A.	2290	2290
Vicat	340	340
Viniprix	1845	1790
Virax	147	145
Maroc Sté Brasserie	300	288 o

Etrangères

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.E.G.	720	760
Akzo Nv Sico	231	....
Alcan Aluminium	96	92
American Brands	207	....
Arbed	480	....
Asturienne Mines	163	....
Banco Popular Espa.	470	....
B.Règlements Int.	24100	24000
Can.Pacifique	84	....
Chrysler Corp.	61 70	....
CIR	12	....
Commerzbank	842	....
De Beers (port.)	137	....
Dow Chemical	235	....
GBL (Brux.Lamb.)	537	....
Gevaert	1050	....
Glaxo Holdings Ltd	83 40	84
Goodyear Tire	82	80
Grace and Co (WR)	121 10	120
GTE Corp.	140	....
Honeywell Inc.	465	442
Johannesburg	1445	....
Kubota	24 20	....
Latonia	310	310
Midland Bank	18	....
Noranda Mines	69	....
Olivetti priv.	11 30	....
pakhoed hold.	577	....
Pfizer Inc.	406 10	....
Procter Gamble	434 10	....
Rhone Poulenc Rorer	332	336
Ricoh	26 30	....
Robeco	262	....
Rodamco NV	188 40	185
Rolinco	246 10	....
Saipem	6 20	6 50o
Sema Group	46	47
SKF Aktiebolaget	65	72
Tenneco Inc	214	....
Thorn Electrical	63 50	65
Toray Ind.	22 20	20 80
Vieille Montagne	3000	....
Wagons Lits	1150	1250
West Rand Cons.	11 35	10 65

Hors-cote

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Bque Hydro Energie	251	....
Boiron	815	....
Calciphos	161	161
CGH Cogenhor	84	83 50
C. Occid. Forestière	180	....
Chambourcy (M)	978	....
Cochery Bourdin	360	....
Coparex	575	598
Drouot Assurances	365	....
Elf Antargaz	1900	1857 o
Europ. Accum.	66	....
Gechot S.A.	80	....
Groupe Expansion	70	....
Guy Degrenne	451	....
Haribo Ricqlès Zan	210	....
Hoogovens	297	....
Lecteurs du Monde	320	....
Nicolas	925	....
Paternelle RD	1361	1360
Particip. Perrier	389 50	389 50
Quadral	240	....
Rorento N.V.	179 60	179 60
St-Gobain Emballage	2190	....
Sema Metra	215 50	....
S.E.P.R.	1600	....
S.P.R. act. B	349	....
Ulinex	380	....
Waterman	1600	....
Whitman Corp.	91 80	88
Wonder	969	755 o

Cote des Changes

MARCHE OFFICIEL	COURS préc.	COURS 14/12	COURS DES BILLETS achat	COURS DES BILLETS vente
Etats-Unis (1 usd)	5 016	5 039	4 800	5 250
Ecu	6 975	6 970	....	....
Allemagne (100 dm)	339 750	339 930	328	349
Belgique (100 F)	16 398	16 402	15 750	16 800
Pays-Bas (100 fl)	301 210	301 340	291	311
Italie (1000 lires)	4 506	4 508	4 300	4 800
Danemark (100 krd)	88 230	88 350	84	92
Gde-Bretagne (1 L)	9 783	....	9 350	10 150
Grèce (100 drachmes)	3 260	....	4 050	4 050
Suisse (100 f)	397 620	....	384	409
Suède (100 krs)	90 070	....	86 500	94 500
Norvège (100 k)	86 570	....	82 500	90 500
Autriche (100 sch)	48 310	....	46 600	49 700
Espagne (100 pes)	5 323	....	5 050	5 600
Portugal (100 esc)	3 842	....	3 400	4 200
Canada (1 $ can)	4 325	....	4 140	4 540
Japon (100 yens)	3 809	....	3 680	3 880

Marché libre de l'or

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 14/12
Or fin (kilo en barre)	60450	60500
Or fin (en lingot)	60300	60500
Napoléon (20f)	391	392
Pièce Fr (10 f)	440	.....
Pièce Suisse (20 f)	418	417
Pièce Latine (20 f)	347	345
Souverain	460	461
Pièce 20 dollars	2130	2180
Pièce 10 dollars	1230	1205
Pièce 5 dollars	730	.....
Pièce 50 pesos	2300	2330
Pièce 10 florins	365	369

SICAV (sélection) 13/12

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
A.A.A.	989 44	965 31
Actilion	195	189 78
Agepargne	729 37	697 96
Ageplacement	7125 83	7125 83
Agepremière	109 65	109 32
AGF Actions ex CIP	999 94	976 55
A.G.F. 5000	579 40	565 27
AGF ECU	1026 84	1016 67
AGF Foncier	111 46	108 74
AGF Invest Sicav	100 67	98 21
AGF Interfonds	413 60	403 51
AGF Oblig	1092 70	1087 26
AGF Sécurité Sicav	11138 60	11138 60
A.G.F.I.M.O.	608 43	593 59
AMERI-GAN	5766 14	5544 37
Amplitude	583 59	566 59
Arbitrages Court.T.	6291 98	6279 41
Associc	1144 06	1144 06
Assur Futur	340 88	332 57
Aurecic	1069 96	1039 80
Avenir Alizés	1568 57	1537 81
Avenir CIC	103 72	100 70
Axa Capital	145 37	139 11
Axa Europe	119 55	114 40
Axa Investissements	109 31	104 60
Axa NPI	97	92 82
Axa Valeurs PER	116 41	111 40
Capimonétaire	5553 23	5547 69
Capioblig	5646 26	5582 84
Captacic	1134 08	1117 32
Capital-Monde	332 19	324 09
Cardan Pierre	29 67	28 95
Cossic	1165 21	1127 03
Comptavalor	6146 84	6137 63
Convertimmo	367 27	363 14
Credinter	446 80	433 79
Crédit Mutuel Capital	1124 82	1102 76
C.T.A. Plus	5011 60	5011 60 •
Diese	1140 94	1113 11
Drouot France	772 15	738 90
Drouot Investiss.	882 51	844 51
Drouot Sécurité	234 21	224 12
Drouot Sélection	140 62	134 56
Ecucic	1052 42	1036 87 •
Ecuper	122 77	117 48
Ecureuil Capitalisation	2227 89	2205 83
Ecureuil Invest.	374 50	363 59
Ecureuil Monepremière	58463 69	58463 69
Ecureuil Monétaire	34465	34465
Ecureuil Trésorerie	2136 63	2136 63
Ecureuil Trimestr.	1984 46	1945 01
Elicash	433698 06	433698 06
Energia	259 95	248 16
Epargic	3143 32	3143 32
Epacourt-Sicav	4377 77	4368 85
Epargne Associat.	25456 51	25418 38
Epargne Capital	9208 13	9114 98
Epargne Court Terme	592 96	592 96
Epargne Croissance	1506 66	1466 34
Epargne Industrie	86 52	84 20
Epargne J.	61144 48	61144 48
Epargne Long Terme	185 83	180 86
Epargne Monde	1119 04	1089 09
Epargne Obligat.	190 70	185 60
Epargne Première	12748 71	12653 81
Epargne Ouest	1099 75	1070 32
Epargne-Unie	1223 54	1193 70
Epargne Valeurs	417 14	405 98
Epsilon	1167 07	1155 61
Eufinvest	602 25	584 71 •
Eurocic Leaders	959 19	931 25
Eurodyn	1092 81	1066 16
Euro Gan	6427 79	6180 57
Euronatif	27 24	26 84
Fonsicav	12538 89	12538 89
FRANCE-GAN	8634 67	8302 47
France Garantie	266 43	265 90
France Index Sicav	100 33	97 39
France Investiss.	439 69	428 97 •
France Oblig	464 08	459 47
Francic	411 91	399 91
Francic Pierre	106 46	103 36
Francic-Régions	1150 15	1116 65

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
Fructi-Association	31 21	31 21
Fructi-Capi	36 40	35 86
Fructi Court	124340 19	124340 19
Fructidor	231 86	228 43
Fructi-Epargne	29 65	28 93
Fructifrance	794 48	776 10
Fructimmo	28 34	27 65
Fructi-Première	10674 90	10517 14
Fructiver	4762 85	4750 97
Futuroblig	1229 03	1199 05
Gestilion	12842 41	12778 52
Gest.Associations	148 87	145 59
Gest. F. Sécur.	10575 39	10071 80
Horizon	1110 62	1078 27
Interepar	102430 27	99446 86
Interoblig	11982 08	11530 85
Intersélection Fce	504 65	489 95
Japacic	144 29	140 08
Jeunepargne	251 34	247 63
Laffitte Amérique	183 02	175 56
Laffitte Europe	238 70	229 93
Laffitte Expan	231 02	221 60
Laffitte France	307	294 48
Laffitte Immobil.	230 37	220 98
Laffitte Japon	387 29	371 50
Laffitte Oblig	135 40	129 88
Laffitte Rendement	179 33	172 02
Laffitte Tokyo	324 50	311 27
Latitude	5940 17	5931 27
Leumi C.T.	11065 32	11065 32
Leumi L.T.	6058 08	5981 63
Lion Association	11601 49	11601 49
Lion Institution	25411 49	25348 12
Lionplus	846 27	829 68
Lion Trésor	2145 23	2123 99
Lion 20 000	23167 98	23167 98
Livret Bourse Inv.	503 28	488 62
Livret Portefeuil.	636 40	617 86
Méditerranée	173 13	165 67
Mensuel CIC	10088 32	9998 43
Mondial Investissem.	393 01	375 19
Monecic	5467 98	5467 98
Monedan	59154 70	59154 70 •
Mone.J.	63831 85	63831 85
Monévalor	71783 81	71783 81
Mutualité dépôts	11837 43	11813 80
Mutuelle Unie Sél.	141 79	135 69
Natio Court Terme	249101 00	249101
Natio-Epargne	15396 67	15244 23
Natio-Ep. Ret.	116 85	113 72
Natio Eparg.Trésor	6817 65	6804 04
Natio-Immo	1160 88	1129 81
Natio-Inter	1189 27	1157 44
Natio-Monétaire	22338 21	22338 21
Natio Obligations	515 17	501 38
Natio-Patrimoine	1389 88	1333 22
Natio-Placements	66631 09	66631 09
Natio-Revenu	999 09	989 20
Natio Sécurité	11601 06	11601 06
Natio-Valeurs	783 46	752 49
Nippon-Gan	5635 74	5322 83
Nord Sud Dévelop.	1293 19	1290 61
Obli-Associations	128 94	127 66
Oblicic-Mondial	2325 67	2291 30
Oblicic-Régions	1029 74	1014 52
Oblig. tres cat.	158 06	153 76
Oblition	1145 60	1134 26
Oblisécurité	11264 37	11264 37
Optimer	31851 09	30923 39
Oraction	933 41	910 64
Orvalor	5402 35	5207 08
Paribas Capitalisation	1257 02	1238 44
Paribas Epargne	18167 07	18130 81
Paribas Opportunités	111 05	108 52
Paribas Patrimoine	511 41	490 56
Paribas Revenus	90 58	89 66
Patrimoine Retraite	193 62	189 62
Pervalor	623 39	605 23
Phénix Placement	290 61	282 15
Phénix Sécurité	10270 32	10270 32
Pierre Investissements	708 19	688 97
Placement A	1208 27	1184 58 •
Placements CT	7841 64	7825 99 •

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
Placement J.	6323 39	6310 77 •
Placement Premier	5760 08	5748 58 •
Plénitude	118 09	114 93
Poste Gestion	57330 79	57330 79
Première Oblig	10986 13	10975 15
Priv. Ecureuil	108 84	107 78
Privassociation	25777 36	25777 36
Proficic	1073 34	1047 16
Quartz	117 91	115 03
Réalvalor	822 97	799
Rentacic	157 25	154 93
Revenus Trimestr.	5246 96	5196 01
Revenu-Vert	1133 15	1116 40
St Honoré Bio-Alim.	856 17	816 39
St Honoré Global	233 26	222 68
St Honoré Mat Plac.	190 65	182
St Honoré Pacifique	532 22	508 09
St Honoré PME	483 19	461 28
St Honoré Réel	13133 17	13080 85
St Honoré Services	463 58	445 75
St Honoré Techno.	690 88	659 55
Sécuricic	1539 40	1539 40
Sécuri-Gan	13336 55	13076 05
Sécuri-Taux	1223 57	1223 57
Sicavdan	692 56	682 33
Sicav Associations	1627 69	1625 15
S.F.I. fr. et etr.	612 69	594 84
Sicav 5.000	391 68	381 10
S.I. Est	1296 36	1240 54
Sivafrance	613 18	596 77
Sivam	390 80	380 34
Sivarente	208 91	204 81
Sivinter	389 11	388 43
S.N.I.	1056 37	1025 60
Sogépargne	310 24	299 03
Sogéroc	53286 05	51734 03
Sogevar	1000 04	954 69
Soginter	1183 31	1129 65
Soleil Investissements	496 55	477 45
Solstice	2113 33	2108 06
Stratégie Actions	795 39	784 80
Stratégie Rendements	1233 19	1194 37
Technocic	972 36	944 04
Techno-Gan	5806 45	5390 82
Thesora	569 52	563 88
Transplus	135 81	129 96
Trésor Avenir	107 44	106 38
Trésor Plus	1122 20	1111 09
Trésor Réel	12581 30	12581 30
Trésoricic	113022 40	113022 40
Trilion	5132 05	5081 24
U.A.P. Investiss.	408 13	393 38
U.A.P. Act. F.	539 93	520 41
U.A.P. Act. Sél.	581 86	560 83
U.A.P. Aedif.	607 76	585 79
U.A.P. Alaf.	203 17	196 83
U.A.P. Alto	166 17	160 16
UAP Moyen Terme	120 60	116 24
UAP Prem. Cadg.	10595 16	10552 95
Uni-Associations	119 57	119 57
Uni-Foncier	1303 94	1272 14
Unifrance	538 39	525 26
Uni-Garantie	1345 04	1321 26
Uni Régions	1369 99	1336 58
Unirente	2464 77	2404 85
Univar	209 98	209 98
Univers Actions	1183 58	1154 72
Univers-Obligation	1623 84	1584 23
Valorem	489 01	477 08 •
Valorg	1820 51	1818 69
Valrea	46765 50	46742 13
Vauban	25291 30	25266 01 •

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - • : prix précédent - ■ : marché continu

Le Monde

Les corps de trois Israéliens poignardés découverts près de Tel-Aviv

Les corps de trois Israéliens poignardés ont été découverts, vendredi 14 décembre, à Jaffa, près de Tel-Aviv. Selon les premiers éléments de l'enquête, ce triple assassinat a été commis pour des motifs nationalistes.

Les corps mutilés, dont celui d'une femme, ont été découverts dans des entrepôts sur les murs desquels ont été écrits des slogans violemment anti-israéliens, signés HAMAS (mouvement de la résistance islamique).

D'autre part, cinq officiers israéliens ont été tués dans un accident d'avion, au cours de la nuit de jeudi à vendredi, dans le sud du pays.

Le commandant de l'aviation, le général Avihou Bin Noun, a aussitôt ouvert une enquête afin de déterminer la raison de cet accident, l'un des plus graves dans l'histoire de l'armée israélienne. – *(AFP.)*

L'ESSENTIEL

La télématique du *Monde* :
3615 LEMONDE
3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 14 décembre 1990 a été tiré à 542 916 exemplaires.

Mme Hélène Carrère d'Encausse élue à l'Académie française

Mme Hélène Carrère d'Encausse a été élue à l'Académie française jeudi 13 décembre, au premier tour de scrutin, par 23 voix contre 9 à M. André Sernin, négociant en pierres précieuses et auteur de nombreux ouvrages dont *Alain, un sage dans la cité,* grand prix de la critique de l'Académie française en 1986 (*le Monde* du 5 avril 1985). Deux bulletins blancs étaient marqués d'une croix – signe de désapprobation à l'égard du candidat. Mme Carrère d'Encausse est la troisième femme élue à l'Académie, après Marguerite Yourcenar en 1980 et Mme Jacqueline de Romilly en 1988. Pour la première fois, deux femmes siégeront en même temps à l'Académie, Mme de Romilly et Mme Carrère d'Encausse. Lors de sa réception, cette dernière prononcera l'éloge de Jean Mistler, son prédécesseur.

Mme Hélène Carrère d'Encausse passe, sûrement à juste titre, pour la grande spécialiste de l'URSS et des pays de l'Est. Docteur ès lettres et en sciences humaines, elle a été professeur à la Sorbonne. Elle est aujourd'hui professeur à l'Institut d'études politiques de Paris et directeur d'étude et de recherche à la Fondation nationale des sciences politiques. *Visiting professor* dans plusieurs universités des Etats-Unis, elle est aussi membre du Board of Directors de l'East-West Institute for Security Studies, docteur *honoris causa* de l'Université de Montréal, membre associé de l'Académie royale de Belgique.

Son atavisme et aussi la mémoire vivante des traditions familiales expliquent son attrait pour le pays de ses ancêtres et sa profonde compréhension du monde slave. Elle est parfaitement bilingue et, outre le français et le russe, parle couramment l'anglais. Née en France de parents immigrés – *« J'ai atteint l'âge adulte au début des années 50 »*, dit-elle, refusant d'indiquer la date précise de sa naissance, – elle avait de qui tenir. Après 1921, ses grands-parents avaient dû quitter leur Géorgie natale pour Istanbul. Ses parents, apatrides, très antibolcheviks, devaient se rencontrer à Paris dix ans plus tard. Le père, docteur en philosophie mais qui, en France, dut gagner durement sa vie, était originaire du Caucase et avait des ancêtres tatars ; la mère avait du sang mêlé : polonais, suédois, autrichien... de quoi élaborer, déjà, une conscience européenne.

C'est dans cette ambiance que Mme Carrère d'Encausse a vu se développer ses dons. Mais c'est avec une volonté formelle d'être totalement assimilée à la patrie d'adoption de ses parents qu'elle a fait des études d'histoire et de sciences politiques. Par la suite sa carrière universitaire a été entrecoupée de contacts avec des interlocuteurs et des informateurs de tout genre, de voyages d'étude dans le monde entier, y compris l'URSS ; jalonnée par conséquent d'écrits, d'ouvrages presque toujours axés sur l'actualité qui les a suscités.

Les œuvres

Parmi ses livres, dont on trouvera la liste plus loin, nul n'a oublié l'immense retentissement de *l'Empire éclaté*, étude de démographie comparée qui lui a valu le prix Aujourd'hui 1978. Rares étaient alors les soviétologues osant envisager que le puissant et apparemment indivisible bloc soviétique pourrait peu ou prou, tôt ou tard, se désagréger.

Cet automne 1990 a vu la publication de *la Gloire des nations ou la fin de l'empire soviétique*, qui confirme ce premier pronostic (« le Monde des livres » du 21 septembre).

Le Marxisme et l'Asie, en collaboration avec Stuart Schram (A. Colin, 1965, 2e édition, 1970). *Réforme et révolution chez les musulmans de l'Empire russe* (Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1966, réédition 1981). *L'URSS et la Chine devant les révolutions dans les sociétés pré-industrielles*, en collaboration avec Stuart Schram (Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1970). *L'Empire éclaté* (Flammarion, 1978, réédition « Livre de Poche », 1990, avec une postface inédite). *Lénine : la révolution et le pouvoir* (Flammarion, 1979). *Staline : l'ordre par la terreur* (Flammarion, 1979). *le Pouvoir confisqué* (Flammarion, « Livre de Poche », 1982, *le Grand Frère* (Flammarion, 1983). *La déstalinisation commence* (Complexe, 1984). *Ni paix ni guerre* (Flammarion, 1986), *le Grand Défi : bolcheviks et nations, 1917-1930* (Flammarion, 1987), *le Malheur russe* (Fayard, 1988), *la Gloire des nations ou la fin de l'Empire soviétique* (Fayard, 1990).

Hélène Carrère d'Encausse a été membre de la commission de réflexion sur le code de nationalité. Rappelons aussi ses deux communications qui ont attiré une foule inhabituelle à l'Académie des sciences morales et politiques : la première le 11 février 1980, « Où va l'URSS ? » ; la seconde, le 12 mars 1990, reconnaissant que l'avenir de l'URSS à la fin du siècle est imprévisible.

Parmi ses très nombreuses collaborations aux publications périodiques, on notera celles qu'elle a accordées, au *Monde* et au *Monde diplomatique*. Le prix de la Fondation Louise-Weiss, qui récompense les auteurs ayant le plus contribué à l'avancement des « sciences de la paix », lui a été décerné en 1986.

JEAN-MARIE DUNOYER

La tsarine des soviétologues

Mme Hélène Carrère d'Encausse à l'Académie, c'est aussi une satisfaction pour ses amis soviétologues, un hommage à cette science difficile dont elle est, en France, une sorte de tsarine – *« la soviète suprême »*, avait titré un jour *Libération*. Même ses collègues qui jalousaient ses tirages, sa fécondité d'auteur et ses succès médiatiques ont toujours salué son immense compétence, l'aisance et la clarté avec laquelle elle sait expliquer les sujets les plus difficiles . Comme l'attestent les générations d'élèves qui ont suivi ses cours à Sciences Po, Mme Hélène Carrère d'Encausse est d'abord une remarquable pédagogue.

Est-elle aussi la Pythonisse prêchant dans le désert, celle qui avait prévu envers et contre tous l'éclatement du bloc communiste ? L'énorme succès de son *Empire éclaté*, paru en 1978, apparaît doublement mérité aujourd'hui. Mais le propos de l'auteur était alors plus modeste que son titre, un titre auquel Yves Florenne, dans le *Monde diplomatique*, reprochait de *« dramatiser à l'excès »* un contenu marqué par la rigueur et la prudence à propos d'un éclatement *« tout au plus potentiel »*.

De fait, le grand mérite de l'auteur était de montrer, à une époque où la propagande communiste décrétait le problème national *« définitivement réglé »* en URSS, qu'il n'en était rien, qu'au contraire ce problème était *« le plus urgent, le plus irréductible »* de tous, quitte d'ailleurs à le privilégier par rapport à d'autres : en fin de compte, c'est la stagnation économique et sociale qui a été à l'origine de la perestroïka, l'explosion nationale actuelle n'en étant qu'une conséquence.

L'« Homo islamicus »

En bonne sociologue, Mme Hélène Carrère d'Encausse voyait d'ailleurs alors le risque principal dans l' *« Homo islamicus »*, le plus fort démographiquement, et dont elle soulignait à juste titre qu'il perdurait derrière l' *« Homo sovieticus »*. Et cela la conduisait à sous-estimer le problème des nationalismes occidentaux, notamment des Baltes, qu'elle voyait *« en voie d'extinction physique »*.

C'est également l'approche sociologique qui prédomine dans sa description du système politique soviétique. Dans son *Pouvoir confisqué*, remarquable et implacable description de la stagnation brejnévienne, Mme Hélène Carrère d'Encausse note au passage le problème que va poser la relève des générations, mais elle ne remarque pas un certain Gorbatchev (au rôle encore très modeste, mais déjà seul jeune homme admis dans l'équipe des géromtes). Et sa méfiance instinctive à l'égard des apparatchiks la porte à considérer avec une grande circonspection les premières manifestations de la perestroïka et de la glasnost : fin 1986 encore, elle se refuse à voir dans la libération de Sakharov le signe d'un *« dégel »*.

Mais ce ne sont là que peccadilles, d'ailleurs normales de la part d'un auteur suffisamment soucieux de rigueur scientifique pour attendre d'en savoir plus et ne jamais confondre ses vœux avec les réalités. Si pas mal de soviétologues ont un péché à se reprocher, c'est d'avoir mis une sourdine à leur lucidité, de n'avoir pas été assez fermes dans leur rejet d'un système inhumain et absurde. Ce n'est pas le cas de Mme Hélène Carrère d'Encausse, dont l'anticommunisme, s'il n'a jamais été « primaire », est resté cohérent.

MICHEL TATU

SUR LE VIF — CLAUDE SARRAUTE

Télé-trottoir

C'EST donc vrai, cette décision grotesque de supprimer certaines des meilleures émissions d' A 2, sous prétexte que ça coûte trop cher pour ce que c'est. Attention, s'agit pas ici d'un rapport qualité/prix, s'agit d'une équation sorties/rentrées. Rentrées d'argent. L'argent de la pub évalué au nombre de têtes de bétail. On est pas assez nombreux, de un à trois millions, à regarder passer Etoile Palace, Télé-Zèbre ou Carnets de route. Eh bon, les calculettes ont rendu leur verdict : Ockrent, une fois par mois, à la rigueur. Ardisson et Frédéric Mitterrand, au placard.

Sérillon aussi. Lui, ça se discute. Elle est déjà essoufflée, la locomotive qu'il vient de mettre sur les rails histoire de pousser les informations télévisées, alors autant en changer. Dans ce coin de la grille, les chaînes privées tapinent pour faire monter, tu viens, chéri, M'sieu Audimat à 20 heures, et, franchement, je vois pas pourquoi le service public n'aurait pas son carré de trottoir dans une rue obscure et peu fréquentée, où la passe coûte nettement moins cher que la Roue de la fortune.

Quant à Bouvard et à ses Drôles de têtes, réfugiées le samedi en bout de gare, autour de minuit, ils ont été débarqués en vitesse de ce train de marchandises qui n'arrête pas de changer de direction. En fait, ce sont les talk-shows qui font les frais de l'opération. Au coup suivant, on va rogner sur les informations.

Est-ce qu'il ne serait pas grand temps de s'interroger sérieusement sur la vocation d'un service public pendu aux basques des entreprises privées : T'aurais pas cent balles pour que je te fasse de la réclame ? Auprès de qui ? Auprès de tous ces connards, contraints et forcés de cracher au bassinet pour avoir le droit de zapper sur des chaînes gratuites !

Moi, je vais vous dire, le seul moyen de s'en sortir, c'est de suivre enfin l'exemple de la BBC. Pas de pub, une redevance correcte. La BBC 1 et la BBC 2. A 2 et FR 3. L'une s'adresse au grand public, l'autre à l'élite. C'est clair, c'est net et si, je regrette, c'est parfaitement démocratique. Libre à chacun de choisir.

Démission de M. Philippe Santini PDG d'Avenir Havas Media

Le groupe Havas a annoncé, vendredi 14 décembre, la démission *« pour convenances personnelles »* de M. Philippe Santini de ses fonctions de directeur général du groupe et de PDG d'Avenir Havas Media, filiale regroupant l'affichage, la presse gratuite et les régies publicitaires.

M. Santini faisait l'objet, ces dernières semaines, d'attaques anonymes et répétées portant notamment sur le profit personnel qu'il aurait pu retirer d'une opération immobilière : le transfert du siège d'Avenir Havas Media à Boulogne-Billancourt. M. Santini se serait justifié de ces allégations devant son conseil d'administration. Mais, heurté par de telles pratiques de dénonciation anonyme, il aurait estimé ne pas pouvoir rester dans le groupe,

Les premières conclusions d'une enquête demandée au commissaire aux comptes de la société par M. Dauzier, PDG de Havas, n'auraient révélé aucune anomalie. Un rapport définitif sera rendu d'ici quelques jours.

EN BREF

□ **Le Sénat rejette le projet de loi portant diverses mesures sociales (DMOS).** – Les sénateurs ont opposé, vendredi 14 décembre, une question préalable (qui dispose qu'il n'y a pas lieu de délibérer) au projet de loi portant diverses dispositions relatives à la santé publique et aux assurances sociales. Les sénateurs ont critiqué certaines dispositions du projet allant, selon eux, à l'encontre de la loi sur la fonction publique territoriale récemment adoptée par le Parlement.

□ **Les prix Louis-Delluc.** – Le prix Louis-Delluc 1990, principale distinction décernée chaque année à un film français par un jury de cinéphiles, a été attribué ex aequo au *Petit Criminel* de Jacques Doillon (qui sortira le 19 décembre) et au *Mari de la coiffeuse* de Patrice Leconte. D'autre part, pour célébrer le centième anniversaire du réalisateur et critique qui a donné son nom au prix, un « Delluc des Delluc » devait être choisi parmi les quarante-sept lauréats depuis 1937. Cette récompense est allée aux *Vacances de M. Hulot* (1953) de Jacques Tati.

□ **Un policier tué par un chauffard dans le Var.** – Alain Meller, quarante-neuf ans, un policier du corps urbain de Bandol, a été renversé par une voiture alors qu'il participait à un dispositif de contrôle d'alcoolémie à Sanary (Var), dans la nuit du jeudi 13 au vendredi 14 décembre. Gerald Orusa, vingt-sept ans, serveur dans un débit de boissons, circulait à vive allure quand il a heurté le policier. Son alcootest s'est révélé positif.

Dans un rapport parlementaire

Trente propositions pour améliorer la sécurité nucléaire

L'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques a rendu public, jeudi 13 décembre, un rapport sur « le contrôle de la sûreté et de la sécurité des installations nucléaires ». Trente recommandations sont présentées en conclusion de ce document de 366 pages, rédigé par MM. Claude Birraux, député de Haute-Savoie (apparenté UDC), et Franck Sérusclat, sénateur du Rhône (PS).

« Bien, mais peut mieux faire. » Tel est, en substance, le diagnostic porté par MM. Birraux et Sérusclat sur la sûreté et la sécurité des installations nucléaires françaises, après six mois d'enquête et l'audition de plus de cent soixante experts.

« Les autorités de sûreté françaises sont reconnues en France et à l'étranger pour leur grande compétence et leur rigueur », estime ainsi M. Birraux. Elles devraient d'ailleurs, selon lui, participer plus activement à l'amélioration de la sécurité des installations d'autres pays, notamment en URSS et en Europe de l'Est. Il n'en préconise pas moins de doubler en cinq ans les effectifs du Service central de sûreté des installations nucléaires (SCSIN) et ceux des divisions nucléaires des directions régionales de l'industrie et de la recherche (DRIR) .

Le député propose aussi de renforcer les pouvoirs du SCSIN, qui devrait devenir, *« une nouvelle direction générale du ministère de l'industrie »* (auquel il est déjà rattaché) et avoir la possibilité de suspendre temporairement, de sa propre initiative, l'autorisation de fonctionnement d'installations nucléaires prises en faute. Il souhaite, par ailleurs, renforcer l'autonomie d'un autre organe de sûreté, l'Institut de protection et de sûreté nucléaire (IPSN), qui dépend du Commissariat à l'énergie atomique (CEA), en le dotant *« d'une ligne budgétaire individualisée dans les crédits du ministère de l'industrie »*.

Chargé, quant à lui, de la protection des personnes, le Service central de protection contre les rayonnements ionisants (SCPRI) du professeur Pellerin, dépendant du ministère de la santé, dont l'action en matière de communication avait été très critiquée lors du passage sur la France du « nuage de Tchernobyl », devrait être profondément remanié. M. Sérusclat propose qu'il soit placé sous la double tutelle des ministères de la santé et de l'environnement, et transformé ultérieurement en *« établissement public industriel et commercial »*. Le sénateur souhaite, en outre, que les commissions locales d'information existant auprès de chaque site nucléaire soient dotées de moyens financiers plus importants et que leurs membres puissent bénéficier d'une formation.

Les deux rapporteurs proposent enfin au gouvernement d'*« étudier la possibilité d'une loi-cadre relative à l'énergie nucléaire, qui énoncerait les principes du droit du nucléaire* (...) *et définirait les principes d'organisation des autorités de contrôle »*. Ils élargissent ainsi l'idée lancée par M. Christian Bataille, député PS du Nord (*le Monde* du 14 décembre), qui souhaitait, dans un autre rapport, une loi organisant la gestion des déchets nucléaires à vie longue.

JEAN-PAUL DUFOUR

PUBLICATION JUDICIAIRE

Dans un litige opposant la société GROUPE HAUSSMANN S.A. et le GROUPE HAUSSMANN – CABINET BLUM, le TGI de Paris, statuant contradictoirement, a rendu le 12 juin 1990, un jugement qui dispose : la SARL GROUPE HAUSSMANN-CABINET BLUM, en reproduisant servilement la marque de la société demanderesse pour désigner des services d'agences immobilières visés à l'acte d'enregistrement a commis les faits de contrefaçon qui lui sont reprochés.

Dit la SA GROUPE HAUSSMANN bien fondée en sa demande en contrefaçon de marque.

En conséquence, fait interdiction à la société défenderesse d'utiliser la dénomination « GROUPE HAUSSMANN ».